

Dans les banques nationalisées

Les présidents de Worms
et du CCF
ne sont pas renouvelés

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Il y a quarante ans
le débarquement
Comment a été gagnée
la bataille
par FRANÇOIS BÉDARIDA
Le régime front
des Soviets
par DOMINIQUE D'HOMBRES
LIRE PAGE 12

M. François Mitterrand veut maintenir le dialogue avec Moscou malgré la tension Est-Ouest

Du bon usage
des voyages...

Les relations entre Paris et Moscou ne pouvaient pas être « normales » aussi longtemps que les Soviétiques occuperaient l'Afghanistan, avait déclaré M. Chénouard dans une sortie citée. Et en effet elles ne l'ont pas été depuis l'élection de M. Mitterrand. Le rythme d'un sommet par an, dont M. Giscard d'Estaing était convenu avec Brejnev en 1979, n'a pas été tenu. Le nouveau président estimait que les rapports avec l'URSS avaient besoin de subir une « cure de désintoxication » pour les laver du péché de « faiblesse » reproché à son prédécesseur et illustré par son malheureux voyage à Varsovie en mai 1980.

A plusieurs reprises, après la mort de Brejnev, cette « cure » avait semblé sur le point de prendre fin, mais un événement imprévu était venu, à chaque fois, tout remettre en question : durcissement en Pologne, crise des euro-missiles, explosion des espions soviétiques, Boeing sud-coréen... Le sort des Sakharov aurait pu amener un nouvel ajournement si le président de la République n'avait tenu personnellement à faire le voyage de Moscou, malgré l'absence d'assurances de la part des Soviétiques sur l'état de l'atmosphère et de sa femme.

Les dirigeants de l'URSS, qui depuis 1981 n'ont pas épargné leurs critiques au gouvernement français, ont bien compris que le « raidissement » de M. Mitterrand à leur égard était dû en partie à des considérations de politique intérieure et qu'il n'empêchait pas la poursuite de relations économiques et commerciales fructueuses ; la signature du contrat sur le gaz naturel, au moment même où l'état de guerre était imposé en Pologne, l'a suffisamment montré. Dès la fin de l'année dernière, le chef de l'Etat avait manifesté son désir de reprendre avec Moscou le dialogue au plus haut niveau, comme s'il était hanté par le rêve giscardien d'un équilibre européen fondé sur une entente entre la France et la Russie.

Il est vrai qu'il a préparé ses arrières. Il peut légitimement estimer qu'il va parler aux Soviétiques à partir d'une position de force. Le discours qu'il a prononcé au Bundestag pour approuver le déploiement des euro-missiles et les professions de foi atlantiques qui lui sont si sévèrement reprochées par le Kremlin le mettent à l'abri de toute accusation de complaisance. M. Mitterrand ne se fait plus aucune illusion sur l'URSS. Le temps est loin où, premier secrétaire du PS, il exprimait à Moscou, en 1975, dans un communiqué commun, « son appréciation de la contribution constructive de l'Union soviétique au processus de la détente internationale ».

C'est justement cette absence d'illusions qui suscite des questions sur le sens de ce prochain voyage en URSS. Les objectifs du président de la République ne sont pas des plus clairs. Il ne peut espérer apprendre grand-chose à M. Tchernomirski sur la politique française ni obtenir de lui, sur les positions soviétiques, des informations qu'il ne connaisse déjà. Pour les négociations sur le contrôle des armements nucléaires, qu'ils soient stratégiques ou à moyenne portée, M. Mitterrand n'est pas un interlocuteur valable, à moins que les dirigeants du Kremlin ne veuillent parler de la force de frappe française, ce à quoi de toute évidence le président de la République se refuse.

On croit volontiers M. Mitterrand quand il affirme qu'il parlera des droits de l'homme à Moscou avec la même fermeté que partout ailleurs. Mais qui l'entendra, puisque ces propos, si comme probable ils déplacent aux autorités soviétiques, seront censurés ?

Les conditions dans lesquelles cette visite a été annoncée confirment la fâcheuse impression que l'entreprise comporte plus de risques que de bénéfices potentiels. Sans doute est-il nécessaire de parler avec les dirigeants soviétiques, même et peut-être surtout dans les périodes de tension. Tout est dans le choix du moment, le Kremlin ne devant pas être le seul à retirer les avantages d'un geste de bonne volonté.

Le président de la République
n'a obtenu aucune assurance
sur le sort des Sakharov

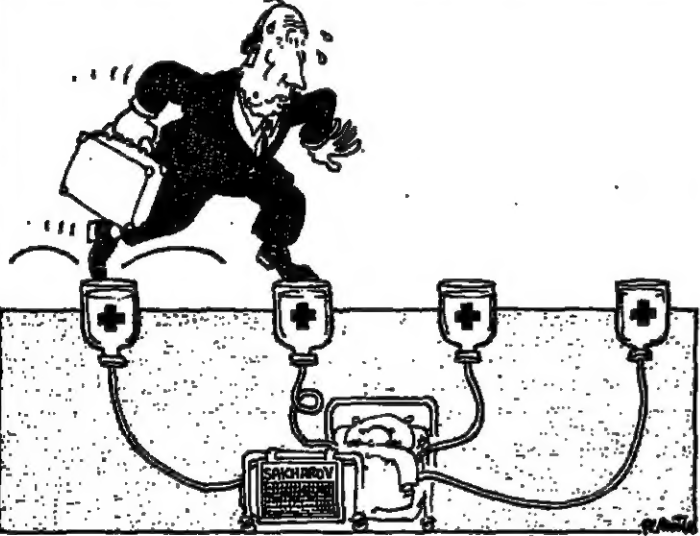
M. Mitterrand voulait depuis quelques mois se rendre à Moscou, et ce désir l'a finalement emporté sur toute autre considération. Telle est la leçon qu'on peut tirer de la journée du lundi 4 juin, épilogue du suspense qui entourait ce projet de

visite depuis que le président de la République y avait fait allusion le 21 mars dernier, à la veille de son départ pour les Etats-Unis, dans une interview accordée à Paris-Match. C'est lundi à 16 h 45 qu'a rebondi le feuilleton lorsque l'agence Tass a

annoncé que M. Mitterrand se rendrait en URSS au cours de la deuxième quinzaine du mois de juin, en réponse à une invitation du président du Soviet suprême (1). La surprise s'accroît lorsque, pendant près de deux heures, l'Elysée et le Quai d'Orsay refusent de confirmer ou d'infirmer la nouvelle. M. Max Gallo, le porte-parole du gouvernement, s'avoue tout aussi impuissant à apporter la moindre précision. Ce n'est finalement qu'un peu avant 19 heures que le président confirme l'information de Tass : on s'interrogeait encore ce mardi matin à l'Elysée pour savoir s'il s'agissait de la part des Soviétiques d'une entorse volontaire aux accords conclus ou d'un simple « dysfonctionnement ».

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 4.)

(1) Aucune date précise ne figure dans le communiqué, mais il est probable que le voyage aura lieu du 20 au 23 juin. Ce sont ces dates qui avaient été données par M. Exler à la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale au mois d'avril et démenties alors par l'Elysée.



LA CAMPAGNE POUR LE SCRUTIN DU 17 JUIN

Qui sont les électeurs des petites listes ?

par JÉRÔME JAFFRÉ (*)

Le phénomène des « petites listes » constitue l'un des traits marquants de la campagne pour les élections européennes du 17 juin. Toutes additionnées, elles frôlent les 20 % dans les sondages d'intentions de vote. Nettement plus qu'aux précédentes élections européennes de 1979, où elles totalisaient 12 % des voix, et qu'au premier tour de l'élection présidentielle, où les « petites candidatures » avaient obtenu 12,5 % des suffrages exprimés.

Un électeur sur cinq leur est donc favorable. L'impact électoral des grandes listes s'en trouve diminué et la stratégie de campagne modifiée. Les dirigeants de la liste d'union de l'opposition paraissent avant tout préoccupés par les listes Le Pen et Gomez. Pour sa part, le PS subit, comme à chaque scrutin, la concurrence du Mouvement écologiste et de l'extrême gauche, mais il doit aussi faire face à la liste ERE européenne de MM. Siron, Lalonde et Doublin. Pour le parti de M. Jospin, le risque d'un échec électoral majeur réside dans l'éparpillement de son électoral potentiel vers ces fameuses « petites listes ».

Une exploitation inédite des sondages de la SOFRES réalisés au cours du mois de mai (1) permet de connaître le profil de ces électeurs et leur origine. Il devient alors possible d'apprécier l'exacte originalité des « petites listes » et de les situer sur l'échiquier politique français.

Un examen plus attentif révèle cependant des modifications : l'électorat écologiste de 1984 est plus masculin (53 % d'hommes contre 47 % de femmes, soit la proportion

exactement inverse de celle de 1981) ; il ne se renouvelle plus guère par les jeunes électeurs, puisqu'il ne comprend que 24 % de dix-huit-vingt-quatre ans, au lieu de 35 % pour M. Lalonde en 1981. Surtout, il s'est déplacé vers la gauche (voir tableau 2 page 8). On compte en son sein davantage d'électeurs de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle que d'électeurs du candidat des Verts (26 % contre 23 %) ! Au second tour, le 10 mai 1981, seuls 16 % des électeurs écologistes d'aujourd'hui ont voté pour M. Giscard d'Estaing. Confirmation de ces indications de tendance : 22 % des électeurs de M. Anger se sentent proches du Parti socialiste et 42 % seulement — moins de la moitié ! — privilégient comme mouvement le plus proche le courant écologiste.

(Lire la suite page 8.)

(*) Directeur des études politiques de la SOFRES. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

L'appel ambigu de l'Europe

par PIERRE DROUIN

Deux générations — ou presque — ont vécu dans les coulisses, puis dans les décors de l'Europe communautaire. Cette construction extraordinaire née, dans la paix, de la volonté de quelques-uns, apparaît aux jeunes comme aussi naturelle qu'une cathédrale, ou qu'une nation, bâtie pour des siècles et des siècles. Encore la plupart estiment-ils qu'elle n'est pas achevée et qu'il convient maintenant de la transformer en une vraie communauté politique, comme l'a demandé M. François Mitterrand, le 24 mai à Strasbourg.

Certains de leurs pères pensaient que cette évolution se ferait naturellement, que l'entreprise économique des Six, au départ, ne pouvait manquer de glisser vers une entité politique : confédération pour les plus hardis, fédération pour les plus

Parlement européen au suffrage universel, pensaient que cette évolution conduirait, elle aussi, à plus d'intégration, et à l'Europe politique. Comme l'écrivait Simone Veil (1) : « Qu'on le veuille ou non, la crédibilité et la force de Parlement européen dépendent de l'image de la Communauté tout entière. En conséquence, il est confronté à cette contradiction : en cherchant à affirmer ses pouvoirs, le Parlement risque de provoquer des prises avec telle ou telle autre institution et par là même d'affaiblir la Communauté, donc sa propre image ».

La vie même du Parlement de Strasbourg depuis 1979, date des premières élections, montre à quel point le ressort national est resté puissant dans la nouvelle assemblée. Ce qui, rétrospectivement, fait sourire à propos des craintes exprimées par M. Debré ou M. Chirac (comme a été parfaitement contredit la thèse, exposée par certains destructeurs de la décentralisation, selon laquelle l'unité nationale en serait affectée).

Sans doute, le « projet Spinelli » d'Union européenne a été largement

adopté et quelques « majorités d'idées » se dégagent parfois sur des questions techniques ou dans le domaine des libertés, où l'on voit des membres de groupes opposés sur le plan politique voter de la même manière. Mais, comme l'écrivait Jacques Mallet (2), « l'enceinte de l'Assemblée offre une caisse de résonance aux conflits nationaux ou électoraux ». Les pesanteurs nationales sont, de loin, les plus fortes. Ce qui n'a rien d'étonnant (3). Choisis généralement par les partis dont dépendra leur réélection, sur des listes nationales ou régionales, élus directement par les citoyens à l'issue de campagnes dominées par les questions de politique intérieure, les nouveaux représentants sont portés à défendre, par priorité, les intérêts de leur pays ou de leur parti.

(Lire la suite page 2.)

(1) Revue du Marché commun, mars 1984, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.
(2) Politique étrangère, juin 1980.
(3) Lire les Nouveaux Parlementaires européens, d'Edmond Jouve, Economica, 1984, 75 F.

Une maîtrise absolue dans le domaine psychologique. Du frisson au sourire, de l'ironie noire à la tendresse mordante.

PATRICIA HIGSMITH
Les sirènes du golf

« Un monde différent de celui que nous croyons connaître. C'est un poète de l'angoisse plus que de la peur. »
GRAHAM GREENE

CALMANN-LEVY

AU JOUR LE JOUR

Parole

Parole de cardinal contre parole d'homme d'Etat. Mgr Lustiger déclare au Monde qu'il y a eu, dans la querelle scolaire, « manquement à la parole donnée, de la part du gouvernement ». M. Mauroy réplique aussitôt qu'il « ne peut accepter ce jugement » et lui « oppose le plus net démenti ».

Le médiateur vient opportunément de proposer qu'on restaure, à l'école, les cours d'éducation civique et de morale. On pourrait donc suggérer aux instituteurs (du public et du privé) de faire réfléchir les enfants sur le thème suivant : faut-il croire ce que disent les grandes personnes ?

BRUNO FRAPPAT.

ملا من الأصل

Le Monde

idées

Pour un vote de solidarité

Avant le scrutin du 17 juin

Le débat de politique intérieure prend de plus en plus le pas, dans la campagne pour les élections du 17 juin, sur les perspectives proprement communautaires. Il n'empêche que c'est de l'Europe qu'il s'agit. L'essentiel pour elle, aux yeux de Pierre Drouin, si elle veut vraiment exister, est de se trouver une âme. Menotti Bottazzi aimerait, quant à lui, qu'elle mette au premier plan de ses préoccupations le développement de ses relations avec un tiers-monde qui continue de mettre beaucoup d'espoir en elle. Les organisations non gouvernementales ont, de ce point de vue, un rôle irremplaçable à jouer.

Pour des millions d'Européens sans travail, la crise est plus qu'un mot usé par les médias : c'est une réalité terrible et quotidienne. N'aurait-elle fait rien d'autre en parcourant les rues de Paris, les sidérurgistes formels ont eu le mérite de le rappeler avec force à ceux que la crise ne prive pas de leur emploi journalier.

La crise réduit notre horizon à notre clocher. Notre réaction instinctive est de serrer les rangs : tant pis pour les autres ! Pourtant, le 17 juin, il faudra bien voter avec les autres Européens, et voter en pensant à tous les autres, à tous ceux qui, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, attendent de l'Europe une parole, un geste, une attitude, une politique. Mais est-il possible de faire l'Europe en pleine crise ? Plus encore, de faire une Europe solidaire des autres peuples, alors que le niveau de vie de beaucoup d'Européens frise la déroute ?

C'est là qu'il faut être clair au risque de paraître provocant. C'est précisément parce que nous sommes au cœur de la vague qu'il faut avoir le courage de regarder au-delà de notre clocher.

Plus que jamais, l'espoir de nos peuples, à commencer par les catégories les plus touchées, est dans une Europe politique et populaire : c'est-à-dire une Europe qui ne se réduit pas à un « marché commun » plus ou moins déformé par quelques grands intérêts économiques. L'Europe économique ne peut pas durer, ni acquiescer au prestige et au respect, si les Européens que nous sommes ne clarifient pas leurs valeurs fondamentales et leur histoire commune. Sans quoi il n'y aura d'identité européenne que conjoncturelle, en fonction des besoins du moment.

Pour les Européens, l'espoir est aussi dans une Europe de la culture et de la solidarité. Faut-il ranger cette Europe au musée des mythes ? Tout d'abord, il convient d'évaluer pour ce qu'elles sont les difficultés de fonctionnement que l'Europe a rencontrées sur sa route. Comme l'a bien montré dans ces colonnes (1) M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, pour l'essentiel ces difficultés sont dues au non-respect des principes et règles communautaires. Exemple : les montants compensatoires, les dérogations à la règle de la préférence communautaire touchant les importations de viande et de lait, les compensations

financières accordées à la Grande-Bretagne, etc.

Dans quelle situation seraient aujourd'hui, en revanche, les agriculteurs européens, et ceux de France tout spécialement, sans la mise en œuvre d'une politique agricole commune ? Et, hors la régulation communautaire, la situation de la sidérurgie européenne serait-elle encore beaucoup plus précaire face à ses concurrents américains ou japonais.

Un bilan positif

Si l'on regarde maintenant au-delà des frontières européennes, le bilan de la Communauté doit être également considéré comme positif, quelles que soient les critiques justifiées contre la lenteur et les freins mis par les gouvernements des Dix.

Globalement, malgré ses imperfections, le traité Europe-ACP (2), ou « convention de Lomé », reste l'accord mondial le plus proche d'une coopération internationale authentique grâce au Stabex, système de stabilisation des recettes d'exportation des ACP, grâce à l'aide fournie à ces pays sans conditions sur une base pluriannuelle leur permettant d'élaborer des programmes à moyen terme, grâce à l'accès de leurs productions au marché européen.

Les ACP discutent ferme actuellement le troisième convention quadriennale, qui doit prendre effet en mars prochain, afin d'obtenir que Lomé-III marque un progrès sur Lomé-II. La tentation de repartir sur les Dix à beau être forte, la convention représente pour les ACP une avancée politique décisive : non seulement aucun d'eux n'a dénoncé l'accord, mais de nouveaux venus ont rejoint la communauté, à savoir le Mozambique qui s'y sont maintenus joints, en attendant d'être pleinement admis.

Des résultats spectaculaires comme les progrès de la recherche électronique, l'Airbus, la fusée Ariane, et demain la possibilité d'exploitation internationale des TGV, sont là pour montrer que l'Europe ne pourra surmonter ses difficultés qu'en s'unissant plus étroitement et en créant en commun. Mais l'avenir de l'Europe ne s'écrit pas à ses frontières : la réussite du traité est conditionnée par la coopération au développement du Sud. Action d'au-

tant plus indispensable que la scène internationale tend à être de plus en plus occupée par l'affrontement des blocs.

A la tension Est-Ouest, s'ajoute de guerre, il faut substituer la coopération Nord-Sud, porte ouverte sur la paix : et c'est à l'Europe de prendre la tête du mouvement. La preuve en a encore été administrée en mai 1983 à Belgrade, lors de la 6^e CNUCED (3) : face à un bloc de l'Est incapable de proposer autre chose qu'un vieux catéchisme, et à une délégation nord-américaine accrochée sur le dogme réaganien du libéralisme à tout crin, les pays du tiers-monde se sont une fois de plus tournés vers la Communauté européenne comme seule planche de salut. Peine perdue : le système de négociation par groupe et de vote par consensus dans ce type de conférence a privé la Communauté d'une position autonome, et certains membres comme la Grande-Bretagne ont été fortement tentés de s'aligner sur les Etats-Unis.

Les ONG à l'avant-garde

L'échec de Belgrade doit être une leçon pour l'Europe dans ses relations avec le tiers-monde et en particulier avec les ACP. D'autant plus que les Dix ne sont pas seuls concernés par une politique communautaire autonome et volontariste. L'opinion publique « suit ». Selon un récent sondage de l'ECAD (4), la moitié des Européens sont favorables à l'aide au tiers-monde : un sur deux accepterait un prélèvement de 1 % sur ses revenus pour cette aide ; plus de la moitié ont effectivement apporté un soutien financier, au cours des deux dernières années, à une organisation d'aide au développement.

Il s'agit là d'une avancée qui a une raison et un nom : quatre cents organisations non gouvernementales (ONG) sont à l'œuvre aujourd'hui à travers l'Europe, dont une soixantaine en France, et ont montré leur efficacité dans leurs relations avec leurs partenaires du tiers-monde comme avec la Commission de Bruxelles et le Parlement européen.

(*) Président du Comité de liaison des Organisations non gouvernementales auprès des Communautés européennes.

tion. Elles-mêmes à l'avant-garde des relations entre les peuples d'Europe et ceux du tiers-monde, elles poussent les Dix à aller de l'avant.

Lors de la grande sécheresse de 1972-1973 qui a ravagé le Sahel, elles ont favorisé la création de « banques de céréales » villageoises et ont permis ainsi la reconstruction de groupements paysans en soutenant leur capacité d'auto-organisation. Elles soutiennent de même aujourd'hui les groupes de paysans du Nordeste brésilien, aux prises avec la sécheresse, comme elles ont aidé d'autres paysans brésiliens à garder leurs terres face aux menaces de gros propriétaires, ou les petits pêcheurs de l'île de Samar, aux Philippines, à protéger leurs lieux de pêche contre les incursions des chalutiers japonais... Ou encore les disciples de Gandhi à résister à une réforme agraire d'un genre nouveau, basée sur le volontariat et l'exploitation communautaire.

Les projets financés chaque année par les ONG dans une centaine de pays du tiers-monde se comptent par milliers. Projets nombreux dans le domaine agricole et le développement rural, visant avant tout l'autosuffisance alimentaire et le renforcement des organisations paysannes, mais aussi dans les domaines de l'éducation sanitaire, de la formation professionnelle et de l'artisanat, des infrastructures sociales des milieux urbains défavorisés.

Chaque année, depuis 1976, la CEE contribue pour une part substantielle à ces projets, dans le cadre d'une politique de cofinancement en augmentation constante : 2,5 millions d'ECU (soit 17 millions de francs français) en 1976, 31,2 millions (soit 220 millions de francs) en 1983. La CEE reconnaît ainsi la valeur d'exemple des projets soutenus par les ONG, qui sont généralement mis en œuvre plus rapidement que dans le cadre des aides publiques, assignant plus facilement les catégories pauvres de la population et les associant directement à l'action.

Autre élément capital : les ONG sont beaucoup moins tributaires que les gouvernements européens de considérations idéologiques ou politiques. Outre le soupçon et l'efficacité reconnus de leurs réseaux partenaires locaux, c'est le raison pour lequel une part importante de l'aide d'urgence (95 millions de FF en

1984) et de l'aide alimentaire de la CEE (370 millions de FF en 1983) transite par les ONG.

En favorisant la participation de chaque peuple, « à la base », à son développement, les ONG du Nord et leurs partenaires du Sud remplissent une fonction irremplaçable. Elles contribuent à faire exister les « corps intermédiaires », c'est-à-dire ce maillon indispensable à toute vie démocratique qu'est le mouvement associatif (organisations professionnelles, mouvements de jeunes, syndicats, associations d'usagers...), d'autant plus indispensable dans les pays de tiers-monde que l'Etat n'a aucun interlocuteur entre lui et la masse du peuple.

Le passage brutal à la modernité, particulièrement en Afrique, a rompu les solidarités traditionnelles. Pas plus qu'un tissu associatif, de nouvelles solidarités ne se décident d'en haut. Dans un monde resté paysan, ces nouvelles solidarités commencent comme autrefois au niveau du village, autour des problèmes quotidiens des semences, de la récolte, du grainier, de l'utilisation de l'eau... de tout ce que nous appelons aujourd'hui l'autosuffisance alimentaire.

Autrement dit, les ONG qui aident financièrement des paysans africains à construire une banque de céréales, un petit barrage, un dispensaire ou une école, font un « geste » de solidarité qui peut avoir une portée considérable en révélant la capacité d'organisation de ces paysans, en les amenant à reprendre du pouvoir. Qui ne voit le lien direct entre ce geste à forte densité politique et le vote que nous allons émettre le 17 juin ? En plaçant pour un rôle actif du Parlement européen et un dialogue suivi entre elles et les parlementaires, les ONG de développement valent contribuer au renouveau de l'Europe lié à sa capacité de solidarité.

- (1) Le Monde du 29 mars.
- (2) Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique : actuellement, soixante-quatre sont signataires de la convention, sans compter l'Angola et le Mozambique.
- (3) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
- (4) Consortium européen pour le développement agricole, dont le français est le CPER (Comité français pour l'Europe) - 42, rue Capois, 75015 Paris. 566.55.80.

L'appel ambigu de l'Europe

(Suite de la première page.)

Seule indication allant dans un autre sens : les groupes, d'intérêt plus aux problèmes brûlants de l'actualité et moins aux questions techniques. Du coup, ils pourraient mieux contribuer à la formation d'une opinion publique européenne. Car c'est bien à partir de là que l'Europe pourrait devenir une « nouvelle frontière », comme disent les Américains pour leur Ouest lointain, terre de rêves et de mythes à conquérir, fécondant l'espoir.

Sans doute le risque de guerres fratricides dans le Vieux Monde a disparu et le grand marché est là. Mais qui ne voit que ce Marché commun dont nous sommes fiers n'est pas vraiment un que lorsqu'il sera aussi fluide et transparent qu'un marché national. Nous en sommes loin.

L'Europe n'est pas seulement à « peaufiner ». Elle est un champ immense de solidarité, un tremplin pour la modernité, à l'heure où les

nations qui ont choisi les créneaux des techniques nouvelles ne nous font pas de cadeaux. Comme Gulliver à Lilliput, elle se trouve aujourd'hui clouée au sol par les mille liens de vieux dossiers économiques, dont l'agriculture n'est pas le moindre.

Un tremplin pour la modernité

Il faut, à tout prix, regarder maintenant vers la création d'espaces nouveaux et collectifs de création. A cet égard, un espoir est né de l'accord sur le programme ES-PRIT (4). C'est là un champ de réconciliation de l'opinion publique avec l'Europe, dont les nations - « mosaïques de comarcs bourgeois, suffisants, aveugles », s'il faut en croire San Antonio - donnent l'impression de se contenter de gérer leur déclin, de transformer ce déclin en durée (5).

Il faut aussi secouer l'« économie » dont l'Europe est gavée. Sans doute n'existe-t-il pas de « culture européenne ». Chaque nation a la sienne, et c'est mieux ainsi, car la culture est expression de diversité, chatoiement d'œuvres aux racines variées, nées de « plants » et de terroirs spécifiques. Raymond Aron va jusqu'à dire que « l'idée européenne est vide, parce qu'elle manque de la transcendance des idéologies messianiques aussi bien que de l'immanence du patriotisme concret ».

De moins l'Europe se nourrit-elle de valeurs communes, que Jean Stœtzel a bien su isoler, pour le temps présent, à partir d'une enquête considérable (6). « Il est bien clair d'abord, écrit-il, que pour beaucoup d'Européens la valeur centrale réside dans la personne, c'est-à-dire dans ma personne. » Innovation si l'on songe à ce qu'écrivait Descartes en 1645 : « Il faut toujours préférer les intérêts du

tout, dont on est partie, à ceux de sa personne en particulier. »

Cette notion d'une personne qui est strictement mienne, poursuit Stœtzel, entraîne avec elle une variété de valeurs qui lui sont rattachées, le bonheur, la sécurité, la liberté d'action, de décision et la liberté tout court, la maîtrise du destin personnel, la réalisation de soi, la considération sociale, ainsi que les activités agréables, en tête desquelles il faut placer le loisir, qui déjà pour les Grecs était le socle de l'homme libre.

C'est pourquoi la famille apparaît comme l'institution qui allie le plus haute valeur. Là l'individu, quel que soit son statut, est reconnu comme une personne. Malgré l'extension du divorce, et le concubinage des jeunes, les trois quarts des Européens se refusent à tenir le mariage pour une institution périmée. De même, si l'Européen se sent souvent exploité dans son travail, celui-ci reste une valeur. Les certitudes morales se dégradent, mais neuf Européens sur dix déclarent qu'ils appartiennent à une religion, et les trois quarts croient en Dieu.

Ambiguïtés fortes, donc, et qui se projettent dans cette dialectique du désir de fortifier le Vieux Monde pour qu'il retrouve sa présence d'enfant, et du repli sur l'individu. L'Europe a vu, peu à peu, ses ferment puissants s'affaiblir : la religion chrétienne, puis les Lumières. L'ère bourgeoise des nationalités sonnait le glas d'une création d'ensemble. Nous voici aux temps de la personne. Les cercles se sont rapetissés jusqu'au point. Point d'où jaillira une flamme nouvelle ? Pourquoi pas ? La « personne » européenne sait quelle elle pourra jouer longtemps de sa liberté et de sa sécurité si elle ne fait pas partie d'une communauté qui, au-delà des institutions en place, se sera forgée une âme.

PIERRE DROUIN.

(4) European Strategic Program for Research in Information Technology.
(5) Pierre Pascalini, « Réflexion sur l'Europe », Cahiers d'Economie personnelle, n° 3, 1984, B.P. 54, 41 bd Germain 63002, Clermont-Ferrand Cedex.
(6) Les valeurs du temps présent : une enquête européenne. PUF 1983.

LA DIVISION DES RICHES ET LA RÉSISTANCE, de Max Hastings

Aux alentours du jour J

Le 27 juin 1944, lendemain du débarquement allié en Normandie, la division cuirassée des Waffen SS Das Reich reçoit l'ordre de se diriger vers les côtes de la Manche. Avec ses 15 000 hommes, ses 1 400 véhicules, ses 200 chars et pièces d'artillerie, cette unité, naguère engagée sur le front russe, se met en marche, mais, tout au long des 700 kilomètres qui la séparent du théâtre des opérations, elle va être l'objet d'attaques des maquis, de raids de commandos britanniques.

se montrera impuissante à différer l'issue de la bataille.

Journaliste anglais, Max Hastings vient de faire revivre cet épisode. Très détaillé, parfois un peu compact, écrit sans passion, son étude a surtout le mérite d'éclairer le rôle de la Résistance au cours de ces journées décisives.

Hastings souligne aussi l'antagonisme qui existait entre l'Armée secrète, soucieuse d'éviter les représailles contre les populations civiles, et les responsables FTP, partisans d'une lutte impitoyable, coûteuse en vies humaines mais finalement plus efficace.

ERIC ROUSSEL.

« La Division Das Reich et la Résistance », 8 juin-20 juin 1944, victoires des maquis et martyres de la population. Editions Pygmalion : Gérard Watel. Traduit de l'anglais par René Brest. 380 p., 85 F.



L'apprenti-historien et le maître-sorcier

DU DISCOURS IDENTIFIANT AU DISCOURS DÉLIANT

Par Piera Aulagnier

CET ouvrage est totalement consacré à la clinique psychanalytique et plus particulièrement à l'analyse des psychoses. Pouvoir interpréter un délire exige qu'on renonce à bien des mirages théoriques afin que ces « histoires pleines de silence » laissent entrevoir la richesse de leur signification.

Collection « La fil rouge » 288 pages - 150 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4387-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 696972 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 F ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 170 pes. ; E.U., 1 \$; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 375 P. ; Libya, 6 000 dt. ; Luxembourg, 26 F ; Norvège, 8,80 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 65 esc. ; Soudan, 300 F CFA ; Suède, 7,25 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Tchécoslovaquie, 182 sk.	3 mois 6 mois 9 mois 12 mois				
		FRANCE			
		341 F	685 F	829 F	1 000 F
		TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
		601 F	1 245 F	1 819 F	2 369 F
		ÉTRANGER (par avion)			
		381 F	685 F	775 F	1 245 F
		LUXEMBOURG-PAYS-BAS			
		454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changement d'adresse : joindre l'ancien et le nouveau numéro de l'abonnement.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques ou espèces d'appoint.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.
ISSN : 0395-2037

Le Monde

AVANT LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN UNION SOVIÉTIQUE

VINGT ANS
DE SOMMETS
FRANCO-
SOVIÉTIQUES

1960 : 23 mars-3 avril, le général de Gaulle reçoit Nikita Khrouchtchev à Paris, puis en province.

1964 : 24 février-5 mars, N. Podgorny est reçu à Paris par le général de Gaulle.

1966 : 29 juin-1^{er} juillet, voyage officiel du général de Gaulle en URSS.

1^{er}-9 décembre, Alexei Koussyguine est reçu à Paris par le général de Gaulle.

1967 : 16 juin et 1^{er} juillet, A. Koussyguine passe par Paris et y est reçu par le général de Gaulle.

1970 : 6-3 octobre, sommet franco-soviétique à Moscou, à Tachkent et Bakou, entre Léonide Brejnev et Georges Pompidou.

1971 : 25-30 octobre, sommet Pompidou-Brejnev à Paris.

1973 : 11-12 janvier, visite de travail de Georges Pompidou près de Moscou.

25-27 juin, visite de travail de Léonide Brejnev à Rambouillet.

1974 : 11-13 mars, visite de travail de Georges Pompidou à Pitsounda.

4-7 décembre, L. Brejnev est reçu à Rambouillet par M. Giscard d'Estaing.

1975 : 14-18 octobre, M. Giscard d'Estaing se rend à Moscou et à Kiev. Deux rendez-vous avec L. Brejnev sont successivement annulés en raison du « refroidissement » dont souffre ce dernier.

1977 : 20-22 juin, sommet à Paris où M. Giscard d'Estaing reçoit L. Brejnev.

1979 : 26-28 avril, M. Giscard d'Estaing rencontre L. Brejnev à Moscou. Les rendez-vous avaient tout d'abord été fixés aux 29-31 mars.

1980 : 19 mai, M. Giscard d'Estaing se rend à Varsovie pour y rencontrer L. Brejnev.

LA RENCONTRE GISCARD D'ESTAING - BREJNEV
LE 19 MAI 1980 A VARSOVIE

L'illusion de la franchise

La rencontre avait été préparée dans le plus grand secret, même si des sources officielles soviétiques s'étaient fait un malin plaisir de donner l'information quarante-huit heures à l'avance. Le dimanche 10 mai 1980, M. Giscard d'Estaing et Léonide Brejnev arrivaient à Varsovie pour s'entretenir le lendemain pendant près de cinq heures. C'était le premier sommet entre le chef de l'Etat et du Parti soviétique et un chef d'Etat occidental après l'intervention armée de l'URSS en Afghanistan.

Le voyage de Varsovie devait être vivement reproché à M. Giscard d'Estaing, et M. Mitterrand ne fut pas le dernier à critiquer, pendant la campagne électorale de 1981, un geste qui pouvait apparaître comme un brevet de respectabilité donné aux Soviétiques. Ce n'est évidemment pas dans cette intention que l'ancien président de la République avait rencontré Brejnev. Sa démarche était fondée sur l'illusion — malheureusement largement partagée — qu'il suffit de parler haut et clair aux Soviétiques, et qui plus est, au plus puissant d'entre eux, pour avoir une chance d'être écouté et de les faire évoluer.

M. Giscard d'Estaing n'était pas allé à Varsovie pour négocier avec Brejnev, mais « pour éviter tout malentendu » avec les Soviétiques sur les réactions des Occidentaux à l'invasion de l'Afghanistan. Or, dans ce dialogue de sourds, ce qui intéressait les Soviétiques, c'était l'apparence de dialogue en elle-même. Le président parla en termes

Moscou a annoncé la visite
avec une certaine précipitation

Moscou. — A deux heures d'intervalle, l'agence Tass a annoncé, lundi 4 juin en début de soirée, que M. Mitterrand se rendrait en URSS « dans la deuxième quinzaine de juin » et que M. Andreï Sakharov et sa femme « se porteraient bien ». Le premier information a été lu sans autre commentaire au journal télévisé du soir, mais pas la seconde. Les médias soviétiques destinés à la consommation intérieure n'ont jamais évoqué l'état de santé de Sakharov, se bornant à dénoncer avec violence leur attitude.

Le communiqué de Tass indique que « répondant à l'invitation du président du Soviet suprême d'URSS, François Mitterrand, président de la République française, fera une visite en URSS dans la deuxième quinzaine de juin ». On remarquera que cette visite n'est pas autrement qualifiée. Celle de M. Giscard d'Estaing, en avril 1979, la dernière effectuée par un chef d'Etat français, avait été, au contraire, présentée comme une « visite officielle de travail ».

Rien n'a d'ailleurs été vraiment conforme aux usages dans l'annonce de ce voyage. Le président de la République avait fait part, dès le mois de mars, de son intention d'aller en URSS en 1984. Un vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Kornienko, avait jugé bon de préciser, le 13 avril, que cette visite aurait lieu « bien avant la fin de l'année ». Le filu le plus total avait ensuite régné. Les responsables soviétiques se répandaient en confidences sur « l'imminence » de ce voyage, tout en s'inquiétant ostensiblement, avant même le début de l'affaire Sakharov, de l'impact que pourrait être mis, au cours de celui-ci, sur la défense des droits de l'homme. On avait l'impression que Moscou était le terrain et répandait le bruit que M. Mitterrand préparait un grand discours sur les droits de l'homme, voire un édit, pour mieux obtenir des assurances de l'Elysée qu'il n'en serait rien.

Aucune visite technique préparatoire traditionnelle en la circonstance n'était cependant arrangée. Les Soviétiques avaient proposé pour celle-ci la première semaine de juin, c'est-à-dire le moment où les services compétents français avaient fait à faire avec M. Reagan en Normandie. Les officiels se faisaient muets, et la presse soviétique, dont les mouvements sont rarement spontanés, publiait des articles peu engageants sur la France.

De notre correspondant

Les circonstances de l'annonce elle-même sont étranges. Le communiqué de Tass a, semble-t-il, pris l'Elysée de court. Il a fallu attendre deux heures et demie pour obtenir la confirmation du voyage par Paris. Il est évident que l'on s'était mis d'accord dans les deux capitales, mais l'Elysée souhaitait peut-être avoir le choix des circonstances et du moment. Les dirigeants soviétiques ne l'ont pas compris de cette façon et ont ainsi donné l'impression, peut-être volontairement, de forcer la main au président français.

L'ambassadeur de France, M. Claude Arnaud, était parti lundi après-midi pour Paris, visiblement appelé pour consultation. Toute une série de signes donnent à penser que la décision de maintenir la visite aux dates envisagées, du 20 au 23 juin, a été prise très vite et au dernier moment. Une fois l'accord de l'Elysée obtenu, les Soviétiques ont, selon toute apparence, aussitôt fait part aux Français de leur intention de l'annoncer publiquement. Le délai était de toute façon déjà étonnamment court et peu conforme aux traditions.

La dépêche de Tass :

« Les Sakharov
se portent bien »

Pour ce qui est du sort de Sakharov dont paraissait dépendre le voyage, la dépêche de Tass, si elle écarte les « rumeurs sur la mort de Sakharov », ne donne pas d'indications précises sur l'état de la faim, et ne mentionne pas l'absence de Sakharov et sa femme, ni sur les conditions dans lesquelles ils vivent.

L'agence affirme seulement que ceux-ci « se portent bien et ne jeûnent pas ». Cette formulation ambiguë ne permet pas de savoir s'ils se nourrissent normalement, ayant interrompu leur grève de la faim, ou s'ils sont alimentés de force. Tass consacre d'ailleurs l'essentiel de son propos à fustiger la « propagande mensongère antisoviétique » et réaffirme la thèse de la « provocation » montée par les diplomates américains à Moscou.

Ce qu'Andreï Sakharov demandait
au président Giscard d'Estaing
avant son départ pour Moscou

Au printemps 1978, Andreï Sakharov exprimait ses derniers vœux de liberté réelle, une liberté qu'il utilisait pour l'essentiel à essayer de préserver celle des autres ou à intervenir en faveur des condamnés. Avant le voyage à Moscou de M. Giscard d'Estaing, il nous avait expliqué ce qu'il attendait d'une telle visite :

« Le président d'une grande puissance ne vient pas à Moscou en quinquennat. Il parle d'égal à égal, au nom de son pays, avec les dirigeants soviétiques. Il peut donc, légitimement, exprimer ce point de vue, partagé selon moi en Occident, selon lequel les atteintes aux droits de l'homme ne font pas seulement du tort aux individus mais à tous les Etats, et toute l'humanité et à la conscience internationale. »

« Les interventions des hommes d'Etat étrangers doivent-elles être publiques ou « discrètes » et porter sur des cas particuliers ? »

« Il n'est pas question pour moi de dicter leur conduite aux dirigeants occidentaux, mais je suis convaincu qu'il faut intervenir publiquement en faveur des prisonniers de conscience, de tous ensemble et de chacun en particulier. J'aimerais beaucoup que le président français, à l'occasion de son séjour à Moscou, intervienne en faveur d'hommes comme Nikolaï Roudenko, Anatoli Tchicharenko (ils sont toujours en prison) et Alexandre Guinebourg (qui a émigré après sa libération). Quelle que soit la méthode, publique ou secrète, l'important est d'obtenir des résultats. »

« La pression de l'opinion publique occidentale ne joue-t-elle pas uniquement en faveur des dissidents les plus célèbres, abandonnant tous les autres à leur sort ? »

« Même la simple libération de quelques dissidents connus est très importante pour tous, car elle fait baisser le niveau moyen » des condamnations, rend plus difficile l'exercice d'une répression de masse. »

(Propos recueillis en mars 1979.)

Deux réactions d'émigrés à Paris

EXIGER DES GARANTIES IRRÉFUTABLES

« Les Soviétiques déclarent tellement la venue de M. Mitterrand à Moscou, ils sont de ce point de vue, dans les conditions actuelles, que les Français ont une occasion en or : exiger que l'on montre Sakharov. » Pour l'écrivain Maximov, directeur de la revue *Continent*, les Français ne doivent pas se contenter de vagues déclarations de l'agence Tass sur le sort de Sakharov, mais profiter de la situation pour demander, avant le départ de M. Mitterrand pour Moscou, une preuve irréfutable de l'état de santé de l'académicien. « Vous ne pouvez pas

Ces derniers, qui ont démenti cette version des faits, auraient, selon Tass, prévu de donner l'asile politique dans les locaux de l'ambassade à l'épouse du dissident au moment où celui-ci commençait sa grève de la faim. M^{me} Bonner est d'ailleurs une nouvelle fois la cible de Tass, qui s'en prend à ses « contacts provocateurs avec les correspondants occidentaux ». Au passage, la journaliste italienne qui avait affirmé, il y a quelques jours, avoir reçu un appel téléphonique alarmant de M^{me} Bonner est accusée d'avoir voulu « enterrer vivant » l'académicien.

Tass a déjà affirmé à plusieurs reprises que l'état de santé de Sakharov était « satisfaisant ». Des examens médicaux visiblement effectués avant le début de la grève de la faim du prix Nobel de la paix, le 2 mai, et de son épouse, le 12, étaient cités à l'appui. Tass n'en fait plus mention cette fois-ci. De passage à Moscou, M. José Federico de Carvajal, président du Sénat espagnol, avait lui aussi reçu l'assurance, au cours du week-end, que M. Sakharov était vivant et qu'il avait cessé sa grève de la faim. Son informateur, M. Vladimir Karpov, secrétaire de l'Union des écrivains soviétiques, reconnaissait cependant qu'il ne savait pas grand-chose et que les « camarades » lui avaient seulement dit que « Sakharov était vivant dimanche ».

Les dirigeants soviétiques peuvent se vanter, dans ces conditions, d'avoir administré publiquement la preuve que l'affaire Sakharov était bien, comme l'avait indiqué, mardi 22 mai, avec irritation, M. Gromyko au chef de la diplomatie australienne, une « affaire intérieure soviétique ». Face aux pressions occidentales, et contrairement à ce qui avait pu se passer en certaines occasions sous Brejnev, Moscou a choisi de ne faire aucune concession.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN FRANCE :

Les « présidentiables » privilégient
les relations d'Etat à Etat

Dans le débat politique français, il y a aujourd'hui deux manières d'aborder les relations franco-soviétiques. Elles s'expriment l'une et l'autre au sein de l'opposition. La première — celle de MM. Raymond Barre et Jacques Chirac — privilégie les relations d'Etat à Etat. La seconde — celle de M^{me} Veil, de MM. François-Poncet et Poniatsowski — les fait passer, conjoncturellement, au deuxième plan, compte tenu de l'affaire Sakharov.

La première attitude, constante chez MM. Barre et Chirac, peut être interprétée comme le résultat de la réflexion d'hommes qui prétendent aux plus hautes fonctions de l'Etat et qui tiennent compte à la fois de leur expérience — ils ont été premiers ministres — et de leur ambition. M. Chirac développe une argumentation proche de celle des socialistes, au moins depuis que ceux-ci ont accédé au pouvoir. « Il faut savoir ce que l'on veut, disait-il au « Club de la presse d'Europe 1 », le 27 mai. Est-ce que l'on estime que l'on ne doit plus avoir de relations diplomatiques avec un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme et que ceci est conforme aux exigences de la paix dans le monde ? Alors, très bien, rompons toute relation avec tous les pays qui n'assument pas ce respect. C'est-à-dire, hélas, avec un très très grand nombre de pays. Est-ce que pour autant la paix y aura gagné ? (...) Est-ce que pour autant ceux qui souffrent dans ces pays y auront gagné quelque chose ? Est-ce qu'on ne se sera pas simplement fait plaisir à soi-même et donné à bon compte une bonne conscience ? (...) Il ne faut pas s'enfermer dans ce qui, au total, est un peu un égoïsme hypocrite. On ne peut pas soumettre les relations diplomatiques entre Etats à des problèmes exclusivement de droits de l'homme », avait-il déclaré, le 20 mai, à « RTL-le Monde ».

M. Raymond Barre s'inscrit, pour sa part, dans cette tradition gaulliste et souligne qu'il adhère à la position défendue par M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre du général de Gaulle. M. Barre a souligné, devant le « Club de la presse d'Europe 1 », le 29 avril dernier, qu'il a « toujours dit et écrit » depuis 1981 ce qu'il déclarait, le 26 avril à l'Assemblée nationale, M. Couve de Murville : « Il n'est pas critiquable — c'est le contraire qui l'était — d'entretenir avec l'URSS des rapports normaux d'Etat à Etat même si les deux Etats sont en désaccord sur tant de questions essentielles. »

Les positions exprimées par M^{me} Veil, MM. Poniatsowski, et François-Poncet sont, en revanche,

étroitement liées au cas Sakharov. M^{me} Veil juge le voyage de M. Mitterrand « inopportun », estime qu'il représenterait un « désaveu » du combat de M. Andreï Sakharov, à moins qu'« il y ait des engagements formels de ramener vivants d'Union soviétique les deux époux ». A sa manière, M. Poniatsowski dit la même chose lorsqu'il compare la visite éventuelle de M. Mitterrand à un voyage en « wagon postal plombé ». Quant à M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, il reproche à M. Mitterrand « trop d'incohérence dans la démarche » et écrit dans le *Figaro* du 5 juin : « Pratiquer la politique des concessions sous dialogue prépare mal à conduire un dialogue sans concession et le signal n'a jamais été le meilleur chemin de Moscou. »

M. Valéry Giscard d'Estaing considère qu'il est de bonne politique de maintenir avec l'Union soviétique des relations d'Etat à Etat et souligne qu'il s'y est tenu pendant son septennat. Il reproche cependant à M. Mitterrand de se placer dans une situation de demandeur en se déplaçant à Moscou, alors que, d'un point de vue formel, c'était aux dirigeants soviétiques de rendre à Paris la visite qu'il avait faite à M. Brejnev. « Ce n'est pas une question de protocole, c'est une question de dignité », avait-il déclaré à Europe 1 le 26 avril.

Dans la majorité, les socialistes expriment la même position que M. François Mitterrand. Sévère avec les pays de l'Est qui n'ont pas, selon lui, « effectué un pas en direction des libertés » (le *Monde* du 5 juin), M. Jospin considère qu'il appartient à M. Mitterrand « d'apprécier le moment où le voyage à Moscou ne nuit pas à la cause des Sakharov » (3 juin, le *Journal du dimanche*). « Même si ce problème était réglé, d'autres surgiraient, d'autres Sakharov », ajoutait-il, exprimant ainsi une position proche de celle de M. Chirac.

La direction du Parti communiste a toujours soutenu que M. Mitterrand devait se rendre à Moscou, car le dialogue lui paraît essentiel. M. Marchais estime que M. Mitterrand pourra, comme il l'avait fait lui-même il y a quinze jours, poser aux dirigeants soviétiques des questions précises, insistantes si besoin est, sur le cas Sakharov. Dimanche 3 juin, le secrétaire général du PCF souhaitait que M. Andreï Sakharov puisse, « si c'est possible », quitter l'Union soviétique.

J.-Y. L.

Stock Exchange

Yld P.E Sales	Week's	Net	12-A		
Div. %	Ratios	High Low Last	High		
80	3.4 9	461u 23%	22%	23%	1/4
4.40	5.9...	2400 74	74	74	1/4
1.46	12.8 7	1420 111%	111%	114%	1/4
76	2.2 13	5519u 35%	31%	35%	3/4
7.84	4.4 9	270 42%	41%	42	1/4
72	1.7 61	1845u 18%	17%	18%	1/4
5.8	13	1653 9%	12%	12%	1/4

Le libéralisme moderne
ANALYSE D'UNE RAISON ECONOMIQUE

Par Serge-Christophe Kolm

Le libéralisme économique vient de renouveler ses arguments scientifiques sur les sujets les plus importants. Que sont et que valent ces idées libérales ? Comment peuvent-elles nous aider à instaurer la meilleure société possible ? Pour comprendre notre monde et se forger une opinion politique il faut d'abord connaître et juger le libéralisme économique moderne.

Collection « Politique d'Aujourd'hui », 232 pages - 88 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN UNION SOVIÉTIQUE

Maintenir le dialogue

(Suite de la première page.)

Il avait été convenu entre Paris et Moscou d'annoncer conjointement la visite à 19 heures, heure de Paris. Le résultat de cet accord est clair en tout cas puisqu'il donne l'impression que Moscou a essayé de forcer la main de Paris.

C'est entre la première dépêche de Tass et la confirmation de la présidence que l'agence soviétique a annoncé qu'André Sakharov et sa femme « ne jurent pas et sont en bonne santé ». Cette « précision » n'est pas fortuite; elle était prévue au scénario étudié par M. Mitterrand et l'ambassadeur soviétique en France, M. Vorontsov, au cours d'un déjeuner vendredi à l'Elysée et mis au point lundi matin.

M. Mitterrand a-t-il bénéficié d'informations complémentaires et confidentielles sur le sort des Sakharov ? On le sait ce mardi à l'Elysée. Les interlocuteurs soviétiques, ajoutant-on, n'ont rien dit de plus que la dépêche de l'agence Tass : ils n'ont même pas confirmé que le couple Sakharov se trouve toujours à Gorki, et ils n'ont pas cessé au cours des conversations privées de fustiger l'« exploitation » que l'Occident fait, selon eux, de cette affaire. Cela signifie donc que M. Mitterrand est prêt à aller à Moscou sans autres informations sur le sort des Sakharov que celles fournies par l'agence Tass.

Dans la mesure où l'on reconnaît à l'Elysée que l'annonce du voyage de M. Mitterrand a bien été retardée de quinze jours, justement à cause de l'affaire des Sakharov, n'est-ce pas s'exposer aux mêmes reproches que ceux que M. Cheysson adressait récemment à M. Marchais, coupable aux yeux du ministre des relations extérieures de se contenter des éléments d'une dépêche de Tass pour se déclarer rassuré sur le sort des Sakharov ?

Dans l'entourage de M. Mitterrand, il est vrai, on ne se déclare pas rassuré sur le sort de l'académicien et de sa femme. On fait simplement remarquer qu'il n'y a pas, en ce qui concerne les droits de l'homme, de « bon moment » pour se rendre en URSS. « M. Mitterrand, ajoutent-ils, a suffisamment fait preuve de fermeté sur ce chapitre pour être à l'abri de tout procès d'intention. On ne peut pas attendre 1984 pour constater que l'URSS est dotée d'un régime insupportable. Cela a commencé en 1917 ». On précise également que le président de la République évoquera « sans illusions » le sort des Sakharov à Moscou, mais qu'il ne se rendra pas à l'invitation qui lui a été faite d'assister le 13 juin prochain au palais de Chaillot à la soirée en faveur des Sakharov au cours de laquelle doit être projeté le film réalisé aux Etats-Unis retraçant la saga du prix Nobel. M. Mitter-

rand se fera représenter par un proche collaborateur ou par un ministre.

Est-ce bien le « bon moment » pour parler de politique étrangère avec les dirigeants soviétiques ? On ne le prétend pas dans l'entourage de M. Mitterrand, mais on nie que l'automne eût été un meilleur moment. Rien ne prouve, d'après les analyses de l'Elysée, que le Kremlin se montrera mieux disposé après les élections américaines qu'avant. « Pourquoi attendre indéfiniment ? se demande-t-on. Pourquoi faire dépendre les relations franco-soviétiques d'une amélioration possible des relations américano-soviétiques ? »

Toujours d'après les mêmes sources, ce sont les Soviétiques qui demandent une visite de M. Mitterrand depuis de nombreux mois. L'invitation à laquelle va répondre le président de la République a été d'ailleurs lancée par Youri Andropov, mais il n'était pas question d'y répondre avant le début du déploiement des euro-missiles de l'OTAN. C'est ce problème fondamental du rééquilibrage des forces en Europe qui a conduit le président de la République à attendre 1984 pour faire le voyage de Moscou. « Casser » l'automatisme des rencontres au sommet mis au point par Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing. Il n'est pas plus question, ajoute-t-on, de revenir à cet automatisme que de céder à la nouvelle campagne soviétique en faveur d'un « gel » du déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière. On s'attend en effet, à l'Elysée, que le Kremlin intensifie sa campagne directe et indirecte en faveur d'une telle mesure, et c'est avec une certaine inquiétude qu'on y commente les prises de position du SPD ouest-allemand, les derniers événements intervenus aux Pays-Bas, l'état d'esprit des candidats à l'investiture démocrate aux Etats-Unis et la récente démarche de M. Craxi auprès de M. Reagan.

Si M. Mitterrand va bien à Moscou dans un tel état d'esprit, il est douteux que sa visite soit beaucoup plus fructueuse que celles qui viennent d'être effectuées dans la capitale soviétique par un certain nombre de dirigeants occidentaux. Tous ont été frappés par le climat « glacé » qui y règne, attitude qui est confirmée presque quotidiennement par les événements : intensification de la guerre en Afghanistan, boycottage des Jeux olympiques, répression accrue de la dissidence, non seulement dans l'affaire Sakharov, mais aussi dans de multiples cas dont on parle beaucoup moins, multiplication des déclarations polémiques repoussant toutes les offres de négociation de l'Occident, propos volontiers « terroristes » tenus à tous les visiteurs de passage.

C'est dire combien le pari de M. Mitterrand - réaffirmer le principe d'un dialogue avec l'URSS - est risqué, même si le président de la République prend soin de se présenter au Kremlin avec la « bénédiction » des alliés de la France, « bénéficiaires » qui sera sollicitée cette semaine au sommet des pays industrialisés de Londres.

M. Mitterrand profitera-t-il de son voyage à Moscou pour tenter une relance des relations commerciales franco-soviétiques ? La question est à l'étude, mais il faut attendre pour en savoir plus de connaître la composition de la délégation qui l'accompagnera.

JACQUES AMALRIC.

D. Dh.

La visite de M. Ceausescu à Moscou

LES DIVERGENCES SOVIÉTO-ROUMAINES PERSISTENT

(De notre correspondant.)

Moscou. - C'est une visite éclair qu'a effectuée, lundi 4 juin à Moscou, M. Ceausescu, le chef du parti et de l'Etat roumain, qui n'était pourtant pas venu en « visite de travail » en URSS depuis 1970, si l'on ne compte pas sa participation aux réunions des diverses instances collatives des pays de l'Est et sa présence à Moscou aux obsèques des deux prédécesseurs de M. Tchernomir.

La Roumanie continue de faire cavalier seul dans le camp socialiste et rien n'indique que M. Ceausescu soit décidé à monter à l'avant plan de la diplomatie roumaine. L'absence de M. Ceausescu à l'égard de Moscou malgré la mauvaise situation économique de son pays. « Les pourparlers (entre M. Tchernomir et M. Ceausescu) se sont déroulés dans un climat constructif, dans une atmosphère d'amitié et de franchise », indique Tass. Ces termes sont traditionnellement employés pour faire état de désaccord. A titre de comparaison, les entretiens, jeudi 31 mai, entre M. Tchernomir et M. Jivkov, chef du Parti et de l'Etat bulgare, avaient eu lieu, selon Tass, « dans une atmosphère d'amitié fraternelle, de cordialité et d'identité absolue de vues ».

Les divergences entre Moscou et Bucarest sont connues et ne datent pas d'hier. La Roumanie maintient de bonnes relations avec la Chine, a désapprouvé l'occupation soviétique de l'Afghanistan et a décidé d'envoyer ses athlètes à Los Angeles. Le désaccord le plus manifeste porte sur les euro-missiles, Bucarest ayant refusé d'attribuer aux seuls Etats-Unis la responsabilité de l'interruption des négociations de Genève. (Cependant, lors du séjour à Bucarest de M. Gromyko, en février dernier, M. Ceausescu avait semblé se rapprocher beaucoup des positions soviétiques.)

Lors du déjeuner offert en son honneur au Kremlin, M. Ceausescu a déclaré : « Il faut tout faire pour une reprise, dans un bref délai, des négociations soviéto-américaines afin de conclure un accord qui conduira à la suppression complète des missiles à moyenne portée et, par la suite, des autres armements nucléaires en Europe et partout dans le monde ». De son côté, M. Tchernomir a réaffirmé le point de vue soviétique sur « le danger immédiat pour la paix qui résulte de l'apparition des missiles américains en Europe » et dénoncé « les allégations de la propagande de l'OTAN selon lesquelles l'Union soviétique serait responsable de l'absence de négociations sur les problèmes nucléaires ».

La préparation du prochain sommet du COMECON, prévue pour la mi-juin, a également été évoquée par MM. Ceausescu et Tchernomir. On sait que la Roumanie résiste aux suggestions soviétiques de « coordonner » davantage ses plans quinquennaux avec ceux de ses partenaires du COMECON afin d'aboutir à une meilleure intégration des politiques économiques de cet organisme. Le communiqué publié par Tass exprime à ce sujet le seul point de vue soviétique. L'agence soviétique écrit d'ailleurs, en utilisant une formule éloquent : « L'attention a été attirée sur la nécessité de renforcer l'unité et la cohésion des pays de la communauté socialiste ».

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

LE BILAN DES MASSACRES. - Les massacres perpétrés par des membres des tribus Chakma des monts de Chittagong (le Monde du 5 juin 1984) auraient fait au moins cent vingt morts et plusieurs centaines de blessés parmi les colons bengalis implantés dans la région, indique une source officielle à Dhaka. Des insurgés armés de fusils automatiques ont attaqué à deux reprises le village de Bhushan-Chara, tuant hommes, femmes et enfants. Les Chakma accusent les Bengalis venus de la plaine surpeuplée de s'approprier leurs terres et de porter atteinte à leurs cultures. - (Reuter, UPI.)

Chine

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE SE REND AUX ETATS-UNIS. - Le ministre chinois de la Défense, M. Zhang Aiping, devait quitter Pékin mardi soir 5 juin à destination des Etats-Unis, en réponse à la visite qu'avait effectuée à Pékin, en septembre dernier, le secrétaire américain à la Défense, M. Cas-

par Weinberger, a annoncé lundi un porte-parole du département de l'information. C'est la première fois qu'un ministre chinois de la Défense se rend aux Etats-Unis. - (AFP.)

El Salvador

ENLEVEMENT DU FRÈRE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE. - Le docteur Eduardo Vides Casanova, frère du ministre de la Défense, a été enlevé le lundi 4 juin à San-Salvador.

Tchad

CRÉATION D'UNE COMMISSION MILITAIRE AVEC LE CENTRAFRICAINE. - La décision de créer cette commission mixte, qui sera chargée des questions de défense et de sécurité, a été prise lundi 4 juin, à Moundou, dans le Sud tchadien, au terme de quatre jours de discussions entre les délégations de N'Djamena et de Bangui. Cette commission devrait notamment être chargée de freiner les infiltrations, de part et d'autre de la frontière, de maquisards hostiles au gouvernement tchadien. - (Reuter.)

DEVANT LE PARLEMENT DE DUBLIN

Le président Reagan s'est dit prêt à discuter avec les Soviétiques du non-recours à la force en Europe

Un commentateur soviétique a estimé, lundi 4 juin, que la proposition faite à Dublin par le président Reagan d'arrêter, voire de revenir sur le déploiement de missiles nucléaires de moyenne portée en Europe occidentale ne comportait « rien de neuf ». M. Vladimir, Alexeev, commentateur de l'agence Sovetsk, a ajouté que le président américain « s'était montré une fois de plus maître des bavardages, mais pour ne pas dire grand-chose ».

Dublin. - Le président Ronald Reagan a choisi le dernier jour de son séjour en République d'Irlande, lundi, pour faire, devant le Parlement de Dublin, un discours conciliant en direction de l'Union soviétique. Présençant l'implantation en Europe de missiles à moyenne portée comme un développement que ni lui ni les gouvernements de l'OTAN n'ont souhaité, M. Reagan a déclaré qu'il était prêt à négocier « demain, si les Soviétiques le veulent ». « Je suis prêt à arrêter le déploiement de nos missiles à portée moyenne en Europe, et même à retirer ceux qui sont installés en échange d'un accord vérifiable et équitable », a-t-il affirmé. M. Reagan a, à plusieurs reprises, réitéré son désir de paix et sa volonté d'explorer avec les Soviétiques toute voie pouvant mener à la paix.

Déclarant que les armes nucléaires devraient être « bannies à jamais de la Terre », il a exprimé le désir des Etats-Unis d'un dialogue plus approfondi sur les relations Est-Ouest.

Le président américain a notamment évoqué la proposition faite, il y a deux semaines, par les Soviétiques dans le cadre de la conférence de Stockholm sur le désarmement, en faveur d'une déclaration de non-recours à la force conventionnelle en Europe, proposition que les Occidentaux avaient écartée. « La simple réitération d'un principe déjà accepté de toutes les nations dans la charte de l'ONU et ailleurs serait une conclusion inadéquate à une conférence dont les objectifs exigent beaucoup plus », a-t-il dit. « Il faut que nous traduisions cette idée par des mesures en vue de la mise sur pied de barrières effectives contre l'utilisation de la force en Europe ». M. Reagan a demandé à l'Union soviétique de se joindre à tous les autres participants à la conférence de Stockholm, afin de discuter de l'élaboration de ces mesures concrètes (1).

Au moment où M. Reagan s'adressait sur un ton très conciliant à l'URSS, environ trois mille manifestants scandaient devant le Parlement des slogans hostiles et brûlaient un drapeau américain. Trois députés, les deux membres du Parti des ouvriers, de tendance marxiste, et un député socialiste nipa inscrite, ont quitté la salle au début du discours. Une dizaine de députés

De notre correspondant

et sénateurs des formations du gouvernement de coalition étaient absents.

Mais, en dépit de ces manifestations, la visite de M. Reagan en Irlande a été un succès. M. Reagan, soupçonné de répondre à l'invitation du premier ministre, M. FitzGerald, à seule fin de « courir » le vote de la population américaine d'origine irlandaise (plus de quarante millions), s'est révélé capable de sensibilité et de charme, ce qui a plu énormément à ses hôtes et à la population en général.

Pour le gouvernement de Dublin, la présence dans le pays de plus de trois cents entreprises américaines employant près de quarante mille personnes est d'une importance capitale. La promesse faite par M. Reagan d'augmenter cet investissement a été favorablement accueillie par une population dont presque 20 % est sans emploi.

Néanmoins, M. FitzGerald a soulevé la question de l'Amérique centrale et du rôle controversé des Etats-Unis dans la région. Dans son discours de lundi, le président Reagan a déclaré que l'objectif des Etats-Unis au Salvador, avec « seulement cinquante-cinq conseillers américains et 474 millions de dollars d'aide, dont les trois quarts sont destinés au développement économique et social », est de per-

mettre à la population de ce pays de développer un système démocratique « sans intervention de l'extérieur ». M. Reagan a accusé le gouvernement du Nicaragua de vouloir saboter ce processus en entraînant les guérilleros du Salvador et en leur fournissant des armes. « Les Etats-Unis », a-t-il déclaré, « ne doivent pas tourner le dos aux aspirations démocratiques des populations de l'Amérique centrale ».

En ce qui concerne l'Irlande du Nord, M. Reagan a réaffirmé la politique traditionnelle des gouvernements américains, fondée sur la non-intervention dans les affaires irlandaises. Il a exprimé à nouveau son opposition au terrorisme et dénoncé ceux de ses compatriotes qui le soutiennent financièrement. Pour M. Reagan, la publication récente du rapport du forum pour une Irlande nouvelle est « une raison légitime d'espoir ».

Le président, son épouse Nancy et la délégation américaine nombreuse (qui comprenait le secrétaire d'Etat George Shultz), ont quitté Dublin pour Londres lundi après-midi.

JOE MULHOLLAND.

(1) Les Etats-Unis avaient proposé en vain, il y a deux ans, certaines mesures de « rétablissement de la confiance », notamment la limitation des manœuvres militaires, la notification de ces manœuvres et l'échange d'informations sur l'importance des forces respectives.

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

La décision d'ajournement de La Haye donne lieu à des interprétations contradictoires

De notre correspondant

Amsterdam. - La satisfaction affichée dans les milieux gouvernementaux, après la décision tardive du cabinet sur les euromissiles (le Monde daté 3-4 juin), qui revient à un ajournement, n'a finalement duré qu'un instant. Pendant la fin de semaine, des dirigeants de la majorité gouvernementale ont en effet donné des interprétations contradictoires de l'accord conclu vendredi.

M. Lubbers, le premier ministre chrétien-démocrate, avait affirmé que les Pays-Bas ajourneraient toute décision sur l'installation de missiles jusqu'au 11 novembre, l'anniversaire de l'armistice de 1918. Si, d'ici là, l'URSS gèle son arsenal de SS-20 au niveau actuel, La Haye n'acceptera aucun missile de croisière, selon M. Lubbers. Cette affirmation a désagréablement surpris ses partenaires libéraux conservateurs du VVD, partisans fervents de l'arrivée des missiles de croisière. M. Ed Nijpels, qui préside leur groupe parlementaire, a cessé de répéter que si les Soviétiques gelaient effectivement leur arsenal, les Pays-Bas devraient « étudier la situation internationale ainsi créée », sans plus.

Ainsi, l'unité gouvernementale sur la question des euromissiles a déjà volé en éclats, au moment

même où, après plus de quatre ans et demi, le gouvernement de M. Lubbers semblait enfin avoir arrêté une position susceptible d'être soutenue par une majorité parlementaire.

D'une manière générale, les commentateurs ont vivement critiqué la décision gouvernementale. Ils font observer que M. Lubbers veut lancer aux Soviétiques un « dernier avertissement » auquel on doute qu'ils se montrent très sensibles.

RENÉ TER STEEGE.

Des pacifistes arrêtés. - Un militant pacifiste a été blessé et trente-sept autres ont été arrêtés lundi 4 juin à Amsterdam au cours d'une opération menée par la police néerlandaise pour évacuer une soixantaine de pacifistes qui occupent les locaux du Parti libéral néerlandais (VVD). Les militants entendaient protester contre la politique du gouvernement en matière d'euromissiles. Le Parti libéral, qui fait partie de la coalition gouvernementale de centre-droit, est le parti néerlandais le plus favorable à l'installation de quarante-huit euromissiles de l'OTAN aux Pays-Bas. - (AFP.)

LA GUERRE DU GOLFE

Brusque accès d'inquiétude à Washington

Selon Radio-Téhéran, « trois cents personnes au moins » ont trouvé la mort, mardi 5 juin, dans la ville de Bagdad, au Koweït irakien, à la suite d'un raid irakien.

L'escalade de la crise dans le Golfe a provoqué un brusque accès d'inquiétude, lundi 4 juin, à Washington où l'on s'écartait tous les jours, cependant, la possibilité d'une intervention militaire américaine dans cette région. Un haut fonctionnaire du département d'Etat a estimé « très probable » que l'Irak, qui a massé plus de quatre cent mille soldats dans la région frontalière, lancerait sous peu une nouvelle offensive.

Les experts du Pentagone prennent « très au sérieux » les renseignements recueillis depuis dimanche par les avions-radar américains AWACS stationnés en Arabie Saoudite. Ils signalent que les forces irakiennes déployées près de Bassorah seraient mises en état d'alerte avancée.

Des fonctionnaires du Pentagone ont également capté un message adressé pendant le week-end par l'imam Khomeiny à l'armée et annonçant que « mardi sera un jour épique ». Le 5 juin est le cinquième jour de Ramadan - le chiffre 5 est considéré comme sacré par les musulmans - et le jour du vingt et unième anniversaire d'un soulèvement populaire contre le chah, qui avait échoué et entraîné le départ en exil de l'imam Khomeiny.

Par ailleurs, pour la première fois depuis plusieurs semaines, un communiqué militaire irakien, publié

lundi soir, a fait état d'accrochages qui se sont déroulés simultanément dans les trois secteurs du front de Bagdad, entre et sur un long de 1200 kilomètres. Bagdad a d'ailleurs annoncé que les troupes irakiennes sont en « état d'alerte maximum » et qu'elles donneraient l'assaut au terminal pétrolier de l'île de Kharg si l'Irak attaquerait le port de Bassorah. Enfin, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a réuni un conseil des ministres dans la nuit de lundi à mardi, dans sa résidence de Taef. Il s'est félicité de l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, vendredi dernier, et a réaffirmé la détermination de Ryad de poursuivre sa « politique sage et pacifique ».

En dépit de cette atmosphère d'attente anxieuse, aucun assaut d'envergure n'avait été déclenché par les forces irakiennes ce mardi en fin de matinée. En revanche, les tentatives de médiation ou de « bons offices » - terme que préfèrent les émissaires algériens - se poursuivent et même se multiplient.

Recevant M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée algérienne, porteur d'un message de M. Chadli Bendjedid, le président Khomeiny a déclaré : « Bien que nous ne souhaitons pas une extension de la guerre, nous allons exercer des représailles avec fermeté », après la dernière attaque de pétroliers par l'Irak.

De son côté, M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre japonais, a révélé lundi que le Japon a été sollicité par ses partenaires pour prendre une initiative en vue de rétablir la

paix dans le Golfe. Soulignant que son pays fera des « efforts spécifiques », il a précisé que le chemin de la paix passe par trois étapes : prévenir toute escalade ; réaliser un cessez-le-feu ; ramener la concordance par la signature d'un traité de paix. Il n'a pas expliqué comment ces résultats pouvaient être obtenus.

Enfin, l'OLP, qui fait partie du Comité islamique des bons offices, a l'intention de proposer, lors de la réunion prévue à Ryad le 10 juin, l'installation, dans une première étape, d'une force islamique d'interposition entre les deux belligérères irakien et iranien. - (AFP, Reuter, AP.)



البيان 1550

AMÉRIQUES

Etats-Unis

EN CAMPAGNE POUR
LE PASTEUR JACKSON

**Johnny fait
du porte-à-porte**

Des élections primaires décisives pour l'investiture du candidat démocrate à la Maison Blanche ont lieu ce mardi 5 juin, en Californie, où le pasteur Jackson espère obtenir les voix des Noirs et des hispaniques.

(De notre envoyé spécial.)

San-Francisco. — Johnny, chauffeur d'autobus à mi-temps et ardent partisan noir de M. Jackson, donne des signes de démobilisation. Ce matin, il est arrivé tout guilleret au quartier général de son candidat, une boutique dans une rue modeste. Comme chaque jour, ou presque, depuis quatre mois, il a à faire du porte-à-porte. L'envoi est que le gros du travail forcé mille nouvelles inscriptions sur les listes électorales a déjà été fait. Il ne reste plus que le ratissage dans des quartiers mixtes et pas forcément acquis d'avance.

Première porte : c'est un vieux Porto-Ricain qui ouvre et expose gentiment qu'il est républicain. Johnny en perd tous ses moyens et ressort grognonnant : « Républicain ! Alors qu'il vient d'une colonie américaine ! » La fille de la maison suivante, belle à couper le souffle, votera Jackson quand il faudra remplir son bulletin, mais elle est très occupée pour l'instant, alors « à bientôt ».

Marxisme de fraîche date

C'était déjà mieux. Mais voilà qu'à la troisième porte, le père de famille est pour M. Hart parce qu'il « apporte du sang neuf », la mère pour M. Mondale, la fille républicaine, et le gendre pour M. Reagan. La « vieille » blanche, est pour M. Hart, celle d'après — noire — est pour M. Jackson, mais, médiane, n'œuvre pas se grille, et il y aura encore un syndicaliste d'origine italienne, qui « sait ce qu'il a à faire », une femme républicaine d'origine japonaise, d'autres partisans de M. Jackson, bien sûr, et une vieille dame, blanche, qui n'est pas « certaine » de voter pour lui.

A midi, Johnny en a eu marre. D'ailleurs, il avait faim et avait d'échanger quelques idées. Johnny est marxiste de fraîche date, rêve du socialisme, parce qu'il supprime le chômage et trouve qu'un parti c'est bien suffisant du moment qu'il représente « l'alliance des ouvriers et des paysans ».

Ce qui lui plaît en tout cas dans le marxisme c'est qu'il lui a enfin permis de comprendre pourquoi les gens étaient racistes : tout cela a été créé par les patrons afin de diviser les ouvriers. Né en Caroline du Sud, à l'époque où les enfants noirs n'allaient que dans des écoles noires, Johnny n'a découvert qu'adolescent que tous les Blancs n'aimaient pas les noirs. Il n'est pas homme à s'y faire, aimerait bien reprendre des études et, en attendant, il se documente une conférence sur la construction du socialisme au Nicaragua — un de ces petits moments de détente que les candidats, eux, ne peuvent s'offrir.

B. G.

Bolivie

EN ROMPANT AVEC LE FMI

Le président Siles Zuazo a obtenu une trêve dans ses démêlés avec les syndicats

Correspondance

Lima. — Quatre buts à deux... C'est en termes sportifs que les travailleurs boliviens évaluent les cinquante jours d'affrontements qui les ont opposés au gouvernement de M. Hernán Siles Zuazo. Quatre pour la Centrale ouvrière bolivienne (COB), deux pour le gouvernement. Mais six à zéro contre la démocratie, qui, une fois de plus, a failli sombrer, victime de l'opposition parlementaire de droite et des candidats au putsch alliés aux trafiquants de cocaïne.

La COB a obtenu du gouvernement qu'il suspende le remboursement de la dette extérieure (et rompt, par conséquent, avec le FMI), qu'il revise les contrats passés avec deux firmes pétrolières, qu'il contrôle les sorties de devises et le commerce extérieur et satisfasse la quasi-totalité des revendications paysannes. Elle a dû renoncer, en revanche, à une augmentation de 300 % des salaires, à l'établissement de l'échelle mobile et du contrôle ouvrier dans l'entreprise privée.

Six mille personnes avaient entrepris une grève de la faim. Elles l'ont arrêtée à la fin de la semaine dernière. Des syndicats qui avaient déclaré la grève générale illimitée ont finalement accepté le compromis proposé par le dirigeant ouvrier, M. Juan Lechin, et son ancien compagnon de la révolution nationaliste de 1952, le président Hernán Siles Zuazo. « Il n'est pas correct de s'opposer à un gouvernement qui brave le FMI », ont-ils dit.

Paralyse de l'économie

Pendant ces huit semaines de crise, M. Lechin a mis en jeu ses responsabilités pour rassurer le mouvement ouvrier. Sa démission a été rejetée à l'unanimité.

L'affrontement entre l'exécutif et les syndicats — qui n'a pas cessé depuis les premières mesures d'austérité, en novembre 1982 — s'est aggravé le 12 avril lorsque le ministre des finances, M. Flavio Machicado,

a annoncé un nouveau « paquet » de décrets comprenant une revalorisation de 300 % du dollar par rapport au peso et une augmentation des prix de 200 % à 500 %.

La COB a réagi en paralysant l'économie bolivienne. Les employés de la Banque de la nation suspendirent toutes les transactions financières. Une grève de l'entreprise nationale de pétrole, YPFB, immobilisa le transport et donc interrompit le ravitaillement des villes. Il y eut aussi une occupation des locaux de la chaîne de télévision gouvernementale, une grève de la faim des fonctionnaires, et une série de débrayages, de manifestations, de barrages de routes ou de barricades dans la capitale. Le chef de l'Etat s'arma de patience, espérant le pourrissement de la rébellion syndicale. Il était fort des accords négociés à New-York avec les créanciers étrangers, permettant de financer les deux tiers du déficit budgétaire de 1984. En outre, il a joué des risques courus par le régime démocratique.

Bruits de sabres

Dans un message, le 16 mai, il a déclaré : « Par respect pour nos martyrs immolés en défense de la démocratie, nous ne pouvons permettre l'installation d'une nouvelle dictature. La démocratie est une victoire non seulement des ouvriers, mais aussi des étudiants, des paysans, des mères de familles, des chefs d'entreprises... »

La démocratie était-elle réellement en péril ? Un général en retraite, Ernesto Guevara, fit une tentative de pronciement. « Face à la crise économique, sociale et politique, dit-il, les forces armées doivent accomplir un acte institutionnel, discipliné, inédit et légitime, qui ne relève ni du caudillesme ni des ambitions hétérodoxes, qui se différencie donc du putsch traditionnel ».

et illégitime. Cet appel au coup d'Etat n'a pas eu d'écho. Quatre ans plus tôt, un appel similaire avait précédé de deux jours le putsch du 17 juillet 1980.

Le président Siles Zuazo a parlé à plusieurs reprises de « bruits de sabres ». Pour les dirigeants de la COB, cela relevait du chantage. Ils affirment que c'est le chef de l'Etat qui a inspiré la semaine dernière les avertissements lancés par l'armée aux syndicats. Ceux-ci confondent « la démocratie avec le désordre, l'abus des libertés et le viol systématique de la loi », a déclaré le commandant de l'armée de terre, le général Simon Sejas, qui a convenu d'intervenir « au moment opportun et sans avertissement, pour défendre la paix et la sécurité intérieures ».

L'armée assure avoir travaillé avec obstination pour consolider le régime démocratique. En revanche, le Congrès, la Centrale ouvrière et de nombreux secteurs politiques n'ont pas ménagé les coups de boutoir.

Les partis des anciens présidents Hugo Benzer et Paz Estenssoro ont frappé à plusieurs reprises à la porte des casernes, pour que l'armée « remette le processus démocratique sur le droit chemin ». En vain, même les provocations terroristes n'ont pas donné de résultats. Des attentats contre le ministère de l'Intérieur, le tribunal de justice militaire, les locaux syndicaux, le club de la presse, n'ont pas empêché la panique parmi la population.

Une soi-disant milice CICERON a lancé des déclarations de guerre contre le régime (qu'elle traite de communiste) dans la province orientale de Santa-Cruz. Mais c'est une habitude dans cette région. La découverte d'un dépôt d'armes et de munitions au domicile d'un dirigeant de l'ADN (Action démocratique nationaliste), le parti de M. Benzer, a renforcé la thèse d'une alliance entre l'extrême droite, les groupes paramilitaires et les trafiquants de cocaïne.

Après cinquante jours d'affrontements, le gouvernement de centre gauche de M. Siles Zuazo va enfin pouvoir appliquer son plan de redressement. La trêve syndicale s'annonce pour une durée indéterminée. M. Armando Morales, l'un des responsables de la COB, nous a déclaré : « L'augmentation de 130 % accordée par le gouvernement ne compense la perte de pouvoir d'achat que jusqu'à un mois de novembre dernier. Les travailleurs poursuivront donc leur combat pour obtenir le salaire minimum vital et l'échelle mobile des salaires. »

NICOLE BONNET.

NOTRE HISTOIRE : POUR MIEUX COMPRENDRE LE LIBAN D'AUJOURD'HUI

Une mosaïque. Comment qualifier autrement le Liban, ce territoire exigu du Proche-Orient que se partagent seize communautés ou confessions ? Qui sont ces hommes qui ont forgé ce pays sans cesse éclaté ? Comment a été déclenchée la première guerre de la Montagne ? Autant de questions qu'aborde Notre Histoire ce mois-ci, dans son dossier sur l'imbroglio des religions au Liban.

Egalement au sommaire du N°2 de Notre Histoire, entre autres :
• Lyon au confluent des croyances.
• Un livre phare : le Génie du christianisme.
• Le Fallo de Sienne.
• La chute du château cathare de Montségur.

Rédigée par des journalistes et des historiens, Notre Histoire parle chaque mois de toutes les religions de tous les pays et de tous les temps. Sans esprit de polémique ni récupération. Demandez Notre Histoire à votre marchand de journaux, ou abonnez-vous : 5 numéros, 80 F, en envoyant votre adresse et votre règlement à Notre Histoire 163, bd Malesherbes 75017 Paris.

La mémoire religieuse de l'humanité a maintenant son mensuel : Notre Histoire.
* Pour l'étranger, demandez les tarifs spéciaux.



**SI VOUS MESUREZ
1 m 80
OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS
ÊTES MINCE
OU FORT**

**John
Rapal**

Spécialiste prêt-à-porter
grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :
40, Av. de la
RÉPUBLIQUE
75011 PARIS
Tél. : 355.66.00

Ouvert du lundi au
samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit

**Plus vite,
moins cher !**

**Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !**

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :
205 GR, SR, GT • SAMBA • TALBOT HORIZON ou SOLARA

PEUGEOT • TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e 347.21.32

**L'HISTOIRE
CHEZ FAYARD**

Paul Murray Kendall
**L'Angleterre
au temps de la
guerre des Deux-Roses**

120 F
448 pages

Par le célèbre
auteur de Louis XI,
"le temps retrouvé"
des York où
commença l'histoire
de l'Angleterre
moderne...

TGV. Gagnez Toulon d'un seul trait.

Gagnez Toulon sans changement avec le TGV à partir du 3 juin. 2 allers-retours quotidiens facilitent vos déplacements et pour vous rendre à Hyères une correspondance rapide sur le train arrivant à Toulon à 15 h 50 simplifie votre achèvement. Pour aller sur la Côte d'Azur à bon prix, renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur les possibilités de réduction.

Un exemple : Paris-Toulon avec la Carte Couple/Famille* ou le Carné jeune, en 2^e classe : 180 F.

Paris-Toulon : 10 h 11 - 17 h 46 - 23 h 30
Toulon-Paris : 11 h 14 - 16 h 58
16 h 44 - 22 h 32

• Paris

Toulon •

TGV. Gagnez encore du temps sur le temps. SNCF

* Sous certaines conditions.

AFRIQUE

Tunisie

Plusieurs mouvements protestent contre la sévérité des peines frappant les manifestants de janvier

De notre correspondant

Tunis. — La sévérité des peines frappant les manifestants arrêtés lors des émeutes qui ont suivi l'annonce de l'augmentation du prix du pain au début de l'année, et plus particulièrement les dix condamnations à mort prononcées la semaine passée (le Monde du 29 mai), ont suscité plusieurs protestations.

Dans une déclaration remise aux magistrats auprès des tribunaux, l'Association des jeunes avocats s'est élevée contre les conditions dans lesquelles se sont déroulés les deux procès qui se sont conclus sur des peines capitales et a émis des réserves contre certains témoignages à charge, alors que l'audition d'autres témoins a été refusée.

La Ligue des droits de l'homme tunisienne s'est montrée sceptique sur « le strict respect de procédure légale des droits de la défense et du bénéfice du doute aux inculpés » dans ces deux affaires. Dans un appel adressé au président Bourguiba, elle dit sa conviction que « les interrogatoires et les confrontations n'ont guère permis de lever le doute quant à la culpabilité des personnes incriminées ». Elle souligne que la présomption

A Paris, plusieurs associations ont également publié des communiqués qui vont dans le même sens que ceux de Tunis.

— L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe (BP 284, 75624 Paris Cedex 13) écrit notamment : « Ces affaires, présentées comme ayant un caractère de droit commun, revêtant en réalité un caractère politique. » Après avoir souligné que les manifestations ont été provoquées par le doublement du prix du pain, l'Association estime que, en « annulant les augmentations, le gouvernement tunisien a reconnu le bien-fondé du mouvement de protestation ».

— L'Association des Tunisiens en France (58, rue de la Trombe-lacoste, 75014 Paris) et l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (48, rue de Montreuil, 75011 Paris) publient un communiqué commun dans lequel elles soulignent que les procès en cours s'inscrivent dans le cadre

base sur laquelle les condamnations à mort ont été prononcées, n'a pu être établie. La Ligue demande au chef de l'Etat d'accorder aux condamnés le bénéfice de la grâce au cas où leurs pourvois en cassation viendraient à être rejetés.

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) explique dans un communiqué que les deux procès se sont déroulés dans des conditions d'« irrégularité manifeste et de violation flagrante des lois de procédure et des lois de la défense ». Il ajoute que ces condamnations « ne sauraient faire oublier les erreurs de la politique gouvernementale qui ont engendré les événements de janvier 1982 et les quatre-vingt-deux autres victimes de l'intervention des forces de l'ordre ».

Le parti communiste s'élève, lui aussi, contre les condamnations et demande la révision des procès. Après avoir rappelé — comme le MDS — qu'il s'était prononcé contre les actes de violence commis lors des émeutes, il souligne la nécessité de « penser les blessures au lieu de les raviver ».

MICHEL DEURÉ

d'une répression accrue caractérisée par toutes sortes d'atteintes aux droits publics : procès de syndicalistes, atteintes au droit de grève, intervention de la police dans les établissements scolaires et universitaires, suspensions répétées de journaux indépendants et de l'opposition, etc. » Les deux associations appellent à un rassemblement, mardi 5 juin à 18 h 30, devant l'ambassade de Tunisie.

— L'Association droits et libertés en Tunisie (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris) dénonce « les flagranties irrégularités » des procès, qui « visent essentiellement à terroriser le peuple tunisien ». Elle lance un appel aux organisations humanitaires pour qu'elles obtiennent l'arrêt des procès et « la vie sauve pour les dix condamnés à mort ».

Enfin, Amnesty International (18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris) lance un appel pour que les condamnations à mort soient commuées en peines de prison, pour motifs humanitaires.

ASIE

Inde

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE NEW-DELHI ET LES AUTONOMISTES SIKHS

L'armée envisagerait de donner l'assaut au Temple d'or d'Amritsar

De notre correspondant

New-Delhi. — Pour la première fois depuis le début de l'agitation sikhs, le gouvernement de M^{re} Gandhi n'écartera plus l'idée que l'armée puisse prendre d'assaut le Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab. La situation demeurant extrêmement tendue, le couvre-feu total imposé depuis dimanche 3 juin à l'ensemble de l'Etat a été une nouvelle fois prorogé jusqu'à mardi 21 heures au moins. Des attentats isolés commis dans la nuit de lundi à mardi ont encore coûté la vie à onze personnes.

Ometa ? Ometa pas ? La question de savoir si M^{re} Gandhi donnera ou non l'ordre d'investir le quartier général des extrémistes retranchés dans le Temple d'or d'Amritsar semble désormais dépassée. « Nous souhaiterions éviter d'entrer dans les édifices du culte », a expliqué lundi, à Delhi, M. Manohar Krishen Wali, numéro deux du ministère de l'Intérieur, mais, si nous devons nous y résoudre, ce sera pour en préserver le caractère sacré ».

De toute évidence, les autorités préparent progressivement l'opération publique — et particulièrement les quatorze millions de sikhs indiens, dont on craint les réactions — à une opération qui était jusqu'ici catégoriquement écartée. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a ainsi rappelé que le saint des saints de la religion sikhs avait été « profané par les extrémistes eux-mêmes, puisque des meurtres y ont été perpétrés et un arsenal d'armes à feu stocké ». — Il

n'est pas exclu, a ajouté M. Wali, que les terroristes endommagent eux-mêmes le Temple d'or. En conclusion, les forces de l'ordre, qui cernent non seulement le Sanctum sanctorum, mais aussi tous les temples sikhs de la région transformés par des groupes d'activistes en places fortes, sont sur le point de lancer un dernier ultimatum aux bellicistes : ou vous sortez ou nous entrons.

Pour obtenir la reddition des insurgés et peut-être aussi pour provoquer des divisions parmi les assaillis, New-Delhi a invité la hiérarchie religieuse sikhs, administrateur temporel des temples, à prendre ses responsabilités. « Tous les coupables seront appréhendés », a affirmé M. Wali, rappelant que « la mission assignée à l'armée est de ramener l'ordre coûte que coûte dans le Pendjab tout entier ».

Une souricière

Les yeux fixés sur le Temple d'or, l'Inde dans son ensemble retient son souffle. Pris dans une souricière, les autonomistes armés d'Amritsar, désormais coupés de leurs bases régionales et isolés du monde extérieur, semblent pour l'instant désemparés à en décroquer. Selon l'armée, unique source d'information tant que le couvre-feu et la censure seront imposés dans l'Etat, des extrémistes auraient ouvert les hostilités lundi à l'aube. Des grenades et des cocktails

Molotov ont été lancés sur la force publique du haut des terrasses fortifiées du temple. Les soldats auraient riposté, déclenchant un tir nourri, durant toute la journée, un garde-frontière a été sérieusement blessé au cours des combats, mais personne ne connaît le nombre des victimes parmi les insurgés. Tout ce que l'on sait de manière certaine, c'est que, conformément à la tradition indienne, les assaillis ont brûlé des corps sur place.

Allez, dans cet Etat, rappelés, le plus grand que la Suisse et peuplé de quatorze millions d'habitants (dont 52 % de sikhs), l'armée a pris position autour de tous les points stratégiques (centres administratifs, centrales électriques et centraux téléphoniques) et poursuit ses opérations de nettoyage. Plusieurs centaines d'activistes plus ou moins liés à l'Alkali Dal, le parti historique des sikhs, ont été arrêtés « préventivement ». Cependant, malgré l'instauration d'un couvre-feu particulièrement sévère (même dans les campagnes la circulation de tous les véhicules est interdite), onze personnes ont été tuées dans la journée de lundi, probablement victimes de franc-tireurs isolés. Pour parer à toute éventualité, les trois Etats limitrophes du Pendjab ont fermé leur frontière commune avec la région dissidente, et la ligne de démarcation entre le Pendjab et le Pakistan, qui court sur 350 kilomètres, est pratiquement close.

PATRICE CLAUDE

PROCHE-ORIENT

Liban

Le deuxième anniversaire de l'invasion israélienne

LA « JOURNÉE DE COLÈRE POPULAIRE » A ÉTÉ LARGEMENT SUIVIE

Beirut (AFP, Reuter). — Le Parlement libanais devait se réunir ce mardi 5 juin pour débattre du programme politique présenté jeudi dernier par le premier ministre, M. Rachid Karamé. Cette séance a lieu au lendemain de la « journée de colère populaire » organisée à l'appel de M. Nabih Berri, ministre d'Etat chiite, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion israélienne. Le mouvement a été largement suivi dans presque tout le Liban.

Selon les correspondants locaux, au sud du Liban, tous les magasins, écoles, services publics et établissements commerciaux sont restés fermés malgré les menaces proférées à Saïda par la garde nationale, milice locale liée à Israël. En outre, des rassemblements populaires ont eu lieu dans plusieurs villages de la région et dans l'ouest de la Bekaa, également occupée par Israël. L'armée israélienne a multiplié les patrouilles motorisées pour prévenir les incidents et, selon Jérusalem, la grève générale aurait été « très partiellement suivie, sauf à Saïda ».

Quel qu'il en soit, on déclare dans les milieux arabes de Jérusalem qu'Israël a renoncé à son entreprise sur le sud du Liban pour tenter de convaincre le gouvernement de M. Karamé à accepter des négociations directes. En effet, depuis la dénonciation de l'accord israélo-libanais, en mars, le Nord est virtuellement coupé du Sud où les Israéliens multiplient les attaques, détonations et permis de voyages, tout en ralentissant les échanges.

ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE ISRA�ËLIEN AU CAIRE

Jérusalem (AFP). — Dans la nuit du 4 au 5 juin un fonctionnaire de la représentation diplomatique israélienne au Caire, M. Zvi Keddar, a été blessé à la main par une balle tirée par des inconnus non loin de son domicile dans la capitale égyptienne.

Le diplomate israélien a été touché vers minuit dans la nuit de lundi à mardi. Ses blessures circulaient à bord d'une voiture qui a pu s'enfuir. Une enquête a été ouverte par les autorités égyptiennes, précise le communiqué.

Iran

PLUSIEURS DIZAINES DE BAHAIS SÉRAIENT SOUMIS À LA TORTURE

Le bureau d'information bahai en France nous écrit ce mardi 5 juin pour annoncer que plusieurs dizaines de Bahais transférés de la prison d'Evin à la prison Gahar-dah, près de Karaj, sont soumis depuis plusieurs semaines à de violentes tortures dans le but de les briser psychologiquement pour leur faire faire de fausses déclarations à la télévision. « C'est ainsi que trois prisonniers au moins ont admis d'être livrés à une série de crimes et à des activités d'espionnage au profit d'Israël », affirme ce texte.

A Meshed, Yazd et Téhéran, d'autres Bahais sont torturés et des procédures similaires sont employées à un degré moindre dans d'autres prisons. Certains ont déjà perdu la vue ou l'ouïe, affirme le bureau d'information.

Par ailleurs, deux Bahais de la prison de Tabriz ont été enlevés sans procès le 5 mai. Le premier, M. Jalal Peiravi, était en prison depuis le 22 octobre 1981, le second, M. Maqoud Alizadeh, depuis le 27 janvier 1982. Deux autres personnes ont connu le même sort le 15 mai à Téhéran : M. Alai Mohamad Zamani et M. Jahangir Hedayati, membre de la dernière assemblée spirituelle nationale, kidnappé en juin 1983. Enfin, M. Asadollah Kamel Moghadam est décédé le 2 mai à Evin dans des circonstances non élucidées et le sort de quarante autres Bahais est totalement inconnu, les visites étant interdites depuis neuf mois, indique encore le texte des Bahais.

Libye

« Un troisième frère musulman pendu en Libye. — La radio libyenne a annoncé le lundi 4 juin l'exécution d'un troisième frère musulman accusé d'avoir participé à un « complot terroriste soutenu par la CIA ». La veille, la Libye avait annoncé l'exécution de deux autres membres du mouvement islamique intégriste le dimanche 3 juin. — (AFP.)

RENOVEZ VOTRE MAISON

Toute la menuiserie.

Bois, aluminium PVC.

Vitreries, portes, volets.

Tout Peint
64, bd de Stalingrad
94480 Vitry
Documentation
Devis gratuits et précis
☎ 658.32.32

Viva Brasil!

RIO

Aller-Retour
6685^F
TARIF INDIVIDUEL

RIO

Aller-Retour
6400^F
TARIF DE GROUPE

Vente et transport soumis à des conditions particulières.

AIR FRANCE

VARIG

Lignes Amériques Brésiliennes

06/01/84

Je suis 150

ROCHE-ON

Liban
Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

Le deuxième service
de l'aviation israélienne

les élections européennes

ROYAUME-UNI : Comment exporter le « thatchérisme »

De notre correspondant

Londres. - Les campagnes électorales sont toujours brèves en Grande-Bretagne, mais celle-ci sera particulièrement rapide : les partis conservateur et travailliste ont attendu le 21 mai pour s'y lancer officiellement, à trois semaines du scrutin - qui aura lieu le 14 juin, les Britanniques votant traditionnellement le jeudi (1).

C'est une campagne fort courte mais aussi sans passion, bien que les deux principaux partis soient en désaccord fondamental sur le bien-fondé de l'adhésion de leur pays à la CEE. L'Europe ne fait décidément pas recette en Grande-Bretagne. L'enjeu que représentent ces élections sur le plan intérieur est de beaucoup le seul élément de réel intérêt. De manière très révélatrice, M^{rs} Thatcher et le chef de l'opposition, M. Neil Kinnock, l'ont reconnu avec un bel ensemble en présentant chacun leur programme : ce sera un test du rapport de forces entre les deux partis, tout juste un an après les dernières élections législatives.

En 1979, pour les précédentes élections européennes, le taux de participation avait été à peine supérieur à 30 %, de loin le plus faible de la Communauté. Il est vrai que les Britanniques s'étaient déjà rendus aux urnes un mois auparavant pour porter M^{rs} Thatcher au pouvoir. Et à l'époque, le Parti travailliste, dans sa période la plus anti-européenne, avait véritablement boudé ce nouveau scrutin. Il est probable que le nombre des abstentions sera moins élevé, cette année, tout en demeurant nettement supérieur à la moyenne enregistrée lors d'autres élections. Un sondage publié par le *Guardian* il y a trois mois a indiqué que 60 % des personnes interrogées avaient l'intention de voter le 14 juin, mais que les trois quarts d'entre elles estimaient que cela aurait « peu ou pas » de conséquences sur la situation en Grande-Bretagne.

L'intérêt des Britanniques pour

les questions européennes reste encore très relatif. Les sujets de Sa Majesté semblent n'avoir redécouvert récemment l'existence du Parlement européen qu'en raison de la décision prise par celui-ci de bloquer le remboursement dû au Royaume-Uni pour l'année 1983, une mesure jugée manifestement scandaleuse. Si aux yeux des Anglais l'Europe est redevenue un sujet d'actualité, c'est, d'une part, à cause des revendications budgétaires défendues avec acharnement par M^{rs} Thatcher (heureuse coïncidence pour elle : le problème sera de nouveau examiné immédiatement après les élections, au sommet de Fontainebleau), et, d'autre part, parce que sur le terrain européen, comme sur celui de la politique intérieure, la « dame de fer » conforte la réputation d'intransigeance et de fermeté qui fait son succès auprès de nombreux électeurs.

C'est précisément cette popularité que M^{rs} Thatcher veut mesurer le 14 juin, et c'est pourquoi, avec

une certaine habileté, elle s'est donnée pour thème de campagne : exporter le « thatchérisme » sur le continent, conseiller aux Neuf d'adopter ses méthodes de gouvernement pour la gestion de la Communauté. Il s'agit là, évidemment, d'un argument à usage insulaire plutôt qu'euro-péen.

La reconquête de l'électorat travailliste

De son côté, le Parti travailliste, qui a quelque peu nuancé son rejet de la CEE et ne parle plus de retrait « immédiat », est cette fois bien résolu à ne pas laisser le champ libre aux conservateurs et attend de ce scrutin qu'il le confirme - douze mois après le raz de marée conservateur - une remontée manifestée par les sondages d'opinion et le résultat des dernières élections locales et législatives partielles (le *Monde* du 5 mai). Pour M. Kinnock, c'est un examen personnel, le premier de cette importance depuis sa désignation, en septembre 1983, et l'occasion de prouver que les travaillistes ont retrouvé une position leur permettant de prétendre au pouvoir.

Les dirigeants travaillistes se sont fixés pour objectif d'obtenir une trentaine de sièges au Parlement européen, alors qu'actuellement ils n'en possèdent que dix-sept (contre soixante au Parti conservateur). Ils veulent compter leurs voix, au point qu'ils recommandent avec insistance à leurs électeurs de ne pas se livrer à un vote tactique dans certaines circonscriptions, où, pour battre le candidat de la majorité, on pourrait être tenté de voter pour le représentant de l'Alliance (coalition du Parti libéral et du Parti social-démocrate),

petit groupe des conservateurs modérés réunis autour de M. Edward Heath, ancien premier ministre.

Le Parti social-démocrate, composante du mouvement centriste de l'Alliance, se présente comme le seul véritable champion de l'Europe. Ce parti a été fondé en 1981 par des dirigeants travaillistes qui ne pouvaient plus adhérer aux positions du Labour contre la CEE. L'Alliance, premier bénéficiaire en nombre de voix des dernières élections locales et législatives partielles, a montré qu'elle demeurerait une troisième force capable de profiter un jour de l'affrontement des deux grands partis. Mais le mode de scrutin (majoritaire à un tour) depuis longtemps en vigueur au Royaume-Uni, et qui a été conservé pour les élections européennes, le pénalise lourdement. L'Alliance ne pourra vraisemblablement obtenir que quelques sièges dans la nouvelle Assemblée de la Communauté.

L'enjeu irlandais

C'est en Irlande du Nord que ces élections peuvent avoir les conséquences les plus graves, alors que la province connaît un nouveau regain de tension. Depuis des mois, le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire, se prépare à disputer au Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) la place de premier parti de la communauté catholique. Depuis que, en 1982, il s'est soudainement lancé dans le jeu électoral, le Sinn Féin a connu une remarquable progression, remportant successivement 33 % puis 42 % des voix catholiques aux élections de l'Assemblée d'Irlande du Nord, puis aux législatives de l'an dernier. Élu en 1979 au Parlement européen en même temps que deux unionistes protestants (2), M. John Hume, chef de file du SDLP, fondait beaucoup d'espoirs dans le résultat du Forum pour une nouvelle Irlande, dont il était le principal promoteur et qui avait pour but de soutenir l'action modérée de son parti afin de repousser l'offen-

sive du Sinn Féin. Mais le rapport du Forum, publié le 2 mai, a été décevant. Bien qu'il suggère un compromis constitutionnel, il n'a pas provoqué la réponse encourageante que ses auteurs - les partis nationalistes du Nord et du Sud qui refusent la violence - attendaient du gouvernement de Londres. Le Sinn Féin continue d'affirmer que la modération ne paye pas et présente comme candidat M. Danny Morrison, auteur du slogan : « Le bulletin de vote dans une main, le fusil dans l'autre ».

FRANCIS CORNU.

(1) Trois autres pays votent le même jour : le Danemark, les Pays-Bas et la République d'Irlande.

(2) Le pasteur Ian Paisley est l'un d'entre eux. En Irlande du Nord, le scrutin est organisé à la proportionnelle et la province tout entière forme une seule circonscription pour l'attribution de trois sièges sur les quatre-vingt-débutés au Royaume-Uni.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

L'année américaine après le BAC

Sur le campus d'une grande université de Floride ou de Californie, quel que soit le niveau d'anglais. Préparation idéale pour études ultérieures aux U.S.A. ou en France.

UNIVERSITY - St. Ann. 37, rue Ch. Laffitte 75001 PARIS - 01 42 54 54 54

COURS D'ANGLAIS

Londres, Brighton, Cambridge, New-York, Berkeley

Séjours linguistiques toute l'année, et particulièrement en été.

Hébergement famille, ou campus (en été)

2, 3 ou 4 semaines

Veuillez nous contacter : LANGUAGE STUDIES, 200-53-70, ou nous demander une documentation : 350, r. St-Honoré, 75001 Paris.

ROUMANIE

UNE TERRE

UNE MER

Cet été pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer ?

La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.

Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire, avec son bronzage intense, son farniente absolu et ses hôtels confortables.

Les prix ? Pas plus gros que ça. N'hésitez pas.

*1 semaine entre Danube et Carpates, avion compris, à partir de 3290 F.

2 semaines de farniente au bord de la Mer Noire, avion compris, à partir de 2680 F.

742 50 50

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN

35, rue de la République 75002 PARIS

Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.

Nom _____

Adresse complète _____

Tél. : _____

DINEZ A L'OPERA

Celadon	261.57.46
Drouant	742.56.21
A la Fontaine Gaillon	742.63.22
Café de la Paix	260.33.50
Delmonico	261.44.26
L'Escalier	265.09.19
Le Grand Café Capucines	742.75.77
Hachette Opéra	266.90.27
Les Muses	742.03.40
L'Opéra - Grand Hôtel	260.33.50
Le Patio - Grand Hôtel	260.33.50
Pizza Opéra	742.50.21
Le Santal	073.43.22
La Tour du Mandarin	261.47.26

DINERS CLUB INTERNATIONAL

3642 123456 7890

MR PIERRE BERTRAND

78 DC EF 05/84 - 04/85

LA LIBERTÉ EN POCHÉ

16 HOTELS ACCUEILLANTS A TOULOUSE

★ ★ Albion	(01) 63.60.36
★ ★ ★ Caravelle	(01) 62.70.65
★ ★ ★ De la Compagnie du Midi	(01) 62.84.93
★ ★ ★ Concorde	(01) 62.48.60
★ ★ De France	(01) 21.88.24
★ ★ ★ Frantel Wilson	(01) 21.21.75
★ ★ Le Gascogne	(01) 59.27.44
NN ★ ★ ★ Grand Hôtel de l'Opéra	(01) 21.82.66
★ ★ ★ Mercure Saint-Georges	(01) 23.11.77
★ ★ Novotel	(01) 49.34.10
★ ★ D'Orsay	(01) 62.71.61
★ ★ ★ Le Progrès	(01) 23.21.28
★ ★ Raymond IV	(01) 62.89.41
★ ★ Terminus	(01) 62.44.78
★ ★ Victoria	(01) 62.50.90

DINERS CLUB INTERNATIONAL

3642 123456 7890

MR PIERRE BERTRAND

78 DC EF 05/84 - 04/85

LA LIBERTÉ EN POCHÉ

DU 31 MAI AU 11 JUIN

22^e BRADERIE DE PARIS

C.N.I.T. PARIS/LA DÉFENSE

TOUS LES JOURS DE 11H A 22H

SAMEDIS DIMANCHES LUNDIS JUSQU'A 21H

UNE ANIMATION PERMANENTE avec FRANCE SOIR, ses invités vedettes et les "Stars de Demain" Les Jeux S.N.C.F. Le Championnat amateur de Smurf. **LE CARREFOUR DES BONNES AFFAIRES** avec le Prêt-à-porter et son Coin-Boutique. Le Confort de la Maison : Meubles, Hi-Fi et, pour la première fois, les plus grandes marques de l'Electro-Ménager, sans oublier le Sport et les Loisirs. **L'ILE MAURICE** Gagnez vos vacances dans cette île de rêve de l'Océan Indien.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

A MARSEILLE

M. Jospin ironise sur la « coalition provisoire » de l'opposition

De notre correspondant régional

Marseille. — Au terme d'une longue journée passée dans la région Provence-Côte-d'Azur, avec, notamment, des débats sur l'éclatement de la Communauté en Avignon (Vaucluse) et les problèmes du tourisme et des transports à La Garde-Freinet (Var), M. Lionel Jospin a prolongé, le lundi 4 juin, à Marseille, la polémique qui l'oppose à M^{me} Simone Veil et que celle-ci avait alimentée, la veille, à Paris, en comparant l'Union PC-PS à « un couple, infernal, sado-masochiste, aussi incapable de s'entendre que de se séparer ».

« Je ne sais pas », a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste, accueilli par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et maire de Marseille, et par M. Michel Pezet, président du conseil régional de Provence-Côte-d'Azur, si c'est quel spécialiste du slogan qui lui a suggéré d'utiliser cette formule. Pour le cas où elle viendrait d'elle, le trouve que cette dame a de singuliers phantasmes. En outre, s'il s'agit de couple, tous les socialistes savent bien que je suis séparé de Georges Marchais depuis 1920 et le congrès de Tours. — Mais que dire de M^{me} Veil, a poursuivi M. Jospin, puisqu'elle veut se risquer sur ce terrain, avec tous ces hommes à la maison ? M. Pons, toujours au téléphone à informer son copain Jacques Chirac : M. Levesque, installé à la table de la salle à manger et collant des enveloppes pour la manifestation de l'enseignement privé du 24 juin ; M. Poniatowski, près de la bibliothèque, rédigeant son dernier dictionnaire des insultes en politique ; M. Hersant, qui ne lève pas la tête du Figaro-Magazine ou des vieilles éditions du Pilori ; M. Malaud, qui discute dans l'entrée pour savoir si son ami M. Olivier d'Ormesson, ancien de la liste de M^{me} Veil, est à l'aise sur celle de M. Le Pen. Visiblement, M^{me} Veil, avec ces Messieurs, ne doit pas rire tous les jours. (...) Mais un qui ne rigole pas, c'est M. Barre qui, lui, a tellement le sens de l'humour et tellement le culte de l'unité de l'opposition qu'il a bien voulu accueillir M^{me} Veil à

Lyon, la condition expresse que M. Pons n'y soit pas.

« L'enjeu européen, a poursuivi M. Jospin, méritait mieux que cette coalition provisoire, hâtivement bâtie par les deux grands partis de la droite conservatrice, que cette somme de contradictions accumulées sous nos yeux, que cette combinaison politique qui, à l'évidence, paralyse celle qui a accédé de la conduire et qui, en outre, nous prive d'une véritable discussion démocratique ».

Devant un auditoire assez clairsemé — moins de trois mille personnes occupaient le grand hall du parc Chanot — mais très chaleureux, M. Jospin a souligné, en revanche, le « travail d'explicitation et de propositions » des socialistes.

Propositions pour la jeunesse

Auparavant, le premier secrétaire du Parti socialiste avait présenté, en présence de plusieurs membres de la direction nationale du Mouvement de la jeunesse socialiste, vingt-cinq propositions « sur les jeunes et l'Europe ». Ces propositions, dont plusieurs sont très concrètes, touchent, essentiellement, aux « problèmes de circulation à l'intérieur de la Communauté » (développement du passeport européen, création d'une carte unique de réduction pour les moins de vingt-six ans sur les transports en commun et d'un permis moto et auto commun aux différents pays de la CEE), d'échanges, d'information, d'éducation (accélération du processus d'équivalence des diplômes scolaires et universitaires, développement de l'apprentissage des langues européennes), de formation professionnelle et d'emploi (création d'un passeport « formation européenne », actions contre le chômage des jeunes). L'une d'elles porte, également, sur la création d'un service civil européen pour la coopération et le développement avec les pays du tiers-monde « reconnu comme une forme de service national dans les pays européens ».

GUY PORTE.

A Béziers

M. Chirac contre l'élargissement

(De notre correspondant.)

Béziers. — Quatre mille personnes étaient réunies, le 4 juin, au palais des congrès de Béziers pour écouter M. Jacques Chirac, flanqué de MM. Dominique Baudis, maire de Toulouse, et Bernard Pons. Le discours du président du RPR fut largement consacré au problème agricole : « Je comprends, a-t-il dit, le désarroi des viticulteurs qui, abusés par les promesses qui leur ont été prodiguées dans le passé, soyons francs, avant et depuis 1981, doutent de leur avenir ».

Pour M. Jacques Chirac, un nouvel élargissement ne peut que conforter « l'opinion selon laquelle la Communauté doit d'abord renforcer sa cohésion interne, régler les différends qui opposent les uns aux autres les Etats membres avant d'envisager de nouveaux partenariats... tout nouvel élargissement aboutirait en fait à transformer la Communauté en une zone de libre échange ».

M. Chirac n'exclut pas « la recherche d'une coopération renforcée avec les pays candidats. Dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, de la coopération technique, du développement de certains projets industriels communs, l'Espagne et le Portugal peuvent et doivent être associés plus étroitement à la Communauté. L'idée d'une Europe à plusieurs vitesses ou à géométrie variable fait son chemin ».

Auparavant, à Perpignan, devant plusieurs milliers de personnes, M. Chirac avait qualifié l'élargissement de la politique commune de « prématuré, dangereux et inopportuniste ». Il a critiqué le « double langage » des élus du PC et du PS, « qui soutiennent un projet à Paris et le condamnent en province ».

Le président du RPR a déploré les listes de diversion, mettant en garde les Français contre « un vote de ras-le-bol, un vote où l'on se fait plaisir, mais sans lendemain ». Et il a conclu : « Le soir du 17 juin, il faudra que nous puissions dire au gouvernement : vous êtes la minorité socialiste-communiste, même si vous restez majoritaires au Parlement... Mais vous n'avez plus le droit d'engager certaines réformes mettant en cause nos libertés, vous n'avez plus le droit de faire à l'importe quel ».

A LYON

La réunion de M^{me} Veil est fortement perturbée

De notre envoyée spéciale

Lyon. — Dans la salle du Palais des congrès de Lyon s'étaient entassés lundi soir 4 juin plus de deux mille cinq cents personnes. Beaucoup de monde sans doute pour une salle de taille relativement modeste mais assez peu en fait pour un rassemblement de l'opposition à la veille des élections européennes dans une ville comme Lyon. A la tribune, le fait est rare, les élus RPR côtoyaient M. Raymond Barre, placé à la gauche de M^{me} Veil, à la droite de M. Michel Noir, député RPR du Rhône.

La réunion avait commencé dans le calme. A M. François Collob, sénateur et maire de Lyon, qui pour l'heure avait fait taire tout ressentiment de ne pas figurer sur la liste Veil, avaient succédé M. Alain Carignon, le jeune maire RPR de Grenoble, en deuxième position sur la liste Veil, puis M. Jacques Barrot, député UDF-CDS de la Haute-Loire, et M. Alain Juppé, adjoint au maire de Paris, en sixième place sur la liste d'union, chargé, comme devait le souligner M. Alain Mayoud, député UDF-PR du Rhône, de « remplacer » M. Bernard Pons, dont la présence à Lyon n'avait pas été souhaitée par M. Raymond Barre — les deux hommes se sont portés par une affluence particulière.

Après M. Juppé, l'ancien premier ministre avait tracé le bilan de la Communauté au cours des vingt dernières années, insistait sur l'« irréversibilité » de la construction communautaire, proposant un « resserrement des liens entre les pays d'Europe occidentale pour réaliser de nouvelles et grandes tâches ». Il se félicitait que, « depuis 1981, l'entente franco-allemande demeure vivante et efficace ». Il notait au passage : « L'union européenne pourrait offrir (...) un puissant exemple et un grand espoir aux Européens de l'Est (...). Elle pourrait poursuivre avec tous les pays de l'Est un dialogue constructif. Après une période de rétrograde agressive exploitée à des fins de politique intérieure par quelques politiques à courte vue, on reconstruit aujourd'hui (...) que ce dialogue est indispensable à la sécurité et à la paix de notre continent ».

M^{me} Veil intervenait alors, mais très vite elle devait interrompre son propos. Dans la salle, avec insistance, résonnaient les vagissements d'un nouveau-né... enregistrés sur magnétophone. Le petit groupe de jeunes perturbateurs, bientôt repéré par quelques voisins indignés, lançait des tracts mettant en cause « la très grave responsabilité de M^{me} Veil » dans l'adoption d'une loi qui « se traduit par la mort de 400 000 petits innocents chaque année ». « M^{me} Veil, c'est la mort », essayaient-ils de crier avant d'être évacués de la salle ; quelques coups sont échangés dans les couloirs et des jets de gaz paralysant sont lancés. Dans la salle, la confusion est grande. M. Barre se lève, saisit un micro, appelle à la dignité, dénonce ces « manifestations déplacées » et demande aux Lyonnaises et aux Lyonnais de « respecter la liberté de pensée et d'expression ».

Les applaudissements éclatent. Mme Veil a pâli, son visage s'est crispé. Le procédé est pénible, d'autant que le brandissement de pancartes, comme il s'en est déjà produit à Poitiers et à Reims. Elle remercie M. Barre de son intervention et reprend le fil de son discours. Quelques instants plus tard, Mme Veil est à nouveau interrompue. Deux autres perturbateurs sont expulsés de la salle. Nouvel échange de coups et de gaz paralysants dans les couloirs. Le malaise s'est installé.

Mme Veil continue cependant un discours centré sur « l'Europe de la science et des activités d'avenir ». Parlant de l'emploi et de la crainte de ceux qui pensent que « l'Europe en imposant des technologies nouvelles détruit les emplois », elle déclare notamment : « Avec ou sans Europe, on n'arrête pas le progrès. Gare à ceux qui voudraient nous protéger du chômage en nous protégeant de l'Europe. On ne se protège pas des courants d'air en coupant le robinet d'oxygène ».

A la sortie de cette réunion, le bouquet de fleurs qui est offert à Mme Veil ne parvient pas à dissiper la gêne qui s'est installée lors de cette étape lyonnaise.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LA CAMPAGNE EN BREF

« M^{me} Arlette Laguiller : le « discrédit de la gauche parlementaire ». — M^{me} Arlette Laguiller, leader de Lutte ouvrière (extrême-gauche, trotskiste), a estimé le lundi 4 juin à Dijon (Côte-d'Or) que le « discrédit de la gauche parlementaire » profitait à M. Jean-Marie Le Pen. « Une fraction des travailleurs déçus par la gauche risque d'écouter avec complaisance un Le Pen », a-t-elle déclaré. M^{me} Laguiller a affirmé que les « quatre grands partis ne se préoccupent que de leur avenir national », et a condamné à la fois la droite, qui représente « la bourgeoisie capitaliste, une classe saine et sans souffrir », et la gauche, « qui sert les intérêts de cette même bourgeoisie depuis 1981 ». « Dans la lutte que livre la bourgeoisie à la classe ouvrière, le gouvernement de gauche est entièrement du côté de la bourgeoisie », a-t-elle affirmé, en ajoutant que dans les entreprises nationalisées, « le gouvernement donnait l'exemple en licenciant avant les autres ».

« Le Front national contre l'escalade de la violence ». — Le Front national (extrême droite), dont M. Jean-Marie Le Pen est le président, a déclaré, lundi 4 juin, que « l'escalade de la violence se poursuit pour tenter d'empêcher Jean-Marie Le Pen de s'exprimer dans le cadre de la campagne électorale officielle ».

M. Le Pen « entend saisir immédiatement les instances européennes compétentes et dénoncer ces violences qui interdisent en France le déroulement libre et démocratique de la campagne électorale ».

« Le RPR et les rapatriés d'Afrique du Nord ». — Le RPR a présenté, le lundi 4 juin, un programme en faveur de la communauté française de confession islamique, qui compte deux millions de personnes sur le territoire métropolitain. Au cours d'une conférence de presse, M. Bernard Pons a également évoqué le problème général des rapatriés d'Afrique du Nord. L'accent a été mis sur la prise de position du RECOERS qui invite ses membres à ne pas voter pour les listes communistes et socialistes aux élections européennes, il a répondu : « Nous comprenons l'exaspération des rapatriés, puisqu'un certain nombre d'engagements pris par le gouvernement n'ont pas été tenus ».

Qui sont les électeurs des petites listes ?

(Suite de la première page.)

Ces glissements appellent deux remarques. Premièrement : le faible score de la liste Anger dans les intentions de vote (moins de 3 % des voix) s'explique par son incapacité à rassembler la totalité des sympathisants de l'écologie, plutôt que par la disparition pure et simple de ce courant. Deuxièmement : affaibli, le vote écologiste se situe nettement à gauche sur l'échiquier politique français. Pour la première fois depuis 1974, il n'est pas abaisé de comptabiliser les voix écologistes avec celles de la gauche.

« ERE EUROPEENNE : UN VRAI CENTRE ». — Il est encore trop tôt pour savoir si la liste Stirn-Lalonde-Duboin gagnera son pari de dépasser les 5 % des voix. A l'heure actuelle, les sondages la placent au-dessous de la barre. Mais Ere Européenne a, semble-t-il, déjà gagné son autre pari : constituer dans notre vie politique un véritable centre. Certes, la sociologie de son électorat le rapproche de la gauche (tableau 1) : une proportion élevée de salariés modestes ou moyens (59 % d'ouvriers, employés et cadres moyens), de jeunes (32 % de moins de trente-cinq ans), d'hommes (51 %) et d'agriculteurs (22 % contre 15 % en moyenne nationale) (2). Son origine le situe également à gauche : 50 % de ses électeurs n'ont pas voté le 10 mai 1981 pour M. Mitterrand et 26 % seulement pour M. Giscard d'Estaing ?

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DE L'EUROPE

Envoyer 30 F (timbre à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Mais le positionnement actuel de ses partisans est assez dispersé sur l'axe gauche-droite : 33 % se situent certes à gauche mais 29 % se classent au centre et 25 % à droite. Sur le plan partisan, 32 % affichent leur sympathie pour une formation de gauche, 23 % pour les écologistes (trace évidente de l'impact personnel de M. Lalonde) et 22 % pour l'opposition. Notons au passage que le poids électoral du MRG, épine dorsale de ce rassemblement, est deux fois moindre que celui des socialistes et près de trois fois inférieur à celui des écologistes.

Il semble donc, comme le souhaitent ses inspirateurs, qu'ERE européenne capte des électeurs venus le plus souvent de la gauche mais déçus de l'action gouvernementale. Elle les détourne ainsi d'un vote pur et simple d'opposition. Reste que, en toute rigueur, cet électorat, partagé entre droite et gauche, ne peut être comptabilisé dans aucun des deux camps.

« LA LISTE GOMEZ : UN ÉLECTORAT FÉMININ ET AÏSÉ ». — Contrairement à une idée souvent répandue, l'électorat de M^{me} Gomez n'est pas constitué d'UDF déçus du choix de la liste d'union (tableau 2). Il comprend en fait une proportion identique de sympathisants UDF (21 %) et RPR (21 %). S'il se situe clairement au centre droit de l'échiquier politique (38 % de ses partisans se classent au centre, 31 % au centre droit) il comprend aussi une part non négligeable d'électeurs venus de la gauche : 31 % d'entre eux ont voté pour M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle. Enfin, c'est en son sein que se recrute le plus grand nombre d'électeurs sans préférence partisane (27 %), en dehors donc des formations politiques traditionnelles.

La véritable originalité de la liste Réussir l'Europe réside moins dans son ancrage politique que dans sa sociologie (tableau 2). Sa liste est composée d'une proportion très élevée de femmes (57 %), de jeunes de moins de trente-cinq ans (52 %), de cadres supérieurs et professions libérales (26 % contre 11 % dans l'ensemble du corps électoral), enfin de catholiques pratiquants réguliers (26 %). A l'image des candidats de sa liste, M^{me} Gomez rassemble une clientèle féminine et aisée. Tout se passe comme si elle touchait en partie la fraction de la bourgeoisie réticente envers les partis traditionnels ou la personne de Simone Veil.

« LA LISTE LE PEN : LA DROITE PLUTOT QUE

L'EXTRÊME DROITE. — La montée du vote Le Pen (7 % des intentions de vote) rend particulièrement intéressante l'étude de son électorat, comparé à celui des sympathisants du Front national et du PNF. mené-ci-même en février dernier (3).

Sur le plan sociologique (tableau 1), l'électorat de M. Le Pen, qualifié il y a quatre mois de jeune, populaire et masculin, se rapproche désormais de la droite classique. Il est moins jeune : 32 % de ses partisans ont moins de trente-cinq ans (contre 41 % en février dernier) ; son recrutement est moins populaire, puisqu'il compte moins d'ouvriers (25 % contre 29 %) et davantage de cadres supérieurs et professions libérales (15 % contre 13 %). En revanche, il demeure à dominante masculine (59 % d'hommes contre 41 % de femmes) et beaucoup plus politisé que la moyenne nationale (72 %

s'intéressent à la politique contre 61 % des Français).

Politiquement, l'électorat de M. Le Pen présente une triple originalité : seule une minorité de ses électeurs se classe à l'extrême droite, une fraction assez importante a voté pour la gauche en 1981, enfin 45 % d'entre eux se sentent proches du RPR ou de l'UDF.

Sur l'échelle gauche-droite de la SOFRES, 44 % seulement des électeurs de M. Le Pen se placent à l'extrême droite ; 25 % se classent à droite, 19 % au centre, 7 % à gauche... voire à l'extrême gauche. Confirmation de ce phénomène de dispersion idéologique : 29 % des électeurs de M. Le Pen ont voté pour M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle et 25 % pour un candidat de gauche dès le premier tour. Chiffre considérable, qui confirme l'existence d'un transfert spécifique de la gauche

vers l'extrême droite (à titre de comparaison, l'électorat de M^{me} Veil ne comprend que 13 % d'électeurs ayant voté pour M. Mitterrand le 10 mai 1981). Notons au passage que se confirme l'absence presque totale du vote Le Pen, car il a réussi à déborder de ses frontières traditionnelles.

Up, dernier élément achève de nous éclairer sur le vote Le Pen : le quart à peine de son électorat est composé de sympathisants du Front national ou du PNF. Les gros bataillons proviennent de l'UDF, et surtout du RPR (45 % à eux deux). On comprend, au vu de ces indications, la vigoureuse campagne que mène actuellement M. Chirac en faveur de la liste d'union de l'opposition.

Les conclusions sont nettes : le vote Le Pen aux élections européennes est beaucoup plus un vote de droite qu'un vote d'extrême droite. Sur le seul plan électoral — en dehors des différences d'idéologies et de principes, — il est légitime

de le comptabiliser avec les voix de l'opposition. Les enseignements de notre étude de février demeurent valables : il n'y a pas actuellement percée de l'extrême droite mais montée du vote Le Pen, car il a réussi à déborder de ses frontières traditionnelles.

A première vue, cette indication peut paraître rassurante. Mais elle confirme à contrario la banalisation de l'extrême droite et l'osmose entre l'électorat Le Pen et les électeurs RPR et UDF. Tout indique que la question des alliances entre la droite et l'extrême droite se posera avec une acuité nouvelle au soir du 17 juin.

JÉRÔME JAFFRÉ.

(2) Les données concernant la religion n'ont pu être prises en compte que dans trois des quatre enquêtes.

(3) Voir Jérôme Jaffré, « Les Fantômes de l'extrême droite », le Monde du 14 février 1984.

TABLEAU 1. — LA SOCIOLOGIE DES ÉLECTEURS DES « PETITES LISTES »

	Liste ERE (Stirn)	Liste Les Verts (Anger)	Liste Réussir l'Europe (Gomez)	Liste Front national (Le Pen)	Ensemble
SEXE					
— Homme	51	47	43	51	48,5
— Femme	49	53	57	49	51,5
AGE					
— 18 à 24 ans	26	24	25	14	24
— 25 à 34 ans	26	42	27	18	24
— 35 à 49 ans	23	14	22	26	24
— 50 à 64 ans	15	15	18	23	21
— 65 ans et plus	16	5	8	19	17
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE					
— Agriculteur, salarié agricole	4	5	4	7	6
— Petit commerçant, artisan	5	5	3	5	5
— Cadre supérieur, profession libérale	13	12	26	15	11
— Cadre moyen, employé	28	21	17	21	22
— Ouvrier	30	31	25	25	28
— Inactif, retraité	19	15	25	27	28
RELIGION					
— Catholique pratiquant régulier	18	16	26	20	15
— Catholique pratiquant occasionnel	17	16	16	16	16
— Catholique non pratiquant	47	46	38	51	45
— Autre religion	3	3	7	3	3
— Sans religion	22	26	12	9	15
S'INTÉRESSENT À LA POLITIQUE					
— Beaucoup	9	10	19	23	16
— Un peu	52	42	42	49	45
— Très peu	38	33	34	22	25
— Pas du tout	9	15	5	6	14
	100	100	100	100	100

TABLEAU 2. — L'ORIGINE POLITIQUE DES ÉLECTEURS DES « PETITES LISTES »

	Liste ERE (Stirn)	Liste Les Verts (Anger)	Liste Réussir l'Europe (Gomez)	Liste Front national (Le Pen)
ONT VOTÉ AU 1^{er} TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE POUR :				
— G. Marchais	2	3	—	1
— A. Laguiller — H. Beauchamp	4	6	—	—
— F. Mitterrand	32	26	24	24
— M. Cruppien	4	5	2	—
— J. Lalonde	11	23	—	3
— V. Clément — J. F. G. G.	21	5	23	23
— J. Chirac	6	5	16	27
— M. Debré — M. F. G. G.	1	2	5	4
— Abst., sans rép., trop jeunes p. voter	19	25	23	19
	100	100	100	100
ONT VOTÉ AU 2^d TOUR POUR :				
— F. Mitterrand	50	58	31	29
— V. Clément — J. F. G. G.	26	26	43	59
— Abst., sans rép., trop jeunes p. voter	24	16	26	11
	100	100	100	100
CLASSEMENT SUR L'AXE GAUCHE-DROITE				
— Extrême gauche	3	6	2	2
— Gauche	33	33	1	6
— Centre	29	33	38	19
— Droite	25	14	31	25
— Extrême droite	6	1	10	4
— Sans réponse	4	11	3	5
	100	100	100	100
PRÉFÉRENCE PARTISANE				
— Parti communiste	1	1	3	1
— Extrême gauche	2	1	1	—
— Parti socialiste	28	22	19	9
— Radicaux de gauche	9	2	4	1
— Écologiste	15	42	4	12
— UDF	12	3	2	12
— RPR	9	8	21	33
— Front national, PNF	1	3	—	24
— Sans réponse	23	18	27	18
	100	100	100	100

البريد 155

CAMPAGNE
TEF —

[illegible]

1. *Phragmites* (Common Reed) - A tall, grassy plant that grows in wetlands and along water bodies. It is often used for erosion control and as a natural barrier against flooding.

[illegible]

1. *Pharmaceuticals*: The pharmaceutical industry is a major contributor to the U.S. economy, with sales exceeding \$400 billion in 2019. The industry is heavily regulated by the FDA, which oversees the safety, efficacy, and quality of drugs. The industry is also facing increasing pressure from payers (insurers and patients) to reduce costs, leading to a focus on value-based pricing and generic competition.

1. 1990年12月，中国工商银行总行在《中国工商银行总行章程》中，首次将“中国工商银行总行”更名为“中国工商银行”，并规定“中国工商银行总行”为“中国工商银行”的总行。

[illegible]

?

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015.

...the ...

— 1994 —

...the ...

1944

1

10

10

10

—

The image displays a series of approximately 15 horizontal rows. Each row is composed of a sequence of black graphical elements on a white background. These elements include solid black circles of uniform size and solid black rectangular blocks of varying widths and heights. The arrangement of these elements varies from row to row, creating a complex, non-repeating pattern that resembles a stylized barcode or a data visualization. The overall effect is a series of horizontal bands of varying lengths and internal structures.

En 1876, des milliers de personnes ont appris le morse n'imaginant pas que le téléphone pourrait être inventé.

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La liste ERE européenne est favorable à un élargissement « bien préparé » de la Communauté

M. Olivier Stiru a expliqué, le lundi 4 juin, que la liste ERE européenne qu'il conduit avec MM. François Doublin et Brice Lalonde, est favorable à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, « pour des raisons de principes politiques envers [ces pays] devenus démocratiques », à condition de « bien la préparer » et de « veiller à ce que toute garantie soit donnée (...) aux producteurs français pour s'y préparer ».

Pour le président de l'UCR, la politique agricole commune est « globalement positive » mais elle « reste très loin des préoccupations humaines ». Estimant que la politique des quotas laitiers est « courgeuse », M. Stiru a néanmoins jugé les mesures prises « trop brutales et trop technocratiques ». Il a préconisé une « régionalisation » dans l'application des quotas, un report des échéances financières pour les éleveurs « sinon, a-t-il dit, la situation à l'automne sera insurrectionnelle », et une amélioration des conditions offertes « à ceux qui veulent quitter l'agriculture à cinquante-cinq ans ».

Intervenant sur la question de la viticulture languedocienne, M. Doublin a préconisé une amélioration de la production passant par un effort pour la mise au point de produits nouveaux (comme les vins légers) et une meilleure commercialisation. Selon lui, les possibilités de recon-

version ne peuvent guère toucher plus de 10 % des exploitants.

De son côté, M. Brice Lalonde a plaidé pour une agriculture « plus autonome » et « non économe ». L'ancien candidat à la présidence de la République a souhaité que les buts assignés à l'agriculture communautaire soient « réorientés » et que la tendance à la « re-ruralisation » de l'Europe ne soit pas « dérangée ».

D'autre part, la liste ERE européenne a rendu publics, le mardi 5 juin, les noms des premiers signataires de son comité de soutien, avec à sa tête, Jean-François Kahn.

Outre un certain nombre de responsables du MRG, comme MM. Maurice Faure, Jean-Michel Baylet et Jean-Denis Bredin, de l'écologie, comme M. Haroun Tazieff, et d'anciens radicaux valaisiens, comme le docteur Pierre Simon, figurent notamment sur cette liste, la sociologue M^{me} Evelyn Sullerot, M^{me} Emile Servan-Schreiber, Albine du Boisrouvray, Françoise Hardy, Katia D. Kaup, Clio Goldsmith, MM. Gonzague Saint-Bris, Georges de Caunes et Jean-Louis Barrault.

CORRESPONDANCE

LE VOTE A STRASBOURG SUR LE PROJET SPINELLI

M. François Bordry, directeur du bureau d'information du Parlement européen, nous signale une erreur dans le « Bulletin de l'étranger » du Monde du 26 mai.

La résolution relative au projet de traité instituant l'Union européenne a été adoptée le 14 février 1984 (237 voix pour, 51 voix contre et 43 abstentions) et non le 14 septembre 1983 comme indiqué au paragraphe 2 de ce « Bulletin ».

Le vote du 14 septembre 1983 concernait une résolution sur « le contenu de l'avant-projet de traité » présenté par Altiero Spinelli, député italien appartenant communiste, au nom de la commission institutionnelle. Il en traçait les grandes lignes. La commission institutionnelle, assistée d'experts, a ensuite mis au point la version juridique définitive du projet de traité qui, elle, a été adoptée le 14 février 1984. Il n'est donc pas exact d'écrire, comme le « Bulletin », « le projet Spinelli doit revenir cette année devant le Parlement de Strasbourg après avoir été peaufiné par des juristes ».

Conformément à la résolution du 14 février 1984, le président du Parlement européen a communiqué le projet de traité aux Parlements et gouvernements des Dix et le Parlement européen élu le 17 juin prochain prendra contact avec les Parlements nationaux pour tenir compte de leurs observations.

M. Pieter Dankert, président du Parlement européen, et le rapporteur, M. Spinelli, ont transmis officiellement ce projet de traité au président de la République et aux présidents des deux Assemblées en date du 16 avril dernier.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur la rénovation de l'enseignement public agricole

M. Rocard dénonce l'action passée de M. Pons

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 4 juin, en première lecture, après déclaration d'urgence, par 366 voix (PS-PC) contre 0, le RPR et l'UDF s'abstenant, le projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public.

Comment auraient-ils pu éviter d'en parler ? Débatant de l'enseignement agricole public, les députés ne semblaient pas aux établissements privés qui concourent à la formation des agriculteurs. La discussion du projet de loi de M. Alain Savary était encore trop présente dans les mémoires pour qu'il puisse en être autrement, d'autant que dans le secteur agricole les écoles privées sont plus nombreuses que le service public. Elles reçoivent 60 % des élèves.

M. Rocard avait, dans un premier temps, pensé proposer un texte de loi unique regroupant les deux types d'enseignement, agricole public et agricole privé (le Monde du 10 janvier 1984). Il a expliqué lundi qu'il y avait renoncé, d'abord parce qu'il ne voulait pas que les passions qui entourent le débat école publique — école privée camouflent l'importance de la rénovation de l'enseignement public agricole qu'il souhaite mettre en œuvre. Ensuite, parce qu'il lui paraissait plus logique de définir l'objet et les missions du service public avant de déterminer dans quelles conditions des établissements privés pourraient être amenés à y concourir.

En fait, on a surtout craint à l'Hôtel Matignon que les nouvelles règles de fonctionnement qui seraient imposées aux établissements privés agricoles en échange d'un meilleur financement par les pouvoirs publics ne conduisent les organisations professionnelles agricoles qui les soutiennent à faire cause commune avec les défenseurs de l'enseignement catholique.

Mais la réforme de l'enseignement privé agricole n'est pas définitivement oubliée. Le ministre de l'Agriculture a annoncé que son projet devrait être adopté par un conseil des ministres de façon à être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale durant cette session pour être discuté pendant la suivante. C'est bien ce qui inquiète l'opposition, et c'est pratiquement pour cette seule raison qu'elle s'est abstenue lors du vote sur ce texte concernant l'enseignement agricole public.

M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) l'a admis : « Nous ne voterons pas votre projet, pas tant à cause de ce qu'il contient que pour ce qu'il ne contient pas ».

M. Rocard n'a guère apprécié ce procès d'intention. Il a fait remarquer : « Nous avons combattu la loi qui régit l'enseignement agricole privé, mais nous l'avons appliquée complètement et plus généreusement que nos prédécesseurs ».

Il n'y a eu que ce sujet pour donner un peu de passion au débat. Pour le reste, chacun s'accorda à trouver bien venu le contenu du projet de loi lui-même. Tout juste si les communistes, par la voix de M. Roland Renard (PC, Aisne), ont émis la crainte qu'il ne permette pas à l'enseignement agricole public de jouer suffisamment le rôle moteur de la rénovation de l'enseignement agricole public. M. Rocard a fait remarquer à ce sujet que la chute des crédits d'investissement pour l'enseignement agricole public comme privé avait commencé en 1970, alors que M. Bernard Pons, à l'époque secrétaire d'État à l'Agriculture, avait justifié « une pause des investissements » qui était en fait une diminution de 50 % en francs courants.

Ces crédits avaient d'ailleurs diminué jusqu'en 1976, pour véritablement recommencer à augmenter qu'en 1983. M. Rocard a ajouté que le même M. Pons avait supprimé les classes de quatrième et de troisième dans l'enseignement agricole long, « ce qui a contribué à accroître l'échec scolaire en milieu rural ».

« Que répondre de mieux à M. Chirac quand il parle de notre ignorance et de notre dévotion vis-à-vis du monde agricole », a souligné le ministre de l'Agriculture. Pour le reste, l'unanimité s'est faite sur la nouvelle législation proposée qui réforme l'actuelle datant de 1960. Il s'agit pour l'essentiel d'assurer une meilleure formation aux agriculteurs français, alors que, comme l'a fait remarquer M. Jean Giovannelli (apparenté PS, Morbi-

han), rapporteur de la commission des affaires culturelles, 37 % des chefs d'exploitation de moins de trente-cinq ans sont dépourvus de toute formation agricole, ce qui est très nettement inférieur à la situation de nos concurrents. Le gouvernement envisage « un mécanisme dans lequel les aides publiques seraient à terme réservées aux seuls candidats justifiant d'un niveau de qualification suffisant ».

Le projet prévoit donc un élargissement de l'objet et des missions de l'enseignement agricole public de façon qu'il participe à la formation initiale et continue des agriculteurs, au développement et à l'animation du milieu rural, à l'expérimentation et à la recherche agricole et para-agricole, tâches qui étaient parfois dans les faits réservées à des organismes dépendant des chambres d'agriculture. Cela sera assuré par des établissements publics locaux, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière, qui établiront leur « projet pédagogique » et disposeront d'une exploitation agricole ou d'ateliers « technologiques ».

Cet enseignement continuera à dépendre du ministère de l'Agriculture, mais son rapprochement sera recherché avec l'éducation nationale pour qu'il n'assure pas une formation au rebais. C'est pourquoi des possibilités de passage de l'enseignement général ou de l'enseignement technique vers l'enseignement agricole et réciproquement sont prévues, les diplômes accordés par les uns et par les autres devant être « reconnus équivalents ». En cinq ans, le statut des enseignants agricoles sera harmonisé pour aboutir à la parité avec ceux de l'éducation nationale. Les taux et les conditions d'attribution des bourses seront aussi progressivement harmonisés, alors que, pour l'instant, ils sont de 40 % inférieurs dans l'enseignement agricole à ce qu'ils sont dans l'enseignement technique.

Parmi les nombreuses modifications apportées par les députés, notons que les établissements agricoles devront « permettre, la mesure du possible, la connaissance et la diffusion des langues et cultures régionales ». Et que certaines dispositions relatives au statut du personnel et des usagers de la loi sur les enseignements supérieurs pourront être appliquées aux établissements supérieurs agricoles.

THIERRY BRÉHER.

IOISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
Inscribed par le British Council
21, rue Thibaudière Roubaix
59100 PARIS 16 (T) 533.53.12
Ann. 1984 - B.C. 1198

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
Collégiens - Lycéens :
• matin : 15 H de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

Lisez
Le Monde des PHILATÉLISTES
BUREAU DE LA PHILATÉLIE

En 3 minutes, passez de votre compartiment TGV à votre chambre

Deux heures pour venir de Paris ! Pas de fatigue, pas de temps perdu.

Vous descendez du TGV à Lyon La Part Dieu et vous êtes on ne peut mieux placé pour vous rendre, au plus vite, dans le nouveau Centre des Affaires de Lyon.

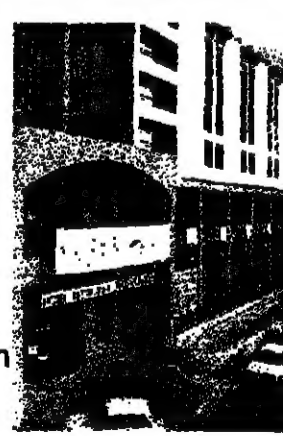
Là, le nouveau Mercure Lyon La Part Dieu vous accueille. Cet hôtel à 124 chambres, parfaitement insonorisées, toutes équipées de télévision couleur/vidéo.

Le restaurant, ouvert de 12 à 24 heures vous permet d'apprécier une cuisine lyonnaise de bonne tradition.

Le matin, découvrez le petit déjeuner buffet Mercure.

Pour vos séminaires, 5 salles de réunions complètent cet ensemble.

Le Mercure Lyon La Part Dieu vous attend.



HOTEL MERCURE

GARE DE LA PART DIEU 47, BOULEVARD VIVIER-MERLE 69003 LYON. TÉL. : (7) 234.18.12. TÉLEX 306469 F



RÉSINTER : (6) 077.27.27. TÉLEX 600644 F

A BRÉTIGNY-SUR-ORGE L'ÉLECTION DE M. DE BOISHUE (RPR) EST INVALIDÉE

(De notre correspondant.)

M. Jean de Boishue, RPR, maire de Brétigny-sur-Orge (Essonne), a été invalidé en tant que conseiller municipal, par le tribunal administratif de Versailles.

M. de Boishue avait conquis la mairie en mars dernier, lors d'une élection partielle qui l'opposait à M. Alain Blin, maire sortant communiste, consécutivement à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars 1983. M. Blin avait immédiatement introduit un recours contestant l'éligibilité de son adversaire.

M. de Boishue, qui habite une commune limitrophe, a été radié des listes électorales de Brétigny au début de l'année. Pour être éligible, il devait être contribuable ou imposable au 1^{er} janvier de l'année de l'élection. Or, M. de Boishue n'était pas inscrit au rôle des contributions directes à cette date fatidique. Il remarque pourtant que étant locataire à Brétigny depuis 1982, il devrait être inscrit depuis 1983.

Les juges du tribunal administratif ont estimé que ces arguments n'étaient pas déterminants. Ils ont jugé notamment qu'il subsistait un doute sur la date de l'établissement du rôle au bail de la location en question.

M. Jean de Boishue a décidé de faire appel au Conseil d'État. — P.D.

● **Attentats en Guyane.** — L'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC, mouvement indépendantiste clandestin) a revendiqué l'attentat commis le vendredi 1^{er} juin, à Cayenne, où l'explosion d'une bombe, placée dans une boîte en carton, avait blessé au visage un éboueur d'origine haïtienne. L'ARC a également revendiqué un attentat à l'explosif qui avait provoqué des dégâts matériels dans un relais d'EDF, près de Cayenne, dans la nuit du 27 au 28 mai.

Dans un texte adressé aux journaux, l'ARC indique que « le but de ces opérations, volontairement de petite envergure, n'est pas d'attenter à la vie de compatriotes, mais de lutter contre la domination coloniale en démontrant qu'il n'y a pas d'accord de la population ». — (Corresp.)

M. MITTERRAND ET LE TRAVAIL DES FEMMES

Dans une interview au magazine féminin *Elle*, le président de la République, évoquant les inégalités qui subsistent entre hommes et femmes au niveau du travail, affirme : « Le secteur privé, en dépit de quelques cas remarquables (mais exceptionnels), n'offre pas aux femmes des carrières comparables à celles des hommes. Qu'au à l'administration, elle fait le gros dos des qu'il s'agit de donner aux femmes accès aux postes supérieurs. » M. Mitterrand ajoute : « Les femmes ne sont pas formées aux métiers qu'elles exercent... Il faut qu'on cesse de destiner les femmes aux emplois d'exécution, là où sont les petits salaires, les protections faibles et les emplois à la merci de l'employeur. »

● **M. Chirac à l'Elysée.** — M. François Mitterrand a reçu, mardi 5 juin, en fin de matinée, M. Jacques Chirac, avec lequel il s'est entretenu pendant une heure et vingt minutes. Cette audience entre dans le cadre des rencontres du président de la République avec les principaux dirigeants politiques avant le prochain sommet des pays industrialisés.

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.08.19

CULTURE GÉNÉRALE Faire le point pour faire le poids !

Voici un recueil de bases. Trouver ou retrouver des repères en des références. Pas seulement pour briller... mais aussi pour affiner ses convictions et ses points de vue, mieux saisir, comprendre les enjeux, les débats... En fait ce recueil pour mieux vivre ! Quelle que soit votre activité, le milieu dans lequel vous évoluez, une bonne culture générale est indispensable. Essentiel, vie professionnelle et sociale, en vous page toujours sur votre culture ! La méthode de l'Institut Culturel Français, claire et pratique, vous permet de compléter vos connaissances dans tous les domaines : littérature, arts, philosophie, religion, économie, droit, politique, etc. À l'appui d'un service encyclopédique, des informations et des repères chronologiques, une mise au point accessible à tous, utile à tous ! Documentation générale à l'ICF, service 3624, 35, rue Coligny, 92035 Levallois-Perret, téléphone : 724.73.43 (rép. 24h).

البريد 1550

Je Mins 1555

XXTASK FREDUSR 2
XX DECK 7, OUTPUT 16
XX TIME 100, OUTLIM 9
BANNER DATE CLM
(% 2 / ? (WC-1), \# 7 OP
LIST ← TASK / SUPR : USR
\$ ERROR \ ABORT \ WARN
XX END FLUSH
XX RUN
? ? SYNTAX ERROR /
XXTASK FREDUSR 2
XX DECK 7, OUTPUT 160

Si vous avez appris ça, vous venez de faire la même erreur.

N'apprenez plus à devenir une machine, Apple a inventé Macintosh.



Vient de paraître

le nouveau livre de PIERRE PÉAN

(auteur de "Affaires africaines")



Enquête sur l'affaire des "avions renifleurs" et ses ramifications proches ou lointaines.

260 pages
74 F

FAYARD

ANNIVERSAIRE

Il y a quarante ans, le débarquement

II. — Comment a été gagnée la bataille

par FRANÇOIS BÉDARIDA (*)

M. François Bédarida a indiqué dans son premier article sur le débarquement en Normandie (le Monde du 5 juin) pourquoi l'opération « Overlord » n'était pas du tout assurée du succès dans l'esprit des hauts responsables américains et britanniques : « Les risques encourus étaient énormes », soulignait l'historien. Aujourd'hui, il explique les raisons de la victoire.

Dès 1943, le choix pour « Overlord » était porté sur la Normandie. Trois contraintes en effet devaient être prises en compte : la nécessité de débarquer sur des plages (l'échec sanglant du raid contre Dieppe en 1942 avait enseigné qu'il était vain de s'attaquer à des ports transformés en forteresses) ; l'obligation d'opérer sur des côtes situées dans la limite du rayon d'action de la chasse basée en Angleterre, c'est-à-dire des bouches de l'Estuaire au Cotentin (ce qui excluait la Bretagne) ; le besoin de disposer assez rapidement d'un port en eau profonde (Cherbourg, en l'occurrence).

Très vite, on avait éliminé l'hypothèse d'un débarquement sur le littoral du Pas-de-Calais. Solution tentée, à première vue, en raison de la brièveté de la traversée par mer et de la proximité des plaines donnant accès au cœur de l'Allemagne, en particulier à la Ruhr, un tel projet se heurtait à une objection majeure : la puissance des défenses allemandes entre Calais et Le Havre. En outre, les ports du Kent, à la différence de ceux de la côte sud de l'Angleterre, se prêtent mal à de larges concentrations. En revanche, les plages normandes, moins fortifiées et relativement abritées des vents du large par le Cotentin, offraient, par leur configuration et leur étendue, les facilités nécessaires pour conduire le premier assaut et amener rapidement des renforts, tandis que l'arrière-pays (dont on n'avait pas assez étudié le paysage de bocage propice à la défense) occupait une position géographique favorable à une grande manœuvre de percée et d'encerclement de l'ennemi.

En vue de battre et de détruire les forces allemandes massées à l'ouest, soit cinquante-huit divisions, un premier plan est élaboré en 1943 par le général Morgan. Il prévoit le débarquement sur un front de 40 kilomètres de trois divisions le jour J, suivies bientôt de douze divisions en appui. Mais cette première version d'« Overlord » est jugée nettement insuffisante par Montgomery, nommé au début de 1944 à la tête du corps expéditionnaire. Profondément remanié, le plan définitif comporte un débarquement sur une largeur de 80 kilomètres (au lieu de 40) en cinq plages : Utah et Omaha à l'ouest pour les Américains, Gold, Juno et Sword à l'est pour les Anglo-Canadiens. Il porte à cinq divisions l'effectif des troupes chargées de donner l'assaut par mer, avec trente

divisions à amener par la suite. Enfin, le plan était considérablement accru, aux côtés des forces aéroportées — parachutistes et planeurs — de façon à verrouiller les deux extrémités de la tête de pont en empêchant les contre-attaques de flanc.

Au total, il s'agit de mettre à terre, le jour J, 50 000 hommes, 1 500 chars, 3 000 caissons, 2 500 véhicules tous terrains et 10 000 autres véhicules, l'ensemble devant être renforcé dans les quarante-huit heures de cinq autres divisions (comparaison instructive : ces effectifs sont les mêmes que ceux prévus en 1940 par l'état-major allemand pour l'opération « Seelöwe » d'invasion de l'Angleterre, mais — différence notable — les Alliés débarquent, en 1944, six fois plus de chars que les Allemands ne comptaient en débarquant en 1940).

En bout de deux mois (J + 60), la tête de pont doit avoir reçu deux millions d'hommes et deux millions de tonnes de matériel.

Détail technique très important : alors que tout le dispositif allemand de défense a été établi en perspective d'un débarquement à marée haute (position et angle de tir des batteries, obstacles sur les plages, etc.), les Alliés ont choisi de lancer leurs premières vagues d'assaut à marée basse, ce qui leur donne un avantage primordial.

Trois atouts pour chacun

À évaluer les chances des adversaires à la veille du jour J, on peut considérer que chacun d'eux dispose de trois atouts majeurs. Du côté allemand, le premier atout, c'est évidemment le mar de l'Atlantique. Côtes hérissées de blockhaus, de casemates, de canons et de nids de mitrailleuses, fossés anti-chars et chevaux de frise, mines et barbelés, marais et estuaires inondés (en Normandie, c'est le cas de la Dives, de la Vire, de la Taun), le tout constitue un formidable barrage contre les assaillants. En outre, depuis que Rommel a été nommé à la tête du groupe d'armées B (front de la Manche et de la mer du Nord), il a fait renforcer encore la « grande muraille de l'ouest », en particulier sur la côte normande, jugée insuffisamment équipée et où l'esprit intuitif de Hitler redoute un débarquement. Pose de quatre millions de mines, mise en place de nouveaux obstacles sur les plages (poteaux enfoncés dans le sable, pieux ou « asperges de Rommel », trébuchets de béton au sommet de poteaux d'acier, mines « casse-noix » contre les péniches de débarquement) : durant tout le printemps 1944, les défenses se renforcent fébrilement.

En deuxième lieu, les dirigeants allemands comptent sur les armes secrètes. De fait, celles-ci sont prêtes à intervenir : « mines-bulles », ou

mines à dépression, capables de jeter la perturbation sur les lignes de communication entre l'Angleterre et la tête de pont établie en France, et surtout bombes volantes ou V1 destinées à dévaster Londres (les tirs commenceront effectivement le 12 juin : en deux semaines, deux mille V1 seront lancés sur l'Angleterre et sa capitale).

Enfin les Allemands comptent sur leur supériorité terrestre : qualité du commandement, valeur de l'armement, capacité de manœuvre, troupes entraînées et aguerries (alors que la plupart des soldats alliés affrontent le feu pour la première fois) ; plus encore, présence d'une puissante réserve de blindés — dix divisions de panzers stationnées en France et constituant une masse stratégique de première force. Comment s'étonner, dès lors, de l'assurance affichée par la plupart des chefs de la Wehrmacht, Rommel en tête, qui écrit à sa femme quelques jours avant le débarquement : « J'attends la bataille avec la plus grande confiance ».

Néanmoins, à ces atouts les Alliés opposent leurs propres atouts, également au nombre de trois. Mais ce sont des atouts maîtres. En premier lieu, la maîtrise de la mer. Le 6 juin 1944, la Manche appartient à la marine alliée (80 % de navires britanniques, 20 % de navires américains). Non seulement la grande menace des sous-marins allemands (U-boote) n'est plus qu'un souvenir, mais deux barrages de navires de guerre verrouillent la Manche à chaque extrémité, afin de l'interdire à tout sous-marin qui aurait l'idée de s'y aventurer ! D'autre part, les Alliés cumulent avec la maîtrise de la mer celle de l'air. Aux sept mille cinq cents avions de la RAF et de l'USAAF qui opèrent le 6 juin, la Luftwaffe ne peut opposer que cent cinquante chasseurs en état de vol et autant de bombardiers sur tout le territoire de la France, de la Belgique

* Directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS).

Les communautés juives ont célébré l'anniversaire du débarquement en Normandie

De notre correspondant

Caen. — La petite synagogue de la capitale bas-normande n'était pas assez spacieuse pour accueillir, dimanche 3 juin, l'ensemble des personnalités religieuses, politiques et militaires venues célébrer au côté de M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, le quarantième anniversaire du débarquement en Normandie. La cérémonie, organisée par la section française du Congrès juif mondial, avait été avancée de quelques jours en raison de la fête juive de la Shavouot, ayant lieu, cette année, le 6 juin.

M. Sirat a renouvelé, au nom des

communautés juives, l'expression de la gratitude envers les représentants des forces alliées et des mouvements de la Résistance, « tous ces hommes qui se sont dressés, parfois dès juin 1940, pour dire non à l'assaut de la personne humaine ».

Dans les nombreux cimetières militaires de Normandie, les tombes étoilées témoignent du sacrifice des soldats juifs des armées alliées qui reposent parmi leurs camarades de combat. « Il est des absences qui n'ont pas de date », a déclaré le président de l'Amicale des anciens déportés juifs de France, M. Henri Bulawko, faisant allusion à l'affaire de Bayeux.

« Commémoration du 6 juin : deux assignations à résidence. — Deux ressortissants allemands, Katharina Defries et Otto Bruch, résident en France depuis plusieurs années, ont été assignés à résidence dans le département de l'Ain pour la durée, semble-t-il, des cérémonies commémoratives du débarquement, auxquelles doivent assister plusieurs chefs d'Etat étrangers. Cette décision a été prise par le ministère de l'Intérieur. Ces deux personnes, selon leur entourage, résident alternativement à Paris et en Normandie, où elles possèdent depuis quelque temps une résidence secondaire. Selon l'un de leurs avocats, M. Christine Martineau, il n'y a aucune raison à cette assignation. Katharina Defries a cependant fait l'objet de plusieurs poursuites judiciaires. Elle avait été soupçonnée d'avoir participé au hold-up de Condé-sur-l'Escaut en 1979. Ses amis indiquent qu'elle devait assurer un reportage en Normandie, durant les cérémonies, pour le quotidien ouest-allemand Tages Zeitung.

FIN

La vérité (soviétique) sur le « second front »

Moscou. — A l'approche des cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement allié en Normandie, les médias soviétiques se livrent à une campagne sans précédent pour « rétablir la vérité ». Depuis deux semaines, les articles se succèdent sans discontinuer pour démontrer que la guerre a été gagnée sur le front de l'Est et que le débarquement, opéré plus tard que promis, a certes, accéléré la chute de Hitler, mais n'a nullement été le grand « tournant » du conflit.

« On se propose d'exploiter cet événement [l'anniversaire du débarquement] pour minimiser le rôle joué par l'Union soviétique, tout en élevant les Etats-Unis au rang de « sauveur » de l'Europe », écrit, dans la revue théorique Kommunist, M. Boris Ponomarev, chef du département international du comité central : « En réalité, ce sont les victoires remportées par l'armée rouge sur les fronts germano-soviétiques qui ont permis le débarquement en Normandie. C'est au premier Etat socialiste du monde que les hommes doivent, dans une large mesure, leur affranchissement du joug fasciste », ajoute M. Ponomarev. Et, dès maintenant, le bureau politique a jugé bon d'adopter une résolution sur les préparatifs du quarantième anniversaire de la victoire du peuple soviétique dans la grande guerre patriotique de 1941-1945, anniversaire qui aura lieu... le 9 mai 1985.

Les dirigeants soviétiques savent, même s'ils n'ont pas lu George Orwell, que « celui qui

De notre correspondant

contrôle le passé contrôle l'avenir ». Dans un opuscule, publié en plusieurs langues par l'agence Novosti et généreusement distribué aux correspondants étrangers, un historien, M. Oleg Rjetchevski, estime que la façon dont a été ouvert le « second front » (c'est ainsi que les Soviétiques appellent le débarquement allié en Normandie) aide à « comprendre la conjoncture internationale actuelle, à prévenir une catastrophe nucléaire et à sauvegarder la paix ».

« Saigner à blanc l'URSS »

L'attitude, jugée ambiguë, des Anglo-Saxons face à Hitler, est annoncée dans le « belicisme » de l'administration Reagan. L'auteur insiste sur l'attentisme des Etats-Unis face aux demandes d'aide de Staline, et écrit : « Le retard dans l'ouverture du second front ainsi que d'autres actions mal intentionnées des gouvernements britannique et américain réduisent leur volonté d'affaiblir et de saigner à blanc l'Union soviétique, contre laquelle le commandement hitlérien avait concentré toute la puissance de la machine de guerre allemande ».

Selon Oleg Rjetchevski, le débarquement ne fut décidé qu'après le refusement intervenu sur le front de l'Est pendant l'été 1943. « Il était devenu évident que l'Union soviétique était capable, à elle seule, d'affranchir les peuples d'Europe du joug fas-

ciste ; les responsables alliés, craignant de voir les armées soviétiques atteindre l'Europe centrale et occidentale avant leurs troupes, furent alors contraints d'admettre la nécessité de traverser la Manche », conclut-il.

Le sujet a été jugé si important que les autorités lui ont consacré, vendredi 1^{er} juin, une conférence de presse. Un général de brigade souriant, cheveux blancs ondulés et poitrine couverte de médailles, a fait parler les chiffres : « Au moment du débarquement, 25 % seulement des troupes de combat allemandes sont opposées aux Anglo-Américains. Les Allemands ont perdu dix millions de soldats sur le front de l'Est et trois millions sur les autres théâtres d'opérations. Le front de Normandie était long de 750 kilomètres, celui de l'Est de plus de 6 000 kilomètres », a déclaré le général de brigade, docteur en sciences historiques, Ivan Kroupchenko. L'argument quantitatif, très prisé par les officiels soviétiques, est es-séni in fine : les Etats-Unis ont eu quatre cent cinq mille morts, la Grande-Bretagne trois cent soixante-dix mille et l'URSS... vingt millions : il est vrai que l'URSS ne fait pas le tri entre victimes civiles et militaires.

La polémique a une limite : les historiens soviétiques reconnaissent que l'opération du 6 juin 1944, non décisive à leurs yeux, a été « bien menée » et « utile ». L'URSS enverra une délégation de cinq personnes, conduite par un général, aux cérémonies de Normandie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine
spécialisée dans
1^{re} et 2^e guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-18
27, rue de la Bette-àux-Cailles
75013 PARIS

السلامة والبيئة

JP 11/10/50

(PUBLICITÉ)

... LE MONDE - Mercredi 6 juin 1984 - Page 13

JOURS
DE
FRANCE



AU CAFÉ DU COMMERCE DE L'ATOME A LA PAIX

Deux élèves de Sciences Po : François et Marie

Marie : J'ai entendu dire qu'un sous-Chef d'État-Major de l'armée de l'Air avait démissionné parce qu'il estimait que l'on dépensait trop pour la force de dissuasion et pas assez pour les matériels conventionnels. Qu'en dis-tu ?

François : Je pense qu'il a tort et qu'il a raison, mais cela nécessite des explications un peu longues, et si tu en as assez, tu n'auras qu'à me le dire et nous irons au cinéma.

Le sous-Chef d'État-Major de l'armée de l'Air a eu tort de dire que l'on dépensait trop d'argent pour notre force de dissuasion, car c'est grâce à la force de dissuasion atlantique que nous vivons de vivre quarante années de paix, alors qu'avant l'ère atomique il n'en a pas fallu la moitié, c'est-à-dire vingt ans, pour faire deux guerres mondiales. Le coût de deux guerres mondiales en hommes et en matériels est bien supérieur à celui de notre force de dissuasion.

On pourrait dire la même chose du côté de l'U.R.S.S. dont la force de dissuasion a apporté la paix également pendant quarante ans aux alliés du Pacte de Varsovie.

L'U.R.S.S. a compris qu'une guerre nucléaire entre elle et l'Amérique ne présenterait aucun intérêt, car les deux pays seraient définitivement détruits.

Mais elle a décidé de porter la guerre en Europe. Comme elle disposait d'engins de moyenne portée, mais dont les têtes nucléaires avaient exactement la même puissance que les engins intercontinentaux, elle a installé à ses frontières et également dans les pays du Pacte de Varsovie, tels que l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, des fusées SS 20 d'une portée de 2 500 à 3 000 kilomètres, d'où le nom d'euromissiles.

Le Pacte Atlantique se serait trouvé là en mauvaise posture si l'Amérique, qui disposait justement de fusées équivalentes, ne les avait pas immédiatement installées dans la plupart des pays de l'Europe occidentale.

Ainsi, on peut penser que la dissuasion se fera aussi bien pour les euromissiles que pour les engins intercontinentaux.

Marie : Alors tout va bien !

François : Pas tout à fait, car le sous-Chef d'État-Major de l'armée de l'Air, en disant que l'on ne mettait pas assez de crédits sur les forces conventionnelles, avait raison.

En effet, si les États-Unis d'Amérique sont bien tranquilles sur leur continent avec au nord le Ca-

nada leur allié, et au sud le Mexique leur ami, il n'en est pas de même pour l'U.R.S.S. sur le continent euro-asiatique, car elle a toujours craint une guerre avec la Chine et s'est dotée de milliers de chars, d'avions de transport de parachutistes, d'hélicoptères et de chasseurs d'accompagnement pour déposer les troupes à l'arrière des lignes ennemies.

S'il prenait fantaisie à l'U.R.S.S. d'attaquer l'Europe occidentale avec des forces conventionnelles, nous serions là en nette infériorité, d'autant plus que les forces conventionnelles ne sont plus si conventionnelles que ça, du fait qu'elles sont toutes équipées d'engins nucléaires de faible puissance susceptibles de détruire tout ce qui se trouve sur le champ de bataille tout en laissant intact l'environnement.

Marie : C'est bien simple, nous n'avons qu'à nous servir de notre force de dissuasion comme d'une force de défense.

François : Ce serait la dernière des choses à faire, car la réponse serait immédiate et, cinq minutes après, la France n'existerait plus. Ce qu'il faut au contraire c'est que l'Alliance Atlantique soit en mesure de faire face avec ses forces tactiques, comme elle l'a fait avec les euromissiles. Les prototypes existent, il suffit maintenant de les construire en série et, pour notre part, c'est là où le sous-Chef d'État-Major a raison. Il nous faut des crédits plus importants.

Marie : Mais comment fera-t-on pour avoir un budget plus important comprenant à la fois les forces de dissuasion et les forces tactiques ?

François : Il faut que les affaires reprennent et, pour que les affaires reprennent, il faut la confiance et, pour avoir la confiance, il suffit de faire l'Union Nationale.

Marie : J'ai très bien compris ton brillant exposé. Ainsi, comme tu le dis, si la dissuasion des forces tactiques s'ajoute à la dissuasion des forces stratégiques, on pourra enfin parler de désarmement et affecter les sommes ainsi économisées à améliorer le niveau de vie des citoyens des nations intéressées.

François : Maintenant c'est le moment d'aller au cinéma. Je vois des copains au café d'en face qui nous ont invités la semaine dernière, nous allons leur proposer de venir avec nous.

Marcel Dassault
Député de l'Oise

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Les marginaux

La crise frappe de plein fouet les plus démunis : elle aggrave leur pauvreté, alourdit leur solitude. Deux caractéristiques négatives qui confèrent à un individu un nouvel état, celui de marginal. A ce statut social en creux - l'exclusion - réfléchissent les représentants de deux cent cinquante associations de l'URIOSS (Union régionale inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux), les 14 et 15 mai, à Toulouse.

L'URIOSS, c'est sept mille six cents emplois à temps plein en région Midi-Pyrénées, des gens - travailleurs sociaux ou bénévoles - en contact quotidien avec les exclus de la société de production et de consommation, une somme d'expériences, un échantillon représentatif. On peut prendre ses interrogations au sérieux.

Préambule obligé à tout congrès, les conférences d'ouverture. M. Henri Théry, vice-président de l'URIOSS (Union nationale des mêmes organismes) et membre du Conseil national de la vie associative, traite d'un thème politique : « Associations et collectivités territoriales, acteurs du changement ». C'est la préoccupation majeure des responsables associatifs : de quoi demain sera-t-il fait, à l'heure de la décentralisation ? Car le changement est toujours à faire.

M. Théry marie les formules audacieuses : il veut « marier les profanes et les experts » ; autonomie et cogestion par exemple. Evoquant le « babyboom associatif » - plus de 45 000 associations déclarées en 1983 - il constate que ce phénomène n'est pas marginal et il invite le mouvement à s'adapter à la demande sociale - même si elle s'exprime avec peine ou agressivité - en faisant du « sur-mesure » plutôt que du prêt-à-porter. A l'échelon national, il

« Ma famille, c'est l'administration »

A ceux qui dénoncent le système social actuel, qui « fabriquent des assistés », il répond que ce sont les plus favorisés d'une couche sociale qui profitent de ces avantages, les plus « paumés » restant dans leur indigence. Tout n'est pas négatif : il découvre une « intelligence d'adaptation » dans cette forme de débrouillardise et fait sourire en évoquant ceux qui « grimpent au coq » : les toxicomanes, par exemple, « qui se réfugient les uns dans les autres ». Faut-il les en blâmer ? N'est-ce pas une forme de survie ?

Souhaitons pour cent des Français ne connaissent pas le nom de leurs quatre grands-parents, et l'on a entendu : « Moi, ma famille, c'est l'administration ». « Ces gens sans racines, donc sans identité, préfèrent profiter du chômage et vivre dans son infortuit plutôt que dans l'inconfort d'un « boulot » anonyme et insignifiant qui les dépersonnalise davantage. »

Le docteur Lazarus remet en cause une autre idée reçue : « En période de chômage, dit-il, le travail est réhabilité. Pourtant, il

préconise une « administration active » qui étudie la situation de chaque département avant de négocier concrètement l'attribution des ressources.

Le docteur Antoine Lazarus, conseiller médical du directeur de l'action sociale au ministère de la Santé, évoque pour sa part les communautés thérapeutiques du Québec et constate que, chez nous, tout est fait par des associations qui fonctionnent au prix de journées et deviennent des organismes para-publics. Lui aussi se demande comment seront pris en charge localement, demain, « les personnes qui ne sont pas sympathiques à l'ensemble de la population : n'y aura-t-il pas une remonte des solutions caritatives ? » Enfin, il compare réinsertion sociale - travail sur les exclus - à intégration sociale - action sur le milieu qui rejette.

L'intégration sociale est au cœur du débat de la commission « solidarités quotidiennes dans la lutte contre la précarité et les diverses formes de pauvreté ». Faut-il intégrer un individu à une société donnée ou demander à cette société des accommodements ? Le docteur Lazarus, qui intervient dans cette commission, interroge : « La marginalité n'est-elle pas la preuve d'un dysfonctionnement du groupe social qui ne peut prendre tous ses membres en compte ? » « La marginalité renvoie à la situation de la personne, dit-il, mais aussi au point de vue de l'environnement. » C'est pourquoi il souhaite que l'on agisse sur elle, mais aussi sur le « périphérie ». « Or le plus grand danger, pour des raisons humanitaires ou anti-démocratiques, ajoute-t-il, on confie à des professionnels le soin de mettre en œuvre des solutions d'aide immédiate plutôt que d'apporter les modifications de structure qui permettraient un peu l'exclusion. »

Il faut sortir de l'idée que le travail est une valeur morale, un bien en soi. Pour certains jours, c'est « un accessoire nécessaire à l'existence », dans lequel on n'investit pas plus que ce que demande son intérêt réel. « Au-delà de la lecture fonctionnaliste des choses - activité, salaire, loisirs - il y a la révolte insupportable d'un travail utopique, que l'on n'aime jamais, qui, seul, posséderait les valeurs traditionnelles. »

Corollaire : ne pas se scandaliser quand des familles démunies dépendent immédiatement une allocation, sans penser à l'avenir, qu'il s'agit de leur faire passer. C'est pour elles une valeur, en même temps qu'une forme de compensation. « Plus les gens montent dans les niveaux socio-culturels, moins les fêtes sont des ruptures », constate-t-il.

Un congrès des associations laïques et sociales face à l'exclusion ou un autre regard sur l'autre ?

DANIELLE TRAMARD.
★ URIOSS, 3, allée des Sœurs, 31000 Toulouse. Tél. : (61) 53-45-42.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5-6-84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 juin à 0 h et le mercredi 6 juin à 24 heures.

Persistance sur l'Europe occidentale d'une vaste zone dépressionnaire avec air froid en altitude. Dans ce système circulent de l'air instable, une occasion qui verra s'écouler sur l'ouest du pays et, d'autre part, des limites pluvio-orageuses.

Mercredi, celles-ci concerneront les régions situées à l'est du Rhin toute la journée, l'est du Massif Central et la Franche-Comté également le matin, avec un ciel très nuageux et des pluies d'orage. L'occident, avec ses nuages et ses pluies de type plus continu, couvrira le matin le Nord, l'Île-de-France, la Normandie, la Bretagne pour s'étendre l'après-midi de la Bretagne et du Cotentin à l'Aquitaine, en prenant un caractère orageux en bordure est. Ailleurs, la matinée sera nuageuse avec des bruyards. Puis les éclaircies se développeront sous épandage des nuages d'insensibilité qui donneront alors des averse, parfois orageuses, en particulier en soirée.

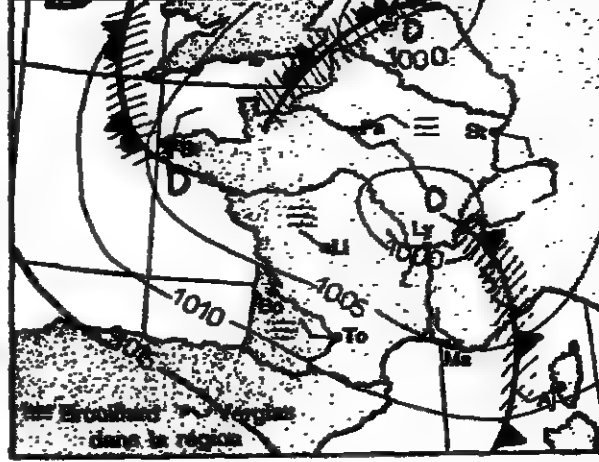
Les températures minimales seront de 8 à 9° dans le Nord-Ouest et le quart Sud-Est, 5° à 7° ailleurs. Les maxima atteindront 15° à 17° de la Bretagne à l'Aquitaine, 16° à 22° ailleurs du nord au sud.

Evolution jusqu'au samedi 9 juin. Le système dépressionnaire complexe qui s'aggrave encore jeudi sur l'Europe se complètera en partie vendredi. L'anticyclone relatif qui en résulte sera de courte durée et, dès samedi, une nouvelle perturbation traversera la France d'ouest en est, précédant un retour de l'air froid et humide.

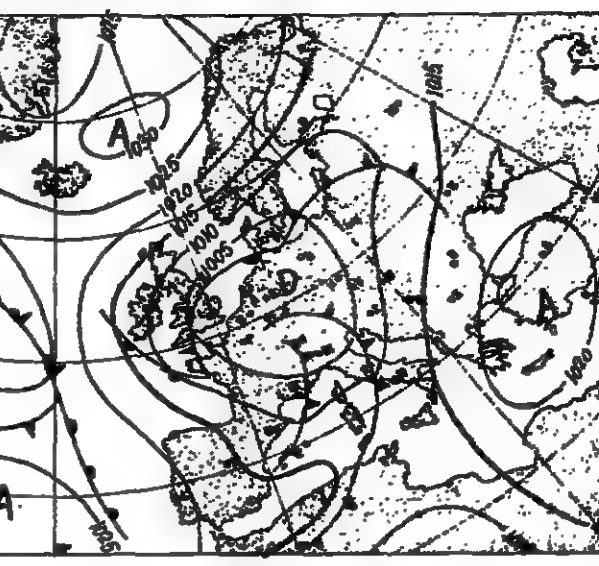
Jeu 7, le pluviomètre enregistre une bonne partie de la journée en Bretagne, dans le Centre-Ouest et sur le Bassin parisien, avec une forte progression d'intensité. Ailleurs, des passages pluvieux, parfois accompagnés d'orages, se succéderont. Le vent sera faible. Les températures varieront peu par rapport à mercredi.

Vendredi 8, sur l'est du pays, encore de nombreuses pluies. Plus à l'ouest, elles deviendront plus rares, mais les

PRÉVISIONS POUR LE 6-6-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUI 6 A 0 HEURE (G.M.T.)



nuages resteront le plus souvent abondants, coupés de quelques éclaircies.

Samedi 9, une nouvelle zone pluvieuse arrivera sur l'ensemble du pays par l'ouest. Un refroidissement se fera sentir après la pluie, débutant dans les régions voisines de la Manche.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer à Paris, le 5 juin, à 8 heures, de 1 008,3 millibars, soit 756,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 juin ; le second, le minimum de la nuit du 4 juin au 5 juin) : Ajaccio, 18 et 16 degrés ; Biarritz, 16 et 10 ; Bordeaux, 16 et 10 ; Bourges, 18 et 9 ; Brest, 16 et 8 ; Caen, 17 et 7 ; Clermont, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 5 ; Dijon, 18 et 10 ; Grenoble-St-M-H., 16 et 9 ; Grenoble-St-Genès, 15 et 8 ; Lille, 14 et 9 ; Lyon, 17 et 9 ; Marseille-Marganne, 19 et 12 ;

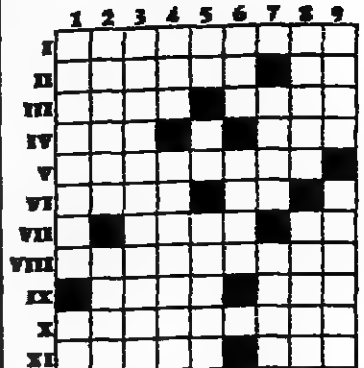
Nancy, 15 et 6 ; Nantes, 16 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 10 ; Paris-Montsouris, 16 et 8 ; Paris-Orly, 16 et 7 ; Pau, 14 et 10 ; Perpignan, 17 et 9 ; Rennes, 20 et 7 ; Strasbourg, 16 et 9 ; Tours, 18 et 9 ; Toulouse, 17 et 8 ; Poitiers-Père, 11 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés ; Amsterdam, 13 et 10 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 26 et 15 ; Bonn, 12 et 9 ; Bruxelles, 13 et 9 ; Le Caire, 35 et 17 ; Casablanca, 24 et 18 ; Coppenhague, 22 et 15 ; Dakar, 28 et 24 ; Djibouti, 23 et 16 ; Genève, 16 et 9 ; Jérusalem, 24 et 11 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 18 et 9 ; Luxembourg, 12 et 6 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 26 et 13 ; Nairobi, max. 26 ; New-York, 28 et 20 ; Palma-de-Majorque, 22 et 15 ; Rome, 21 et 17 ; Stockholm, 23 et 14 ; Téhéran, 31 et 18 ; Tunis, 27 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3725



HORIZONTALEMENT

I. A marqué les moments les plus chauds de la Révolution française. - II. Même bas, il peut exprimer une certaine noblesse. Participe passé. - III. Nom lyrique d'une géométrie euclidienne. Avec une telle nuance, il ne faut pas s'attendre à un certificat de bonne conduite. - IV. Célèbre cabotier contemporain de Cabot. Possessif. - V. Appareil ou agent dont on goûte peu les apparitions. - VI. Issu d'une activité débordante. Préposition. - VII. Menu fretin. Centre de thérapie. - VIII. Un ami fidèle qu'on invite à une partie de chasse. - IX. Règne dans la savane ou trône au ciel. Évocateur d'un voyage prophétique. - X. Défricheurs. - XI. Affranchi, peut-être, mais pas timbré. Entre deux patronymes.

VERTICALEMENT

I. Tire des carottes pour récolter de l'oselle. A la queue du poulet. - 2. Diffuseur de mode antique. Des corbeaux lui permettent de ne pas claquer du bec. - 3. Action sélective ou fonction dépréciative. - 4. On le prend pour aller aux fies sous le vent. Salom. - 5. Personnel. Garniture de colonne. Riche classeur d'espèces. - 6. Essences fortes. Celui qui l'a longtemps caressée finit souvent par l'embrasser. - 7. Rebatus. Maître de David considéré comme le « restaurateur de l'art ». - 8. Habilleur de certains mannequins. Grande voyageuse utilisant le sens giratoire. - 9. Végétal dans les champs ou sent très soigné en ville. Jeu de mots.

Solution du problème n° 3724

Horizontalement

I. Cabriolet. - II. Oreilles. - III. Sil. Lente. - IV. Toli. Tan. - V. Ude. Rime. - VI. Mo. Bougie. - VII. Lison. - VIII. Etalon. - IX. Reg. Roste. - X. Etouffé. - XI. Sen. Osme.

Verticalement

1. Costumière. - 2. Arioso. Tête. - 3. Belle. Lagon. - 4. Ri. Lebel. - 5. Ile. Osme. - 6. Ode. Ruinée. - 7. Lagon. Sen. - 8. Estaminet. - 9. Ence. Sene.

GUY BROUTY.

EN BREF

JOURNÉES D'ÉTUDES

PRÉVENTION DE L'ACCIDENT. - Journées d'études, les 15 et 16 juin à Reims, sur « La sécurité en milieu éducatif et la prévention de l'accident », sous la présidence des ministères de la Santé et de l'éducation nationale. Une initiative de l'Association française d'hygiène et de médecine scolaires et universitaires.

★ Siège de l'association : 9, passage Carlier, 75017 Paris. Tél. : (1) 725-81-35.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 4 et mardi 5 juin

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application dans les départements d'outre-mer des articles L. 351-9 et L. 351-10 du code du travail (allocation aux travailleurs d'outre-mer).

● Fixant le taux des allocations prévues aux articles L. 351-10 et L. 351-13 du code du travail (allocation de solidarité).

● Portant publication du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature le 19 décembre 1966.

UNE DÉCISION

● Relative à l'ordre de diffusion des émissions de la campagne radiotélévisée pour l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 JUI

« Rodin », 14 à 45, 77, rue de Valenciennes, M° Bosquet des Champs.

« L'église Notre-Dame-du-Travail », 15 heures, 59, rue Vercingétorix, M. Garçon Romero.

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Dars, M° Hulo.

« Le faubourg Saint-Antoine », 15 heures, 106-118, rue du Faubourg-Saint-Antoine, M. Legrand.

« Le futur musée d'Orsay », 15 heures, 9, quai Anatole-France, M° Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le musée Victor-Hugo », 11 heures, 6, place des Vosges (Académie).

« La Conciergerie », 16 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« Le Saint-Louis », 14 à 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

« Les fastes de la tapisserie », 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Villages de Paris).

LE FRANÇAIS AU BAC

L'épreuve de français au bac ? Tout le monde doit y passer. Quelles que soient les options ultérieures. « L'angoisse »...

Avec Le Monde de l'éducation, il faut donc s'y préparer, bien connaître les règles.

Et les appliquer. Y mettre la forme et les formes. Une radioscopie de cinq années de sujets montre quels sont les auteurs « abonnés » à l'épreuve.

Champions toutes catégories : Victor Hugo, Zola, Paul Valéry, Jean-Jacques Rousseau ! Bon à savoir...

Des professeurs de français, correcteurs au baccalauréat, donnent des conseils pratiques pour réussir.

Des inspecteurs généraux de français commentent la réforme de cette discipline.

Et Le Monde de l'éducation publie un texte surprise sur le niveau des épreuves passées.

Dans Le Monde de l'éducation de juin, on trouve tout sur l'épreuve de français. Tout, sauf les sujets de 1984... Mais qui sait ?

Le Monde de l'ÉDUCATION

Pour comprendre vos enfants
Pour préparer leur avenir
L'information sûre.

NUMÉRO DE JUIN

En vente
chez les marchands
de journaux 11 F.

06 91 00 15 50

JP 11/10/84

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise en juin 1984 une opération nationale placée sous le haut patronage de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, intitulée « CNRS 84. Images de la recherche ». Largement ouverte sur le public et sur les jeunes, cette opération répond à une double finalité : présenter la politique et les recherches menées par l'organisme dans le champ de la communication et aider le public à répondre aux questions que pose l'explosion récente de la communication et des technologies. — Expositions, conférences, débats, laboratoires « portes ouvertes », activités pour les jeunes, un programme de films organisés par le CNRS Audiovisuel, en collaboration avec l'Institut de Cinématographie Scientifique et le C.A.M.E.R.A. avec le concours de C.A.A., de C.N.A.M., du C.N.E.T., du C.N.E.X.O., de l'IN.S.E.R.M., et du C.F.E., du C.E.R.I.A.M., du C.N.D.P., de l'IN.A., de S.F.E.S.

EXPOSITION A PARIS du 6 au 26 juin, promenade du quai Brandy, 75007 Paris : ouverture 13 h - 19 h. Groupes autour de cinq grands thèmes : « Communication chez l'être vivant », « Transmission d'informations et communications avec les machines », « Communication gestuelle, linguistique ou musicale dans plusieurs sociétés humaines », « Communication et rapports sociaux », « Communication d'un savoir ». Maquettes interactives, jeux, objets, spectacles audiovisuels.

ATELIER DE COMMUNICATION : 14 h - 17 h 30. L'atelier est destiné aux jeunes de 7 à 20 ans. Tous les après-midi, de 5 au 26 juin, une trentaine de jeunes s'entreprendront avec un chercheur pour une heure environ. Ils se répartiront ensuite dans plusieurs ateliers afin d'exprimer par différents moyens de communication l'essentiel, selon eux, de l'entretien auquel ils ont participé. Cette activité durera une heure et demi : atelier de rédaction avec un journaliste ; atelier de peinture avec un professeur du Musée des arts décoratifs ; atelier de théâtre avec un membre de la compagnie Le PEPAC-Théâtre et science ; atelier de vidéo avec un technicien ; atelier de radio avec un rédacteur. Les scientifiques : Robert Wolf, Jean Jacques, Philippe Brachet, Christian Houzel, Serge Cluzan, Pierre Lemaître, Claude Lemaître, François Bresson, François Amato, Angel Osores, Pierre Potier, Yves Lancelotti, Luc Beaupré, François Caradec, Paul Chappagnat, Claudine Masson, André Brabie, Jean-Claude Pecker, Michel Treuil, Philippe Salzedo, Albert Jacquard.

Les journalistes : Robert Clark, Jean-Jacques Fresko, Jacques Girardon, Philippe Boulanger, Aurèle Molinero, Michel Lévy, Alain Sviestick, Bruno Frappat, Michel Jaeger, Gérard Bouquet, Stéphane Delapierre, Isabelle Trecher, Françoise Fange-Talou, Michel Costant, Nicole Carville, Jean-Paul Giliot, Marianne Castello, Serge Berg, Françoise Barrois-Moore, Marianne Allain-Reynaud.

Les professeurs de dessin et de peinture de l'École des arts décoratifs : Christophe Tissot, Laurence Danfresne, Françoise Chaillet.

Le théâtre : Bernard Avron, Pierre Trappet, Philippe Raguenneau.

La vidéo : le CNRS audiovisuel.

animation scientifique : Françoise Charrier, auteur-réalisateur.

LES RENCONTRES DU CNRS

Salle des rencontres, promenade du quai Brandy, entrée face avenue de la Bourdonnais

Mercredi 6 juin. — Journée de la direction

du département des sciences de l'homme et de la société : Maurice Godélier, directeur scientifique, chef du département des sciences de l'homme et de la société. Responsable de la journée : Jacques Carraz.

15 h : Histoire, recherche, enseignement. Jean-Pierre Roux, avec la participation de Jacques Le Goff, 18 h : La notion de terrain en sciences sociales, Maurice Godélier, 20 h 30 : Le rôle des sciences de l'homme et de la société en France, de Lucien Bruna, avec la participation d'Alain Touraine, Jean-Pierre Vernet, Maurice Godélier.

Jeudi 7 juin (sur invitation). — Journée nationale du CNRS. 12 h - 14 h 45 : Déjeuner-débat sur le thème « Quelle information scientifique et technique pour les médias ? », animé par Pierre Villalouca du « L'Unité nouvelle ». Questions à Jean-Jacques Duby, directeur de la valorisation et des applications, de la recherche au CNRS ; 15 h - 17 h : Table ronde sur le thème « Quel rôle pour le CNRS dans le développement politique, économique et social du pays ? ». Questions à Pierre Papon, directeur général du CNRS, par Alexandre Baloud (RTL), Serge Joly (Libération), Jean-Michel Quatrepoint (Le Monde), 17 h : Intervention de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche. Clôture de la Journée nationale du CNRS.

Vendredi 8 juin. — Journée de la direction du département des sciences physiques pour l'ingénieur. Directeur scientifique : Michel Combarrous. Responsable de la journée : Joseph Buisson. Rencontre autour du thème « Electronique et informatique ».

9 h : Les sciences physiques pour l'ingénieur au CNRS, Michel Combarrous ; 9 h 30 : Le CNRS et le filère électronique, Joseph Buisson ; 10 h : La micro-électronique, de Eugène Constant ; 11 h : Les réseaux informatiques, Guy Fajolle.

Rencontre autour du thème « L'image : analyse et synthèse ». 14 h : L'analyse de l'image par le cerveau, Michel Imbert ; 15 h 15 : L'analyse d'images en robotique, Angel Osores ; 16 h 30 : Images et ordinateurs : de la visualisation scientifique à la création artistique, Jean-François Colomba ; 20 h 30 : De la plante au médicament, Pierre Potier.

Mardi 12 juin. — Journée de la direction du département chimie. Directeur scientifique : Michel Combarrous. Responsable de la journée : Michel Fayard. Rencontre autour du thème « Electronique et informatique ».

14 h : De papier aux nouveaux supports d'information, Jean Ducom ; 15 h 30 : Énergies et matériaux nouveaux pour les transports, Michel Fayard ; 17 h : De la vitamine A au combustible d'aviation. La diffusion vers l'aval industriel des connaissances fondamentales, Pierre Fillet ; 20 h 30 : Communication et élections, Roland Cayrol.

Mercredi 13 juin. — Rencontre autour du thème « Pédagogie et jeu ».

10 h - 12 h 30 : Jean-Marie Albertini, avec la participation de Marc Barbot, Gilles Brongers, Jacques Henzot, Hubert Montagner, Rémy Moret.

Rencontre autour du thème « La musique, communication codée ». Gilbert Rouget ; 14 h : L'expression musicale au Vietnam, Tran Van Kho ; 16 h : L'ornementation dans la musique traditionnelle de l'Iran, Jean Daring ; 18 h : Polyrythmie africaine, Simba Arom ; 20 h 30 : La partition musicale, ou la communication impossible, Michel Nédry. Concert avec Hortense Carrière-Bresson au piano.

Jeudi 14 juin. — A la rencontre du théâtre, Denis Babelot.

14 h : Recherches théâtrales et communication. Enregistrement public de l'« Émission de Lucien Attou » On commence... avec la participation de Claude Amiard, Odette Aslan, Denis Babelot, Anne-Marie Gourdon, Elie Komigson ; 15 h : Le lieu théâtral, foyer de communication, Denis Babelot, avec la partici-

pation de Georges Bana, Jean-Louis Barnaud, Elie Komigson, Josef Svoboda ; 17 h : « Clavier fermé et communication télévisuelle ». Questions de Denis Babelot à Tadeusz Kantor ; 18 h : Pédagogie du théâtre : la formation du comédien, Anne-Marie Gourdon, avec la participation d'Odette Aslan, Bernard Dort, Alain Knapp, Jacques Lecoq, Pierre Romann ; 21 h : Le langage du corps. Spectacle de et par Jean-Louis Barnaud.

Vendredi 15 juin. — Rencontre autour du thème « Informations et sociétés ». Armand Mattelart, André-Jean Tudesq, professeur.

14 h : Histoire de la radio. Évolution de la radio dans deux réalités géographiques : France et Afrique, André-Jean Tudesq, avec la participation de Pierre Albert, Elisabeth Caron, Adhiane Karayane ; 16 h : Des sciences technologiques au savoir-être, Armand Mattelart, avec la participation de François Chevalard, Yvonne Migot-Lefebvre, Victor Seardig ; 18 h : L'économie de l'information, Philippe Lemoine ; 20 h 30 : Débat-résumé des rencontres de la recherche au CNRS en présence de Pierre Papon, directeur général du CNRS.

Samedi 16 juin. — Rencontre autour du thème « Sciences du langage ». Bernard Courty.

14 h : Les sciences du langage ont-elles pour objet la communication ? Jean-Claude Milner, avec la participation de Blanche-Neille Grudis, Robert Martin, Gilles Fauconnier ; 16 h : Du manuscrit à l'ordinateur : le défi de l'écriture, Bernard Courty, avec la participation de Louis Hay, Roger Lassus, Christian Bourgois, Michel Costant ; 18 h : La communication orale et ses réseaux, Marie-Rose Simon-Aurembou, avec la participation de Jean-Claude Chevalier, François Flahaut, André Joly, Emilio Benvenuti ; 20 h 30 : Apologie du maitennement, Antoine Calabi.

Dimanche 17 juin. — Rencontre autour du thème « Communiquer avec les humains, communiquer avec les machines ». Dominique Wolton.

14 h : La production et la compréhension du langage. Neuropsychologie du langage, Jean-François Le Ny ; 16 h : Le langage écrit, langage oral, Claire Bouchet ; 18 h : Modèles cognitifs pour la communication homme-machine, Yves Kodratoff, avec la participation de Yves Héran, Dominique Bernié, Jean-Pierre Desclés.

Lundi 18 juin. — Rencontre autour du thème « Dialogue homme-machine ». Joseph Mariani.

14 h : La geste et l'ordinateur, Claude Cadot ; 15 h : La compréhension automatique du langage, Daniel Kayser ; 16 h : Parole et ordinateur, Joseph Mariani ; 17 h : Ergonomie des systèmes de traitement du texte, Bernard Pavy ; 20 h 30 : L'ordinateur et le langage, Michel Fayard et Ion Filotti.

Mardi 19 juin. — Journée de la direction des relations et de la coopération internationale. Directeur : Jean-François Miquel. Responsable de la journée : Nadine Chalen-Gourard.

14 h 30 : L'urgence scientifique de l'Asie, Jean-François Miquel ; 15 h 30 : Les moissons du soleil, Pierre Amado ; 18 h 30 : L'espace scientifique européen, Claude Frejcinques, président du conseil d'administration du CNRS ; 20 h 30 : La recherche internationale : solidarité et compétition, Pierre Papon, directeur général du CNRS.

Mercredi 20 juin. — Matinée de la direction du département de physique nucléaire et corpusculaire. Directeur scientifique : Pierre Lehmann. Responsable de la journée : Michel Crozon. — 10 h - 12 h : « Ce qu'on peut dire sur la physique nucléaire aujourd'hui », Claude Detry.

Après-midi de la direction du département mathématiques et physique de base. Directeur scientifique : Jean-Claude Lichnerowicz. Responsable de la journée : Claire Dupes. — 14 h 30 : Grandes découvertes et grands instruments : les frontières de la physique, Jean-Claude Lehmann, avec la participation de François Jacquet, Jacques Winter, Denis Raoux ; 16 h 30 : Les mathématiques aujourd'hui. Un exemple de communication interdisciplinaire, Christian Houzel ; 18 h 30 : Les mille et un usages du laser, Jacques Lezjak ; 20 h 30 : Le réacteur à la française : chant ou déclamation ? , Catherine Kintzer et Pierre Lussan. Concert chanté par Christiane Tardieu (soprano) ; au continuo Arnaud Puntir (clavessin) ; Mathieu Lussan (violin de gambe).

Jeudi 21, vendredi 22 et samedi 23 juin. — Journées placées sous la responsabilité de la direction du département des sciences de la vie. Directeur scientifique : Roger Monier. Responsables des journées : Georges Chapouthier, Jean Tsvitzki, Michel Imbert.

Jeudi 21 juin. — « Communication entre organismes vivants. Messages de l'environnement ».

14 h : Communiquer par les molécules, Jean-Marc Jallon ; 16 h : Le chant des oiseaux, Michel Krautzer ; 18 h : La réponse au froid (un exemple de la réception et de la traduction des messages de l'environnement), Daniel Ricquier ; 20 h 30 : Messages des sens : communication et reconnaissance en biologie, Michel Imbert et André Holley.

Vendredi 22 juin. — Rencontre autour du thème « Communication chez l'homme ».

14 h : Les débuts de la communication chez l'homme, François Bresson ; 16 h : Les messages des sens et leur traitement par le cerveau, Marc Jeannerod ; 18 h : La biologie de la mémoire, Vincent Bloch ; 20 h 30 : Le cerveau et la biologie, Jean-Pierre Changeux.

Samedi 23 juin. — Rencontre autour du thème « Communication dans l'organisme vivant ».

14 h : La reconnaissance du soi en immunologie, Christian Legrand ; 16 h : Évolution des communications hormonales, Yves-Alain Fontaine ; 18 h : Le rôle des différentes informations sensorielles dans le maintien de l'équilibre, Pierre Sirois ; 20 h 30 : Le langage des gènes, Piotr Slonimski.

Dimanche 24 juin. — Journée réservée à la direction du département Terre, Océan, Atmosphère, Espace. Directeur scientifique : Michel Petit. Responsable de la journée : Jean-Claude Rosignol.

14 h 30 : La communication dans l'univers : nos ancêtres les étoiles ; histoire d'un atome du carbone ; y a-t-il une vie ailleurs ? , Michel Petit, avec la participation d'André Brabie, Jacques Labeyrie, Jean-Claude Ribes ; 16 h 30 : L'aventure du télescope Canada, France-Hawell, Jean-Delmas ; 18 h 30 : Des géologues sur le toit du monde. L'opération Himalaya-Thet : une coopération franco-chinoise, Guy Anbert ; 20 h 30 : De la surveillance des phénomènes naturels à la prévision des éruptions volcaniques, des tremblements de terre et du temps, Michel Treuil.

Lundi 25 juin. — Rencontre autour du thème « Sciences et médias ». Responsable : Dominique Wolton. 15 h : La science à la télévision, François de Closets ; 17 h 30 : Quels rapports entre journalistes et chercheurs ? , Martine Allain-Reynaud ; 20 h 30 : Le savoir et la politique, débat animé par Jean-Marie Combarrous.

Mardi 26 juin. — Rencontre autour du thème « Communication d'un savoir et problèmes d'éducation ». Responsables : la journée : Terry Shinn, Jean Jacques.

10 h - 12 h : Ce que peut faire le CNRS pour et avec les enseignants ? , Gérard Vergnaud et Michel Charlier, avec la participation de Claude Bér, Anne Prost ; 14 h : Est-il difficile d'enseigner les mathématiques et les sciences ? , Gérard Vergnaud, avec la participation de Jean-Pierre Astoll, André Thibergien ; 16 h : L'ordinateur et l'enseignement : les orientations de la recherche, Jacques Perriault, avec la participation de Jacques Hebertreit, Yves La Cour, Jeanne Rogalski, Naoum Salame ; 18 h : L'informatic et la recherche en sciences sociales, Michel Hainsworth, avec la participation de Jean-Pierre Cibois, Henri Ducasse, Véronique Vincent, Maryse Rahard ; 20 h 30 : La science de la connaissance : de la revue scientifique au journal quotidien, Terry Shinn, avec la participation de Michel de Præval, Odette Jossin, Elise Virel, Michel Cibois.

SALLE DES CONFÉRENCES : Exposition du CNRS. Promenade du quai Brandy, entrée pont d'Iéna.

13 h - 19 h : cinéma scientifique permanent tous les jours ; 15 h 30 : conférences.

Mercredi 6 juin : Film et communication ; à propos des carnivals de Nice, Venise, Rio... Annie Sidro ; 12 juin : L'information doublement chez les écrivains, Bernard Rouquet ; mercredi 13 juin : L'image publicitaire ; Henriette Touiller-Feyrabend ; jeudi 14 juin : La science, Jack Ligo ; mardi 19 juin : La langue française : du trésor à la trépassé télévisuel ; Gérard Corry ; jeudi 21 juin : Les technologies modernes dans l'aide à la communication des personnes handicapées, Jean-Claude Moreau ; vendredi 22 juin : L'imagerie comme moyen de communication dans l'Antiquité, Jean-Claude Lichnerowicz ; samedi 23 juin : L'art et la culture, Françoise Flérier ; mardi 26 juin : A la découverte des particules élémentaires, Jacques Hainsworth.

• CNRS 84. IMAGES DE LA RECHERCHE : LA COMMUNICATION, un événement unique.

AJACCIO (Corse) 27 juin, 17 h 30 : Le CNRS et le développement régional, Georges Péri.

ALBI 20 juin, 17 h 30 : La communication dans le cerveau, J. Croz ; Patrimoine génétique et environnement, M. Delpout ; Voir les atomes, D. Dorique. Vendredi 23 juin, 17 h - 20 h : Les programmes spatiaux et les sciences de la Terre, B. Lago, M. Lefebvre ; Le pollen et l'environnement, G. Jalut ; De l'insecte au robot marcheur, D. Richard.

ANANCON 27 juin, 18 h : Des mots aux dictionnaires, Yves Gentilhomme ; mardi 27 juin, 18 h : Les communications dans les sociétés animales, Hubert Montagner ; mercredi 28 juin, 18 h : Mécanismes manipulateurs industriels et robotique, Marc Dahau ; jeudi 29 juin, 18 h : L'image et l'histoire des paysages proto-industriels et industriels en France, Comé ; Claude-Isabelle Brelot ; vendredi 30 juin, 18 h : Les hormones du cerveau, Claude Bagnon ; samedi 1er juin, 18 h : Quand naît la parole, Gabrielle Konopczinski ; mardi 3er juin, 18 h : Langage informatique et télématique au service des sciences humaines, Jean-Philippe Massoué ; mercredi 6 juin, 18 h : Les systèmes de communication de l'enfant, Hubert Montagner ; jeudi 7 juin, 18 h : Une langue : un paysage sonore à découvrir, Elizabeth Lhoté ; vendredi 8 juin, 18 h : Signaux et réponses chez les végétaux, Daniel Molin ; samedi 9 juin, 18 h : Problèmes de communication avec une civilisation extra-terrestre, Emmanuel Davous ; samedi 10 juin, 18 h : Le langage : mythe et réalité, Jean-Claude Weber.

BORDEAUX 27 juin, 17 h, au grand amphithéâtre de chimie (université de Bordeaux-Talence) : Les rayons cosmiques et la physique des hautes énergies, Jean-Noël Capdevielle ; mercredi 20 juin, 15 h 30, à l'Athénée municipal de Bordeaux : L'information en Aquitaine et les nouvelles technologies de la communication, Robert Escarpit et André-Jean Tudesq ; vendredi 22 juin, 16 h 30 : à l'Athénée municipal : Recherche scientifique et demande sociale : le rôle du CNRS, de ses départements et des programmes interdisciplinaires de recherche, exemple des sciences pour l'ingénieur, Michel Combarrous.

BREST A la bibliothèque municipale de Brest, 20 h 30, mercredi 13 juin : La préhistoire et l'écrit, par Pierre Gouletquer ; mercredi 20 juin : Actualités préhistoriques en Bretagne, nouvelles découvertes. Actions du CNRS, faibles et laborieuses ; par Jacques Briard ; samedi 26 juin : L'homme derrière le silex : recherches nouvelles sur les outils préhistoriques, par Jacques Tixier.

LYON Gare de La Part-Dieu : mercredi 6 juin, 16 h 30 : Fibres optiques : principe et utilisations, par Germain Charlier ; 18 h 30 : Lasers et communications, par Roger Bacis ; jeudi 7 juin, 10 h : L'information économique : un produit de consommation courante ? , par Robert Butreau ; 14 h 30 : Vidéo et sciences sociales, documents audiovisuels réalisés par Bernard Gagne et les chercheurs du groupe de recherches sur le procès de socialisation ; 18 h 30 : Et si on dialoguait avec l'infiniment petit ? , par Charles Raulis ; samedi 17 juin, 18 h 30 : La cartographie écologique appliquée à la gestion des eaux, un moyen de communication entre scientifiques et gestionnaires, par Albert Louis ; mercredi 13 juin, 16 h 30 : La chauve-souris : un sonar aérien, par Bernard Escandis ; 18 h 30 : La culture de Lange-rhans, sentinelle de l'épidémie, par Jean Thivaut ; jeudi 14 juin, 16 h 30 : Communication par signaux chimiques chez les champignons, par Noël Arpin ; 18 h 30 : La vulgarisation scientifique : une problématique, Jean-Marie Arpin ; 18 h 30 : Dialogues chez les plantes : histoire d'eau et sexualité, par Bernard Dumas ; Communication avec les microbes amis ou ennemis, par Mireille Rougier ; vendredi 15 juin, 18 h : Communication humaine et communication cellulaire : les mêmes mécanismes, par Max Pavaud de Coccy ; samedi 16 juin, 16 h 30 : La formation du patrimoine culturel : présence de passé monastique dans la région Rhône-Alpes, par Pierre-Guy Gaudin ; 18 h 30 : Continuité et communication des Romains à nous, par Louis Holtz ; samedi 18 juin, 16 h 30 : Archéologie et technologies nouvelles, par Michel Colardelle ; 18 h 30 : Lucie : femme ou bête, par Francis Houri ; samedi 19 juin, 18 h 30 : Les pays peuplés du Gobi : la recherche de leur passé, par Rémy Bouchariat et Paul Sanlaville.

MANE 27 juin, 15 h : Eaux souterraines dans le Karst, M. Bakalowicz, A. Mangin ; samedi 12 juin, 15 h : Protection du milieu souterrain, M. Bakalowicz, A. Mangin.

MONTPELLIER Faculté de biologie, 13, rue Louis-Perrin, Montpellier (Hérault), les conférences du thème : Images et langues de données ; vendredi 7 juin, 17 h : A propos du texte hébreu de la Bible : peut-on encore parler d'Hebraica Veritas ? , Jean Margain ; jeudi 14 juin, 18 h : CNRS, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : L'information juridique et pédagogique, Claude Bernard ; samedi 16 juin, 15 h 45, auditorium du musée Fabre, boulevard Sarrail : Connaissances des différents cultures, projection du film Le Vieille et la Pluie, débat animé par Jean-Pierre Olivier de Sardan ; samedi 16 juin, 15 h 45 : Vers une nouvelle approche des banques de données, Martine Fabre, Henri Pujol ; mardi 5 juin, 15 h 45, auditorium du musée Fabre, boulevard Sarrail : Connaissances des différents cultures, projection du film Le Vieille et la Pluie, débat animé par Jean-Pierre Olivier de Sardan ; samedi 16 juin, 15 h 45 : L'écologie et la culture, ou la décodification idéologique de l'image, professeur Edmond Croz ; samedi 6 juin, 18 h : La table ronde : La recherche universitaire et ses retombées sur la politique culturelle et la vie de la cité, Edmond Croz, sous la présidence du professeur G. Frêche, député et maire de Montpellier ; jeudi 7 juin, 18 h : Information et bassins d'emploi au Languedoc-Roussillon, Michel Laget ; vendredi 8 juin, 16 h : L'information et l'histoire, Jules-Raymond Maurin ; vendredi 8 juin, 18 h : L'économie languedocienne, Alain Berger, Jacques Rouzier. Les conférences du thème : Messages moléculaires, salle des conférences du CRDP, 6, allées de la Citadelle, Montpellier ; mardi 12 juin, 16 h : Messages moléculaires : communications à l'intérieur des organismes vivants, Christian Le Peuch ; samedi 12 juin, 18 h : Prévenir les maladies : le diagnostic prénatal, Gérard Roizes ; mercredi 13 juin, 16 h : A l'intérieur du cerveau : comment fonctionnent nos neurones, Joël Bochart ; samedi 13 juin, 18 h : Les gènes du cancer, Philippe Jeanteur ; jeudi 14 juin, 16 h : L'interféron, un médicament à tout faire ? , Bernard Lebou ; jeudi 14 juin, 18 h : A la découverte de la cellule : architecture moléculaire et vivante, Joseph Parollo ; vendredi 15 juin,

16 h : Guérir l'ulcère ? , Jean-Pierre Bail ; vendredi 15 juin, 18 h : Nouveaux espoirs dans le traitement de l'hypertension, Jean-Paul Gagnol ; samedi 19 juin, 16 h : L'écologie en action, Gilbert Long.

Les conférences du thème « Le dialogue passé-présent », samedi 18 juin, 18 h, USTL, Place E.-Bataillon, Montpellier : Temps biologique et temps géologique, Louis Thaler ; samedi 18 juin, 21 h, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : Les garrigues du Languedoc : quatre millénaires de vie pastorale, Jean Roudil ; samedi 19 juin, 18 h, USTL, place E.-Bataillon, Montpellier : Le néolithique : événement technologique, Gaston-Bernard Arnal ; samedi 19 juin, 21 h, CNRS, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : La mesure du temps géologique, Joël Lancelot ; mercredi 20 juin, 18 h, USTL, place E.-Bataillon, Montpellier : La chaleur de la Terre : origine, évaluation et applications énergétiques, Guy Vasseur ; mercredi 20 juin, 21 h, CNRS, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : L'évolution du domaine méditerranéen dans le cadre de la dérive des continents, Maurice Mattauer ; jeudi 21 juin, 18 h, USTL, place E.-Bataillon, Montpellier : Le rôle du lien dans l'histoire géologique et climatique de la Méditerranée, André Monaco ; jeudi 21 juin, 21 h, CNRS, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : Des premiers primates à l'homme, Marc Gondouin ; vendredi 22 juin, 18 h, USTL, place E.-Bataillon, Montpellier : Les conditions de travail, Bernard Metz ; mercredi 6 juin, 10 h 30 : Rôle des moyens de communication dans l'organisation des espaces régionaux et urbains, Henri Nonn, Jean-Pierre Martin, Henri Raymond ; jeudi 7 juin, 15 h 30 : Images par satellites et télédétection régionale, François Becker ; 17 h : L'eau ressource naturelle en Alsace, équilibre et enjeux, Lothar Zilliox ; jeudi 7 juin, 10 h 30 : Développement de médicaments nouveaux : aspects scientifiques et économiques, Camille-Georges Wernuth ; vendredi 8 juin, 10 h 30 : Décentralisation des réseaux d'énergie électrique dans l'Est de la France, Freddy Raphael, Genevieve Herberich ; 15 h : Le temps communiqué, Hervé Barreau ; 17 h : Communication sensorielle et comportement sexuel chez l'animal, Claude Aron.

TOULOUSE Salle du Sénéchal. — Mercredi 6 juin, 20 h 30 : De l'histoire au robot marcheur, D. Richard ; jeudi 7 juin, 15 h : Recherches géologiques et tunnel sous Gibraltar, M. Durand-Delsa ; jeudi 7 juin, 20 h 30 : Le pollen et l'environnement, G. Jalut ; vendredi 8 juin, 15 h : De nouvelles sources de lumière au service de l'écologie, J.J. Dumeinout ; samedi 12 juin, 20 h 30 : Les programmes spatiaux et les sciences de la Terre, B. Lago, M. Lefebvre ; mercredi 13 juin, 15 h : Les manipulations génétiques : pour quoi faire ? , J.-P. Zalis ; mercredi 13 juin, 20 h 30 : Voir les atomes, D. Dorique ; jeudi 14 juin, 20 h 30 : L'écologie et l'environnement, M. Delpout.

PROJECTIONS-DEBATS. — Vendredi 8 juin, 20 h 30 : Le sol : bilan de l'eau, mécanisme de base du comportement de la sol, ; jeudi 21 juin, 20 h 30 : Le feu du berger, J.P. Métaillie, M. Barre, F. Oge, G. Bertrand.

Musée d'histoire naturelle, allées Jules-Guesde. — Jeudi 14 juin, 18 h : Les mines d'or romaines du nord-ouest de l'Espagne, C. Domergue.

Des manifestations ponctuelles, laboratoires « portes ouvertes », animations variées, débats, excursions prolongent le dialogue dans d'autres villes comme Angers, Banyuls-sur-Mer, Caen, Corte, Clermont-Ferrand, Dijon, Gif-sur-Yvette, Grenoble, Issy-les-Moulineaux, Lille, Marseille, Odeillo, Orléans, Sophia-Antipolis et Valbonne.

• CNRS 84 : images de la recherche : la communication : une réalisation des services de la Direction de l'information scientifique et technique du CNRS (directeur : Goéry Delacôte), 15, quai Anatole-France, 75700 Paris. Téléc : 260-034.

Pour tous renseignements, tél. : (1) 551-72-06 ; accueil de l'information : (1) 705-98-00.

Publicité

dreil 15 juin, 18 h : Les hormones du cerveau, Claude Bagnon ; samedi 18 juin, 18 h : Quand naît la parole, Gabrielle Konopczinski ; mardi 19 juin, 18 h : Langage informatique et télématique au service des sciences humaines, Jean-Philippe Massoué ; mercredi 20 juin, 18 h : Les systèmes de communication de l'enfant, Hubert Montagner ; jeudi 21 juin, 18 h : Une langue : un paysage sonore à découvrir, Elizabeth Lhoté ; vendredi 22 juin, 18 h : Signaux et réponses chez les végétaux, Daniel Molin ; samedi 23 juin, 18 h : Problèmes de communication avec une civilisation extra-terrestre, Emmanuel Davous ; samedi 24 juin, 18 h : Le langage : mythe et réalité, Jean-Claude Weber.

BORDEAUX 27 juin, 17 h, au grand amphithéâtre de chimie (université de Bordeaux-Talence) : Les rayons cosmiques et la physique des hautes énergies, Jean-Noël Capdevielle ; mercredi 20 juin, 15 h 30, à l'Athénée municipal de Bordeaux : L'information en Aquitaine et les nouvelles technologies de la communication, Robert Escarpit et André-Jean Tudesq ; vendredi 22 juin, 16 h 30 : à l'Athénée municipal : Recherche scientifique et demande sociale : le rôle du CNRS, de ses départements et des programmes interdisciplinaires de recherche, exemple des sciences pour l'ingénieur, Michel Combarrous.

BREST A la bibliothèque municipale de Brest, 20 h 30, mercredi 13 juin : La préhistoire et l'écrit, par Pierre Gouletquer ; mercredi 20 juin : Actualités préhistoriques en Bretagne, nouvelles découvertes. Actions du CNRS, faibles et laborieuses ; par Jacques Briard ; samedi 26 juin : L'homme derrière le silex : recherches nouvelles sur les outils préhistoriques, par Jacques Tixier.

LYON Gare de La Part-Dieu : mercredi 6 juin, 16 h 30 : Fibres optiques : principe et utilisations, par Germain Charlier ; 18 h 30 : Lasers et communications, par Roger Bacis ; jeudi 7 juin, 10 h : L'information économique : un produit de consommation courante ? , par Robert Butreau ; 14 h 30 : Vidéo et sciences sociales, documents audiovisuels réalisés par Bernard Gagne et les chercheurs du groupe de recherches sur le procès de socialisation ; 18 h 30 : Et si on dialoguait avec l'infiniment petit ? , par Charles Raulis ; samedi 17 juin, 18 h 30 : La cartographie écologique appliquée à la gestion des eaux, un moyen de communication entre scientifiques et gestionnaires, par Albert Louis ; mercredi 13 juin, 16 h 30 : La chauve-souris : un sonar aérien, par Bernard Escandis ; 18 h 30 : La culture de Lange-rhans, sentinelle de l'épidémie, par Jean Thivaut ; jeudi 14 juin, 16 h 30 : Communication par signaux chimiques chez les champignons, par Noël Arpin ; 18 h 30 : La vulgarisation scientifique : une problématique, Jean-Marie Arpin ; 18 h 30 : Dialogues chez les plantes : histoire d'eau et sexualité, par Bernard Dumas ; Communication avec les microbes amis ou ennemis, par Mireille Rougier ; vendredi 15 juin, 18 h : Communication humaine et communication cellulaire : les mêmes mécanismes, par Max Pavaud de Coccy ; samedi 16 juin, 16 h 30 : La formation du patrimoine culturel : présence de passé monastique dans la région Rhône-Alpes, par Pierre-Guy Gaudin ; 18 h 30 : Continuité et communication des Romains à nous, par Louis Holtz ; samedi 18 juin, 16 h 30 : Archéologie et technologies nouvelles, par Michel Colardelle ; 18 h 30 : Lucie : femme ou bête, par Francis Houri ; samedi 19 juin, 18 h 30 : Les pays peuplés du Gobi : la recherche de leur passé, par Rémy Bouchariat et Paul Sanlaville.

MANE 27 juin, 15 h : Eaux souterraines dans le Karst, M. Bakalowicz, A. Mangin ; samedi 12 juin, 15 h : Protection du milieu souterrain, M. Bakalowicz, A. Mangin.

MONTPELLIER Faculté de biologie, 13, rue Louis-Perrin, Montpellier (Hérault), les conférences du thème : Images et langues de données ; vendredi 7 juin, 17 h : A propos du texte hébreu de la Bible : peut-on encore parler d'Hebraica Veritas ? , Jean Margain ; jeudi 14 juin, 18 h : CNRS, salle des colloques, route de Mende, Montpellier : L'information juridique et pédagogique, Claude Bernard ; samedi 16 juin, 15 h 45, auditorium du musée Fabre, boulevard Sarrail : Connaissances des différents cultures, projection du film Le Vieille et la Pluie, débat animé par Jean-Pierre Olivier de Sardan ; samedi 16 juin, 15 h 45 : Vers une nouvelle approche des banques de données, Martine Fabre, Henri Pujol ; mardi 5 juin, 15 h 45, auditorium du musée Fabre, boulevard Sarrail : Connaissances des différents cultures, projection du film Le Vieille et la Pluie, débat animé par Jean-Pierre Olivier de Sardan ; samedi 16 juin, 15 h 45 : L'écologie et la culture, ou la décodification idéologique de l'image, professeur Edmond Croz ; samedi 6 juin, 18 h : La table ronde : La recherche universitaire et ses retombées sur la politique culturelle et la vie de la cité, Edmond Croz, sous la présidence du professeur G. Frêche, député et maire de Montpellier ; jeudi 7 juin, 18 h : Information et bassins d'emploi au Languedoc-Roussillon, Michel Laget ; vendredi 8 juin, 16 h : L'information et l'histoire, Jules-Raymond Maurin ; vendredi 8 juin, 18 h : L'économie languedocienne, Alain Berger, Jacques Rouzier. Les conférences du thème : Messages moléculaires, salle des conférences du CRDP, 6, allées de la Citadelle, Montpellier ; mardi 12 juin, 16 h : Messages moléculaires : communications à l'intérieur des organismes vivants, Christian Le Peuch ; samedi 12 juin, 18 h : Prévenir les maladies : le diagnostic prénatal, Gérard Roizes ; mercredi 13 juin, 16 h : A l'intérieur du cerveau : comment fonctionnent nos neurones, Joël Bochart ; samedi 13 juin, 18 h : Les gènes du cancer, Philippe Jeanteur ; jeudi 14 juin, 16 h : L'interféron, un médicament à tout faire ? , Bernard Lebou ; jeudi 14 juin, 18 h : A la découverte de la cellule : architecture moléculaire et vivante, Joseph Parollo ; vendredi 15 juin,

CNRS

« Images de la recherche : la communication »

JUIN 1984 : la rencontre des chercheurs du CNRS avec le public un événement national

ROSCOFF

Vendredi 8 juin, 21 h, station biologique que : Rôle de la station biologique dans l'histoire des sciences de la mer, par le professeur Lassère.

SAINT-ÉTIENNE

Hôtel de ville, mardi 19 juin, 16 h : Risques de glissements de terrain et cartographie informatisée : sortie d'usage, par Jacques Bachelard ; 18 h : Les nouveaux matériaux et la communication, conférence-débat animée par les chercheurs du CNRS et de l'École des mines de Saint-Étienne ; mercredi 20 juin, 18 h : Recherche, innovation technologique et développement local, « table ronde » animée par Michel Chevalier, les chercheurs du CNRS, de l'université et des grandes écoles de Saint-Étienne ; jeudi 21 juin, 18 h : Recherche et nouvelles technologies dans la communication, « table ronde » animée par Jean-Pierre Goubert.

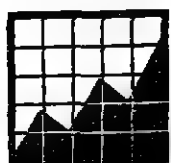
STRASBOURG

	Le jour	Le jour T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	65,42
AUTOMOBILES	56,00	65,42
AGENDA	56,00	65,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de personnes.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société multinationale pour sa filiale française dont l'activité est la fabrication de grandes séries

PAYS DE LOIRE

280.000 ±

Directeur d'usine

Pour diriger en étroite relation avec la maison-mère, une unité de production de 150 personnes (production, méthodes, bureaux d'études, achats) et participer à la mise en place de l'informatic pour la gestion de production.

Expérience réussie de plusieurs années dans la direction d'unités de fabrication.

Bonnes connaissances en fabrication de grandes séries et en informatique de production indispensables.

Formation technique supérieure souhaitée.

Très bonne connaissance de l'allemand impérative. Anglais apprécié.

De 35 ans minimum, le candidat doit avoir une très bonne aptitude à la communication, être un réel praticien de la fabrication, travailleur et consciencieux.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, présentations et téléphone privé sous référence 25500 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michèle 92522 Neuilly
(Les premiers entretiens auront lieu avant fin juin)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC RÉGIONAL

recherche

UN DIRECTEUR ADJOINT EN AMÉNAGEMENT SPATIAL

MISSION : Sous l'autorité du directeur de l'aménagement régional et en collaboration avec le directeur adjoint chargé de l'équipement, il aura la charge des études spécialisées dans d'autres domaines que, en particulier, la politique de l'environnement et du tourisme et la filière bois.

Sa mission consistera à préparer des rapports d'études basés sur des données techniques et à intégrer tous les aspects permettant de présenter une réflexion d'ensemble cohérente. Il sera également un homme de dialogue et un animateur.

PROFIL : 30 ans minimum, ingénieur ports et chaussées ou travaux publics ayant une formation en aménagement du territoire (DEA ou formation similaire).

Ecr. avec C.V., photo et présent. à M. BELVALETTE, directeur de l'aménagement régional, conseil régional de Picardie, 11, mail Albert-I^{er}, B.P. 2616, 80035 AMIENS CEDEX.



WOOD MILNE
hutchinson

Directeur Exportation

Nous fabriquons et commercialisons des composants pour l'industrie de la chaussure. Notre CA : 230 Millions dont 20% à l'exportation. Nous souhaitons confier à notre candidat le développement de nos ventes exportation avec pour missions essentielles :

- l'animation du réseau de distribution (32 Agents dans le monde),
- la négociation des contrats commerciaux,
- le suivi continu des marchés (évolution des prix et de la concurrence),
- la supervision de la cellule administrative export.

Une formation d'Ecole Supérieure de Commerce, quelques années d'expérience dans un poste d'exportation de biens de consommation, la connaissance parfaite de l'anglais et de l'allemand sont des atouts nécessaires pour réussir.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf 584 à HUTCHINSON - Département Recrutement 2, rue Balzac - 75008 PARIS.



PMI de 130 personnes (C.A. 83 : 58 Millions de F dont 50% à l'export).

Directeur commercial international 380.000 F ou +

SBM dégage d'excellents résultats et ne cesse de se développer. Spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils de chauffage professionnel, elle occupe, sur le marché mondial, une position de leader.

Depuis 2 ans, son PDG renforce sa structure française et internationale. Aujourd'hui, il s'engage dans un nouveau challenge.

Une nouvelle gamme de produits est en cours de création. Des marchés vont s'ouvrir. Son objectif : se tailler la part du lion et multiplier par deux son C.A. Très vite. Disons, deux ou trois ans. Ce sera votre responsabilité.

A vous de dynamiser les patrons de filiales, de conseiller et d'appuyer tous les commerciaux de l'entreprise (en France et à l'étranger). A vous, d'élaborer une politique de vente commune et de la mener jusqu'au succès.

Evidemment, tenir la part implique certaines conditions : une formation supérieure commerciale, une solide expérience du commerce international, une forte personnalité opérationnelle, l'anglais courant, et si possible l'allemand ou l'espagnol.

Base : DUCON. La sélection se déroulera à Paris.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 84393 à :

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

Importante industrie 1000 personnes,

trois sites

recherche pour son siège de Strasbourg

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maîtrise Droit, Sciences Économiques ou équivalent.

Mission :

- Gestion de Personnel,
- Politique des salaires et avantages sociaux,
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité,
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel,

relations industrielles, problèmes du droit du travail,

sont nécessaires.

Adr. CV etc.

ss. réf. 1105 à

selelec 67009 STRASBOURG CEDEX

Nous prions instamment nos

annonceurs d'avoir l'obligeance de

répondre à toutes les lettres qu'ils

reçoivent et de restituer aux

intéressés les documents qui leur

ont été confiés.

La COMMISSION FRANCO-AMÉRICAIN D'ÉCHANGES UNIVERSITAIRES ET CULTURELS

appelle des candidatures au poste de

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

à pourvoir

le 1^{er} octobre 1984.

Le Secrétaire Général de la Commission

est chargé de promouvoir et d'administrer un programme de

bourses et d'échanges universitaires entre la France et les

États-Unis. Il supervise le Centre d'information universitaire

sur les deux pays et doit pour conséquent connaître parfaitement

les systèmes universitaires français et américains et posséder la maîtrise des deux

langues.

Pour plus amples renseignements, demander le Secrétaire

Général de la Commission

Franco-Américaine.

Téléphone : 820-46-54.

Envoyer les candidatures à :

COMMISSION FRANCO-AMÉRICAIN D'ÉCHANGES UNIVERSITAIRES ET CULTURELS

9, rue Chardin, 75018 PARIS

Avant le 15 juillet 1984

avec : lettre de candidature, C.V. détaillé en cinq

pages, indication du poste

composé souhaité, et traitement perçu, noms et

adresses de trois personnes susceptibles de servir de

références au candidat.

Ville de CHAMBERY (Savoie)

65 000 habitants

(agglomération : 100 000 habitants)

recrute

DIRECTEUR DE SERVICES ADMINISTRATIFS

(indice brut majoré : 997/871)

en vue d'assurer

la Direction des secteurs : Animation, Jeunesse et Sports,

Éducation et Culture.

Cet emploi est accessible : soit par mutation,

soit aux Directeurs des Services Administratifs en fonction,

soit aux Attachés communistes principaux sans condition

d'ancienneté,

soit aux Chefs de bureau intégrés dans le grade d'attaché,

justifiant d'une ancienneté de :

- 3 ans dans le grade de Chef de Bureau
- 9 ans depuis la nomination au grade de Rédacteur.

Soit par concours sur titre :

Les candidats doivent être titulaires d'un emploi de

Secrétaire général d'une commune de plus de

3 000 habitants ou d'un emploi de Secrétaire général

adjoint et avoir accompli deux années de service effectif

dans l'un ou l'autre de ces emplois.

Adressez candidature comportant curriculum vitae avant

le 7 JUILLET 1984 à :

M. le Maire de CHAMBERY

Service du Personnel

B.P. 1105

73011 CHAMBERY CEDEX.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



Nous sommes une importante société du secteur du bâtiment et des travaux publics fortement implantée à l'étranger, nous recherchons

Ingénieur

Chef du service matériel

Sous l'autorité du Directeur des travaux, vous assurerez l'entière responsabilité de la gestion et de la maintenance d'un parc évalué environ à 130 MF.

Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 35/45 ans très expérimenté dans la direction d'un service matériel sur un chantier à l'étranger.

Le séjour est possible en famille. Dans ce cas, la scolarité des enfants sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM 3065, à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clémenceau, 92022 Nanterre Cedex.

DES GENS SOLIDES

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

AFRIQUE NOIRE POUR CHANTIER T.P.

longue durée

sans restriction

JEUNE MÉCANICIEN DES SOLS

environ 3 ans expérience

IL SERA CHARGÉ :

- de l'étude de la stabilité des remblais, déblais et fondations
- ouvrages d'art.

Poste intéressant du fait de l'importance des travaux et des responsabilités qui en découlent.

GARANTIES habituelles RÉGIME EXPATRIÉ.

LE POSTE EST À POURVOIR D'URGENCE.

Les candidats enverront C.V. et copies diplômés avec photo non retouchée à :

AFRICA 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

French Food Council
Middle East Office

recherche pour
PROMOTION DES PRODUITS
ALIMENTAIRES FRANÇAIS

UN PROMOTEUR DES VENTES

TRILINGUE

ARABE,

ANGLAIS, FRANÇAIS

Basé à DUBAÏ

Il se déplacera fréquemment

surtout dans les pays du Golfe

(contrats de droit local).

Adressez C.V. et photo à : SOPEXA

43, rue de Naples, 75008 PARIS.

BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

SÉJOUR AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

cherche

ÉCONOMISTES PLANIFICATEURS

E.N.S.A.E. 3^e cycle Sciences Eco. etc.

5 à 10 ans expérience.

Programation des investissements, évaluation projets.

Analyse micro-économique et financière.

Ecrire sous n° T 045.875 M. RÉGIE-PRESSE,

7, rue de Montessuy, PARIS-7.

INGÉNIEURS ÉCONOMISTES

GRANDES ÉCOLES (ROUTES ET TRANSPORTS)

(PLANIFICATION DES TRANSPORTS)

DAR AL-HANDASAH CONSULTANTS (Shair and Partners), Ingénieurs Conseils, souhaitent engager pour

leurs bureaux de Londres, deux ingénieurs Grandes Écoles

(Routes et Transports) et deux économistes (Planification

des Transports) ayant au moins dix années d'expérience et

une connaissance suffisante de la langue anglaise.

Ils collaboreront dans le cadre d'équipes multidisciplinaires à des projets en Afrique et au

Moyen-Orient. De fréquents déplacements à l'étranger

sont à prévoir.

Les candidatures devront être adressées à :

The Managing Director

Dar Al-Handasah Consultants

(Shair and Partners)

91, New Cavendish Street

London W1M 7 FS

Royaume-Uni

CRUISE AIR

36 bis, avenue de l'Opéra

75002 Paris

recherche

UN RESPONSABLE

capable diriger équipe française

dans un hôtel situé en Grèce.

Bon relations publiques avec

participation à l'animation, sé-

rieuses références exigées. En-

voyer curriculum vitae avec

photo d'identité pour RVB.

DS ds

DOWELL SCHLUMBERGER

Drilling Services

Division du Groupe

SCHLUMBERGER.

nous recherchons un

INGÉNIEUR en

FORAGE DIRIGÉ

qui :

- a un diplôme d'ingénieur de préférence en pétrole, mines, mécanique ou électronique,
- a entre 25 et 28 ans,
- est célibataire,
- parle l'anglais,
- accepte les déplacements à l'étranger.

Envoyez votre lettre (en anglais) avec photo et C.V. avant

le 30 juin 1984 à l'adresse de

DOWELL SCHLUMBERGER

B.P. 1105

84143 BILLÈRE CEDEX,

France.

Nous prions les

lecteurs répondant

aux « ANNONCES

DOMICILIÉES » de

vouloir bien indiquer

librement sur

l'enveloppe le

numéro de l'annonce

les intéressant et de

vérifier l'adresse,

selon qu'il s'agit d'une

« Annonce Publicité »

ou d'une agence.

البيان 1:52A

Jeune Miss 1984

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

ENERTEC

Notre Département Instrumentation générale de ST-ETIENNE conçoit, fabrique et commercialise des instruments et des systèmes de mesure électronique. La diversification de nos lignes de produits, un développement largement tourné vers les marchés internationaux nous amènent aujourd'hui à rechercher des ingénieurs qui intégreront l'entreprise en qualité de :

Ingénieurs de production

Electroniciens + 1^{ère} expérience

Pour prendre en charge la mise en fabrication des lignes de produits parmi les oscilloscopes, fréquencemètres, enregistreurs graphiques, analyseurs logiques, transmissions numériques...

Ingénieur qualité logiciel

Electronicien + 1^{ère} expérience

Pour assurer au sein du service qualité du Département la méthodologie et la qualité logique de tous nos produits, de la conception à la réalisation.

Ingénieurs d'études Electroniciens Grandes Ecoles

Pour concevoir et développer des nouveaux produits en utilisant vos connaissances dans les domaines des techniques analogiques et numériques, des microprocesseurs, des télécommunications et de l'informatique ou de la CAO circuits imprimés.

Ingénieur marketing 1^{ère} expérience

Pour définir la stratégie d'une ligne de produits et en assurer la promotion auprès du réseau de vente international. La connaissance du marché de l'instrumentation et de l'anglais sont indispensables.

Le GROUPE MESURE ET REGULATION offre des opportunités d'évolution au sein de ses différentes Divisions en France ou à l'étranger à travers les études, la production, les ventes ou le marketing. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste qui vous intéresse à C. RIOS, Service du Personnel, 5 rue Daguerra-42030 St Etienne Cedex.

ENERTEC Schlumberger

Responsable Juridique

La Branche Emballage du Groupe BSN, 4,5 Md de F de CA, n° 1 de l'emballage verrier en France, recherche son responsable juridique. Au sein de l'équipe de Direction basée à Lyon, il assure la gestion des affaires juridiques de la Branche et des sociétés filiales.

Il conseille et assiste les Directions et services dans toute affaire relevant du droit des Sociétés, droit commercial, droit économique et de la concurrence, contentieux, propriété industrielle... Il participe, sur le plan juridique, à la mise au point de contrats de licence et d'assistance technique avec des partenaires étrangers.

Ce poste requiert une solide formation juridique complétée par une expérience d'environ 10 années acquise en entreprise ou en cabinet. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

La diversité et l'étendue des domaines d'intervention et des relations que la fonction implique demandent une assez large polyvalence et d'excellentes qualités relationnelles.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 6 M en précisant rémunération souhaitée à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tébém - 75381 Paris Cedex 08.



ingénieur qualité

Notre entreprise, filiale d'un groupe international, se situe parmi les leaders sur le marché des terminaux téléphoniques. Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour notre direction QUALITE, un

ingénieur

Les responsabilités principales de ce cadre concerneront :
• la qualification des COMPOSANTS, essentiellement électroniques,
• les analyses techniques des défaillances en production,
• les relations avec les responsables techniques de l'administration.

Ce poste intéressera particulièrement un ingénieur débutant ou ayant une première expérience en contrôle QUALITE.

Lieu de travail : Haute-Savoie.
Ecrire H.P.F., Direction du Personnel, BP 29 - 74130 BONNEVILLE

Jeunes diplômés pour évoluer rapidement...commencez chez un leader

Cette Société Française - 5200 personnes, CA 2 milliards de francs - est le n°1 de sa profession : BIENS D'EQUIPEMENT. Elle appartient à un très grand Groupe International.

Elle vous propose ces opportunités au sein de ses agences de PARIS et de PROVINCE :

ingénieurs de vente

Responsables de votre clientèle vous aurez à promouvoir et commercialiser des équipements destinés aux immeubles et bâtiments publics des responsables du secteur public et du secteur privé.

Vous devez être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou de commerce HEC, ESCP, ou de diplôme équivalent ou ayant une courte expérience professionnelle.

(Réf. 318 LM)

Langue anglaise indispensable.

La dimension du Groupe offre d'intéressantes et rapides perspectives d'évolution ainsi que des stages d'intégration et de formation.

La rémunération est attractive.

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. du poste choisi à SODERHU, Société pour le Développement des Ressources Humaines 22, rue d'Augustin 75002 Paris.

MESURES SYNTec.

ingénieurs chantier

Responsables de la conduite, de l'organisation et de la gestion technique et humaine de travaux d'installation, de modernisation et de maintenance de nos produits - ascenseurs et escaliers dans les immeubles et bâtiments - vous vivrez sur le terrain un métier passionnant et riche de contacts humains.

Votre formation : ingénieur diplômé AM, INSA, ICAM, ENSI, ENIL.

(Réf. 332 LM)

Soderhu



Unité de 450 personnes (Région Est)

Chef du Service Contrôle Qualité

Notre vocation qualité et innovation nous a conduits à faire face au succès de la nouvelle gamme d'outillage électroportatif que nous avons lancée récemment. Exigeants avec nous-mêmes, nous recherchons sans cesse à améliorer nos performances.

Rattaché à la Direction Générale, vous dirigez et animez une équipe de 15 personnes. Au titre de la qualité, vous proposez les méthodes et les moyens les plus modernes, propres à assurer le niveau de qualité de nos produits. Responsable du contrôle, vous en assurez la totale coordination à tous les stades industriels conformément aux normes que vous avez définies et mises en place. Vous participez bien sûr au lancement des produits nouveaux. Vous assurez votre fonction en liaison avec nos différents services marketing, études, achats et production et veillez à la pérennité de l'esprit qualité PEUGEOT.

Vous êtes âgé de 28/35 ans, diplômé ENSI, ENSAM ou Université de Compiègne, vous avez une première expérience de contrôle qualité grande série et (ou) une formation de statistiques appliquées qui vous permettent la maîtrise de cet outil.

Nous apprécierons votre sens de l'animation et votre rigueur intellectuelle.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 31605 à Nicole Le Breuilly TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.



CIMSA

Toulouse

INGÉNIEUR METHODES LOGICIEL

CIMSA, une informatique de pointe, performante au plus haut niveau dans les milieux les plus sévères. Filiale du groupe Thomson, notre savoir-faire est reconnu mondialement.

Nous souhaitons améliorer encore nos prestations en recrutant un homme d'expérience (5 à 10 ans), diplômé d'une école d'ingénieurs (option informatique).

Intervenant en véritable "ingénieur qualité", il aura la responsabilité de la réalisation de logiciels (définition de normes, procédures de contrôle) au sein de l'équipe système. Une réelle capacité d'encadrement d'équipe, un sens du contact avisé, de la méthode et de la rigueur seront des atouts très appréciés.

Nos activités se diversifient en permanence : notre savoir-faire est reconnu. Tout cela doit contribuer à votre réussite dans notre Groupe.

Adresser votre candidature sous référence IML/M à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

ANNUAIRES CLASSÉS TELEPHONÉS 555-91-82



Black & Decker

Le Leader mondial de l'outillage électroportatif est présent dans 50 pays et gère plus de 20 000 personnes.

La société française (1 200 personnes; 2 usines; C.A. 850 MF) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne.

Dans le cadre du développement de son service SYSTEMES D'INFORMATION ORGANISATION, elle recherche pour son siège à LYON :

UN RESPONSABLE DU SYSTEME D'INFORMATION "PRODUCTION"

Chargé d'importantes responsabilités de développement de projets, il sera l'interface entre les différents services informatiques et les utilisateurs de production.

Il devra s'intégrer dans un environnement dynamique et performant (IBM 4381 et 4341, C.A.O., logiciels évolués...).

Ce poste conviendrait à un candidat justifiant d'une formation d'ingénieur grandes écoles, et possédant une expérience de 3 à 5 ans acquise en gestion de production au sein d'un cabinet d'organisation ou d'une S.S.C.I.

Le développement de la fonction "Production" reconnue comme un axe stratégique fondamental (C.A.O., ateliers flexibles) assure de réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. M 84250 à notre Conseil :

28 rue Chirpaz - Les Bureaux de Chailin 69130 ECULLY - Téléphone (7) 833.50.95

pierre rigollier s.a

Informatique de gestion pour un Jeune Chef de Projet à Lyon

Au sein d'un grand groupe industriel, notre établissement lyonnais regroupe une activité de haute technologie en l'art du développement, ce qui nous amène à réaliser l'informatisation de nos systèmes de gestion.

Dans une petite structure qui évoluera progressivement, vous participerez à la réalisation des applications adaptées à l'évolution du centre ; vous définirez le cahier des charges en relation avec les utilisateurs, concevrez des procédures adaptées, mettiez en place l'outil informatique approprié et assurez le contrôle de réalisation.

Jeune ingénieur, de formation type INSA (option informatique) ou IMAG, vous possédez si possible une première expérience. Vous vous sentez à l'aise dans les relations humaines et vous êtes doté d'un bon esprit de synthèse.

La connaissance du matériel IBM, système CICS - VSAM sous OS/VS 1 est souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 458 M, à Média-System, 93 rue Edouard Belin, 69002 Lyon qui transmettra. Discretion assurée.



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux



JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

ELECTRONIQUE - INFORMATIQUE - AUTOMATISME

automatisation, robotique, technologies nouvelles :
c'est la réalité de notre usine d'Amiens, aujourd'hui

La technologie la plus sophistiquée est vécue dans nos unités de fabrication. Nos lignes de production de savons et détergents sont parmi les plus performantes au niveau mondial. Et il faut encore développer ce processus de modernisation, pour aller encore plus loin.

Etude et mise en place de projets d'automatisation, développement des technologies nouvelles, robotique : nous plaçons nos jeunes ingénieurs au cœur technologique, à Amiens.

Nous leur offrons des responsabilités effectives et stimulantes, une formation complète dans nos centres techniques, une rémunération attractive.

Nous mettons tout en œuvre pour leur permettre de développer au mieux leurs capacités personnelles : des ouvertures de carrière, dans le technique, en gestion, en France comme au niveau international.

Les possibilités sont grandes. Nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine des produits de consommation courante. Vous connaissez nos marques : Ariel, Dash 3, Vitr, Bonux, Mr Propre, Pampers, Lenor, Camay, Monsavon, Zest, H&S.

D'autres gammes, d'autres produits arrivent. C'est peut-être vous qui les produirez, à Amiens.

PROCTER & GAMBLE FRANCE

Merci de nous adresser votre dossier de candidature : G. Ripoll - Recrutement Cadres - PROCTER & GAMBLE FRANCE - Zone Industrielle - B.P. 1336 - 80013 AMIENS CEDEX

Banque de l'économie sociale

recherche dans le cadre de son expansion pour son Agence de
DIJON

technico-commercial HF

- Formation supérieure ou diplôme bancaire : Ecoles de Commerce, Maîtrise Sciences Eco - ITB.
- Expérience de l'action commerciale en milieu bancaire et des études de crédit (3 à 5 ans).
- Fonction : - promouvoir les produits du groupe - études financières des dossiers de crédit.
- Position Cadre.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 3964 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Contrôle de gestion et informatique

Provence



LES RAFFINERIES DE SOUFRE REUNIES. Entreprise industrielle à taille humaine (500 personnes - 300 millions de C.A.) et en expansion, nous recherchons pour renforcer nos structures de gestion un attaché de direction chargé d'une double fonction :

CONTRÔLE DE GESTION
Il aura pour tâche de concevoir et mettre au point le système global du contrôle de gestion, puis d'en animer et contrôler l'application.

INFORMATIQUE
Nous lui confierons parallèlement la responsabilité de la conception du plan informatique et de sa réalisation assurée par l'équipe en place (IBM 36).

Face à cette double exigence, nous souhaiterions rencontrer un(e) candidat(e) âgé(e) de plus de 30 ans possédant une bonne maîtrise des deux spécialités acquise par une expérience de plusieurs années dans le secteur industriel, préférentiellement.

Sa formation de base sera nécessairement de niveau supérieur, soit en gestion, soit en informatique.

La rémunération sera à la hauteur de nos exigences. Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous la référence 84 525 à

LG Conseil

18, rue E.-Delangle - 13006 MARSEILLE

Important Organisme Financier

Sud-Loire

ATTACHE(E) DE PRESSE

Pour assurer les relations avec les médias, collecter toutes les informations relatives aux activités du groupe, les mettre en forme de façon adaptée (communiqués, articles, dossiers...), participer à l'organisation d'actions de relations publiques. Il faut une grande disponibilité et une formation supérieure aux métiers de la communication.

ANALYSTE FONCTIONNEL

En prise directe avec le responsable des études et du développement, il/elle participera, au sein d'une équipe de 4 personnes, à l'élaboration du cahier des charges, à la phase de conception de nouveaux projets et en déterminera les spécifications fonctionnelles.

Formation : maîtrise d'informatique, école d'ingénieurs et si possible 2-3 ans d'expérience.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. JO/V à Jean OLLIVIER - B.P. 28 - 35740 PACE en rappelant le poste choisi. Merci.

Conseil en Organisation à Strasbourg

Notre Société d'Ingénieurs-Conseils à formule coopérative - 12 partenaires - basée à Strasbourg, développe une approche innovante de l'organisation en intégrant au cœur des stratégies industrielles.

Face à l'élargissement du champ de nos missions : pays de la C.E.E. (France, R.F.A., Belgique...) et pays en développement (Algérie, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger...), nous souhaitons rencontrer un nouveau partenaire. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire sensible à la confrontation des idées et aux relais de compétences, en relation directe avec les décideurs, concepteurs et exploitants industriels, il interviendra dans les domaines suivants :

- organisation et productivité
- productivité et conditions de travail
- conduite socio-technique des investissements.

Motivé par notre projet, par la croissance de notre Société et la promotion de son image, il participera en outre à notre activité de recherche.

35 ans environ, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, son expérience confirmée d'opérateur ou d'organisateur de la production en milieu industriel l'a déjà confronté aux problèmes soulevés par la mise en place de nouvelles technologies, et lui permet sur le terrain de conjuguer métier, sens relationnel et sens stratégique.

Une formation complémentaire de type gestion ou économie est de nature à constituer un atout supplémentaire. Langues : anglais ou allemand - Lieu de travail : Strasbourg - Rémunération assortie d'une participation aux bénéfices.

Merci d'écrire à Jacques GENET en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.

leci développement

30, rue Herder - 67000 STRASBOURG

LA STÉ DES AUTOROUTES PARIS/RHIN-RHONE

recherche

CHEF DE DISTRICT

responsable de son centre de Pouilly-en-Auxois (21)

MISSIONS ESSENTIELLES :

- Encadrement du personnel (50 agents) ;
- Relations avec l'administration, les banques, les médias, les usagers et la gendarmerie ;
- Elaboration et suivi du budget de fonctionnement ;
- Recrutement.

PROFIL SOUHAITÉ :

- 35 ans minimum, formation de niveau supérieur ;
- Expérience réussie de l'encadrement d'un personnel nombreux ;
- Connaissance en législation du travail ;
- Une disponibilité immédiate sera un atout supplémentaire, position cadre ;
- Participation périodique à des séminaires nuit et de week-end ;
- Rémunération annuelle : 155 000 F, voiture D et logement de fonction.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris/Rhin-Rhône, serv. des Relations Humaines, 36, rue du Docteur-Schmitt, Saint-Apollinaire, 21000 DIJON.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Etablissement Public

recherche pour son Etablissement de VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(X MINES, CENTRALE, ENPC...)

susceptible de s'intégrer à une équipe de recherche sur les conditions d'applications de la PRODUCTION (C.A.O., ROBOTIQUE) à la conception et la réalisation des bâtiments.

Une formation informatique de haut niveau est demandée : génie logiciel, intelligence artificielle, système experts, automatique.

Une expérience professionnelle en relation avec le monde du bâtiment serait appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à C.S.T.B.

B.P. 21 - 06562 VALBONNE Cedex.

Dominique BARRE

responsable du groupe EGOR RHONE-ALPES

vous fait part de l'intégration dans son équipe de :

Georges SEFFERT

consultant spécialisé dans la recherche de cadres

informaticiens

Tour Crédit Lyonnais

129 rue Servient

69431 Lyon Cedex 3

Tél. (7) 863.62.20.

PARIS LYON MARSEILLE STRASBOURG

MILANO PERUGIA ROMA BOLOGNE LONDRA MADRID

egor

MATRA

Recherche pour son Centre d'intégration (170 personnes - matériel aéronautique de haute technicité) de Selles-Saint-Denis situé en SOLOGNE : H/F

Responsable de Fabrication

Rattaché au Responsable de production, il a pour mission de diriger et d'organiser la fabrication de plusieurs ateliers de montage de petites séries, et à ce titre, il assure une responsabilité d'encadrement du personnel qualifié (environ 100 personnes).

Sa fonction l'amène à travailler en collaboration étroite avec d'autres services (gestion de production - méthodes - contrôle...).

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation Grandes Ecoles Généralistes, confirmé par une expérience industrielle de l'ordre de 5 à 7 ans. Des qualités sociales pour travailler en équipe et développer un encadrement participatif seront particulièrement valorisées dans cette fonction.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1143 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 - SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

filiale d'un groupe international recherche pour son activité TELECOMMUNICATIONS

2 INGENIEURS RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

DEBUTANTS ou COURTE EXPERIENCE

- l'un sera chargé de l'évolution technique des marchés. Une formation électro-technique est indispensable.
- Des déplacements courts et fréquents sont à prévoir.
- l'autre, de formation physique et mécanique, sera chargé du développement des nouveaux produits.

Postes à pourvoir à REIMS. Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3978 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER

implanté dans une ville universitaire de Lorraine recherche

auditeur informatique

EXPERIMENTE

Formation supérieure informatique (environnement IBM, CICS, DL1). Expérience audit informatique

Au sein du contrôle général, le titulaire sera responsable des contrôles de sécurité informatique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 7187 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.



Ingénieur de production

Côte d'Or

Offrez les solutions du B.T.E. aux entreprises de la région.

Le Groupe B.T.E. est spécialisé dans le domaine de la gestion et de l'organisation de production. Sa dimension lui permet d'offrir un ensemble de moyens de formation qui recouvrent tous les besoins d'une production moderne.

Votre mission : - être en relations suivies avec les entreprises de la région, - leur offrir des moyens de formation adaptés, - animer vous-même certains stages en fonction de votre expérience et de vos motivations.

Vous exercez une responsabilité en fabrication ou dans un service technique. L'opportunité vous est donnée d'acquérir une expérience qui vous ouvrira à terme de nouvelles perspectives de carrière. Merci d'envoyer votre CV + salaire actuel et prétentions à Françoise GAUTIER qui vous assure toute discrétion (référence GOM).



55 montée de Choulers 69323 Lyon Cedex 05.



AFICOREM 200

aficorem 200

Je Min 150

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

ESIM

Le Groupe ESIM - MARSEILLE
Groupe de formation supérieure et
de recherche technologique en plein
développement, constitué autour de
l'Ecole Supérieure d'Ingenieurs de Marseille
recherche pour son
Institut Supérieur de Microélectronique

Appelée

Ingénieur
électronicien

Vous avez une expérience de quelques an-
nées en électronique et informatique.
Vous venez renforcer une équipe de plu-
sieurs ingénieurs et techniciens, pour y exé-
cuter des activités d'enseignement, de pilotage
de projets de recherche industrielle avec des
objectifs de développement motivants.
Ecrire avec CV et prétentions à : M. Louis ROS
ESIME 28 rue des Electriciens
13012 Marseille

CARRIERE BANCAIRE

UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
recherche
pour son RESEAU DE PROVINCE

Un exploitant confirmé
Cl. VI, 2-VII

Connaissant bien la clientèle Grandes Entreprises
et les opérations avec l'Etranger.
• Bon anglais.
• Notions d'Allemand appréciées.
L'évolution de carrière passe, à moyen terme,
par une affectation à l'étranger.

Adresser C.V. + photo sous réf. 3138/JM à :
Messieurs BERTHEAU
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra)

IMPORTANTE MUTUELLE ASSURANCE

recherche pour son
Siège Social à ROUEN (76000)

JEUNES INGÉNIEURS
(ESE, INSA, ENSEIGNANT ou équiv.)

Intéressés par systèmes d'exploitation ou
applications en temps réel
sur IBM 3031 AP.

Connaissances COBOL, IMS/VS, MVS
appréciées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à
MATMUT (Service du Personnel)
76030 ROUEN CEDEX

INTERNATIONAL CELOMER,
société française
de peintures et vernis,
filiale d'un groupe international,
recherche pour son siège social
AU HAVRE :

ANALYSTE
PROGRAMMEUR
I.B.M. 43 XX

pour mise en place d'un système intégré
et compris réseau de télétraitement.

— Expérience d'au moins 5 ans sur maté-
riel I.B.M. souhaitée,
— anglais courant exigé.

Adresser C.V. et prétentions :
75, bd Winston Churchill - BP 168
76052 LE HAVRE Cédex.

Village de vacances,
1.500 lits,
recherche pour saison été 1984

RÉGISEUR/ANIMATEUR

Expérience clubs de vacances
souhaitée. Capable d'élaborer,
de gérer et de réaliser des sé-
ries/appréhension d'animation
avec le concours des adhé-
rents, du personnel et de
l'équipe d'animation : capable
d'encadrer et de motiver une
équipe de 10 animateurs spé-
cialisés.

Adresser C.V. + photo à :
TOURISME ET TRAVAIL
Village de Vacances
35930 MONTALIVET.

Village de vacances,
1.500 lits,

recherche pour été 1984 :
— DÉCORATEUR capable de
concevoir et de réaliser des
décorations de plateau/théâtre
pour les soirées d'animation
et les soirées de gala.
— SONORISATEUR/ECLAIRAGE
capable d'assurer le maté-
riel et posséder l'expé-
rience des villages de
vacances.
— DRUM-JOCKEY - TOUS PU-
BLICS - capable d'animer la
diéothèque.

Conditions :
— Libre de juin à septembre.
— Jeune d'esprit et aimant le
contact humain.
— Rémunération et conditions
de travail suivant la conven-
tion collective du tourisme
social.

Adresser C.V. + photo à :
TOURISME ET TRAVAIL
Village de Vacances
35930 MONTALIVET.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pour renforcer son équipe de
Conseils en Informatique

TASCO GESTION
recherche

2 ingénieurs
conseil

Ils participent à la conception,
à l'organisation et à la mise en place de
systèmes d'information dans de grandes
entreprises ainsi que dans des PME/PMI.
Les candidats auront une formation
d'INGÉNIEUR ou équivalent.

Ils auront justifié d'une réelle expérience
dans le Conseil en Informatique (réseau,
bureautique, micro-informatique,
systèmes dédiés, etc.) au niveau d'une
Direction Générale.
La connaissance du domaine bancaire
sera appréciée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions
à : ELIAS CARRASCO - TASCO GESTION
124, rue Lafayette - 75010 PARIS

notre temps

LE MAGAZINE DE LA RETRAITE

Manuel destiné au 3^e Age
(700 000 exemplaires)
et édité par le Groupe Bayard-Presses
(2000 personnes)

Recherche

JOURNALISTE
JURIDIQUE ET SOCIAL

Au sein du département Publications
3^e Age, il sera chargé de suivre, de traiter
et de vulgariser sous diverses formes
(interviews, enquêtes, fiches techniques,
reportages...), toutes les informations liées
au droit et à la vie des retraités.

Ce poste s'adresse à un (ou une) jeune
journaliste expérimenté(e) ayant de bonnes
connaissances juridiques et sociales et
motivé(e) par les questions sociales du
3^e Age.

Adresser C.V. et prétentions
sous référence CC 322 à :

BAYARD-PRESSE

Direction du Personnel
3, rue Bayard, 75008 Paris

Une activité ouverte et évolutive...

... pour un spécialiste de la documentation
ayant l'expérience de l'édition et de la gestion
d'abonnements, familiarisé avec l'utilisation
de l'informatique et souhaitant élargir ses
responsabilités en exerçant créativité et sens
dynamique des contacts, dans un poste de...

Chef de Service
Informations et
Documentation

Ce poste, nouvellement réorganisé, permet-
tra initiatives et imagination pour organiser et
diffuser l'information dans l'entreprise et à
l'extérieur.

La société est notoirement connue dans le
domaine presse / librairie. (Siège en Banlieue
Parisienne Sud).

Envoyer lettre manuscrite avec
C.V., photo et prétentions
sous réf. D-1142 à :

JEANTIMAR/Conseils

12, rue Victor Massé
75009 PARIS

Société Française, filiale d'entreprise internationale, mène
des réalisations d'installation industrielle
et services spécialisés techniques

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
GRANDES ÉCOLES

En fonction chef bureau d'étude.

— Spécialisations : traitements des eaux, station de pom-
pages, tous systèmes de fluides et gaz.
— Installations industrielles d'électricité.
— Expérience professionnelle de 10 ans, minimum : sur-
veillance chantier, bureau d'études, chef de groupe
d'étude direction.
— Maîtrise professionnelle de l'anglais indispensable.
— Excellents contacts et références dans le domaine
de construction et ingénierie française.

Rémunération en rapport avec l'expérience,
participation aux bénéfices prévue.
Envoyer C.V.,
photo, documentation complète des références.

Ecrire sous n° 8.010 Le Monde Publicité, service
annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Directeur
général
commercial

réf. EN 444 CM

GRAND GROUPE FRANÇAIS, produits alimentaires (CA supé-
rieur à 3 milliards), crée un poste de Directeur Général Adjoint "Marketing
Commercial".

Le candidat, concepteur et animateur de la stratégie commerciale du groupe, aura
pour mission :

- de définir et de faire appliquer, dans chaque Direction d'activités, une poli-
tique et une action de marketing et de vente,
- de suivre et de contrôler ces politiques dans leurs applications et résultats
tout en apportant aux Directions d'activités un soutien dynamique dans les
négociations importantes,
- d'assurer la responsabilité de l'ensemble de l'exportation,
- de représenter l'entreprise dans les groupements où elle a des intérêts, de
proposer et de réaliser de nouvelles associations commerciales.

Ce poste implique :
• une formation supérieure,
• une expérience indispensable de plusieurs années à un niveau de respon-
sabilité élevée dans la grande distribution, de préférence produits alimen-
taires,
• des qualités certaines d'homme de réflexion et de terrain, de contact et de
rayonnement, d'autorité liée à la rigueur et au dynamisme.

Poste ouest Atlantique. Rémunération de l'ordre de 450 000 F +

Futur
Directeur
général
OUTRE-MER

réf. LA 485 AM

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche, pour l'une de ses filiales OUTRE-MER
(130 personnes), un futur Directeur Général.

Après une formation de quelques mois en France, il assistera le Directeur Général
actuel et prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités (tech-
nique, financière, administrative, commerciale et humaine) correspondant à ses
fonctions ultérieures, qu'il assumera dès qu'il le pourra.

Âgé de 40 ans minimum, la personne recherchée doit être de formation ingénieur ou
assimilée, avoir de bonnes connaissances en mécanique et électricité (matériel de
manutention, engins TP ou agricoles, centrale électrique autonome, etc.) et une
expérience de direction d'unité Outre-Mer (centre de profit de type agricole, par
exemple).

Rémunération : 300 000 F +

AÉRONAUTIQUE
Direction
technique et
production
PMI

réf. MC 467 AM

SOCIÉTÉ (CA 15 millions de F HT en 83) spécialisée depuis 25 ans
dans l'étude et la réalisation de matériels aéronautiques (aménagements
commerciaux) recherche son Responsable Technique et Production.

Rattaché au PDG, il prendra en charge les fonctions suivantes (20 personnes) :

- conception des produits et chiffrage des devis,
- préparation du travail,
- organisation et animation de la fabrication,
- achats et suivi des sous-traitants.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé ou équivalent, possédant une expé-
rience de direction d'atelier dans une PMI à vocation mécanique ou plastique (maté-
riels composites). Excellent technicien, il aura le sens de l'organisation et la faculté
de mettre en œuvre des techniques nouvelles et diversifiées.

Lieu de travail : proche banlieue nord Paris.

Rémunération : 220 000 F + intéressement

Responsable
planification
coordination
et gestion de
projets

réf. MX 409 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, spécialisée dans des systèmes et équipe-
ments sophistiqués - techniques de pointe - pour l'aéronautique, recherche
un ingénieur pour lui confier la responsabilité du service "Programmes".

Véritable "pilote industriel", cette équipe de 8 personnes (dont 3 ingénieurs) a pour
mission de planifier et de gérer (délais, budgets...) l'ensemble des affaires depuis la
prévision de commande du client jusqu'à la livraison du produit fini. Elle coordonne
l'action des différents services concourant à la réalisation des projets afin d'optimiser
les cycles de production.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé (AM + IAE ou équivalent) ayant une
première expérience de 2 à 5 ans dans une fonction d'ingénieur d'affaires ou
d'ordonnancement ou de gestion de production faisant appel à l'utilisation de
l'informatique.

Poste évolutif pour un jeune ingénieur de fort potentiel.

Lieu de travail : 80 km ouest Paris.

RÉGION MARSEILLE
Ingénieur
responsable
études, méthodes,
planification
des travaux

réf. ZX 464 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRESTATIONS DE SERVICES
INDUSTRIELS, bien implantée, à taille humaine et rattachée à un groupe de
tout premier plan, offre un poste opérationnel et polyvalent à un ingénieur AM ou
équivalent.

Adjoint au Directeur de la société, il sera chargé :

- de l'étude, de la préparation et de la planification des chantiers,
- des contacts avec les co-traitants,
- du développement des méthodes d'industrialisation des devis.

Ce poste évolutif conviendrait à un candidat ayant environ cinq ans d'expérience de
travaux neufs, gros entretien en chantiers, dynamique, organisateur et animateur.

Responsable
assurance
qualité

réf. WN 402 AM

UNE SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE, du secteur électronique,
leader dans son domaine, recherche son Responsable Qualité.

Cette société, très attachée à la qualité dans toutes ses composantes : produits, ser-
vices, marketing, ventes, gestion générale, confiera au titulaire de ce poste la mise en
œuvre du plan qualité (après l'avoir fait participer à son élaboration) par un
ensemble d'actions coordonnées : procédures, audit, formation, motivation.
Elle le chargera également des relations "qualité" extérieures avec clients, fournis-
seurs, organismes de contrôle...

Ce poste-clé conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école, ayant au
moins trois ans d'expérience dans le domaine de la qualité, acquise dans une
branche d'activités où elle est particulièrement développée : aéronautique, spatial,
nucléaire...
Il aura d'excellentes qualités d'analyse et de rigueur, un sens pédagogique prononcé
lié à de très bonnes capacités de contact humain.
Poste proximité Versailles.

GROUPE INDUSTRIEL
Cadre
assurances
bon potentiel

réf. MB 486 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN renforce son service
"Assurances" et recherche un candidat Maître de Droit ou niveau équivalent (for-
mation complémentaire Ecole Nationale des Assurances appréciée), désireux de
valoriser une première expérience d'environ 3 ans (risques industriels, responsabilité
civile) acquise dans une grande entreprise, un cabinet de courtage ou une
compagnie d'assurances.

Assistant du Responsable Assurances du groupe, il sera chargé d'un ensemble d'étu-
des techniques, économiques et de marché, lui permettant de participer à l'élabora-
tion de la "politique assurance" du groupe et à l'optimisation de sa gestion.
Poste intéressant et évolutif pour candidat ayant très bonnes capacités d'analyse,
esprit d'équipe et qualités de contacts à tous niveaux.
Poste : Paris-La Défense.

etap

4, rue Massenet 75116 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



**un langage différent
pour des applications
performantes...**

Depuis la création de notre Groupe,
nous avons su créer la différence en nous entourant
d'hommes rares, d'une grande valeur, gage d'une réussite
incontestée en conception de logiciels spécifiques
et de logiciels de haute technologie.

1 — DANS LES DOMAINES industriels et scientifiques au service
des administrations et des grands groupes industriels.

2 — DANS LES DOMAINES de la gestion commerciale au service
des PME de toute envergure.

NOUS REJOINDRE: L'OPPORTUNITÉ DE DEVENIR NOS FUTURS CHEFS DE PROJETS HF

HP 1000 ou HP 9000

IBM 38 - HP 3000

- De formation **INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**, vous aurez acquis
une première expérience en informatique scientifique ou industrielle.
- Vous développerez des applications dans les domaines suivants :
— acquisition et traitement du signal — commande numérique
— robotique — CFAO sur mesure.

- Vous êtes **ANALYSTES** connaissant obligatoirement le FORTRAN,
le COBOL ou le GAP III et ayant une expérience minimum d'un an.
- Votre compétence allée à votre dynamisme seront les atouts majeurs
de votre évolution.
- Cependant, nous étudierons avec attention les candidatures d'ingé-
nieurs Grandes Écoles débutants et nous assurerons leur formation.

Tous nos systèmes sont développés en notre centre de calcul de RUNGIS - proximité Gare RER -

UN RESPONSABLE DE SYSTEME D'INFORMATION HF BASE SUR IBM 38

POUR UN GROUPE DE PUBLICITE DE RENOM

L'un de nos Clients vous offrira un poste à responsabilité, nécessitant une expérience IBM 38 minimum de 2 ans.
L'évolution sera fonction de vos aptitudes à gérer le SYSTEME d'INFORMATION.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à
S. CHARBIT - C2S - 3, rue de Lion - Silié 980 - 94643 RUNGIS Cedex.

INGENIEUR DOCUMENTALISTE

AFNOR - Association Française de Normalisation - recherche
pour son service DOCUMENTATION INFORMATISEE
Ingénieur Documentaliste.

MISSION :

- En liaison avec équipes d'indexeurs :
- développement du THESAURUS pluridisciplinaire et multi-
lingue de sa base NORIANE
- maintenance de sa banque de données terminologiques
NORMATERM.

FORMATION :

- diplôme supérieur technique ou scientifique
- notions d'informatique documentaire
- bonne connaissance de l'anglais technique ; espagnol souhaité.

EXPERIENCE :

- une première expérience dans un poste similaire sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, c.v., détaille, photo et rémunération
actuelle sous référence 7237 à AFNOR - Direction du Personnel
Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

afnor



CREDIT COOPERATIF

GRUPE BANCAIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE

recherche dans le cadre de son expansion

Responsable d'engagements court terme HF

Réf. 3959

POUR SON SIEGE SOCIAL

Vous avez :

- ITB ou formation supérieure économique (maîtrise Sciences Eco)
- 5 ans minimum d'expérience dans une banque de dépôts dont 3 ans en études de crédits.

Vous serez :

chargé d'études de crédits dans un groupe diversifié offrant des opportunités d'évolution
en exploitation (réseau).

Exploitants de banque HF

Réf. 3962

CADRE CLASSE V VI

Chargés de développer des Clientèles (coopératives, groupements d'entreprises, associations,
mutuelles), de ses directions régionales de TOULOUSE - NANCY et MARSEILLE.

Ces postes requièrent de bonnes connaissances de l'analyse financière et une aptitude certaine
à la négociation commerciale.

Formation : enseignement supérieur économique commercial

Expérience minima 3 à 5 ans de banque.

Adjoints des Directeurs Régionaux HF

Réf. 3970

DES AGENCES DE LIMOGES ET DE POITIERS

Les candidats retenus auront une formation supérieure (école de Commerce, maîtrise de
gestion, ITB ou CESSB) et une expérience de 5 à 10 ans dans les domaines suivants :

- étude de crédits et réalisation des prêts.
- ayant une solide expérience dans les secteurs : associations, mutuelles, coopératives.
- gestion et animation des services administratifs de l'agence.
- exploitation.

LE SIEGE DE NOTRE GROUPE BANCAIRE EST SITUÉ A NANTERRE PREFECTURE (RER)

NOMBREUX AVANTAGES SOCIAUX

REELLES POSSIBILITES DE PROMOTION DANS UN GROUPE EN EXPANSION.

Envoyer C.V., photo et prétentions EN PRECISANT LA REFERENCE DU POSTE
ET VILLE CHOISIE à PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

hsd conseil



MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche

consultants

dans les disciplines suivantes :

INFORMATIQUE

Appelés à participer à des missions de Conseil de haut niveau en Informatique et à apporter
leur compétence technique dans des interventions d'organisation et de réalisation de systèmes
d'information, ils devront à terme, pouvoir gérer des missions pluridisciplinaires.

Les candidats retenus auront une formation d'ingénieur (Grandes Ecoles ou MIAGE) et 2 à 7
années d'expérience en SSCI ou dans une entreprise dotée d'une informatique performante.

GESTION ET FINANCE

Appelés à participer à des missions de diagnostic, de redressement, de conception et de mise
en place de systèmes comptables et de gestion, les candidats retenus seront diplômés d'une
Grande Ecole de Commerce, auront le niveau DECS et une expérience de 2 à 5 ans en entre-
prise ou dans un Cabinet d'Audit et de Conseil.

jeunes consultants

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieur (X, ECP, Mines ...) et ayant acquis, si possible, une
formation complémentaire en gestion (type MBA). Les candidats retenus auront de préférence
une expérience de une à deux années.

NOUS OFFRONS : de réelles possibilités de carrière au sein d'une organisation internationale
comptant 600 professionnels en France, une formation régulière et pluridisciplinaire, des
méthodes de travail rigoureuses, une rémunération motivante.

NOUS DEMANDONS : sens du contact, goût du travail en équipe et disponibilité pour des
déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'envoyer votre C.V. à Marie-Jo MARTIAL
4, avenue Marceau - 75008 Paris.



ENGINEERING
des SYSTEMES
INFORMATIQUES
d'AUTOMATISATION

Filiale de SGM et de Technip, poursuit sa croissance dans l'ingénierie des systèmes automatisés
de production :

UN DEVELOPPEMENT MOTIVANT POUR DE

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

Nous concevons et réalisons : • des systèmes informatisés d'aide à la conduite d'unités industrielles
chimiques et mécaniques, • des simulateurs d'entraînement et de formation d'opérateurs, • des
systèmes de gestion de production et de pilotage d'ateliers, • des logiciels d'aide à la conception et à
la réalisation de systèmes automatisés.

Nous recherchons des Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles (ENST, ESE, ENSI, INSA...) ou universitaires.

- Si votre formation ou votre première expérience vous a familiarisés avec la mise en oeuvre de mini-
calculateurs (PDP, SOLAR, VAX...), des systèmes d'exploitations (RSX 11 M, RTESD, VMS...) et des
langages évolués (Fortran, Pascal...).

- Si les multiples aspects de l'informatique industrielle vous motivent,
nous vous proposons de rejoindre nos équipes de spécialistes.

Nos activités diversifiées assureront tout naturellement votre évolution vers des postes à
responsabilités.

Lieu de travail : banlieue sud-ouest de Paris (accès direct par ligne C du RER et SNCF
Montparnasse).

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 902MD à notre Conseil ALPHA CDI - 181, avenue
Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

Ingénieurs Grandes Ecoles Expérimentés en Robotique

Filiale d'un grand groupe industriel français, nous renforçons nos équipes pour continuer
notre développement de nouveaux produits et réussir sur d'autres marchés de ROBOTIQUE
INDUSTRIELLE.

Nous nous intéressons à des ingénieurs (H/F) motivés et compétents dans l'un des domaines
suivants :

Automatismes - Asservissements Numériques

pour créer, développer et intégrer de nouveaux systèmes automatiques de commande et
encadrer une petite équipe.

Expérience de 3 à 5 ans en asservissement acquise dans un milieu industriel de fabrication
est indispensable.

Electronique

pour concevoir et développer des cartes électroniques.

Expérience de 3 à 5 ans en conception et réalisation, et connaissances en microprocesseurs.

Informatique Système

avec 2 à 5 ans d'expérience, des compétences en microprocesseurs et en matériel VAX/VMS.

L'organisation des projets autour des compétences complémentaires implique d'être créatif,
de participer à un travail d'équipe et d'avoir un sens industriel des affaires.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 9055 à PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra.

السلامة في العمل

27/11/84

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

POUR ENTREPRENDRE...

CGEE ALSTHOM

Voir en page n° 29

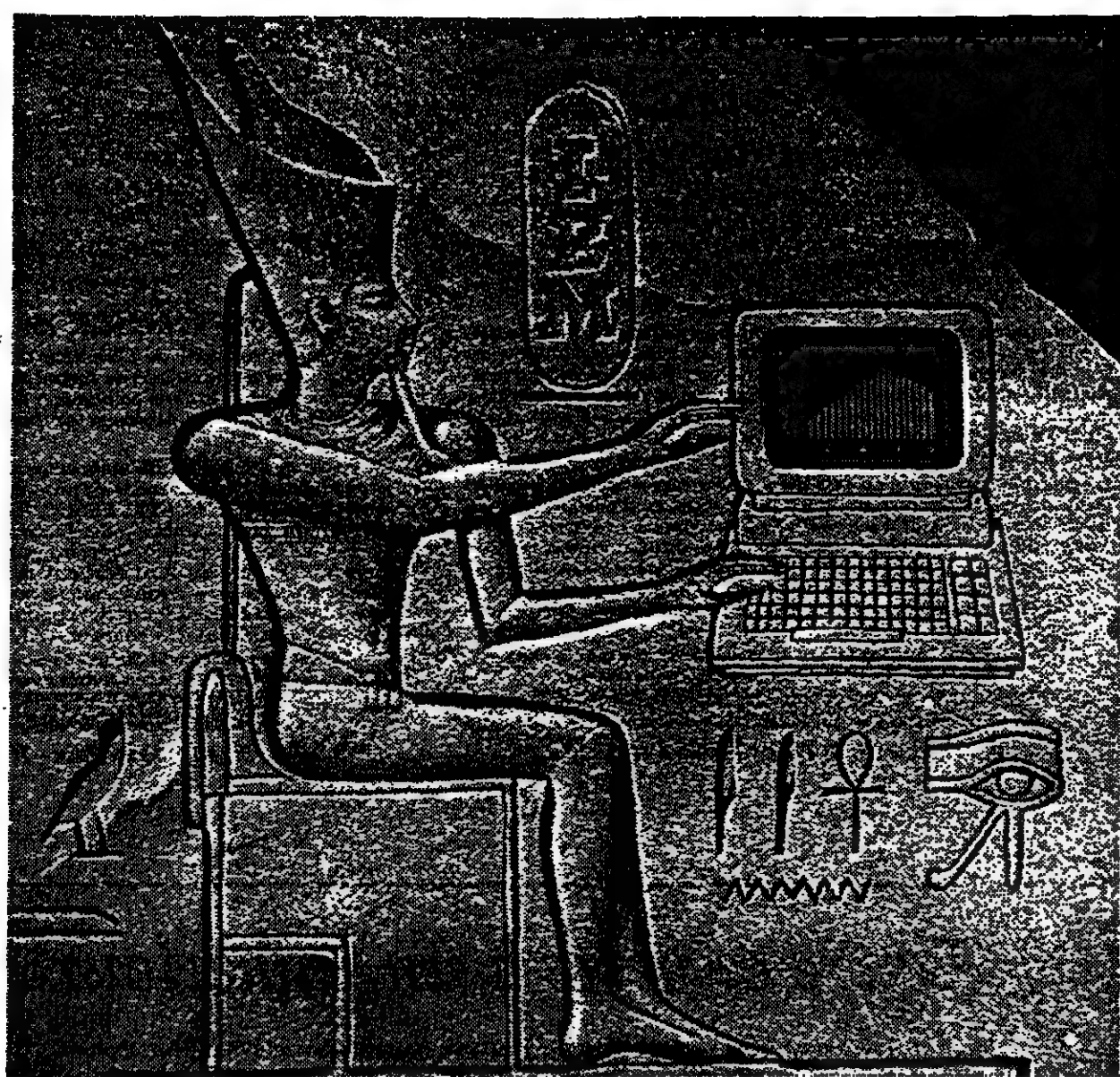
ASSISTANT H.F.
D'INGENIEUR

AFNOR - Association Française de Normalisation, recherche pour son service DOCUMENTATION, un assistant d'ingénieur.

- Service : questions-réponses - Normes étrangères et règlements techniques.
- Fonction : - Réponses (téléphone, courrier)
- Interrogation Bases de Données
- Recherches documentaires
- Gestion de collections documentaires.
- Formation : Bac + 2 ou 3 (filier scientifique ou technique) type BTS ou technique multidisciplinaire ou équivalent.
Langues (écrites) : Allemand, Anglais.
- Expérience : Une expérience professionnelle est souhaitée. Débutant ayant accompli quelques stages acceptés.

Adressez lettre manuscrite, a.v. détails, photo et rémunération actuelle sous réf. 7238 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

afnor



LE REVE DE SNEFROU

Une nuit, Snérou, fondateur de la 4ème dynastie d'Egypte, eut un songe : "Theure est venue de faire construire la sépulture. Qu'elle s'élève d'un seul jet vers le soleil" lui dit Horus. Au matin, il fit venir son architecte et lui ordonna de donner forme à son rêve : "tu dépasseras en gloire et en célébrité Imhotep, ton illustre prédécesseur, qui éleva pour Djoser la première pyramide à degrés". Aussitôt celui-ci se mit à son œuvre, rassembla les hommes et les matériaux nécessaires sur le site choisi, à Dahchour. Les travaux commencèrent, mais se heurtèrent vite à d'importantes difficultés techniques. Un jour, l'architecte rencontra un jeune homme étranger qui lui proposa son aide : "J'ai une machine qui te permettra de résoudre tous les calculs et de prévoir le moment de piocher les blocs de pierre et d'utile, en hommes et en vivres pour les mourir". Alors l'architecte s'éleva et comprit qu'il avait rêvé... il dut trouver à son problème la seule solution à sa portée.

Aujourd'hui cette merveilleuse machine existe : elle s'appelle l'ordinateur. Et le jeune homme ou la jeune femme qui propose aux entreprises de réaliser, grâce à lui, leurs projets, c'est l'ingénieur

commercial IBM. Son rôle : conseiller les directions générales dans l'établissement de leur plan informatique ; et pour cela analyser leur situation, bâtir des solutions adaptées. Partenaire de leur développement, il agit en toute responsabilité et autonomie.

DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE, vous venez d'achever vos études ou avez peut-être une première expérience. Vous avez des connaissances en anglais... Nous vous proposons une formation, alternée et rémunérée, à nos produits et à nos méthodes. Si vous êtes intéressé(e), écrivez-nous : IBM France, réf. IC45/6 Département Recrutement - Orientation - Conseil, 2, rue de Marengo, 75001 Paris. Nous traiterons votre candidature avec discrétion et rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

* Cette solution, ce rêve une pyramide à double pente, connue sous le nom de "tomboletta". Elle a ouvert la voie aux lignes pures et aux proportions parfaites de la pyramide de Chéops, successeur de Snérou sur le bûche de Haute et Basse Egypte.

IBM France

Nous sommes une P.M.E. d'un millier de personnes dans le domaine des services.

A la suite d'une reorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier
futur n°2
Paris

Nous vous confierons la responsabilité des prévisions économiques, de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire ainsi que la gestion de la trésorerie, en liaison étroite avec les banques.

Ce poste conviendrait à de jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années.

Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général.

Bernard Julliet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse et discrétion. Merci d'inscrire sous référence 8312/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julliet
Psycom

Membre du Syntec



ESSILOR
La recherche au service de la vue.

Premier groupe industriel français en optique - lunetterie, fortement exportateur et leader mondial grâce à nos efforts permanents de recherche et développement, nous avons renforcé nos positions en 1983 (C.A. : + 25 % ; bénéfices net : + 50 %). Nous recherchons, pour l'une de nos unités du VAL DE MARNE (94)

JEUNE INGENIEUR DE FABRICATION

Mécanicien de formation (INSA - ENSI ou équivalent), il aura choisi dans ses études une spécialisation en automatismes.

Après intégration progressive, de diverses missions pourront lui être confiées, en France ou en relation avec nos filiales étrangères.

Une première expérience serait appréciée ; une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 95178 à ESSILOR, Service Affectations, 57, avenue de Condé - 94100 SAINT-MAUR.



SOCIETE D'INGENIERIE INDUSTRIELLE
SPECIALISEE DANS LES SERVICES GENERAUX
DES INDUSTRIES DE BASE, recherche

Ingénieur en
instrumentation, contrôle
et automatisme

Ce poste nécessite une connaissance approfondie des systèmes de contrôle commande, d'automatismes, et de calculateurs temps réel en milieu industriel.

Une expérience en ingénierie serait appréciée.

Les candidats devront pouvoir :

- Concevoir des installations
- Instrumenter un procédé
- Diriger des études de réalisation
- Animer les équipes de travail dans la société
- Assurer des contacts avec les clients au plus haut niveau
- Lire et parler Anglais
- Admettre des déplacements

Ecrire avec CV, photo et prétentions à : SOCIETEC - 5, rue Chants-Coeq - 92808 Puteaux Cedex

Instrumentiste
chef de groupe
niveau BTS

Ce poste nécessite une connaissance des installations vapeur, traitement d'eau - gaz - pétrole.

Une expérience en ingénierie est nécessaire.

Les candidats devront pouvoir :

- Animer tout ou partie d'un bureau d'étude
- Réaliser des estimations de coûts
- Réaliser des appels d'offres - comparaisons - commandes
- Assurer le suivi des commandes
- Lire et parler Anglais
- Admettre des déplacements



1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieur Responsable Méthodes

Valeo Machines Tournantes V.M.A. (Angers - 49)

Vous avez une DIZAINE D'ANNÉES D'EXPERIENCE en production ou méthodes. Directement rattaché au Responsable de production de cette usine de 500 personnes, votre mission consistera, avec votre équipe, à prendre en charge les études de postes de travail, les automatisations, usinage et assemblage, les secteurs outillages et maintenance, les travaux neufs... Vous participerez aux études d'investissements et de recherche de produits nouveaux. Connaissances en électronique générale appréciées.

Réf. 54278/1/M

Ingénieur Responsable Qualité et Standardisation

Valeo Thermique (La Verrière - 78)

Plusieurs années passées au Service Etudes et Fabrication ainsi qu'une EXPERIENCE CONFIRMEE au sein d'un service qualité vous prédisposent à assurer la responsabilité du Département Qualité et Standardisation de notre Branche Thermique. Vous serez chargé de définir et de faire mettre en œuvre les procédures qualité en fonction de l'évolution industrielle, d'animer les développements des activités standardisation. Allemand et anglais indispensables.

Réf. 54278/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 45, rue Bayen - 75017 PARIS

Jeune ingénieur

THERMIE INDUSTRIELLE

Nous sommes à l'origine d'installations thermiques puissantes à usage collectif et industriel. Notre maîtrise des techniques : eau surchauffée, géothermie, reconversion charbon, et des problèmes d'économie d'énergie, nous place au 1^{er} plan d'un marché qui nécessite cette constante adaptation.

Pour répondre à l'augmentation du volume de nos affaires et aux besoins spécifiques de nos clients, nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR ETUDES

Après une période de formation, celui-ci sera chargé de concevoir et de chiffrer des installations complexes de thermique industrielle.

Ses qualités techniques et humaines devront lui permettre d'évoluer ultérieurement au sein de la société ou du groupe auquel nous appartenons.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'Ecole d'Ingénieur type ENSAM, ENSAIS, ENSI... option thermie, débutant ou justifiant d'une première expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2107 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

directeur comptable & administratif

Une IMPORTANTE SOCIÉTÉ de NÉGOCE de grande notoriété, appartenant au SECTEUR TEXTILE, implantée à PARIS et dans les principales métropoles régionales, s'adressant essentiellement à une clientèle de Professionnels tant en FRANCE qu'à l'EXPORTATION, recherche pour son SIÈGE proche FONTAINEBLEAU, un DIRECTEUR COMPTABLE & ADMINISTRATIF.

Faisant partie d'un état-major restreint, il sera chargé de faire la synthèse de tous les résultats de gestion des diverses Sociétés du Groupe. Il dirigera les services contribuant à leur établissement. Il sera lui-même particulièrement chargé des activités Comptables, Financières et Administratives (Baux, Assurances...). Il assurera la Gestion du Personnel (environ 300 personnes). Le Service Informatique dépendra de lui.

Ce poste de confiance au sein d'une entreprise aux fonctions non cloisonnées, requérant des qualités de rigueur, d'initiative et de contact, conduira à un cadre de haut niveau, ayant eu au sein d'une PME ou d'une Filiale autonome d'un groupe important, des responsabilités similaires. Il lui sera donné l'opportunité de poursuivre une carrière très active à la faveur d'une insertion dans une équipe ayant dans son secteur réalisé de très bonnes performances. Possibilité de logement.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2859 M — à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

DMC

— CA supérieur à 5 milliards de Francs dont plus de la moitié à l'étranger — crée pour sa

DIRECTION BUDGETS-OBJECTIFS & CONTRÔLE
un nouveau poste de

contrôleur de gestion

Directement rattaché au Directeur en charge de cette activité, il participera à une cellule de travail dont le rôle est d'assister la Direction Générale dans sa mission de Gestion opérationnelle : contrôle budgétaire, tableaux de bord, suivi des objectifs de progrès.

Ce poste est basé à PARIS mais exige une grande disponibilité et la participation à des revues de progrès sur le terrain. Il conviendrait à un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ISA... possédant une expérience très opérationnelle du Contrôle de Gestion (analyses commerciales, contrôle budgétaire, gestion industrielle, suivi des Objectifs de Progrès...), et désireux de rejoindre l'équipe d'Etat-Major d'un Groupe International. Le poste nécessite des qualités de synthèse et de décision et des connaissances de base en micro-informatique. ANGLAIS courant — ALLEMAND souhaité.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2863 M — à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Pour conseiller des Institutions européennes sur leurs placements boursiers en Asie nous recherchons des Diplômés (es) de l'Enseignement supérieur.

La connaissance de l'anglais est impérative, le goût du contact et de la performance sont nécessaires. Une formation sera assurée.

Faire offre avec C.V., photo et prétentions sous référence 17584 à PROIM, 20, rue Drouot, 75009 Paris.

Filiale française (CA 66 MF) internationale en développement cherche, pour région Midi-Pyrénées,

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Expérience juridique et fiscale, connaissance réglementation française, sens de l'organisation et anglais courant seront des atouts majeurs dans une équipe tout entière engagée avec succès dans la vente de matériels destinés à l'agriculture, aux professionnels de l'espace vert (municipalités, collectivités, terrains de sport, golf, etc.).

Env. C.V. détaillé, photo et niveau rémunération souhaité à Guy VALDELEVRE, 26, avenue Théophile-Gautier, 75016 PARIS.

Lettre ouverte à un ingénieur

Lorsque vous parlez de votre ambition, vous souhaitez, bien sûr, évoluer rapidement, mais surtout, vous rendre utile au sein de votre environnement industriel.

Votre diplôme d'ingénieur grande école et vos premières années d'expérience vous ont permis de réussir dans votre rôle d'encadrement en milieu industriel et d'optimiser l'efficacité de l'équipe que vous dirigez.

Mais vous désirez aujourd'hui donner une nouvelle mesure à vos capacités et à votre acquis professionnel pour être capable, dans les cinq années à venir, de maîtriser des responsabilités de direction de plus grande envergure.

J'ai pensé à vous suggérer cette étape : le Conseil aux entreprises.

Vous aurez l'opportunité pendant quelques années, ou plus si vous le souhaitez, d'être confronté à de nombreux cas de gestion industrielle dans des secteurs d'activité très différents. Vous y rencontrerez des personnalités et des situations extrêmement variées qui ne pourront qu'enrichir votre approche professionnelle actuelle.

Autonomie, Analyse et Communication seront les mots clés de votre succès car votre intégration auprès des entreprises et votre rôle sur le terrain seront déterminants pour concevoir des moyens destinés à améliorer la gestion de production.

Vous pourrez collaborer avec les "décideurs" des plus grands groupes nationaux et internationaux pour mener à bien des missions d'une ampleur exceptionnelle.

Ce tremplin vous permettra de gagner une grande longueur d'avance pour devenir en quelques années "celui que toutes les entreprises recherchent".

Je ne vous ferais pas cette recommandation si je ne vous savais pas capable de donner le meilleur de vous-même dans tous ces domaines. Vous ne craignez ni le travail, ni les efforts, ni les déplacements qui sont votre lot quotidien.

Bien sûr, cela n'est réalisable qu'au sein d'une société de conseil française dont le sérieux et l'efficacité sont reconnus.

Je suis personnellement chargé de recruter des hommes de cette trempe pour SMC France qui fait partie d'un important groupe conseil, pionnier en techniques de productivité et de notoriété internationale.

Je suis disposé à vous rencontrer prochainement en France.

N'hésitez donc pas à me téléphoner ou m'écrire.

Claude Pierard Managing Director
HANDY ASSOCIATES Conseil en Recherche de Cadres
66, rue de Livourne - BTE 13 - 1050 BRUXELLES - BELGIQUE
Tél. 19.32.2.537.21.55

NEGOCIER ET GERER NOS CONTRATS D'ACHATS

Grand groupe informatique français, leader sur la plupart de ses marchés, notre direction industrielle propose 2 postes :

- un ingénieur - imprimantes - utilisées dans les systèmes périphériques. (réf. 4678)
 - un ingénieur - périphériques magnétiques - utilisés dans les systèmes informatiques : dérouleurs de bandes, drives pour disques souples et rigides. (réf. 4679)
- Les candidats doivent pouvoir justifier d'une bonne connaissance du marché et de la technologie de l'un ou l'autre de ces produits.

Au cours de leur expérience professionnelle ils auront dû prouver leur talent de négociateur.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature mentionnant vos souhaits de rémunération sous référence du poste choisi à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 Paris.



Société Nationale, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires, et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental. Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant.

Le GROUPE SNECMA (22.000 personnes, dont 2.200 cadres) entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.

ELECMA,
Division Electronique de la SNECMA

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

"INSTRUMENTATION AERONAUTIQUE" (Rég. 54/843)

Il prendra en charge la promotion et la vente de matériels de haut niveau technologique conçus par la Division et participera à la gestion commerciale de son secteur d'activité.

Le poste s'adresse à des ingénieurs électroniciens ayant une première expérience industrielle.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : SURESNES (92).

SNECMA

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à SNECMA
Département Encadrement - 2, Bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 13.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La filiale de CREDIT BAIL IMMOBILIER DU CREDIT AGRICOLE recherche pour son Service des Bureaux

un Analyste de Crédit Bail

qui sera chargé des contacts directs avec la clientèle potentielle et avec les correspondants de la SICOM en province pour développer l'activité de la société au niveau du crédit bail et de la location simple. Il devra d'une part conseiller le client sur le montage du dossier et d'autre part en présenter la synthèse au comité des risques, pour l'acceptation définitive. C'est lui enfin qui mettra en place et signera les contrats de Crédit Bail, les baux commerciaux, les actes d'acquisition, etc... avec les différents intervenants. Une formation supérieure est exigée, ainsi qu'une expérience de quelques années au niveau de crédit aux entreprises. Le poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris et comporte des déplacements en Province.

Envoyer CV, prétentions et photo sous réf. IAM 614
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Blanc

CONSTRUCTEUR IMMOBILIER CADRE DE SECRETARIAT GENERAL

28 ans d'âge

Les candidats, hommes ou femmes, seront impérativement diplômés d'études supérieures juridiques avec spécialisation en Droit immobilier et, dans l'idéal, une formation complémentaire en comptabilité. Ils auront nécessairement plusieurs années de pratique de la fonction.

Le poste, très polyvalent et évolutif, à la fois d'études et de terrain, permet d'être associé de manière étroite à tous les aspects administratifs, financiers, comptables et de personnel de la société.

Toutes informations complémentaires et rendez-vous éventuel seront données par INFORMATION CARRIERES 763.11.15 aux heures de bureau. Réf. 106.

On peut adresser son dossier à
RESSOURCES HUMAINES CONSEIL
65, avenue de Wagram - 75017 PARIS

الرجاء الى

Jeune 1980

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 6 juin 1984 - Page 27

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



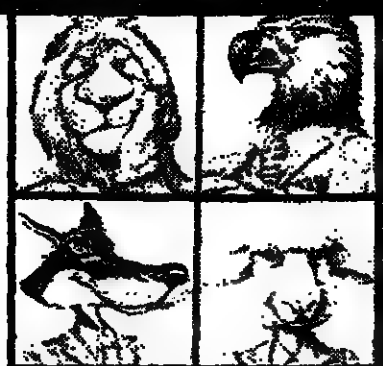
Si vous envisagez une carrière commerciale, prenez absolument contact avec Rank Xerox, un des premiers groupes en France, leader sur le marché des copieurs et reconnu pour son dynamisme technolo-



gique et commercial. Rank Xerox met à votre disposition les outils de la réussite : une gamme complète et performante, un des meilleurs SAV, une formation reconnue une des meilleures écoles de vente,



une structure dynamique conçue pour faciliter l'évolution individuelle, l'équilibre d'une équipe jeune. A vous de faire l'autre partie du chemin pour vous affirmer humainement et professionnellement



face à des responsables et des patrons de PME. Vous ne choisissez pas la voie la plus facile pour débiter : le marketing de terrain demande rigueur, enthousiasme et savoir-faire. Mais une chose est sûre : sans



jouer les jeunes loups, vos succès à ce stade sont décisifs pour votre évolution. Rank Xerox aime ceux qui aiment réussir. Des postes sont à pourvoir dans toute la France.

Aide-toi, Rank Xerox t'aidera.

JEUNES DIPLOMÉS
écrivez à Catherine Raffit, Rank Xerox,
Département Recrutement, sous réf. Y.LM 131
93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

RANK XEROX

POUR INNOVER...

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Voir en page n° 29

INGENIEUR CIVIL SPECIALISTE DU MATERIEL D'ARMEMENT

Industriel travaillant pour l'industrie d'Armement recherche un Ingénieur pour l'approvisionnement des équipements.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Civil diplômé d'une Grande Ecole, ayant une connaissance étendue en systèmes d'armes et connaissant bien le milieu industriel concerné. Ce poste est situé à PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions sous N° 9050 à PARYFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra.

MATRA VELIZY

Le Service Traduction recherche : H/F

Traducteur Technique

Parfaitement bilingue ANGLAIS - FRANÇAIS.

Outre une formation spécialisée (ESIT), une première expérience industrielle de 2 à 3 ans serait souhaitable. Un apprentissage de base de l'Anglais (séjour à l'étranger) serait particulièrement apprécié.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1145 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 - SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

BDF Nivéa s.a.

INGENIEUR

Responsable atelier de conditionnement

Leader sur plusieurs marchés de l'hygiène-beauté, NIVEA connaît un développement important, qui s'est concrétisé en 1981 par la création d'une nouvelle usine, près de Melun, pour laquelle nous recherchons un ingénieur responsable du conditionnement.

Rattaché au responsable de la production, sa mission comprend trois tâches principales : diriger un atelier de conditionnement, organiser les postes de travail, superviser la gestion mécanique de l'atelier. Sur un plan général, il veille à améliorer la productivité de cette unité et participe à l'évolution technologique de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé des Arts et Métiers ou équivalent, âgé d'environ 30 ans. Il justifie d'une première expérience dans un domaine proche (cosmétique, pharmacie, agro-alimentaire...) et possède une très bonne connaissance de la mécanique en particulier des machines automatisées de conditionnement. Ce poste doit permettre à un jeune cadre passionné de valoriser son expérience et ses talents.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M2/1100 A, à :

EGOR BIOMEDICAL

8, rue de Bercy 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Unité industrielle 800 personnes - Val de Marne

CHEF DU PERSONNEL

Tenir compte de la demande de nos équipes qui travaillent dans une industrie exigeante (fin continue), insister les contraintes économiques d'un secteur fortement concurrentiel. Manifester concrètement notre volonté de dialogue. Assurer les contraintes légales (nous sommes une division de l'un des premiers groupes industriels français). Ce sont les éléments prioritaires que doivent appréhender les chefs du personnel de nos usines (9 en France) pour mettre en œuvre la politique sociale de leur Etablissement.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine et fonctionnellement au directeur du personnel de la division, le chef du personnel est intégré à l'équipe de direction de l'unité. Il participe à la définition de la politique sociale de l'Entreprise et il est chargé de sa mise en place et de son suivi au niveau de l'usine.

Ses missions incluent l'administration et la gestion dynamique du personnel, le développement des relations avec les partenaires et l'animation des instances de concertation, la formation et les relations extérieures. Il encadre une équipe légère sur place.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Sa première expérience professionnelle, 5 ans environ, a été acquise impérativement en milieu industriel. Elle lui a permis de constater, avec succès, ses connaissances. Il désire maintenant intégrer un Groupe dans lequel les possibilités d'évolution de carrière sont multiples et variées s'il dispose naturellement d'une réelle mobilité géographique.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M4197 AK à :

EGOR S.A.

8, rue de Bercy 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ingénieurs grandes écoles

DEVENEZ LE N° 1 DE NOS UNITES DE PRODUCTION

Nos centrales thermiques produisent l'énergie et le chauffage de plus de 100.000 logements en France. Nous sommes dans ce domaine, l'un des premiers spécialistes en chauffage urbain.

Ces centrales sont de véritables unités de production et regroupent chacune une trentaine de techniciens. Elles sont dirigées par un Ingénieur Thermicien qui a le rôle complexe, mais varié, d'améliorer la productivité.

Son champ d'action est complet. Il est responsable de la production, de la gestion technique des appareillages, des approvisionnements. Il détermine ses méthodes de conduite, forme et coordonne son équipe. Il doit aussi, par des études, favoriser le développement des techniques, veiller à l'extension de son installation en définissant et en contrôlant les travaux à exécuter.

Nous sommes prêts à intégrer des Ingénieurs débutants et à leur assurer une formation technique pour les initier progressivement à notre métier. Les postes sont à pourvoir en REGION PARISIENNE et en PROVINCE (Ouest et Centre de la France). INGENIEURS MECANICIENS, si vous êtes ouverts à une fonction de chantier ou de production, venez nous rejoindre. Vous participerez activement à l'évolution technologique de nos unités et à nos recherches techniques pour économiser l'énergie.

Adresser votre candidature sous référence 2223 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieurs Grandes Ecoles et Universités

SG2: Sa diversité pour choisir son succès pour réussir

Vous souhaitez démarrer votre carrière professionnelle dans un secteur en pleine croissance : l'informatique. Optez pour SG2 et sa formation. Groupe de Conseil et de Réalisation informatique de taille européenne (4 000 personnes, 21 filiales) SG2 met à votre disposition tous les atouts du succès. Sa renommée dans la conduite de projets d'informatique de gestion vous donnera la possibilité d'appréhender les domaines d'application les plus avancés : Conception et Réalisation de système de gestion - Plan informatique - Méthodologie d'analyse et de gestion de projets - Architecture de système - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux -

Réseaux locaux - Bases de données réparties - Monétique et bureautique...

Société de taille internationale, ses structures sont restées souples, composées d'équipes à taille humaine, où l'initiative industrielle est toujours encouragée.

A une formation permanente et la prise en charge de réelles responsabilités s'ajoutent une évolution rapide pour les plus performants.

Vos candidatures (lettre, CV) sont à adresser s/réf. YR26M à

GROUPE

SG2

Direction Recrutement
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

La Société Etudes et Productions Schlumberger conçoit, développe et produit des systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures (sondes, capteurs, systèmes informatiques d'acquisition et d'interprétation...). Sa mission : mettre sur le marché, les matériels de recherche pétrolière les plus efficaces, en intégrant les techniques les plus modernes, voire en les faisant progresser. Au sein de la Direction des Etudes, des équipes pluridisciplinaires d'ingénieurs (Physiciens, Electroniciens, Informaticiens, Mécaniciens...) les conçoivent, les mettent au point, les développent et les produisent. Dans ce cadre nous concevons et faisons réaliser des circuits intégrés. Nous proposons à un

ingénieur électronicien
Supelec, Télécom, Centrale...
de concevoir des VLSI chez Schlumberger

Vous serez ainsi notre spécialiste en circuits intégrés à haute fiabilité. A l'écoute des besoins des divisions de conception et après analyse, vous définirez la solution optimale en améliorant l'efficacité des circuits intégrés existants, ou, en en concevant de nouveaux. Vous mettrez alors en application vos connaissances en Electronique, en Physique du Solide, en Informatique, et pour concevoir vous utiliserez des systèmes de CAO. Grâce à votre expérience en VLSI en particulier, vous intégrerez, à vos circuits, des modules de tests. Vous êtes donc un homme disponible, au service des différents demandeurs, imaginatif pour créer, curieux pour être

au courant de toute innovation, efficace à l'image de notre groupe. Votre maîtrise de la langue anglaise vous permettra de dialoguer avec nos services en France et à l'étranger. La diversité de notre groupe vous permet d'envisager une carrière à la mesure de votre implication et de vos résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie au Service du Personnel, EPS Schlumberger, 28, rue de la Cavée 92140 Clamart

Schlumberger

Adjoint
au Directeur du Personnel

800 personnes - CA 600 MF - 25 agences en province. Nous recherchons le bras droit de notre Directeur du Personnel.

Vous mettrez en place une politique de formation en liaison avec les responsables techniques et opérationnels. Vous aurez à définir une politique «Communication» dans une entreprise caractérisée par la dispersion géographique de ses unités opérationnelles. Parallèlement, vous participerez progressive-

ment avec le Directeur du Personnel à toutes les activités qui relèvent de cette fonction. Diplômé d'études supérieures, âgé de 30 ans minimum, votre expérience, de préférence dans la fonction, vous a préparé à occuper pleinement ce poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature mentionnant vos souhaits de rémunération à Cépia - 135, av. de Wagram - 75017 PARIS.

cadres **et** **ingénieurs**
de gestion **informaticiens**

Diplômé d'enseignement supérieur : grandes écoles d'ingénieurs et de commerce, doctorat, maîtrise, vous êtes débutant ou avez 2 à 3 années d'expérience. Après cinq mois de formation complémentaire, vous serez intégré dans des projets opérationnels tels que :

Agences commerciales
Départements méthodes et projets
Gestion du personnel
Services export-import
Services généraux

Gestion de réseaux de données
Elaboration de réseaux avancés de Télécommunications
Gestion de centres informatiques
Développement d'applications

Les postes à pourvoir sont à Paris, région parisienne et Orléans. Ils impliquent de bonnes notions d'anglais. Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

Adresser lettre et C.V. à IBM France, Monsieur Charles MOSSESIAN, Directeur du Système d'Informations et Télécommunications, 88 à 78 quai de la Rapée - 75012 PARIS

IBM France

V **valorisez**
vos qualités commerciales
dans la publicité !..

BAC + 4
+ 1^{re} expérience commerciale

Si vous avez :
- une formation supérieure (E.S.C., formation littéraire...),
- une première expérience réussie dans la vente de services de préférence,
- un goût certain pour le conseil et le domaine de la communication,
- du dynamisme et des idées,
prenez le bon tournant, en appelant du Lundi au Vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le 296.15.16 (précisez la référence 231/LM) ou en adressant votre candidature sous référence 231/LM, à ALLO-CARRIERES - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Les techniques
du futur...

Voir en page n° 29

Filiale du Groupe HACHETTE

spécialisée dans la V.P.C. et le courtage. Notre société recherche, libre rapidement, pour un de ses établissements situé à proximité de FONTAINEBLEAU (77)

Pour sa branche VPC
Responsable statistiques
commerciales

Le candidat, de formation obligatoirement universitaire (type DUT informatique, ENSAE ou équivalent) devra avoir une expérience de 5 ans minimum lui ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances dans le domaine de l'informatique, de l'élaboration et du suivi de statistiques commerciales. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 94571 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société filiale d'un important groupe français et connu au niveau mondial pour sa haute technologie dans le domaine de l'électronique, recherche

• Pour développer ses activités à l'exportation des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
EXPORT

formation électronique de base. Anglais courant obligatoire et autre langue.

2 à 3 ans d'expérience.

Déplacements fréquents.

• Pour développer les Etudes et la Recherche,

2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(ESE, INSA, etc.)

2 TECHNICIENS DÉBUTANTS

(BAC F2 OU NIVEAU DUT/BTS)

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 90031 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôle de gestion
en 3 dimensions

Benson place les technologies françaises au premier rang mondial. Mais conscient que l'informatique graphique n'est qu'à l'aube de son histoire et pour rester un leader, elle s'investit en gestion autant qu'en innovation. Votre formation (HEC, MBA...) et votre première expérience concrète en milieu industriel ou en audit vous prépare à cette mission en 3 étapes :

1^{ère} étape : mettre en place et assurer le contrôle permanent des coûts dans nos unités industrielles et commerciales en vous appuyant sur notre nouveau système informatique de gestion, de production et de comptabilité analytique.

2^{ème} étape : assurer la fonction complète de contrôleur d'unité industrielle indépendante.

3^{ème} étape : prendre des responsabilités accrues dans le groupe Schlumberger dont nous faisons partie.

Ecrire au Service du Personnel, Z.I. des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.



benson

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8e
recherche

SENIOR DEALER

POUR LE COMPTANT

- ayant au minimum 5 ans de pratique des marchés.
- Anglais indispensable, allemand apprécié.

ANALYSTE CREDITS HF

CONFIRME

- Ayant une expérience de 4 à 5 ans des financements bancaires usuels offerts aux entreprises en France.
- Anglais souhaité, allemand apprécié.

C.V. et prétentions sont à adresser sous référence 512 à CÉPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 Paris.

السلامة من الالتهاب

JP 11/10/84

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE D'AFFAIRES - PARIS 8ème
sa DIRECTION FINANCIERE recherche pour
son DEPARTEMENT « CLIENTELE INSTITUTIONNELLE »

CADRE H/F - Niveau V-VI

Diplômé d'une bonne école commerciale, ayant une expérience bancaire d'environ 3 ans, soit en exploitation bancaire « Grandes Entreprises », soit en exploitation de clientèle institutionnelle, il/elle sera chargé(e) de suivre et développer un important portefeuille de clients institutionnels au sein d'une équipe performante et motivée.

son DEPARTEMENT « GESTION DES SICAV et F.C.P. »

CADRE H/F - Niveau classe VI-VII

Chef de la section comptabilité, fiscalité, administration.
Agé(e) d'une trentaine d'années minimum, titulaire d'un D.E.C.S. ou équivalent, disposant d'une expérience de 4 à 5 ans en comptabilité bancaire et financière, il/elle devra animer et encadrer une équipe.

GRADE H/F

Titulaire d'un BAC G2 + probatoire D.E.C.S. ou équivalent - Débutant accepté.

son SERVICE « CAISSES DES TITRES »

GRADE H/F - Niveau Classe II - III

Titulaire d'un bac + 2, ayant de bonnes connaissances en informatique, comptabilité et anglais, et si possible une expérience de l'administration des titres.
En fonction de ses résultats, il/elle devra être capable à court terme d'encadrer une section.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser : lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant le poste choisi, sous réf. 95205 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Entreprendre...
Innover...**

Ingénieurs du logiciel « temps réel »

Responsables des études et/ou réalisations pour les automatismes « temps réel », la CAO (VAX et SOLAR) et les régulations d'ensemble sur les procédés industriels.

Ingénieurs électroniciens

Chargés de concevoir et réaliser les équipements (matériels et logiciels) pour les automatismes industriels et les télécommunications associées.

Ingénieurs d'affaires en France et à l'étranger

- Dans l'équipement électrique des implantations industrielles.
- L'instrumentation et les automatismes.
- Le contrôle-commande des postes et des réseaux de distribution de l'énergie électrique.

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Ecrire à Fabienne DUCRET
13, rue A. Raynaud
92309 LEVALLOIS-PERRET
CEDEX

**JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
E.N.S. CHIMIE, MECANIQUE...**

Pour participer à un important projet de développement, nous souhaitons intégrer à notre équipe un jeune ingénieur.

Après une formation à nos méthodes et produits en France et dans les centres techniques de la maison mère en Suisse, il sera chargé d'entretenir et développer les relations avec nos clients, essentiellement les grandes entreprises du secteur pétrolier. Il aura également à conseiller les utilisateurs sur l'emploi de nos produits (additifs pour lubrifiants industriels et moteurs) et à présenter les services offerts pour notre groupe.

Basé à Ruell-Malmaison, il effectuera de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français.

Nous lui demandons une excellente formation d'ingénieur, un goût prononcé pour les produits techniques, une grande aisance relationnelle. Une première expérience commerciale (2 ans environ) et/ou une personnalité déjà affirmée sont indispensables.

Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 437
à Christiane Montell, Département du personnel,
2 rue Lionel Terry 92506 Ruell-Malmaison.

CIBA-GEIGY

**Développer l'information
et la communication**

Notre Direction du Personnel souhaite accueillir un nouveau
collaborateur H.F.

Ses missions :

- l'information interne : il conçoit et développe les actions appropriées, tant en direction du personnel que de la hiérarchie dans le domaine de l'information.
- l'expression des salariés et les conditions de travail : il intervient auprès des groupes d'expression pour faciliter le dialogue et auprès de la hiérarchie pour le conseiller.
- Son action s'étend aux conditions de travail : aménagement du temps de travail, ergonomie...
- Les relations sociales : il assiste le Directeur du Personnel dans la préparation et le suivi des réunions sociales, il en anime certaines directement.

Son profil :

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un cadre de la fonction personnel dont l'expérience (4-5 ans) lui a déjà permis de faire la preuve de son aptitude au dialogue social.

Merci d'adresser lettre + CV et photo à

Direction
du Personnel
SANDOZ
14 Bd Richelieu
92500 RUEIL-MALMAISON.

AGRO-COMMUNICATION
Agence de publicité
TOULOUSE
Spécialisée
dans la communication
agricole
et agro-alimentaire

recherche
**2 CHFS
de
PUBLICITE**

1 pour TOULOUSE
1 pour PARIS

(2 ans d'expérience en agence,
carrure C.V. photo et prétentions)

AGRO-COMMUNICATION
Immeuble N°1-Orsot
82, rue Jacques BABINET
31000 TOULOUSE

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN PUBLICITE**
recherche son
**RESPONSABLE
DU DÉVELOPPEMENT**

De formation supérieure commerciale, 5 ans d'expérience
au moins, de préférence dans
la publicité, doit être titulaire
d'un diplôme.

La poste du poste est de développer
le réseau de l'agence.

Env. C.V. manuscrit + photo +
prétentions à : réf. 229704
à **RECHERCHES**
7, rue de Montessuy, Paris 7^e.

**RECHERCHES EN
CARRIÈRE COMMERCIALE
ET
ELECTRONIQUE**
pour Société de documentation
et de rédaction technique civile
et militaire. Envoyer C.V.,
prétentions et photo à :
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002
PARIS, qui transmettra.

La Ville de Neau
procède au recrutement de
2 INGENIEURS

pour son service des Eaux et de
l'Assainissement.

- Un ingénieur très qualifié
pour assurer la direction
administrative du service
chargé en outre de l'entretien
du réseau d'eau et d'assainissement,
60 agents.

Grade : ingénieur en chef
des villes de 90 à 180 000
habitants.

- Un ingénieur pour assurer
la direction de l'usine de
pompage et de traitement
de l'eau potable.

Grade : ingénieur sub-
solvant.

Adresser candidature et
carrure vite à :
M. le Maire de NEAU
Mairie de Neau
77100 NEAU CEDEX.

SERETE est une importante société d'ingénierie française. Nous réalisons des
projets industriels variés (chimie, offshore, agro-alimentaire, techniques avan-
cées). Dans le cadre de notre développement, le Département des Affaires
Juridiques recherche :

**Juriste
d'entreprise**

Vous aurez la responsabilité de la souscription et de la gestion de nos polices
d'assurances. Vous suivrez les sinistres et contentieux avec les responsables de la
société. Vous assurerez toutes les relations avec les courtiers d'assurances, les
organismes professionnels spécialisés, les conseils juridiques. Vous assisterez les
différentes filiales du groupe relativement aux assurances et contentieux. Ce poste
s'adresse à un juriste diplômé de l'enseignement supérieur et disposant d'une
expérience d'environ 5 ans au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil.
La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à SERETE, service recrutement, 86, rue
Régault 75640 Paris Cedex 13, sous réf. 84-03 M.

serete
ingénierie

**IBM Direction des Nouveaux
Canaux de distribution**
recherche

**UN INGENIEUR COMMERCIAL
UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

Diplômés de l'Enseignement
Supérieur, ayant acquis une
expérience dans les domaines
suivants :

- Mini ordinateur scientifique,
graphique, systèmes industriels.

- Animation d'un réseau de
revendeurs.

Les postes sont situés à Paris La
Défense, mais nécessitent des
déplacements en Province, afin
d'assurer le développement d'un
réseau de revendeurs agréés IBM.

Adresser lettre de candidature et
C.V. à Monsieur J.L. Monnier - IBM
France, Tour Franklin - Nouveaux
Canaux de distribution - 101
Quartier Boieldieu La Défense 8.

Nous sommes un important Groupe industriel français (1.000 personnes) dans le secteur de
l'ENERGIE.
Notre forte croissance et notre volonté d'apporter des solutions novatrices au plan social nous condui-
sent à renforcer notre DIRECTION DU PERSONNEL DU GROUPE en créant le poste de

responsable formation

Si vous avez une formation supérieure type Ecole de Commerce ou équivalent, une expérience de 2
ans dans une fonction similaire en entreprise et si vous êtes prêt à prendre en charge les responsabi-
lités suivantes :

- élaboration et mise en œuvre du plan de formation des différentes filiales (y compris les actions pon-
tuelles d'animation),
- participation à la mise en place d'une politique de gestion des carrières,
- établissement, suivi et contrôle des procédures dans le cadre de la mission définie ci-dessus,

adressez-nous votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétentions) sous référence 2211
à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Poste à pourvoir en région parisienne.

RESPONSABLE DES ACHATS

Une Société recherche, pour son département chargé d'approvisionner les composants mécaniques, un responsable capable d'animer et de coordonner une équipe importante d'acheteurs de métier. Il aura pour mission :

- de rechercher et diversifier les producteurs de biens et fournisseurs ; - assurer les délais de livraison ; - maîtriser les coûts d'achats tout en maintenant une haute qualité.

Ce poste ne peut concerner qu'une personne de formation supérieure sanctionnée par un diplôme d'une Grande Ecole et pouvant justifier d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans le métier. Lieu de travail : PARIS. Déplacements de courte durée à prévoir.

Envoyer curriculum vitas, photo, prétentions sous No 9048 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

MATRA
COMMUNICATION

La télématique est notre savoir-faire
Nous y avons réalisé un C.A. de près de 600 MF (triplé en 3 ans). Nous développons maintenant notre activité à l'étranger et créons le poste d'

Ingénieur d'affaires à l'exportation

Collaborateur immédiat du Directeur des Affaires Internationales, vous négociez la promotion de nos terminaux (ASCI/Video) en fonction des impératifs propres à chaque pays. Vous déterminerez pour chacun d'eux les meilleurs canaux de distribution. Vous mettez en œuvre notre stratégie d'implantation que vous contribuerez à affiner, et superviserez le suivi des contrats (dont certains sont déjà conclus). Après une formation supérieure, vous avez acquis l'expérience de la négociation internationale (en anglais) dans le domaine des biens d'équipement. Si vous souhaitez vous investir dans ce poste évolutif, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous la réf. 8/TLA/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM  **Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Gaumont

DONT LE CENTRE INFORMATIQUE
(NEUILLY SUR SEINE)

équipé d'un IBM 43/41 (DOS - VSC - CICS - BLI - USAN - COBOL) passage VM prévu
recherche pour la mise en œuvre de son plan informatique faisant appel au T.P. :

ANALYSTE

3 ans d'expérience minimum, activité en liaison avec les différents départements du Groupe, autonomie dans l'organisation de son travail.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

3 ans d'expérience souhaités, activité au sein d'une petite équipe. Les candidats intéressés adresseront C.V., détail, photo récente, prétentions à Direction du Personnel 30, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE. Discrétion assurée.

Acheteur pièces moulées

Banlieue Nord-Ouest

Filiale d'un important groupe multinational, nous souhaitons dans le cadre de notre politique de développement étoffer notre département achats. En tant que Responsable d'un secteur pièces moulées en matières plastiques, vous définirez en liaison avec le Bureau d'Etudes, le service contrôle qualité et les méthodes, le cahier des charges de vos pièces. Vous ferez réaliser vos moules et achèterez vos pièces aux meilleures conditions tout en développant la notion d'assurance qualité chez vos fournisseurs tant en France qu'à l'étranger. Vous serez de plus assisté par une petite équipe. Une réussite complète dans le poste suppose une pratique des achats de pièces techniques en matières plastiques moulées, vous ayant familiarisé avec les problèmes de conception des moules et de fabrication des pièces. Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 5667, en précisant votre niveau de rémunération.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  28 Av. de Messia - 75008 Paris

110 000 +
Société spécialisée dans les automatisations industrielles recherche un

COLLABORATEUR pour son service de gestion des ressources humaines/formation

- Agé de 25 ans environ, il aura une formation supérieure : maîtrise de psychologie du travail (ou Ecole de Psychologues Praticiens).
- Il aura acquis une expérience de 2 ans dans un poste similaire ou fait des stages intensifs en milieu industriel.
- Homme de contact et de communication, il sera réceptif aux problèmes humains ; il sera ouvert aux différentes méthodes d'investigation de la personnalité.
- Imaginatif, souple, il aura un esprit rigoureux, méthodique, et des facilités d'expression orale et écrite.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 05413 M à :



Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS

chef comptable

PARIS 170.000 ±

Une société de presse, CA F 70 millions, filiale d'un groupe en forte croissance, recherche un Chef Comptable.

Excellent professionnel de la comptabilité, titulaire du DCS ou l'équivalent, il sera responsable de la comptabilité générale, clients, fournisseurs, du suivi de la trésorerie, de toutes les déclarations sociales et fiscales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo récente) et prétentions sous réf. 21.810-M à

CLA RECRUTEMENT  10, rue de Poitiers 75008 PARIS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
(1 200 personnes) Banlieue Ouest, recherche pour
SON DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Juriste d'entreprise

(environ 30 ans)

Ayant acquis au moins 3 années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES au sein d'une entreprise, notamment dans les domaines suivants :

- contrats commerciaux, relations et interrelations,
- études et gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle,
- droit des sociétés,
- droit social, droit immobilier,
- contentieux.

Ce poste nécessite une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit plus DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les contacts.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 1659M à :

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris (qui transmettra)

THOMSON-CSF COOPÉRATION

Spécialiste dans la formation des utilisateurs étrangers d'équipements et de systèmes produits par THOMSON-CSF, nous recherchons des jeunes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS OU INFORMATIENS (ENSI, INSA, DEA, maîtrise...)

- Intéressés par la pédagogie.
- Ayant une réelle pratique de l'anglais.
- Disponibles pour éventuels déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Monsieur GUICHARD, THOMSON-CSF COOPÉRATION, 147, rue Yves-Le-Coe, 78000 VERSAILLES.

THOMSON

INGÉNIEUR des VENTES

basé à Paris

Nos produits s'adressent à des chercheurs (CNRS : CEA ; EDF ; Médecine Nucléaire...) : l'acquisition des connaissances indispensables pour mener un dialogue positif avec des scientifiques de haut niveau, exige donc un diplôme d'études supérieures (minimum : DUT en ÉLECTRONIQUE ou MESURES PHYSIQUES). Notre choix se portera sur un candidat réellement attiré par une carrière dans la vente, capable de nous convaincre de son esprit d'entreprise et de sa détermination. Une bonne pratique de l'ANGLAIS est nécessaire.

Le salaire et les conditions de travail (voyage, frais sur justification) sont de nature à satisfaire une femme ou un homme sérieux.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous réf. LM/054 à notre Conseil

EORSI 13, place Kossuth - 75008 PARIS

STEIN HEURTEY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE THERMIQUE
rattachée à un GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT
recherche

ingénieur électricien

ayant 2 à 3 ans d'expérience en électricité, automatisme.

Le candidat retenu devra :

- associer dynamisme et méthode,
- faire preuve de qualité d'encadrement,
- accepter des déplacements en France ou à l'étranger,
- bien maîtriser au moins l'Anglais.
- Connaissance d'une autre langue appréciée.

Adresser C.V. au Service du Personnel

STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de son expansion
POUR SA DIVISION FINANCIÈRE

un responsable commercial de produits financiers HF

Diplômé d'études supérieures (maîtrise Sciences-Eco, Ecole de Commerce), il sera chargé de la promotion des produits financiers auprès d'une clientèle institutionnelle de provinces, d'importance moyenne, en appui d'un réseau en forte expansion.

IL EST DEMANDÉ :

- une expérience confirmée de 3 à 5 ans dans une activité similaire au sein d'un Etablissement Bancaire ou d'Assurance-Hypothèque (assistance de réseaux),
- de réelles compétences en matière financière (connaissance technique des produits financiers),
- un sens développé de l'action commerciale.

DE FREQUENTS DÉPLACEMENTS DE COURTE DURÉE EN PROVINCE SONT À PRÉVOIR.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 3972 - PUBLI-COTES

REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

CHEF

DE SERVICE

GROUPE MULTINATIONAL,
secteur de la manutention, recherche

INGÉNIEUR AM ou équivalent

Électronique, Automatismes

Vous êtes un moteur d'hommes ayant le sens de l'organisation. Vous êtes motivé pour rentabiliser un centre de profits orienté vers l'après-vente.

Vous aimez la technique et en avez une expérience de 5 ans minimum. Nous vous proposons de prendre en main une équipe de 50 techniciens S.A.V.

Vous aurez à résoudre certains problèmes techniques posés par un matériel de haute gamme en constante évolution. Votre activité basée en Région Parisienne vous amènera à faire de courts déplacements en Province et en Europe.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à A. COHEN COMM 43, rue Crozatier - 75018 PARIS



société
d'entreprises
de transports
et de transit

SIÈGE SOCIAL A BOBIGNY 93
recherche pour sa DIRECTION Route EUROPE

CHEFS DE SERVICE EXPORT

âgés de 35 ans minimum, trilingues anglais - allemand ou bilingues anglais - italien. Ces deux postes nécessitent une longue expérience du transport terrestre international (Transit, douane, affrètement).

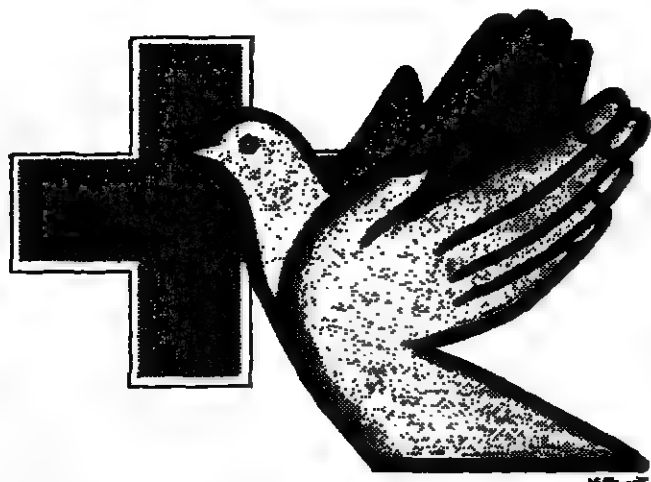
DEUX TECHNICIENS COMMERCIAUX

Ils auront pour mission de démarcher et développer la clientèle route internationale. Ces candidats âgés de 28 ans minimum auront une expérience réussie en trafic de groupage terrestre international. La pratique de l'anglais ou de l'allemand (parlé et écrit) sera un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo prétentions à : Direction Sociale SET, 1 à 9, rue de Chablis - 93003 BOBIGNY

abx 100 1550

hospitalisation privée



*Les soins...
...L'accueil en plus.*

Publicité

**Monsieur le Ministre
des Affaires Sociales,**

- ***Vous nous avez promis de tenir la balance égale entre vos hôpitaux publics et les établissements hospitaliers privés...***
- ***Que sont devenues vos promesses ?***

TARIFS (AUGMENTATION DE 1984)

- + 6,60 % AUX HÔPITAUX PUBLICS : AU 1^{er} JANVIER
- + 5,80 % AUX ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS : AU 1^{er} MARS

INJUSTICE !

EQUIPEMENTS

- 101 SCANOGRAPHES AU SECTEUR PUBLIC, soit 1 pour 3.000 lits...
- 39 AU SECTEUR PRIVÉ, soit 1 pour 4.500 lits...

INJUSTICE !

- ***Vous préparez une réforme hospitalière...
Allez-vous, oui ou non,
ABOLIR LES PRIVILÈGES
ET ÉQUILIBRER VOTRE ACTION ?***



UNION HOSPITALIÈRE PRIVÉE

148, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

design 135A

1500 11/10/84

Le Monde

société

RELIGION

SELON UN SONDAGE

Les Français apprécient les catholiques... mais pas l'Eglise

A quelques jours du Forum national des communautés chrétiennes, qui aura lieu à Lyon du 9 au 11 juin, la Vif et TF1 ont rendu public un sondage, mené par Louis Harris-France, sur la manière dont les Français jugent les catholiques. Quelques surprises, mais les résultats confirment l'image plutôt critique que les Français ont de l'Eglise catholique en tant qu'institution, alors que les catholiques pris individuellement — ainsi que Jean-Paul II — jouissent d'une image bien plus favorable.

Première surprise : la responsabilité grandissante accordée aux laïcs dans la vie de l'Eglise (animation liturgique, catéchisme, aumônerie, préparation au mariage) est non seulement connue des Français — 42 % connaissent personnellement un catéchiste — mais le développement de ces activités par des « non-prêtres » est souhaité ; 66 % des Français sont « plutôt favorables » à ce que des laïcs fassent le catéchisme aux enfants et 49 % sont même d'accord pour que des laïcs puissent célébrer des enterrements.

Dans le domaine politique et social, l'image des catholiques est mitigée. Leurs efforts pour la paix et pour lutter contre la faim dans le monde sont reconnus, respectivement par 66 % et 75 % des Français. En revanche, leur action en faveur de l'aide aux immigrés, dans la vie publique, la vie des quartiers ou le syndicalisme frappe moins l'opinion publique.

75 % des Français interrogés souscrivent au jugement suivant : « Dans la monde moderne, l'Eglise est bien souvent dépassée », et ils sont 85 % à penser que les jeunes abandonnent l'Eglise. Un peu plus de la moitié, en revanche, pensent que « les prêtres sont plus proches de la vie des gens qu'autrefois » et que « les protestants et les catholiques se sont beaucoup rapprochés ces dernières années », alors que 33 % seulement des personnes interrogées pensent que « les femmes n'ont pas assez de place dans l'Eglise ». Une majorité, enfin, sont d'avis que « l'Eglise est toujours favorable à la droite » (41 %), que « les prêtres font trop de politique » (43 %) et qu'il y a trop de questions d'argent dans l'Eglise (56 %).

Cette image négative de l'Eglise s'explique pour beaucoup par ses positions dans le domaine de la morale sexuelle. Une large majorité de Français manifestent leur désaccord avec les directives de l'Eglise contre la contraception (74 %), les rapports sexuels avant le mariage (65 %), le mariage religieux des divorcés (65 %). Il est à noter que ce désaccord avec la doctrine catholique est encore plus marqué chez les jeunes (18 à 34 ans), qui sont plus de 84 % à refuser les deux premiers points. Même parmi les catholiques qui pratiquent régulièrement, 52 %

désapprouvent le refus par l'Eglise des contraceptifs. Quant aux Français en général, seuls 8 % disent se conformer aux prescriptions de l'Eglise dans ce domaine (25 % des pratiquants).

Paradoxalement, le fait que Jean-Paul II insiste souvent sur ces questions, avec lesquelles la vaste majorité des Français sont en désaccord, n'arrive pas à ternir son image dans l'opinion. 83 % des personnes interrogées déclarent avoir « beaucoup » ou « plutôt » de la sympathie pour Jean-Paul II. 4 % seulement ont « beaucoup » ou « plutôt » de l'antipathie pour le pape. Notons, cependant, que parmi ceux qui ont « beaucoup de sympathie » pour lui les 18 à 34 ans sont en dessous de la moyenne (22 % au lieu de 37 %).

Une religion à la carte

Dans l'ensemble, ce sondage conforte l'image courante des catholiques : des gens idéalistes (préoccupés de la paix et de la faim dans le monde) mais peu engagés socialement et politiquement. Mais, à regarder de plus près, on est frappé par les contradictions qui apparaissent. Une Eglise ecclésiastique, sans doute, mais dans laquelle on trouve normal que les laïcs prennent de plus en plus de place.

Une Eglise moralisatrice, certes, mais dont les consignes, en matière conjugale et sexuelle, sont bafouées par une majorité de ses membres. Une Eglise institutionnelle jugée sévèrement — mais dont le chef, autoritaire et doctrinaire, est plébiscité à une écrasante majorité !

Ces contradictions peuvent s'expliquer, en partie, par le fait que la communauté catholique n'est plus monolithique. Nous allons de plus en plus vers ce que Karl Rahner appelait une « adhésion partielle » à l'Eglise, c'est-à-dire une religion à la carte.

Il paraît légitime de choisir parmi les consignes données, d'accepter ou de refuser tel précepte moral, d'applaudir Jean-Paul II lorsqu'il défend les droits de l'homme et de l'admirer comme leader charismatique sans le suivre dans le domaine de la morale sexuelle. « The singer not the song » (Le chanteur, pas la chanson).

Rappelons, enfin, que les Français qui ont répondu au sondage se déclarent, par ailleurs, « catholiques » à 82 %. En leur demandant de juger les catholiques, les Français sont conscients aussi de se juger eux-mêmes ! A la fois juge et partie, ils ne font que traduire leurs propres contradictions.

ALAIN WOODROW.

● M. Chirac reçoit Vasken Jr. — M. Jacques Chirac, maire de Paris, a reçu, le 4 juin, Sa Sainteté Vasken Jr., Catholique des Arméniens, qui effectue une visite pastorale en France. Le maire de Paris a remis au prélat la médaille de vermeil de la Ville de Paris.

MÉDECINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Un vaccin produit par manipulation génétique est expérimenté sur l'homme

Une équipe américaine, spécialisée dans les techniques de manipulation génétique, vient d'expérimenter avec succès un nouveau vaccin contre l'hépatite virale de type B. C'est la première fois qu'un vaccin produit par manipulation génétique est testé sur l'homme.

Depuis quelques années, on dispose de vaccins très efficaces contre l'hépatite virale de type B, une maladie fréquente et parfois mortelle. C'est notamment le cas des produits commercialisés par l'Institut Pasteur production (filiale du groupe SANOFI) et par la firme américaine Merck, Sharp and Dohme.

La prévention vaccinale de cette affection donne aussi lieu à une vive compétition commerciale à l'échelle internationale. Après avoir longtemps disposé d'une avance technique appréciable, la firme française devait progressivement perdre les avantages qu'elle possédait.

La dernière publication faite par une équipe américaine des laboratoires Merck (West Point, Pennsylvanie) dans le dernier numéro du *Journal of American Medical Association (JAMA)* témoigne de l'avancée particulièrement rapide des travaux de cette firme.

L'équipe dirigée par le Docteur Edward Souchick annonce avoir intégré dans une levure le gène qui, naturellement, dirige la synthèse d'une protéine des virus de l'hé-

pate B. Ce sont ensuite les levures au patrimoine héréditaire ainsi modifié qui fabriquent « en série » la protéine virale. Purifiée et injectée dans un organisme humain, celle-ci simule l'infection naturelle et déclenche l'apparition d'anticorps protecteurs contre la maladie. D'autres équipes, en particulier celle du professeur Pierre Tiollais (Institut Pasteur de Paris), sont parvenues à des résultats similaires, mais en utilisant un autre mode de production faisant appel à des cellules animales. « Nous pensons, nous », déclare le professeur Tiollais, « que les cellules animales modifiées produisent des particules virales plus proches des particules naturelles ». L'inconvénient d'un tel procédé pourrait, selon lui, venir des difficultés faites par les autorités de santé pour accepter de laisser commercialiser un vaccin produit de la sorte. Le procédé mais au point en France est actuellement développé par l'Institut Pasteur production et par l'Institut Méricus. Aucune étude expérimentale n'a encore été menée chez l'homme.

Moins cher

La nouveauté américaine tient au fait qu'on est allé jusqu'à vacciner des volontaires avec la protéine ainsi produite. Trente-sept personnes ont été vaccinées avec, semble-t-il, un plein succès. D'autres investigations cliniques sont en cours et, Merck,

Sharp and Dohme estime que si l'administration américaine donne son aval à la commercialisation, la fabrication par génie génétique d'autres vaccins pourrait avoir lieu dans deux ou trois ans. L'avantage d'un tel produit sur ceux déjà existants est d'ordre financier. En effet, les vaccins actuellement sur le marché sont coûteux (100 dollars les trois injections aux Etats-Unis, 500 francs environ en France) à cause de leur mode complexe de fabrication : la protéine virale protectrice est isolée et purifiée à partir du sang des malades déjà infectés par le virus. Merck n'a d'ailleurs pas manqué de faire déjà valoir qu'un vaccin produit par manipulation génétique ne rencontrerait pas « les problèmes posés par les plasmas infectés » (1).

Reste, curieusement, la faible écho rencontré outre-Atlantique par la vaccination anti-hépatite B. Alors que cette maladie pose un problème majeur de santé publique, frappe chaque année deux cent mille Américains et en tue près de trois mille, on ne semble guère pressé, aux Etats-Unis, de se prémunir contre elle. Une situation d'autant plus étonnante que, grâce à l'épidémiologie, on a parfaitement identifié les groupes à risque (personnel médical et para-médical, toxicomanes, homosexuels, malades sous rein artificiel, malades polytransfusés etc.). Depuis juin 1982, Merck annonce n'avoir vendu qu'un million de doses (il faut trois doses pour obtenir une

vaccination complète). Tout se passe comme si les recommandations officielles n'avaient qu'un faible impact sur le public.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le vaccin anti-hépatite B avait été à l'origine, l'an passé, d'une vive polémique sur les risques de dissémination du SIDA (*Le Monde* daté 26-27 juin 1983).

Un contrat de recherche pour les médicaments homéopathiques

Les Laboratoires homéopathiques de France, représentés par leur directeur médical, le docteur Michel Aubin, viennent de signer un contrat de recherche de deux ans avec l'unité 200 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) pour étudier les médicaments homéopathiques par les moyens de la biologie moderne.

Cette unité, que dirige le docteur Jacques Benveniste, se consacre à l'immunopharmacologie de l'allergie et de l'inflammation. Ce contrat, le premier de genre, devrait permettre de répondre à l'interrogation concernant le contenu des médicaments homéopathiques et leur mode d'action, organique ou purement psychologique.

Lors d'un récent débat à l'Académie nationale de médecine, les orateurs avaient déploré l'absence de ce type de recherches (*Le Monde* du 30 novembre 1983).

“521... 522... 523...
Combien y a-t-il exactement
de programmes pour
l'ordinateur personnel IBM?”



Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Motriciel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Prix et disp. comp.
PARIS-BAULELLE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 MOIS

**Président
de la commission
de l'informatique
et des libertés**

**JEAN ROSENWALD
EST MORT**

Ancien premier président de la Cour des comptes, Jean Rosenwald est mort brusquement, samedi 2 juin, à l'âge de soixante-neuf ans. Il était, depuis le 20 décembre 1983, président de la commission nationale de l'informatique et des libertés. Dans un télégramme à M^{me} Rosenwald, le premier ministre a salué le « grand serviteur de l'Etat » et l'« ami fidèle ». « La passion et le sérieux qu'il mettait à l'exercice de ses fonctions, sa grande rigueur morale, sa fidélité à ses idées, en faisant un magistrat exceptionnel », a ajouté M. Pierre Mauroy.

[Né le 21 novembre 1914 à Paris, Jean Rosenwald était licencié en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Administrateur civil en 1946, il avait été, sous la IV^e République, membre des cabinets de MM. Daniel Mayer, Pierre Segelle et Albert Gazier, tous ministres socialistes.]

Il était entré en 1956 à la Cour des comptes, dont il avait été nommé premier président par le conseil des ministres, le 13 octobre 1982. Après avoir atteint la limite d'âge, il avait cédé la place à ce poste à M. André Chadenet et avait été élu président de la commission Informatique et libertés en remplacement de M. Jacques Thyraud, sénateur (R.I) de Loir-et-Cher.]

AÉRONAUTIQUE

« HAUT DE GAMME » DE L'AVIATION D'AFFAIRES

Le Falcon-900 de Dassault-Breguet va être construit en série

Dans moins de quatre mois, avant la fin de septembre prochain, un nouvel avion du groupe Dassault-Breguet, baptisé Mystère-Falcon-900, fera son premier vol. Sans attendre cet événement, le constructeur a décidé de commencer la fabrication en série de ce triporteur intercontinental pour que la clientèle puisse espérer recevoir les premiers exemplaires en 1986.

Pour Dassault-Breguet, le lancement du Falcon-900 est une nouvelle aventure dans la mesure où la société est, d'autre part, sollicitée de mener à bien l'important programme de l'avion de combat Mirage-2000. La mise au point de cet appareil civil présente un engagement de l'ordre de 2 milliards de francs, dont 30 % à la charge de l'Etat sous la forme d'avances remboursables calculées sur une série de deux cents exemplaires.

Le marché visé est ce qu'on appelle le « haut de gamme » de l'aviation d'affaires et de l'aviation, pour laquelle Dassault-Breguet a déjà l'expérience de ses Falcon-10, 20 et 50, vendus à ce jour à huit cent quatre-vingt-quatre exemplaires au total, dont seulement soixante à une clientèle nationale française. Avec le Falcon-900, le constructeur tente de s'introduire sur un marché qui restait, jusqu'à présent, la chasse gardée de sociétés nord-américaines.

C'est à la fin de 1982 que Dassault-Breguet a définitivement fixé les caractéristiques et les performances de son avion, et, depuis, la société française a enregistré cinquante-cinq prises d'options payantes (à raison de 100 000 dollars chacune) du Falcon-900, dont la moitié en provenance d'acheteurs américains.

Par rapport au Falcon-50 qui est aussi un triporteur, le Falcon-900 a été conçu autour d'une cabine dans laquelle le passager pourra se tenir confortablement debout, et d'où il aura accès au compartiment des bagages à tout moment du vol. Le Falcon-900 est authentiquement un avion intercontinental, c'est-à-dire que son rayon d'action est supérieur à 7 000 kilomètres et sa vitesse de croisière supérieure à 925 kilomètres à l'heure. Ces performances en font un avion de ligne pour le transport de 8 à 14 passagers, selon la configuration intérieure.

Dassault-Breguet s'est donné pour objectif de prendre environ 40 % du marché international, notamment aux Etats-Unis et au Proche ou Moyen-Orient, auprès d'une clientèle VIP (Very Important Person), qui peut payer plus de 13,5 millions de dollars (estimation 1983 sans l'inflation annuelle) son avion privé.

La concurrence américaine (en particulier six constructeurs réunis dans une association de défense) a d'ores et déjà fait connaître son intention d'intenter un procès à Dassault-Breguet pour concurrence déloyale (« unfair competition »), sous le prétexte que le Falcon 900 mettrait en concurrence avec le gouvernement français qui contient des prêts remboursables.

En réalité, les aides reçues pour le développement et l'industrialisation du programme Falcon-900 ne sont pas des subventions étatiques. Dassault-Breguet a dû s'engager, en effet, à rembourser ses avances, y compris les intérêts qu'elles portaient, dès les premières ventes de son triporteur de l'année.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Pluie de billets

Nouvelle journée pour bâches et parapluies, lundi 4 juin, à Roland-Garros. Entre les gouttes, neuf matches sur les vingt-deux prévus sont allés à leur terme. Connors, Gomez, Lendl se sont qualifiés pour les quarts de finale. Noah devait remettre sur le central son ouvrage avec le Hongrois Taroczy, interrompu à un set partant et renvoyé au lendemain matin. Or, le matin, Noah s'est joint à son meilleur adversaire. En revanche, Taroczy restera sur le court frais et dispos, comme si tout recommençait à zéro. A cette différence près qu'il devra avoir l'entrée de jeu un break d'avance. La pluie a été une alliée sournoise du Hongrois.

Christian Daxin, le directeur des Internationaux de France, et ses adjoints ont réuni, lundi en début de soirée, un petit conseil de guerre dans leur bureau de la Fédération de tennis. Le calendrier prévisionnel du tournoi supposait que tous les matches de simple hommes et femmes auraient lieu sur le central à partir du mardi 5, les autres courts étant occupés par le tournoi juniors et les doubles.

Mais, en bouleversant, une nouvelle fois, le programme, lundi, la pluie venait de contraindre le juge arbitre, Jacques Dorlmann, à programmer encore ce jour-là les derniers huitièmes et les premiers quarts de finale sur plusieurs courts. Si le temps se montrait plus clément, Wilander puis Lendl devaient donc se produire mardi sur le petit court central contre Aguilera et Gomez.

Et c'était là que se posait un problème. Tous les matches importants devant normalement se dérouler sur le court central à partir du 5 juin, il n'avait pas été prévu de billets spéciaux pour ce court numéro 1. En clair, toutes les entrées - celles du court central comme celles des courts annexes - pouvaient permettre d'assister à des parties disputées par des vedettes. Comment contenir les spectateurs qui pourraient accéder à ces tribunes au prix d'une entrée à 17 francs ? Les organisateurs envisageaient de faire imprimer, dans la nuit, des billets spéciaux et de les

vendre mardi matin. Cette solution, qui aurait eu l'intérêt d'augmenter les recettes, a néanmoins été écartée.

Cette année les spectateurs qui ont pris le risque de louer à l'avance leur place ont accepté, sans trop de difficultés, de ne pas être remboursés ou de ne pas avoir leur billet valide pour un autre jour quand ils ont eu leur journée gâchée par le mauvais temps. Ils ont compris que cela avait provoqué des embouteillages inextricables s'ils étaient revenus un autre jour pour lequel tout avait déjà été loué. Ils ont également compris que les frais de fonctionnement du stade sont énormes, qu'on joue ou non, et de ce fait, qu'il n'est pas possible de rembourser. Dans ces conditions, nous avons décidé de jouer, nous aussi, le jeu et de perdre de l'argent pour des matches très intéressants. Mais nous le devons un peu au public », nous a expliqué Patrice Clerc, l'un des directeurs adjoints du tournoi.

Les milliers de spectateurs qui ont patienté sous les parapluies, lundi, pendant des heures en attendant une éclaircie, seront sans doute sensibles à ce geste. Car un billet de 140 francs ne leur avait pas permis d'assister à un spectacle très riche quantitativement sinon qualitativement.

ALAIN GIRAUD.

Lendl sans panache

A quoi tient la différence de classe qui sépare deux joueurs « haut de gamme » - sans vouloir rater l'information ATP - qui ont franchi le cap de la première semaine des Internationaux ? A des infimes différences, certainement. Car, lorsqu'on voit ces deux joueurs échanger leurs premières balles sur le court, il semble difficile, au premier coup d'oeil, de les départager. Pourtant, aussitôt que le match s'engage, celui qui s'est qualifié à la force du poignet perd son autorité, son autonomie de jeu au profit de l'autre, celui qui s'est qualifié sans problème, l'habitué de la deuxième semaine, des demi-finales et même de la finale sur le central.

Si un arbitre coloreux...

Ce rythme supérieur, ces remises de plein fouet, cette cadence bien sûr infernale, le Suédois Anders Jarryd, tombé de son compatriote prodige Stefan Edberg, en a été la victime de la part d'un Lendl, sur le court n° 1, dès qu'en fin de match l'arbitre ouvre les débats. Cloué sur la ligne de fond par des « paquets » dérivés avec une régularité, une puissance phénoménales, liés sur place par des diagonales catapultées, Jarryd parvenait, par miracle, à ne pas être constamment débordé. Entre deux jurons - le orle comme un arc, dont il le bec - est excellent joueur de double réussissait même quelques volées amorties cueillies en plein vol comme dans une époussette. Ce qui est le don d'arbitre Lendl,

lequel s'en prit à l'arbitre à propos d'une belle balle comptée contre lui sur un point qui n'avait pas la moindre importance.

L'arbitre resta ferme, digne et cool, tandis que le Tchèque, que, planté devant lui, lui lançait en anglais quelques invectives sèches, insultantes, par la même occasion, pour ses vaillants adversaires. A se demander quand même quelle tête feraient nos Lendl ou nos McEnroe si un arbitre malabar et coloreux descendait soudain de la chaise en roulant des mécaniques... Il nous souvient qu'un jour, encloué par les railleuses diaboliques de Nistae, le colosse américain Clark Gable avait aussi la Roumain au collet en sautant le filet, le poing brandi : tout doul, tout gentil, le Nastase, et un beau 6-0 en prime. Mais, sans doute, nos braves arbitres de Roland-Garros, pour ne laisser insulter sans motif dire par nos petits chéris militaires, ont-ils la consigne de s'en tenir.

En fait d'écrasement, Lendl menait 6-4, 6-0 quand la pluie, une première fois, noya le stade. A la reprise, la troupe roumaine tchèque recommença à déborder l'acier suédois. Tout ce travail, exécuté de manière impeccable, sans la moindre erreur et dans la plus parfaite maîtrise technique. Quand je pense qu'à l'époque de sa victoire dans les Internationaux de 1986, Lewis Hoad, qui demeure à nos yeux le plus grand champion de l'après-guerre - amateur et toujours fair-play, lui - passait pour bougon, voire chagrin !

OLIVIER MERLIN.

CYCLISME

HINAULT DEVANCÉ PAR RAMIREZ AU « DAUPHINÉ LIBÉRÉ »

Le Colombien Martin Ramirez, un jeune amateur de vingt-trois ans, encore sans palmarès, mais qui espère passer professionnel et disputer le Tour de France dans les prochaines semaines, a remporté, le 4 juin à Aix-les-Bains, le critérium du Dauphiné libéré, avec 27 secondes d'avance sur Bernard Hinault et 5 mn 7 s sur le champion du monde Greg Lemond.

Avec un retard de 22 secondes au départ des deux étapes de l'ultime journée, dont la deuxième disputée contre la montre sur 32 kilomètres, Hinault semblait pourtant bien placé pour obtenir un quatrième succès dans cette épreuve. Mais le Breton, qui ne s'était pas économisé, la veille, dans la Charentaise et le Vercors, n'avait sans doute pas récupéré. Au sommet du petit col de l'Escrinet, après 12 kilomètres de course contre la montre, Ramirez était crédité du meilleur temps. Lemond comptait 10 secondes de retard et Hinault, seulement cinquante, 41 secondes. A l'arrivée, Hinault restait cinquième à 1 mn 3 s de Lemond et à seulement... 5 secondes de Ramirez.

RÉSULTATS DU LUNDI 4 JUIN

SIMPLE MESSIEURS
(Huitièmes de finale)
Noah (Fr. 6) Taroczy (Hong. 117), 3-6, 6-2, 6-1, match arrêté par la pluie.
Connors (E-U, 3) b. Sanchez (Esp. 88), 6-4, 6-1, 6-1; Gomez (Esp. 7) b. Gunnarsson (Suède, 57), 6-3, 6-1, 6-3; Lendl (Aut., 2) b. Jarryd (Suède, 13), 6-4, 6-0, 6-4.

SIMPLE DAME
(Quarts de finale)
H. Mandlikova (Tch., 3) b. M. Brown (E-U, 123), 6-1, 2-3, match arrêté par la pluie.

DOUBLE DAMES
(Quarts de finale)
Jordan-Sayens b. Durie-Hobbs, 6-3, 7-6; Benjamin-Rauchlauer b. Sande-Vanier, 6-3, 6-1; Ramondino-Sato b. Uye-Vesquey, 7-5, 6-4.

DOUBLE MESSIEURS
(Quarts de finale)
Arias-Korita b. Gauthard-Kubarsky, 6-4, 6-3.

DOUBLE MIXTE
(Huitièmes de finale)
Colla-Pancu b. Medrado-Barbosa, 6-7, 7-5, 6-2; Kuczyńska-Fibak b. Smith-Forrell, 6-4, 6-2.

ALA TÉLÉVISION

Mercredi 6 juin sur TF1

19 h 35 : résumés de la veille.

11 h 13 h : direct.

14 h 30 à 18 h 30 : direct.

21 h 35 : résumés.

EN BREF

Le combat de l'abbé Pierre pour Vanni Muller

L'abbé Pierre a mis fin, le 3 juin, au jeûne qu'il avait commencé une semaine auparavant, à Paris, pour obtenir la mise en liberté de M. Vanni Muller, un professeur italien détenu sans jugement dans son pays depuis vingt-huit mois. Ce dernier y est inculpé d'appartenance aux Brigades rouges et a lui-même commencé une grève de la faim le 20 mai.

Fondateur de l'école de langues Hyperion, à Paris, que les autorités italiennes soupçonnaient d'être une base de terroristes, M. Muller a toujours protesté de son innocence et a demandé à plusieurs reprises sa mise en liberté. En Italie, la détention provisoire, c'est-à-dire sans jugement, de certaines catégories de prévenus peut durer jusqu'à dix ans et huit mois. Un projet de loi prévoit de réduire ce délai à huit ans.

De nombreuses personnalités ont pris la défense en France, de M. Muller, dont l'abbé Pierre, qui s'est rendu pour cela à plusieurs reprises en Italie. A propos de l'école Hyperion, le fondateur de la communauté d'Emmets a récemment déclaré qu'il s'agissait d'une

« campagne de diffamation et de soupçons comme il n'y en avait pas eu depuis l'affaire Dreyfus ».

MAUFRAGE D'UN TROIS-MATS AU LARGE DES BERMUDES

Les recherches australiennes entreprises par l'US-Navy, les organisations et les autres concurrents ont permis de sauver neuf personnes. Le corps d'une dixième a été retrouvé, mais dix-huit autres membres de l'équipage étaient portés disparus lundi 4 juin au soir.

Le trois-mâts britannique *Marques*, qui participait à la course de grands voiliers entre les Bermudes et le Québec, a fait naufrage, le 3 juin, à 125 kilomètres au nord-est des Bermudes.

Quatre canots de sauvetage gonflables et un canot de sauvetage du bateau ont été retrouvés vides dans une mer très formée.

« Nominations de magistrats. - M. Robert Magnan est nommé conseiller à la Cour de cassation. Il était président de chambre à la cour de Paris. M. François Garni devient procureur général à Rouen. Il occupait le même poste à Bastia, où il est remplacé par M. Mario Moyal, qui était jusqu'alors procureur à Rouen.

ÉDUCATION

A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le premier ministre « oppose le plus net démenti » au cardinal Lustiger

Les représentants de l'enseignement catholique ont explicitement réaffirmé leur opposition à la titularisation, ce que confirme d'ailleurs Mgr Lustiger.

« En conséquence, dès lors que l'un des intervenants continuait de refuser l'égalité essentielle du projet, le gouvernement gardait son entière liberté d'appréciation et de proposition. Il en a usé en acceptant plusieurs amendements déposés à l'Assemblée nationale, et en en proposant, mais sans altérer l'équilibre du projet de loi. Le premier ministre ne peut donc accepter le jugement émis à son encontre par le cardinal Lustiger, et il lui oppose le plus net démenti ».

De son côté, M. Michel Bouche, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), reproche au cardinal Lustiger de « relancer la polémique » sur des bases archaïques. « Ce n'est pas ma faute, explique-t-il, si Mgr Lustiger et de nombreux évêques se sont retrouvés à défilier il y a peu avec les drapeaux de la droite la plus arrogante ». Le responsable du CNAL a annoncé que cette organisation allait éditer sans tarder une affiche nationale et des tracts qui « rappelleront cette chose fondamentale que Mgr Lustiger fait oublier : c'est qu'en France la liberté n'est pas une école, et que cette école, c'est l'école laïque ».

M. MITTERRAND : « Les ennemis de la République n'ont jamais aimé son école »

Dans une interview accordée au magazine *Elle*, M. François Mitterrand déclare, pour sa part : « Le combat pour l'école publique s'est toujours identifié au combat pour la République. Quand on la met aujourd'hui injustement en cause, cela m'oblige à penser que les ennemis de la République n'ont jamais aimé son école ». « Vous remarquerez, ajoute le président de la République, que les principaux responsables de l'enseignement privé ne tombent pas dans ce piège. Ils aiment leur école mais ne dérogent pas l'autre (...). La passion que montrent en revanche nombre de dirigeants de l'opposition politique pour dénigrer l'école publique est révélatrice de leur véritable objectif. Ce sont des dangereux alliés pour l'enseignement privé ! Une fois passé le vent de la passion folle qui souffle depuis l'adoption en première lecture du projet de loi Savary, on constatera qu'il n'existe aucune atteinte à la liberté de l'enseignement et qu'il s'agit d'une tentative sage de conciliation de deux écoles. Puis-je espérer que chacun de ceux qui s'efforcent de lire le texte ? ».

« Echec fatal », selon la CFTC

Le syndicat CFTC de l'enseignement privé (SNEC), qui réunissait ses conseils nationaux, le 2 juin, estime que « l'adoption de la loi Mauroy-Savary en première lecture à l'Assemblée nationale illustre l'échec fatal des essais pour concilier l'inconciliable. Il est plus que temps pour chacun de reconnaître qu'il y a contradiction entre la liberté effective de l'enseignement et l'unification du système scolaire, qui vise progressivement l'enseignement privé de se spécialiser ». Le syndicat CFTC qui, pour sa part, réorganise depuis le 2 avril dernier, l'organisation d'une manifestation nationale - considère que la manifestation du 24 juin - vient trop tard. Mais qu'à partir de maintenant elle n'ait pas eu lieu avant le débat à l'Assemblée nationale il valait mieux le reporter après les élections européennes. Cette manifestation, précise M. Claude Tardy, président du SNEC, aura valeur de réaffirmation pour montrer que le projet de loi n'est pas accepté par la majorité des Français, et inciter les sénateurs à voter un contre-projet satisfaisant.

LE MONDE diplomatique

JUIN 1984

CI-GIT UNE EUROPE DÉSUËTE
(Claude Julien)

Les Etats-Unis et El Salvador
OBJECTIF DE PAIX, STRATÉGIE DE GUERRE
(Michael Stuhrenberg)

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN
CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

- Le peur d'une contagion marxiste (Françoise Houtart).
- Le mouvement d'une pensée surgit de l'action (Guy Petitjean).
- Les communautés ecclésiales de base (Michel Pilon).

CUBA : TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES

De la médiocrité au décollage (Joseph Cessa). - Face aux conflits d'Amérique centrale (Carlos Rafael Rodríguez). - Les grandes manœuvres de M. Reagan (Gino Lofredo). - Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure (François Barthélemy). - Le « roman témoignage » (Claude Fall). - Miguel Barret devant l'ère fabuleuse et chaotique d'une culture folocromante. - Graham Greene : « Pas de belle des Cochons pendant la terreur de Batista ».

- Les travaux de la Commission trilatérale : tentatives de la croisée, traits de la coexistence (Georges-Albert Astre).
- Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur le politique étranger (Marie-France Toinet).
- Cameroun : Les heurts du changement et les pesanteurs de la continuité (Achille Mbembe). D'importants atouts pour réorienter une économie extravertie (Maurice Vincent).
- Quand le débat politique éclipse les enjeux européens : une irrédelle compétition électorale (Gilbert Corral).
- Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : pouvoirs, mission et contemplation (Pierre de Charentenay).
- Carnets politiques : « La mystère Silkwood » (Ignacio Ramonet et Jean-Paul Mostri).
- Les livres du mois.

Une nouvelle de Hassan Mels Ali Qizil

LE THÉ DU DIWAKHANA

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

ab 400 1550

150000

Le Monde

économie

SOCIAL

La mise en œuvre des mesures d'accompagnement du plan de restructuration industrielle

Le premier décret d'application est publié

La nouvelle formule du contrat de solidarité liée à la réduction du temps de travail, qui avait été présentée par M. Jack Ralite, le 14 mai, au cours d'une conférence de presse (le Monde du 17 mai) a fait l'objet d'un décret, publié au Journal officiel le 2 juin. Un arrêté complet le détermine en précisant le montant des aides accordées aux entreprises.

Ce texte est le premier d'une longue série. Il annonce d'autres mesures officielles qui constitueront, ensemble, le volet d'accompagnement social du plan de restructuration industrielle arrêté le 29 mars dernier par le conseil des ministres. Parmi elles, on trouve les congés de conversion avec leur convention, l'allocation temporaire dégressive et les dérogations aux plans FNE admises pour les pôles de conversion.

On peut s'étonner que ces documents, indispensables à la mise en œuvre d'une politique décidée depuis deux mois maintenant, aient subi un tel retard alors que les autorités compétentes, localement, ont à charge de traiter les dossiers. Et ce d'autant que les décrets et les arrêtés avaient été examinés le 30 mars par le comité supérieur de l'emploi, où siègent les partenaires sociaux, et que leur rédaction n'avait fait l'objet que de remarques de détail.

En fait, et y compris pour des dispositions aussi importantes, l'appareil d'Etat ne peut réagir rapidement. Le circuit ministériel, puis administratif, se révèle extrêmement long et compliqué. Il faut plusieurs semaines pour que les textes soient établis, vérifiés, signés et pour que les circulaires soient élaborées. Ainsi, à titre d'exemple, la récente réforme du système d'assurance-chômage, adoptée le 24 février dernier, nécessitant plus de cinquante textes différents qui n'ont pas encore été tous publiés au Journal officiel.

Dans le cas du volet social des restructurations industrielles, toutefois, cette lenteur n'aurait pas trop affecté la préparation des dossiers puisque cette période correspondait également à une phase de négociation pour les chaînes de construction navale et pour les établissements sidérurgiques.

En revanche l'attente interminable de la publication d'un

PRIX

Le 13 juin

LE SUPER VA AUGMENTER DE 5 CENTIMES PAR LITRE

Le prix du super va augmenter de 5 centimes par litre à compter du 13 juin. Celui de l'essence ordinaire de 3 ou 4 centimes selon qu'entraîne ou non sa application la taxe sur les carburants auto, destinée au Fonds de modernisation du réseau. Le litre de gazole sera relevé de 2 centimes et le fuel domestique de 2,10 centimes.

Les nouveaux prix limités, à la pompe seront par conséquent, en région parisienne, de 5,12 F pour le litre de super, 4,30 F (ou 4,31 F) pour l'essence ordinaire, 3,39 F pour le gazole, et 2,689 F pour le fuel.

Ce relèvement est consacré à l'évolution du dollar (8,45 F en moyenne en mai contre 8,11 F en avril).

● Fujitsu renforce ses liens avec ICL - Le premier constructeur japonais d'ordinateurs, Fujitsu, a annoncé, lundi 4 juin, qu'il venait de signer un nouvel accord de coopération avec le constructeur d'ordinateurs britannique International Computer Limited (ICL), avec lequel il avait déjà conclu un accord en octobre 1981.

LA DIRECTION DE CITROËN REFUSE DE RECEVOIR UNE DÉLÉGATION DE LA CGT

La direction d'Automobiles Citroën a convoqué pour l'après-midi du 5 juin un comité central d'entreprise. Elle devrait y présenter les comptes - particulièrement mauvais - de Citroën et fera le point de la situation après la décision du gouvernement de geler pour trois mois les deux mille licenciements demandés aux directions départementales du travail.

Ce comité est convoqué alors que, une nouvelle fois, la direction a refusé, le 4 juin, de recevoir une délégation CGT qui comportait des représentants syndicaux extérieurs à l'entreprise.

Dans un communiqué, la direction souligne que, au cours des négociations avec les organisations syndicales, « seule la CGT, en contradiction formelle avec l'accord du 14 octobre 1983 sur la tenue des réunions de négociation qu'elle a signé, s'est présentée accompagnée des permanents de la fédération de la métallurgie ». Elle ajoute que cet accord prévoyait des délégations de « cinq membres au maximum, appartenant tous à l'entreprise, dont le délégué syndical central et au moins un autre délégué syndical ».

La CGT, par une lettre de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie, à M. Jacques Calvet, président de Citroën, qualifie l'attitude de la direction d'« injustifiable, d'autant qu'il s'agit de traiter d'importants problèmes touchant au devenir industriel et commercial de Citroën et à l'intérêt de dizaines de milliers de salariés ».

AFFAIRES

Philips va fabriquer des magnétoscopes VHS

Philips a annoncé officiellement, le 4 juin, qu'il allait fabriquer des magnétoscopes VHS, mise au point par la firme japonaise JVC, tout en poursuivant la construction de son propre standard V 2000. C'est un nouveau pas pour la société néerlandaise, qui avait dans un premier temps, en novembre 1983, décidé la production dès 1984 de magnétoscopes VHS pour les marchés sur lesquels le V 2000 n'était pas vendu. Or il est acquis désormais que le VHS sera distribué progressivement par Philips dans tous les pays européens.

Ce changement de stratégie risque de bouleverser le marché de la vidéo, puisque le groupe néerlandais va se trouver maintenant en concurrence directe avec les marques japonaises sur leur standard. Philips espère ainsi doubler sa part du marché européen (de 10 % à 20 %) d'ici à

1987, et sera aidé dans cette tâche par Grundig, la principale firme ouest-allemande d'électronique de loisir, dont il a pris le contrôle et qui avait annoncé la semaine dernière son ralliement au VHS (le Monde daté 3-4 juin). Ce tandem fabriquera dès 1985 1,5 million de magnétoscopes, pour un marché européen estimé à 6,8 millions d'unités.

JVC, avec son VHS, qui détiennent déjà près de 80 % du marché mondial et a convaincu toutes les grandes marques internationales qui contrôlent leurs marchés respectifs (RCA, Thomson, Thorn-EMI, Telefunken), apparaît comme le grand gagnant de cette lutte des standards, tandis que le V 2000 de Philips reçoit ainsi un nouveau mauvais coup et que le Betamax de Sony, avec à peine 10 % des ventes mondiales, semble relégué aux seconds rôles.

● Cinq autres sociétés du groupe Amrep, Sefotec, Technigaz, Société nouvelle Camom, GEM Hersent et Entreprises et constructions de la Méditerranée, ont été mises en règlement judiciaire lundi 4 juin par le tribunal de commerce de Paris.

Selon l'Amrep, des négociations devaient être engagées entre les mandataires et des tiers sous l'égide du tribunal de commerce afin de « tenter de dégager une solution permettant de poursuivre les activités de ces sociétés et d'aboutir à un concordat ». L'Amrep a été déclarée en règlement judiciaire ainsi que sa principale filiale, l'Union industrielle et d'entreprise, le 30 mai.

● BP négocie avec un groupe norvégien la reprise de la commande annuelle auprès de l'AMREP - British Petroleum (BP) négocie avec le groupe norvégien Kvaerner la construction d'une plate-forme pétrolière offshore « jacket », suite à l'annulation de sa commande auprès de l'AMREP la semaine dernière. Les pourparlers pourraient aboutir dans les quinze jours. C'est ce qu'a déclaré, lundi 4 juin, M. Willi Olsen, porte-parole de la Statoil, groupe pétrolier de l'Etat norvégien, propriétaire de 12,5 % des parts du champ d'Ula en mer du Nord, où BP est « opérateur ».

M. GATTAZ PRÉVOIT UNE EXPLOSION DE MÉCONTENTEMENT DES CHEFS D'ENTREPRISE

Il est bien rare que M. Gattaz ne sorte pas de l'Elysée avec quelques mauvaises prévisions. Comme pour se faire pardonner par ses troupes de s'être rendu en ces lieux. Le 4 juin, le patron des patrons a ainsi prédit « une explosion de mécontentement » des chefs d'entreprise pour novembre 1984, du fait de la progression de la taxe professionnelle.

Le terrain est propice : le chef de l'Etat n'a-t-il pas souligné qu'il s'agissait là d'un « mauvais impôt », qui devrait être modifié ? Et selon toutes probabilités, l'augmentation de cette taxe devrait atteindre 18 % en 1984, soit plus de deux fois la hausse des prix espérée par les pouvoirs publics.

Mais, au-delà de cette mise en garde, M. Gattaz est venu répéter que la politique de M. Delors réussissait moins bien que prévu : aggravation du chômage, résultats préoccupants du commerce extérieur, moindre reprise des investissements que ne l'annonçait naguère le ministre de l'économie et des finances. « L'économie française reste atteinte d'anémie persistante et prend du retard par rapport aux autres pays ». Le gouvernement doit donc, selon le président du CNPF, stimuler l'investissement productif.

M. Gattaz a aussi dénoncé la réduction du temps de travail à 35 heures, « solution miracle et mirage », et rappelé les propositions de son organisation pour lutter contre le chômage. Il s'est enfin inquiété auprès du président de la République des grands dossiers industriels en cours de traitement - Citroën et Creusot-Loire - que le CNPF suit apparemment très attentivement.

S.D.

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

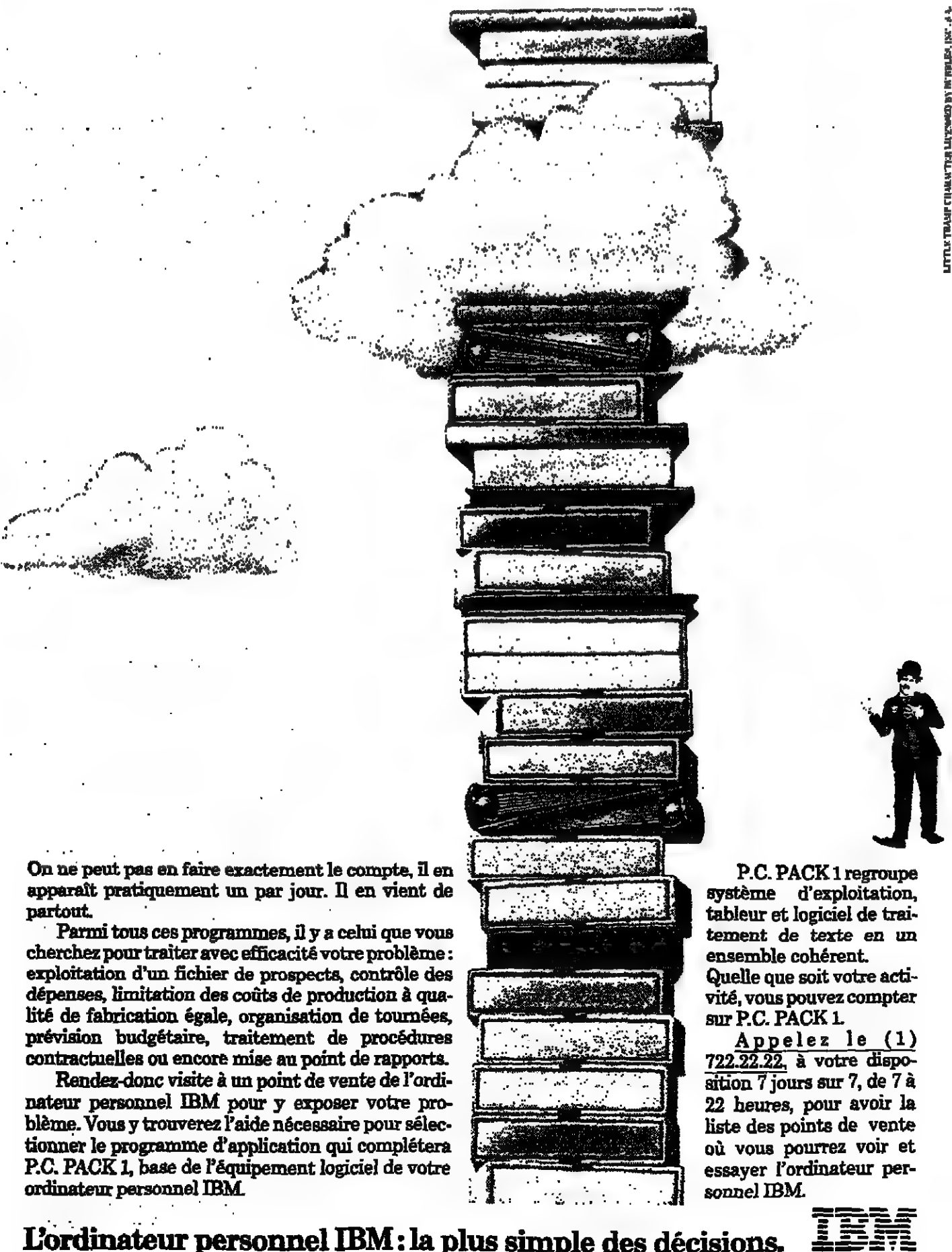
une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U. (Boston (Mass.)).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission possible en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 18, rue Copré, 75015 Paris. Tél. 734-36-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
1^{re} langue : _____
Adresse : _____



On ne peut pas en faire exactement le compte, il en apparaît pratiquement un par jour. Il en vient de partout.

Parmi tous ces programmes, il y a celui que vous cherchez pour traiter avec efficacité votre problème : exploitation d'un fichier de prospects, contrôle des dépenses, limitation des coûts de production à qualité de fabrication égale, organisation de tournées, prévision budgétaire, traitement de procédures contractuelles ou encore mise au point de rapports.

Rendez-vous visite à un point de vente de l'ordinateur personnel IBM pour y exposer votre problème. Vous y trouverez l'aide nécessaire pour sélectionner le programme d'application qui complètera P.C. PACK 1, base de l'équipement logiciel de votre ordinateur personnel IBM.

L'ordinateur personnel IBM : la plus simple des décisions.

P.C. PACK 1 regroupe système d'exploitation, tableur et logiciel de traitement de texte en un ensemble cohérent. Quelle que soit votre activité, vous pouvez compter sur P.C. PACK 1.

Appelez le (1) 722.22.22, à votre disposition 7 jours sur 7, de 7 à 22 heures, pour avoir la liste des points de vente où vous pourrez voir et essayer l'ordinateur personnel IBM.

IBM

FINANCES

LE PROBLÈME DE L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Le Pérou devant le « club de Paris »

Lima. — Les revendications sociales se succèdent. Pas un seul secteur n'a échappé à la crise qui asphyxie le pays depuis déjà deux ans. Les employés des entreprises publiques ont, le 4 juin, lancé une grève générale pour obtenir une augmentation générale des salaires. La semaine dernière, ce sont les autorités municipales, le maire de la capitale en tête, qui ont protesté dans les rues pour exiger le versement de redevances non payées par l'Etat. Le mois de juin s'annonce chaud, comme d'ailleurs ceux qui l'ont précédé.

C'est sur cette toile de fond que l'équipe économique du régime libéral présidé par M. Fernando Belaúnde depuis le 28 juillet 1980 se réunit avec ses créanciers du « club de Paris », pour renégocier sa dette publique à court terme (1 milliard de dollars). Il s'agit d'obtenir un peu d'oxygène pour pouvoir terminer, sans plus de soubresauts, un mandat de cinq ans.

L'horizon financier international est couvert de nuages noirs, reconnaît un membre de la délégation : mais nous sommes optimistes. Nous jouissons d'une bonne réputation parce que nous avons toujours été respectueux de nos engagements. Face à la virtuelle création d'un « club de débiteurs », le Pérou a joué la carte diplomatique de la modération, en proposant que les négociations se situent au niveau de l'Organisation des Etats américains (OEA), c'est-à-dire en présence des Etats-Unis. Cette initiative devrait être appré-

ciée par les membres du « club de Paris ».

Le Pérou bénéficie aussi de l'appui du FMI, avec lequel il a signé en avril un accord pour l'octroi d'un prêt *stand by*. Cet accord est sujet à des normes très strictes de règlement financier, les versements respectifs dépendant du résultat d'examen trimestriels. La mission du FMI qui vient d'ausculter le pays s'est montrée satisfaite de l'application des mesures d'austérité qu'elle a recommandées.

La crise qui sévit au Pérou est bien loin d'être aussi grave que celle qui frappe l'Argentine ou la Bolivie. Néanmoins, les données économiques s'avèrent sombres : en un an la chute de la production représente 12 % ; l'inflation atteint 125 % ; la dévaluation du sol par rapport au dollar est de 130 %. Le coût social en est lourd : la perte de pouvoir d'achat des salaires est de 16 %, alors que 9 % de la population active est au chômage et 48 % sous-employée.

Avant les élections

Le poids d'une dette de 13 milliards de dollars hypothèque toute tentative de relance de l'économie. Ainsi, cette année, le pays devrait rembourser des échéances pour un montant qui représente les deux tiers de ses exportations. C'est pourquoi la délégation qui préside le premier ministre et ministre des

affaires étrangères, M. Sandro Mariategui, veut, à Paris, obtenir un rééchelonnement des paiements, sur dix ans, avec cinq ans de grâce, pour sa dette publique à court terme. Cela permettrait au Pérou de ramener de 64 % à 36 % le pourcentage de devises destinées à s'acquitter de ses obligations en 1984, et de 54,5 % à 43,5 % en 1985.

Le mois dernier, à New-York, le ministre de l'économie, M. José Benavides, était parvenu à un accord préliminaire avec le consortium des banques commerciales pour reprogrammer, dans des conditions similaires, sa dette privée de 2,5 milliards de dollars. Ces négociations avec les créanciers sont vitales pour que le Pérou puisse freiner la récession. Tel est l'objectif que s'est proposé le président Belaúnde pour ses derniers mois de gouvernement afin de neutraliser la guérilla syndicale et de conjurer une possible hémorragie de son parti, l'Action populaire, aux élections générales de mai 1985.

Cette nouvelle orientation de la politique a entraîné, en mars, le limogeage du ministre des finances, M. Rodríguez Pastore, et la démission du premier ministre, M. Fernando Schwalb, deux défenseurs farouches d'une stricte politique monétariste. Le nouveau premier ministre, M. Mariategui, a obtenu du Parlement des pouvoirs extraordinaires afin de pouvoir

légiférer en matière économique pendant soixante jours.

Le secteur le plus favorisé par cette « relance », serait l'industrie d'exportation, gravement pénalisée par la politique ultra-libérale appliquée par ses prédécesseurs. Toutefois, la marge de manœuvre du premier ministre est extrêmement étroite à cause de l'exiguïté des ressources et des engagements pris avec le FMI, qui sont un véritable carcan. En fait, l'équipe économique ne se fait guère d'illusions, l'accord avec le FMI sera vraisemblablement résilié en septembre. Ce qui compte, aujourd'hui, c'est gagner du temps.

NICOLE BONNET.

LE NICARAGUA EN DIFFICULTÉ

Le Nicaragua pourrait se voir contraindre cette année de déclarer un moratoire pour le paiement du service de sa dette extérieure, qui est de plus de 3,7 milliards de dollars, au rattrapage des récentes hausses des taux d'intérêt aux Etats-Unis, a-t-on appris lundi de sources officielles à Managua.

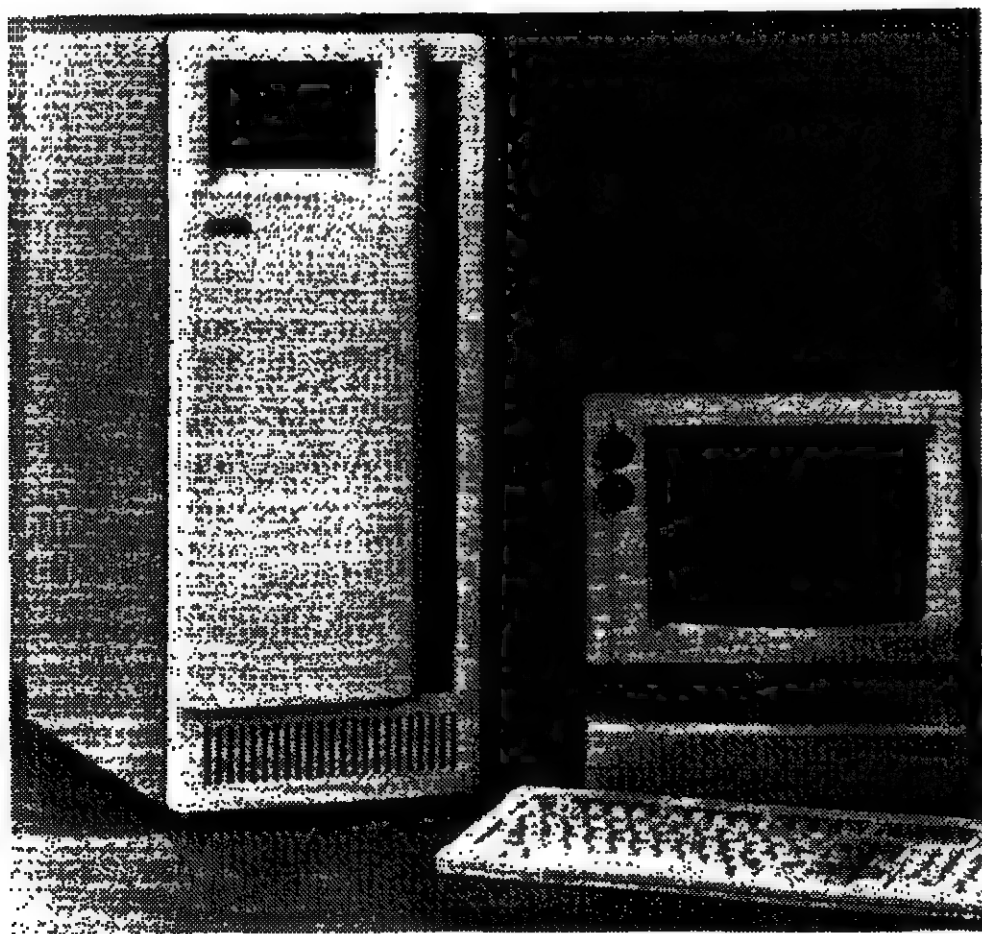
Le président de l'Assemblée internationale pour la reconstruction, M. Pedro Blados, a indiqué que le gouvernement nicaraguayen, jusqu'à une date récente en mesure de rembourser, mais qu'en raison de la hausse des taux d'intérêt, le pays se trouve difficilement face à ses échéances internationales. — (AFP).

Faites vos premiers pas dans l'univers bureautique WANG avec les systèmes OIS 40/50. Ce sont les meilleurs systèmes intégrés pour doter votre société des moyens de ses ambitions.

Pour vous permettre d'acquiescer ces produits, WANG vous offre des conditions exceptionnelles de commercialisation jusqu'au 15 juin 1984.

Il faut des années pour mettre au point le meilleur traitement de texte du marché.

Prenez 5 minutes seulement pour profiter de l'offre exceptionnelle de Wang.



Dès aujourd'hui, téléphonez au bureau WANG de votre région pour bénéficier gratuitement d'une démonstration ou d'une présentation.

Saisissez cette opportunité, en contactant l'agence commerciale de votre région :

Siège et Direction Générale :
WANG FRANCE S.A.
Tour Gallieni 1 - 78/80 Avenue Gallieni
93174 BAGNOLET Cédex
Tél. : (1) 360.11.54.

Implantations Régionales :

Rhône-Alpes
CHARBONNIÈRES LES BAINS : (7) 834.12.50.
URAGE : (76) 89.20.55.
CLERMONT-FERRAND : (73) 25.59.64
Méditerranée
VITROLLES : (42) 89.15.44.
Côte d'Azur
SAINT-LAURENT DU VAR : (93) 07.75.75.
Sud-Ouest
TOULOUSE : (61) 41.11.81.
BORDEAUX : (56) 98.21.42.
Ouest
NANTES : (40) 95.00.27.
Normandie
ROUEN : (35) 71.00.33.
Nord
LILLE : (20) 06.50.40.
SALON APPLICA
Stand n° 78 C : (20) 47.43.20.

WANG

Toute l'Informatique au Service du Bureau.

Quatre présidents d'Amérique latine ont écrit aux chefs de gouvernement des pays industrialisés.

Les présidents d'Argentine, du Brésil, de Colombie et du Mexique adresseront, mardi, une lettre conjointe aux chefs de gouvernement des pays industrialisés, qui doivent se réunir les 6 et 7 juin à Londres, pour leur demander d'inclure à leur ordre du jour le problème de la dette des pays latino-américains, indique-t-on, lundi, au ministère brésilien des relations extérieures.

Les présidents Raúl Alfonsín, João Figueiredo, Belisario Betancur et Miguel de la Madrid avaient signé, le 19 mai dernier, une déclaration conjointe pour protester contre la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Les quatre présidents annonçaient également la convocation, « dans le plus court délai possible », d'une réunion des ministres des relations extérieures et des finances de leur pays, pour « définir les moyens d'action les plus appropriés pour faire face aux problèmes de dette extérieure ». — (AFP).

Le Brésil rejette l'idée d'un moratoire des dettes extérieures

Interrogé sur l'idée d'un moratoire, déjà mis en pratique la semaine dernière par la Bolivie, M. Saravie Guarcino, ministre des affaires étrangères du Brésil, dans une entretiens à l'hebdomadaire *Veja*, rejette catégoriquement cette méthode : « Il ne s'agit pas de résoudre le problème de la dette sur la base d'une confrontation ».

La note conjointe du 19 mai et le sommet de Bogota le 15 juin « n'ont pas pour finalité une quelconque attitude unilatérale », selon le ministre, appelé à diriger la délégation brésilienne en Colombie.

Les rumeurs autour de la création d'une « OPEP de la dette », ou d'un « club des débiteurs » sont également sans fondement pour le chef de la diplomatie brésilienne. « Ces histoires présentes comme une tentative de ne pas payer les créanciers ne sont pas dans l'esprit du gouvernement brésilien », je crois, et autres pays latino-américains, dit-il. Il ne s'agit pas d'une renégociation collective, mais d'obtenir des propositions d'ordre général susceptibles d'avoir un impact positif sur les négociations qui mènent chaque pays.

La position du Brésil s'accompagne, en Colombie, d'une proposition de prendre comme base de négociation la déclaration modérée de Quito adoptée en janvier par la Conférence économique des pays latino-américains (CEPAL). — a précisé une source du ministère.

Face au problème de la dette de l'Amérique latine, estimée à quelque 350 milliards de dollars — le Brésil

est le premier débiteur mondial avec 100 milliards. — la déclaration de Quito demande une « réduction drastique » des taux d'intérêt et des « délais substantiellement plus larges pour le règlement des dettes », calculés à partir de « pourcentages raisonnables » des exportations, pour ne pas compromettre la croissance économique.

En marge de cette prise de position officielle du Brésil avant le sommet de Bogota, on note cependant un durcissement croissant des chefs d'entreprise, de l'Eglise et des leaders politiques, y compris de droite, à l'égard des créanciers du pays, et du Fonds monétaire international.

A l'issue d'un séjour aux Etats-Unis à la tête d'un groupe de vingt-neuf députés du Parlement brésilien, M. Marcus Vinicius Pratini de Moraes, député du parti gouvernemental PDS (Parti démocratique et social) et porte-parole de la délégation, a affirmé lundi que « la renégociation de la dette extérieure doit être politique ». « La préservation de la démocratie dans la majorité de nos pays peut être mise en péril sans une solution négociée », a-t-il ajouté à propos de la dette, avant de signaler que l'appauvrissement des pays les transforme en « exportateurs de capitaux ».

A l'appui de cette thèse, les chiffres officiels publiés au Brésil révèlent que ce pays a réglé comme intérêt de sa dette en 1982 l'équivalent de 5,1 % de son PIB, contre moins de 1 % chaque année jusqu'en 1977. — (AFP).

« La situation est moins grave aujourd'hui qu'il y a un an »

affirme le directeur général du FMI

M. Jacques de Larosière, directeur général du FMI, a affirmé lundi 4 juin, à Philadelphie, que « le problème de l'endettement des pays en développement est moins grave aujourd'hui qu'il y a un an ».

Devant la Conférence monétaire internationale, il a estimé « paradoxal » que l'on assiste aujourd'hui à « un pessimisme accru concernant le problème de la dette internationale ».

Depuis l'écroulement de la crise des dettes, en août 1982, a souligné M. de Larosière, « les scénarios se sont vu infliger un démenti par les faits, car la stratégie alors mise en place a bien fonctionné ». Le directeur du FMI en donne pour preuve, l'amélioration de la situation financière des pays endettés : le service de la dette des pays en développement non pétroliers a

diminué, revenant de 24,5 % des recettes d'exportation en 1982 à 21,5 % en 1983, et le part de l'endettement à court terme est revenu de 20 % à la fin 1982 à environ 15 % à la fin 1983. En outre, les progrès réalisés dans les politiques d'ajustement ont permis aux pays d'Amérique latine de réduire leur déficit total des comptes courants de 41 milliards de dollars en 1981 à 11 milliards en 1983. « Il est vrai qu'une grande partie de ces ajustements sont passés par d'importantes réductions de leurs importations et par des rythmes de croissance, pour de nombreux pays, insoutenables. Mais, sans l'intervention du FMI, des ajustements encore plus sévères auraient été inévitables », affirme M. de Larosière. — (AFP).

L'Équateur a obtenu la suspension d'une partie de ses créances

Le ministre équatorien des finances, M. Pedro Pinto, a déclaré, lundi 4 juin, que la suspension du service d'une partie de la dette du pays était due à un accord avec ses créanciers du Club de Paris et ne concernait pas l'ensemble de la dette équatorienne auprès des banques étrangères privées.

Au cours d'une conférence de presse, dans la soirée à Quito, M. Pinto a précisé que cette suspension faisait suite à de nouveaux délais obtenus pour permettre une consolidation de la dette du pays, et devait seulement durer de juin 1984 à décembre 1985. L'accord signé le 28 juillet 1983 avec le Club de Paris ne concerne que 247,5 millions de dollars sur les quelque 7 milliards de la dette extérieure totale du pays.

En vertu de cet accord, les autorités équatoriennes ont ordonné la suspension du remboursement du capital et des intérêts des prêts octroyés par quinze pays à des entreprises publiques et privées équatoriennes bénéficiant de la garantie de leur gouvernement.

De plus, le ministre a tenu, une nouvelle fois, à démentir catégoriquement certaines informations selon lesquelles l'Équateur avait décidé de suivre l'attitude de la Bolivie en suspendant le service de sa dette envers l'ensemble des banques étrangères privées. — (AFP).

LE DOLLAR RESTE FAIBLE A 8,21 F

Le dollar est resté faible sur les marchés des changes mardi 5 juin, après sa chute de lundi 4 juin. Revenu, en début de séance, de 8,271 francs contre 8,2650 de la veille, il a oscillé à 8,2650 francs et de 8,32 F à 8,29 F, le cours de la monnaie américaine s'est maintenu à son niveau, cotant 2,6679 de francs contre 2,6678 de francs.

Ce repli est attribué aux rumeurs d'une stabilisation en Suisse, d'un fléchissement des taux aux Etats-Unis.



01 522 95 46

CONJONCTURE

Un entretien avec M. Christian Pierret

(Suite de la première page.)

Je suis par ailleurs persuadé qu'il ne faut pas que l'Etat impose la baisse des prélèvements obligatoires aux collectivités locales et aux partenaires sociaux. Dans une affaire de cette importance, une décision réglementaire ne serait pas seulement mal ressentie par l'opinion publique, mais encore contraire à des principes définis par le gouvernement : accroître la responsabilité des collectivités locales ; assurer la responsabilité des partenaires sociaux.

En d'autres termes, l'Etat devrait faire tout ce qui lui incombe et aux partenaires sociaux de contribuer, pour leur part, à la baisse des prélèvements obligatoires. Je n'attends pas que les comptes économiques annexés à la loi de finances pour 1985 nous livrent, toute ficelée, une réduction mathématique d'un point des prélèvements obligatoires en 1985 ; j'attends que la loi de finances mette en place les moyens de réaliser tout ce que l'Etat doit faire pour lui-même et tout ce qu'il doit modifier dans le domaine législatif, pour que les responsabilités des uns et des autres en la matière soient clairement définies.

Mais cet objectif 85, est-il possible de l'atteindre ? Est-il possible de réduire, dans de si notables proportions, les dépenses de l'Etat ? Est-ce possible sans réduire un certain nombre de prestations sociales ? Comment mettre dans le coup les collectivités locales ?

Concrètement, l'Etat doit faire 70 milliards - des économies que l'on peut évaluer à environ 35 à 38 milliards de francs : la moitié correspond à une réduction des prélèvements ; l'autre, au refus de laisser les dépenses budgétaires dériver en 1985. Les faits sont nos maîtres ; rappelle M. Jacques Delors. Les niveaux d'économies nécessaires n'ont pas bon d'atteinte, si l'on veille à l'optimisation du nombre des fonctionnaires par rapport aux charges et objectifs des services ; si l'on est rigoureux dans les dépenses de fonctionnement - pour lesquelles, en

dehors des dépenses de personnel, une réduction de 2 % en francs constants peut être envisagée en 1985 - et si l'on s'attache à une plus grande efficacité dans l'utilisation des crédits d'intervention et d'investissement.

Pour les entreprises, les subventions peuvent diminuer si, dans le même temps, les capacités d'initiative sont accrues, y compris au moyen d'un allègement de l'impôt : le CNPF serait ainsi confronté à son propre discours. Ensuite, le financement budgétaire de certaines dépenses d'investissement peut être relayé par le recours à l'épargne ; cette orientation a été récemment appliquée, par exemple pour le Commissariat à l'énergie atomique.

Responsable des grands équilibres comme l'a réaffirmé récemment Pierre Mauroy, l'Etat doit également veiller à ce que l'on ne perde pas de vue la dérive des dépenses sociales, afin qu'elle soit contenue. Il doit par exemple agir sur la tarification des actes médicaux ou la prise en charge de certains médicaments de confort. Si l'on parvient à améliorer la gestion de la trésorerie des régimes sociaux et à obtenir des gains de productivité dans leur gestion administrative, il apparaît que les « économies » supplémentaires pourraient atteindre une dizaine de milliards, l'essentiel de l'effort d'économies ayant déjà été fait avec succès par Pierre Bédigoy.

Il reste... le « reste ». C'est-à-dire la question : doit-on toucher à la structure même des régimes sociaux ? C'est une question extrêmement difficile et complexe. Par exemple, la concentration des dépenses dans le régime d'assurance maladie est importante (70 % des dépenses correspondent aux soins donnés à 10 % des assurés, 56 % des dépenses à 5 % des assurés) ; ainsi, le recours à la mutualisation du petit risque n'agirait que dans des proportions modestes. Mais s'il n'y a pas, je crois, de solution miracle, il ne faut pas pour autant négliger les possibilités qu'offre la mutualisation pour certains risques et pour certains types de revenus.

N'en demeurent pas moins deux questions incontournables : primo, compte tenu de la crise économique, les Français préfèrent-ils une sécurité sociale « collectivisée » et moins de gains immédiats ou préfèrent-ils une gestion personnelle de certains risques (le risque vieillesse par exemple) ? ; secundo, le mode de financement actuel des régimes de sécurité sociale est-il bien adapté à la crise économique et au chômage qu'elle engendre ? Pour les retraites, la mise en place d'un régime de capitalisation, venant conforter le système de répartition, s'impose sans doute dès maintenant, car il peut être aussi un moyen supplémentaire de financement de l'industrie ; c'est-à-dire de lutte pour l'emploi.

Posez ces questions aux partenaires sociaux.

Pour ce qui est, enfin, des collectivités locales - en mettant bien sûr à part les transferts de ressources et de charges liés à la décentralisation, - il faut les mettre devant leurs responsabilités et faire en sorte que si les budgets communaux et départementaux progressent plus rapidement que le budget de l'Etat, - ce qui est le cas actuellement - cette évolution résulte, non pas des règles légales de réactualisation des bases qui permettent d'engranger des recettes, mais des décisions des élus locaux assumant leurs responsabilités devant les contribuables.

Sur quel impôt pensez-vous que porteront les baisses qui ont été annoncées par M. François Mitterrand ?

Il résulte des déclarations du président de la République que les deux impôts qui sont visés sont l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle.

Sous quelle forme ou dans quelle proportion pourrait être réduit, selon vous, l'impôt sur le revenu ? Quels contribuables en bénéficieraient ?

La diminution de l'impôt sur le revenu peut prendre plusieurs formes. N'oublions pas cependant la

structure de l'impôt sur le revenu en France. Il est vrai que cet impôt a, dans les ressources de l'Etat, une part inférieure à celle que l'on constate dans d'autres pays développés. Mais, le fait qu'un nombre important de contribuables soient exonérés ou paient de très faibles cotisations est contrebalancé par une progressivité très rapide du barème.

Des études récentes ont montré que les contribuables disposant de revenus moyens étaient en France moins imposés que dans les Etats étrangers et que, par contre, les revenus, disons moyens ou supérieurs, étaient plus imposés ou tout au moins plus rapidement imposés dans des proportions importantes. Cette structure particulière résume en fait la difficulté de l'exercice. Par ailleurs, au cours des dernières années, les lois de finances ont contenu des dispositions instaurant des prélèvements supplémentaires exceptionnels.

J'ai bien conscience des réticences politiques qui pourraient susciter à gauche la non-reconduction de tels systèmes d'imposition exceptionnelle dans le budget 1985, mais je ne vois pas comment on pourrait présenter à l'opinion publique un budget qui comporterait une baisse de l'impôt sur le revenu et la reconduction, même partielle, d'une imposition exceptionnelle. A l'inverse, l'effort en faveur d'une plus grande justice fiscale doit être poursuivi. En conséquence, l'impôt sur le revenu devrait être allégé en faveur des contribuables qui, en 1984, n'étaient pas redevables de la majoration conjoncturelle et, en particulier, des plus modestes d'entre eux. Faute de ces deux orientations, la copie du gouvernement serait-elle « lisible » par l'opinion publique ?

Etiez-vous partisan de supprimer la taxe professionnelle - cet impôt qu'on dit imbécile - ou seulement de l'aménager ? Estimez-vous que les entreprises doivent ou non continuer à payer un impôt local ?

En ce qui concerne la taxe professionnelle, l'expérience que j'ai

acquise au cours des trois dernières années comme rapporteur général m'a permis de vérifier que les bons impôts sont les impôts vieux. Certes, un impôt peut être, dans l'abstrait, meilleur que celui qu'il remplace, mais encore faut-il qu'il soit admis et compris ; or, la sensibilité psychologique à l'impôt est telle, en France, qu'un impôt est d'autant mieux admis qu'il est plus ancien.

L'expérience de la taxe professionnelle est, à cet égard, un exemple quasi caricatural. Le remplacement, en 1975, selon des modalités aux connotations électoralistes évidentes, de la patente par la taxe professionnelle a posé des problèmes d'une rare complexité et suscité des réactions d'une rare agressivité. Je ne suis donc pas favorable à une remise en cause globale du système de la taxe professionnelle et je ne suis pas non plus favorable à sa suppression pure et simple. En effet, cette suppression devrait être gagée par des ressources nouvelles dont la définition poserait, soyons-en sûrs, des problèmes certes nouveaux, mais aussi considérables que ceux auxquels nous sommes confrontés à l'heure actuelle.

De surcroît, il me paraît nécessaire que les entreprises paient un impôt local, sinon nous provoquons une dissociation entre les décisions des élus et la vie de la cité, qui me semble contraire à l'esprit de la décentralisation. Comme je vous l'ai dit plus haut, il faut que les élus locaux soient responsables des finances locales : pour l'essentiel, leurs interlocuteurs de tous les jours sont les ménages et les entreprises. Il serait dommageable pour la démocratie locale que, dans le dialogue entre la collectivité locale et l'entreprise, la dimension fiscale soit absente.

L'ensemble de ces considérations m'amène à souhaiter un simple aménagement de la taxe professionnelle. Des corrections pourraient être apportées à cet impôt, soit en abaissant le plafond de valeur ajoutée, soit en réexaminant les modalités de prise en compte des salaires dans les bases de l'impôt, soit grâce à un cocktail de ces deux mesures. Quel est l'inconvénient d'être pragmatique ?

Propos recueillis par ALAIN VERNHOLES.


LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + base	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
S.E.-L.	8,2850 8,2070	+ 88 + 95	+ 125 + 155	+ 180 + 270
S. can.	6,3261 6,3291	+ 62 + 88	+ 106 + 144	+ 168 + 252
Yen (100)	3,5838 3,5862	+ 180 + 191	+ 350 + 369	+ 1062 + 1112
DM	3,0750 3,0775	+ 177 + 185	+ 329 + 344	+ 967 + 1088
Mark	2,7252 2,7266	+ 143 + 152	+ 274 + 288	+ 615 + 654
S.B. (100)	15,0578 15,0656	+ 72 + 81	+ 79 + 81	+ 109 + 149
S.L. (100)	3,4893 3,4919	+ 270 + 282	+ 510 + 531	+ 1539 + 1596
L. (1 000)	4,9571 4,9596	+ 150 + 126	+ 284 + 246	+ 891 + 795
F. franc	11,4829 11,4814	+ 293 + 330	+ 545 + 603	+ 1518 + 1679

TAUX DES EUROMONNAIES

3E-U.....	10	3/8	10	3/8	10	11/16	10	13/16	11		11	5	1/4	11	15/16	12	1/16
Dm.....		5	1/16		5	5/16		5	1/2		1	5	1/2		6	6	1/2
Phi.....		5	3/4		5	5/16		5	3/4		6	5	6	1/4	6	6	1/4
ES (100).....	11		11	3/4	11	3/8	11	3/4	11	11	1/2	11	1/2	12	12	12	3/4
ES.....		2	1/4		3	3/8		3	3/4		13	13	1/2	13	7/8	14	3/4
L (100).....	14	1/4	15	1/4	15	1/4	9	1/8	9	1/4	13	13	5/8	7/8	16	16	3/4
	12		12	1/4	12	1/4	12	1/2	12	3/8	13	13	5/8	9	1/2	9	15/16
											13	13	5/8	13	5/8	14	5/8
						</											

ROYAL
Direction et Réservations
Luxembourg 2449
Tél.: 416 16



Ouverture Juin 1984

La Grande Tradition
Hôtelière à votre ser-
vice pour mieux appré-
cier tous les bons
moments de votre
séjour à Luxembourg.

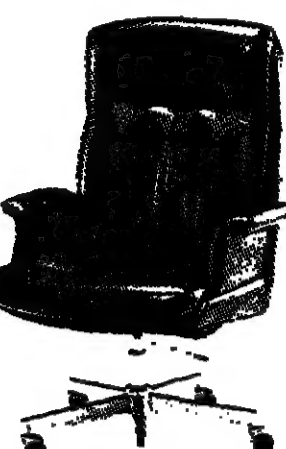
(Publicité)

**Clinique
médicale
VALMONT**
70 chambres
1823 GILION-sur-MONTEUX
(Suisse)
T. 18-41/21/63 48 51 (10 lignes)
Ouverte toute l'année
Toutes affections de médecine
interne.
Rééducation intensive après af-
fections cardio-vasculaires et
rhumatismales.
Suites de traitement hospitalier
(médecine interne, toute chirurgie.)
Service de radiologie, ultrasono-
graphie, laboratoire permanent,
physiothérapie intensive.
Brochure et tarifs sur demande.
Dir.: H. Tuor.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES
La Société centrafricaine de Développement agricole (SOCADA) BP 997 à Bangui (République Centrafricaine) lance un appel d'offres pour la fourniture des intrants, en lots individuels, à savoir:
Lot n° 1: 3180 t d'un engrais complexe NS ou les deux sous-lots:
1 bis 2220 t Urée; 1 ter 960 t SA;
Lot n° 2: 1400 t d'engrais complexe NPKSB;
Lot n° 3: 470 000 l d'insecticides ULV (Aphicides);
Lot n° 4: 200 000 l d'insecticides ULV (Acaricides). Ce lot est financé par le CEE et fait l'objet d'un appel d'offres séparé;
Lot n° 5: 4000 appareils de traitement;
Lot n° 6: 400 000 piles électriques.
LIEU DE LIVRAISON
Lots n° 1 et 2: soit Douala, soit Pointe-Noire (des précisions seront données dans la lettre de commande).
Lots n° 3, 5 et 6: sur camion SOCADA BANGUI.
DÉLAI DE LIVRAISON
Lots n° 1 et 2: selon le lieu de livraison.
Pointe-Noire: avant le 15 octobre 1984.
Douala: le 31 janvier 1985.
Lots n° 3, 5 et 6: le 31 mars 1985.
PARTICIPATION
Concurrence ouverte à tous fournisseurs d'un pays membre de la BIRD, de Suisse et de Taiwan.
OFFRES
Les offres en langue française doivent parvenir à la SOCADA BP 997 BANGUI (République Centrafricaine) ou être déposées en ses bureaux pour:
- les lots 1 et 2 le 30 juin 1984 à 12 h;
- les lots 3, 5 et 6 le 6 octobre 1984, 12 h, délai de rigueur.
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES
Les dossiers peuvent être obtenus auprès de la SOCADA BP 997 BANGUI (République Centrafricaine). Tél.: 5212 et auprès de la CFOT, 13, rue de Monceau, 75008 PARIS. Tél.: 558.53.55, Tél.: 660539.
AVIS
Le présent appel d'offres annule et remplace l'appel d'offres n° 002/BIRD lancé en avril 1984 par la SOCADA.

**SOLDES
INCROYABLES
MOINS 30, 40, 50 %**
Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques et bois.
ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris.
Tél.: 285-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30
du lundi au samedi sans interruption.
Expédition dans toute la France.



**Hewlett-Packard
est à la "Règle à Calcul"**



La Règle à Calcul
65-67, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tél.: 325.68.68
Tél.: 220 064 F/1303

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINEXTEL

Les actionnaires de FINEXTEL, réunis le 29 mai 1984 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Jacques Lallemand, ont approuvé les comptes de l'exercice 1983.
Ces comptes font apparaître, après une dotation aux amortissements et provisions pour 356 019 034,67 F, un résultat de 160 636 511,26 F, en diminution sur celui de l'exercice précédent qui avait été de 208 457 181,22 F.
L'évolution de ce résultat, conforme aux prévisions de la société, avait été annoncée précédemment.
L'assemblée a décidé, en ramenant le report à nouveau à 41 622 162,61 F, la distribution d'un dividende de 22,80 F, identique à celui des deux exercices précédents, à chacune des huit millions d'actions constituant le capital social. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1984 en échange du coupon n° 15.
Compte tenu du statut fiscal de la société, le dividende ne donne pas lieu à avoir fiscal.
L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administration de la Banque Paribas, ainsi que le mandat de censeur de M. André Battistini.

CLAL

**COMPTON LYON
ALEMANT LOUYOT**

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 1984, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 061 MF, en diminution de 27 % par rapport au chiffre d'affaires de la même période de 1983, qui était, lui-même, en progression de 50 % sur celui de la période correspondante de 1982.
Ces variations tiennent pour une large part à l'évolution des cours des métaux précieux.
Néanmoins, le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de 1984 reflète aussi la faiblesse de l'activité industrielle au cours du premier trimestre.
Bien que cette activité se soit sensiblement redressée depuis le mois de mars, l'année 1984 se présente comme une troisième année difficile, dans la lignée de 1982 et 1983.

BENNETON
FAIRE PART
DE MARIAGE
PAPIER À LETTRE
EN LIBRIS
75, bd Malesherbes
Paris 8 - Tél. 387.57.39

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIN-BERNIER

L'Assemblée générale ordinaire de la SNCI, réunie sous la présidence de M. Jacques Schor, a approuvé les comptes de l'exercice 1983.
Le total du bilan au 31-12-1983 s'élève à 15 milliards de francs, en augmentation de 16,3 % par rapport à celui de l'exercice 1982.
Le bénéfice net atteint 28,2 millions de francs contre 21,5 millions de francs pour l'exercice précédent. Le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau, s'élève à 29,4 millions de francs. Après imputation du dividende et de la redevance, il a été décidé de porter 16 millions de francs à la réserve statutaire, contre 12 millions de francs en 1982. Les fonds propres augmentent de 20,5 millions.
Évoquant l'activité de 1983, le président a insisté sur la solidarité marquée de la banque à l'égard de son environnement et qui s'est traduite par un certain nombre d'initiatives, affirmant ainsi sa vocation d'agent actif de la vie économique régionale.
Après des entreprises, ces actions se sont concrétisées par la mise en place de plus de 100 millions de francs de prêts participatifs, soit 70 % de plus qu'en 1982.
La création du Département des affaires industrielles a permis d'accroître de façon conséquente la capacité d'intervention de la banque en faveur des PME, fonds propres, partenaires, implantations.
Dans le domaine des prises de participation, Lorraine-Vallois, filiale spécialisée, a connu une activité soutenue.
Le rôle actif de la SNCI sur le marché financier s'est affirmé avec la réalisation de trois introductions sur le second marché.
Le président a, par ailleurs, tenu à informer l'Assemblée des négociations actuellement en cours avec l'Institut régional de Lorraine en vue de conclure un contrat de plan pour favoriser la création et le développement de PMI. A cette initiative particulière s'ajoute l'enveloppe de 200 millions de francs de crédits mise à disposition par l'ensemble des banques du groupe SNCI en vue de participer à la reconversion de la Lorraine. Le président a confirmé la création prochaine d'un Fonds commun à risques avec les concurrents des banques du groupe et de partenaires régionaux.
Par ailleurs, les résultats du premier trimestre confirment l'évolution plutôt favorable observée dans les derniers mois de 1983. Le résultat d'exploitation avant amortissement et provision, qui atteint 47 millions de francs, enregistré une progression de 22 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, témoignant de la vitalité de l'ensemble de l'activité de l'établissement.

COMPAGNIE OPTORG
Le conseil d'administration réuni le 30 mai 1984 a arrêté les comptes et le bilan consolidé de l'exercice 1983, qui dégagent pour la part revenant à la compagnie, un bénéfice net de 10 284 110 francs contre 1 515 493 francs en 1982.
Ce résultat s'entend après constitution de provisions pour impôts sur les sociétés de 27 876 741 francs.

**L'ORDINATEUR
PERSONNEL**
Les réponses
à toutes les questions
des non-spécialistes sur
l'acquisition et l'usage
professionnel d'un
micro-ordinateur.
Le N° 6: 20 FF chez votre
marchand de journaux.

**BLINDEZ VOUS-MEMES
LES GLACES DE VOTRE VOITURE**
Film adhésif totalement invisible, résistant aux chocs: 2 Tonnes 600 au cm², au feu: 800 °C pendant 20 minutes, 99 % aux ultraviolets, 57 % aux infrarouges, 250 F le m².
Conditions spéciales aux carrossiers et collectivités.
DIB, B.P. 55 - 75482 PARIS Cedex 10
Tél.: 203.25.00

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 583.12.66

Vente Palais de justice Paris
Jeu 28 juin 1984 - 14 h
APPART. PARIS-18°
2 pces princ. 2 chambres, 2 caves
7, rue AFFRE
M. à P. 50.000 F
S'adr. M^e GELINET Avocat
Paris (9^e)
27, rue Godot-de-Mauroy. Tél. 742-63-56

VENTE au Palais de justice à PARIS - Jeudi 21 juin 1984, 14 h - EN 4 LOTS
PARIS (18°), 16, rue POULET
1) APPART. 2 PIÈCES - Cuisine Entrée - CAVES 2) LOGT Cuisine, w.c., CAVES
3) LOGT 1 PIÈCE - Cuisine Entrée, entrée et CAVES 4) LOGT Cuisine, Entrée, 2 PIÈCES
MISE A PRIX 1) 40.000F 2) 30.000F
3) 30.000F 4) 40.000F
S'adr. M^e BOISSEL Avocat à Paris - 14, rue Saint-Anne, tél. 261-01-09

Vente après liquidation des biens, au Palais de Justice à Paris
Le JEUDI 21 JUIN à 14 h - EN UN LOT
UN ENSEMBLE IMMOBILIER à ELBEUF (Seine-Maritime)
2 bis, rue Pierre-Noury, et 1, rue Victor-Grandin
comprendant: 1^{er} Ateliers et bâtiments à usage industriel
2nd Un pavillon d'habitation
contenance totale 18.142 m²
M.A.P.: 1.000.000 de Francs
pouvant être baissée
S'adr. M^e Bernard MALINVAUD, Avocat, 1 bis, place de l'Alma, 75116 Paris, tél.: 723-73-70 - M^e Henry GOURDAIN, Syndic, 174, bd St-Germain, Paris et tous avocats près Trib. de Paris, Nanterre, Créteil et Bobigny.

Vente Palais de justice, Paris. Jeudi 21 juin 1984 - 14 h. EN DEUX LOTS
PARIS 18° - 16, rue POULET
1) APPART. Bât. C. Esc. C. 1^{er} et 2nd étages. Cuisine, s. de b., WC, Dég. CAVES.
2) APPART. Bât. C. Esc. C. 2nd et 3rd étages. Cuisine, s. de b., WC et CAVES. Ent.
M. à Px: 1) 100 000 F - 2) 100 000 F.
S'adresser: M^e BOISSEL Avocat Paris, 14, rue St-Anne Tél.: 261.01.09.

Vie s/vente au Palais de Justice de Pontoise (95) le 14 JUIN 1984 à 14 heures
EN COURS DE
PAVILLON CONSTRUCTION à MARLY-LA-VILLE (95)
Consign. pour ench. 250 000 F (chèque visé Banque). - Renseignements:
M^e BUISSON, Avocat. - Tél.: 032-31-62 à Pontoise (95)

Vente s/vente immobilière et s/surenchère du dixième.
Palais de justice PARIS, le JEUDI 21 JUIN 1984, à 14 h. - EN TROIS LOTS:
1^{er} UN LOCAL au 1^{er} étage porte face et porte droite, bâtiment D.
2nd UN LOCAL au 2nd étage, avec accès par un escalier particulier depuis le palier du 2nd étage, bâtiment D.
3rd Le DROIT de jouissance exclusive du PANNEAU PUBLICITAIRE appuyé sur le mur pignon de droite du 64, RUE DE VOUILLE, 64-66, RUE DE VOUILLE - PARIS (15°).
MISES A PRIX: 12100 F - 18700 F - 126500 F
S'adr.: S.C.P. Michel BRUN et E. ROCHER: avocats associés, 60, rue de Londres, PARIS (9^e) - Tél.: 293.50.40. M^e J.-M. BRIDEL, avocat, 55, rue des Saï-Pères, PARIS (6^e) - Tél.: 545-97-67. T^{rs} avocats pr. trib. de gte inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Au greffe du T.G.I. PARIS, où le cahier des charges est déposé. - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur conversion de vente volontaire au Palais de justice.
à Nanterre, le MERCREDI 20 JUIN 1984 à 14 heures
UNE MAISON à GARCHES (92)
24, avenue des Jockeys
comprendant: au sous-sol, une cave, une pièce, une buanderie. Au 1^{er} étage, un vestibule, 2 pièces, une cuisine, cabinet de toilette. Au 2nd étage, 2 pièces, salle de bains avec W.C. Au 3rd étage, une pièce mansardée, un grand palier, salle de bains. Sur un terrain de 4 a 4 ca.
MISE A PRIX: 400.000 F
S'adresser pour tous renseignements à:
M^e J.C. FREAUD, avocat à Paris (8^e), 69, rue d'Amsterdam, tél. 874-46-46.
M^e Y. TOURAINE, avocat à Paris (9^e), 48, rue de Clichy, tél. 874-45-85.
M^e RENAUD, avocat à Paris (8^e), 18, rue d'Aguesseau, tél. 266-37-02.
Sur les lieux pour visiter les mardi et vendredi de 11 h à 12 h 30.

VENTE sur conversion de vente volontaire en vente aux enchères
au Palais de justice de Créteil (94), le JEUDI 21 JUIN 1984, à 9 h 30
EN 4 LOTS
- UN APPARTEMENT de 6 PIÈCES PRINC. et CAVE
- 2 APPARTEMENTS de 3 PIÈCES PRINC. et CAVE
- 2 APPARTEMENTS de 2 PIÈCES PRINC. et CAVE
- 15 STUDIOS dont certains avec CAVE
- 28 EMPLACEMENTS DE VOITURE
dans un ensemble immob. sis 2, 2 bis, 2 ter, avenue du Maréchal-Fayolle et 130-140, boulevard de Strasbourg
à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne)
le 6 pièces: 450.000 F; les 3 pièces: 200.000 F; les 2 pièces: 150.000 F; les studios: de 117 à 120.000 F chacun.
Les emplacements de voiture: 15.000 F chacun.
S'adr. M^e E. ROCHER, avocat à Paris (8^e), 69, rue de Londres, 293-50-40
M^e E. RIBADEAU-DUMAS, avocat à Paris (16^e), 17, avenue de Lamballe, 524-46-40. Pour visiter, s'adresser à la gardienne, tous les jours du lundi au vendredi de 18 h à 20 h et le samedi de 10 h à 12 h.

Vente Palais justice Paris, Jeudi 21 juin 1984, 14 h
APPART. PARIS-13°, 65 à 69, rue DUNOIS
16^e étage: 9^e porte à gauche de l'escalier: entrée, cuisine 1 pièce, s.d'eau, W.C., rangement, dégagement + cave au 3^e et-sol et compl. voiture au 2^e et-sol du garage souterrain.
M. à P. 150.000 F s'adr. M^e BOISSEL
Avocat Paris, 14, rue Saint-Anne. Tél. 261-01-09.

Vente sur adjudication dans une parcelle de cette immobilière
au Palais de justice à NANTERRE, MERCREDI 20 JUIN 1984 à 14 h. - UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ à CLAMART (92)
8, rue du Perthuis
compr. 1 TERRAIN de 4 a 14 ca, avec UNE MAISON D'HABITATION
M. à P.: 120 000 F S'adr. M^e BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à PARIS (1^{er})
18, rue Dupont. - Tél.: 260.39.13. - T^{rs} avocats pr. trib. de gte inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vie s/vente immob. au Pal. Justice de CRÉTEIL, Jeudi 21 JUIN 1984 - 9 h 30.
APPARTEMENT MAISONS-ALFORT (94)
17, rue du Maréchal-Juin. - MISE A PRIX 400 000 F
S'adresser: M^e T. MAGLO 4, allée de la Toison-d'Or. - Tél.: 387-18-90
Avocat à CRÉTEIL (94000)

Vente au Palais de Justice de Pontoise (95), Jeudi 28 juin 1984 à 14 heures
IMMOBILIER à VIARNES (95) - MISE A PRIX: 385 000 F
dénommé «Hôtel de la Gare»
à USAGE D'HOTEL, angle rue Pasteur et rue de la Gare
20 000 F. - Renseignements à Pontoise (95), 11, place Notre-Dame.
SCP RONTZAU-DURET-PROUX, Avocats, T.: 030-34-34 (M^e E. Duret-Proux)

VENTE par adjudication, au Palais de justice de CHARTRES (28), en un lot, le JEUDI 14 JUIN 1984, à 14 h.
TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ à ROUVRES (E.-et-L.)
Rendit: Les Nominis - compr.: Gd séjour avec cheminée centr. sur tout le rez-de-cha. - 3 ch. S.d.b., 2 S. d'eau avec Rus à l'Ét. - Bâtiment en retour d'équerre: Salon av. chemin. et S. de jeux. - Au sous-sol: Salle de danse avec bar, - Chauffage central. Garage. - Terrain planté d'arbustes d'ornement.
LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX: 71 500 F
S'adr. à M^e Claude GERBET, avocat, 6, r. du Dr Mennoury, CHARTRES. Tél.: (37) 21-55-25.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le JEUDI 14 JUIN 1984, à 10 h, à PERPIGNAN, Hôtel de la Préfecture.
PERPIGNAN
LIBRE
TER. à BATIR: 630.90 m²
Cad. A.W. n° 607.
Lot n° 7: lotissement Boulevard Côte Vermelle.
Mise à Prix: 380 000 F.
Cautionnement de 20 000 F par chèque barré certifié.
RENS. ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES:
Recette Divisionnaire des Impôts, 24, avenue de la Côte Vermelle, PERPIGNAN.
(Tél.: (68) 52-66-66 - P. 402).
(Extrait du B.O.A.D.).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AVANT LE SCRUTIN DU 17 JUIN : « Pour un vote de solidarité », par Monotti Bottazzi.
- LU : la Division Des Raich et la Résistance, de Max Hastings.

ÉTRANGER

34. DIPLOMATIE
- Avant le voyage de M. Mitterrand en Union soviétique.
5. AMÉRIQUES
- BOLIVIE : le président Siles Zúñiga a obtenu une trêve des syndicats.
6. AFRIQUE
6. ASIE
6. PROCHE-ORIENT

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

7. ROYAUME-UNI : comment espérer le « dutchisme ».
8. Incidents à Lyon pour la réunion de M. Val.

POLITIQUE

10. Les députés adoptent la loi sur la rénovation de l'enseignement public agricole.
12. ANNIVERSAIRE : il y a quarante ans, le débarquement à (M), par François Bédaride.

CULTURE

16. MUSIQUE : Mucron à l'Opéra-Comique ; Scènes Canadiennes sillonnent la France.
- THÉÂTRE : Niala Anstrup à la recherche de Don Juan.

SOCIÉTÉ

33. MÉDECINE : expérimentation sur l'homme d'un vaccin produit par manipulation génétique.
- RELIGION : un sondage sur le jugement des Français sur les catholiques.
34. ÉDUCATION : les réactions après l'entrée au monde du cardinal Luytjens sur l'enseignement privé.
- SPORTS : les Internationaux de France à Roland-Garros.

ÉCONOMIE

35. SOCIAL : la mise en œuvre des mesures d'accompagnement du plan de restructuration industrielle.
- AFFAIRES.
36. FINANCES : le Pérou devant le « club de Paris » ; le Brésil rejette l'idée d'un moratoire des dettes extérieures.
37. CONJONCTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
« SERVICES » (14) :
- Vie associative ; Méthodologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.
Annonces classées (20 à 31) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (39).

En raison d'une actualité chargée, la publication de la chronologie mensuelle est reportée à demain (le Monde daté 7 juin).

Le numéro de « Monde » daté 5 juin 1984 a été tiré à 487 259 exemplaires.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 580 F
COSTUMES
MESURE A partir de 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 pièces
Luxe et élégance anglaise
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur mesure
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

A B C D F G H

PREMIER MINISTRE ÉGYPTIEN

M. Fouad Mohieddine est mort

Le premier ministre égyptien, M. Fouad Mohieddine, est mort à son bureau mardi 5 juin, terrassé par une crise cardiaque, à l'âge de 58 ans. Il était le chef de journaux de l'agence du Moyen-Orient. Il était âgé de cinquante-huit ans.

Fouad Mohieddine appartenait à une famille de propriétaires terriens du delta du Nil, qui avait traditionnellement fait de la politique. Il était d'ailleurs apparenté à M. Khaled Mohieddine, chef du parti d'opposition du Rassemblement progressiste, un officier libéral qu'on appelait le « colon rouge », et à un autre proche de Nasser, M. Zacharia Mohieddine, ancien ministre de l'Intérieur, que le Roi avait désigné comme son successeur après la défaite de juin 1967.

Homme d'une grande discrétion, mais d'une indéniable énergie, il avait soutenu le président Sadat

dans les moments difficiles. Le deuxième rôle lui en avait été reconnu et il avait assuré l'ascension politique de ce jeune médecin qui avait terminé ses études en 1948 et exercé sa profession une dizaine d'années.

Secrétaire général de l'Union des étudiants égyptiens, Fouad Mohieddine s'était lancé dans la politique à l'époque de Nasser en se faisant élire député au Parlement. En 1965, il se vit confier la direction de l'Union socialiste arabe - le parti unique - de la province de Qaloubieh, dans le Delta. Sadat en fera tout à tour le gouverneur d'Alexandrie, de Gizeh, puis de Sidi Barrani, sur la rive gauche du Nil, le ministre de l'Administration locale, puis, en 1974, le ministre de la Santé.

Nommé premier vice-président du Conseil en 1980, il jouait en fait le rôle de premier ministre de Sadat. Le président Mubarak l'avait officiellement confirmé dans cette fonction en janvier 1982. - P.B.

Les Dix accroissent d'un tiers la capacité d'emprunt communautaire

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). Le montant des emprunts susceptibles d'être contractés par la Communauté pour venir en aide aux pays membres éprouvant des difficultés de balance des paiements a été porté de 6 milliards à 8 milliards d'ECU (de 41 milliards à 54,5 milliards de francs). La décision a été prise par les ministres des finances des Dix réunis, lundi 4 juin, à Luxembourg. Un Etat membre ne pourra pas emprunter plus de 50 % de ce total. La France a fait usage en 1983 de cette « facilité » communautaire pour un montant de 4 milliards d'ECU (27 milliards de francs).

Voilà dix ans, au début de la crise, la RFA s'opposait avec obstination à cette idée d'emprunt communautaire, et la possibilité d'y recourir n'a d'abord été ouverte qu'à titre très expérimental. L'adhésion de tous les Etats membres à la formule est la conséquence logique, parmi d'autres, de la mise en œuvre, depuis 1979, du Système monétaire

européen (SME) : celui-ci ne peut durablement fonctionner que si les économies de la Communauté évoluent de façon relativement homogène.

Au reste, les Dix semblent déterminés à donner un nouvel essor au SME, du moins si l'on en croit les propos tenus par M. Jacques Delors à l'issue de la réunion. Evoquant les travaux de la journée, le ministre français de l'Economie et des Finances a déclaré : « Une convergence très importante des Dix est apparue sur les affaires monétaires internationales, et nous avons pris la décision d'engager à nouveau une réflexion sur le renforcement du SME. Nous allons esquisser ensemble, d'ici à la rentrée, des propositions pour permettre au rôle de l'ECU de se développer ».

Cependant, le nouveau président de la Banque européenne d'investissement (BEI), nommé lundi par les ministres des finances, sera un Allemand. Il s'agit de M. Ernst Günther Broderick, qui appartenait au comité de direction de la Banque, occidentale pour le développement (Kreditanstalt für Wiederaufbau). Il succède à M. Yves Le Portz, un Français qui présidait la BEI depuis quatre ans. M. Alain Pratz, premier sous-gouverneur de la Banque de France, a été désigné comme vice-président français de la Banque.

L'activité de la BEI en faveur des investissements progressés à un rythme rapide. En 1983, ses prêts dans la Communauté et, accessoirement, dans les pays qui lui sont liés par des accords de coopération, ont atteint 6 milliards d'ECU (41 milliards de francs), en progression de 27 % par rapport à 1982. Soixante pour cent de ces crédits ont été attribués à des régions insuffisamment développées ou frappées par le déclin industriel.

PHILIPPE LEMAITRE.

VENTE TOTALE
JUSQU'À ÉPUISÉMENT DU STOCK
TAPIS
IRAN ET ORIENT
ARTISANAT PERSAN
LES PLUS BAS PRIX
Maison de l'Iran
225.62.90
65, Champs-Élysées-8^e
ouvert même dimanche

Dans votre magasin, demandez
CUVÉE JEAN-BAPTISTE
de Patriarche Père et Fils, un excellent vin rouge.

A cet instant, Mathieu, 5 ans, se demandait
s'il devait son mal au cœur au chocolat,
ou à la troublante présence de Julie ;
purpure, il termina sa troisième tablette.

TOBOGGAN
LE MAGAZINE DES ENFANTS DE 3 A 8 ANS
En vente chez votre marchand de journaux

MM. CLAUDE JOUVEN ET JEAN-MICHEL BLOCH-LAINE A LA TÊTE DU CCF ET DE LA BANQUE WORMS.

M. Daniel Deguen, président du Crédit commercial de France, et M. Georges Vialle, président de la Banque Worms, ne sont pas reconduits dans leurs fonctions. En revanche, M. Haberer, président de Paribas, devrait conserver son poste.

Le Journal officiel du 5 juin 1984 publie en effet la liste des membres des conseils d'administration de banques et compagnies financières nationales nommées par l'Etat.

Chez Paribas, M. Jean-Yves Haberer se trouve parmi les personnalités choisies et devrait donc conserver sa présidence. En revanche, au CCF, M. Daniel Deguen n'apparaît plus parmi les personnalités choisies et sera remplacé par M. Claude Joven, actuellement directeur de la concurrence et des prix. De même, à la Banque Worms, M. Vialle n'est pas renouvelé. Son successeur sera M. Jean-Michel Bloch-Laine, actuellement directeur général des opérations. Ce renouvellement est provoqué par l'élection par les salariés de leurs représentants aux conseils d'administration.

Né en juin 1938, M. Vialle, ancien chef de l'ENA, était conseiller à la Cour des comptes. Il avait été nommé président de Worms le 10 décembre 1982.

Né le 9 janvier 1928 à Toulon, M. Deguen, ancien chef de l'ENA, avait été président-directeur général de la Caisse nationale des marchés de l'Etat puis PDG du Comptoir des entrepreneurs, avant d'être nommé en mai 1982 président du CCF.

MM. Fauroux (Saint-Gobain) et Le Flock (Rhône-Poulenc) devraient être reconduits dans leurs fonctions de président. Le Journal officiel du 5 juin publie les décrets portant nomination aux conseils d'administration de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain. Les actuels présidents de ces deux sociétés sont nommés « en raison de leur compétence » et devraient donc être maintenus à leurs postes.

Nîmes : la Feria sans Peco Ojeda. Peco Ojeda, qui a été blessé grièvement dans les arènes de Madrid (le Monde du 2 juin), ne sera pas présent à la Feria de Nîmes. Il devait au cours du week-end de la Pentecôte tirer seul six taureaux de Jandilla, le vendredi, et réapparaître dans l'amphithéâtre romain le lundi. La région municipale des arènes de la cité gardoise a prévu pour remplacer le « sanquero » de présenter un cartel de six toreros artistes : Carro Romero, Rafael de Paula, Carro Vasquez, Carro Caro, Manolo Vasquez, Manzanera ou Emilio Muñoz.

Christian Guy explique son geste par « les risques de dérapage et d'échec » dus à la situation de la rédaction ; Jean-Pierre Berthet évoque « les méthodes employées pour préparer la restructuration, sans consultation des intéressés ».

La restructuration envisagée par Alain Denvers serait d'augmenter et viendrait à « casser les blocs » autonomes qui se sont constitués comme

UN ÉVÉNEMENT
AUX CHAMPS-ÉLYSÉES
OUVERTURE
DU 3^e MAGASIN-DÉPOT
LE 5 JUIN à 12 heures
AU 5, RUE WASHINGTON
(dans court) - M^e GEORGE-V

STEPHANE MEN'S
DISCOUNT DE LUXE
LES GRANDES MARQUES
GRIFFÉES DU PRÊT-À-PORTER
MASCULIN
A DES PRIX É-TON-NANTS
(- 30 à 40 %)
OUVERT T.L.J. de 12 h à 19 h 30
5, RUE WASHINGTON,
130, Bd SAINT-GERMAIN,
et 8, RUE D'AVRON

VOUS AVEZ DANS NOS MAGASINS
UNE SEMAINE POUR VOUS FAIRE
REMBOURSER VOS ACHATS

**TENNIS
A PARIS
CET ÉTÉ**
TENNIS FOREST
ACTION
Pne. d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Bois, Meudon
STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36

Sur le vif

Endettez-vous

C'est vraiment insensé ! Vous savez que quand je vendais une usine, un métro, une centrale à l'étranger, c'est toujours à crédit, c'est toujours à des pays pas insolubles, le Maroc, l'Irak, le Mexique, le Brésil, l'Argentine, la Pologne, des pays endettés jusqu'aux oreilles. Moi, pour leur prêter de quoi acheter mes produits, je suis obligé d'emprunter. Pas des francs, ce serait trop commode ! Des dollars. Et à quel taux d'intérêt ! En fait, plus je vends, plus je m'endette.

Et attendez, ce n'est pas fini. Comme ils savent que j'ai besoin de vendre, ils qu'ils me voient arriver, ils exigent que je leur avance des sommes astronomiques sans aucun rapport avec la valeur réelle de ce que je leur vends. Si on peut encore appeler ça vendre !

Naturellement, vous êtes au courant pour la Bolivie ? Pas gêné, elle a froidement décidé de ne plus rembourser personne. Inutile d'insister sur les conséquences possibles de cette politique : la faillite des banques américaines qui lui ont fait confiance. La krach à Wall Street. Tout le système financier international qui s'écroule et qui me dégringole sur la tête.

Vous pensez bien que l'exemple de la Bolivie va donner à réfléchir à tous les autres. Ils ne vont pas tarder à le suivre.

L'Équateur en parle déjà. Ils se raillent tout de me gâcher. Ils se gâtent d'ailleurs si peu qu'ils vont se réunir très prochainement. Ils vont créer un cartel des insolubles sur le modèle du cartel des pétroliers.

Alors là, qu'est-ce que je fais, moi ? Je vais tranquillement retrouver les six autres grands, jeudi à Londres. Je vais me taper d'énormes breakfasts anglais. Je vais faire un peu de shopping à Saville Row et j'en profiterai pour voir s'il n'y aurait pas, par hasard, un moyen de remédier à la situation. C'est tout vu. Il n'y a aucun. Si, on. La BCG l'aurait peut-être très sérieusement ce matin. On pourrait prélever un impôt spécial dans tous les pays du monde occidental.

C'est encore vous qui allez raquer. Alors, suivez mon conseil : faites comme les copains. Endettez-vous. Dépensez jusqu'au dernier sou. Empruntez. Achetez à crédit. Et refusez de payer vos traites. Avec quoi, de rien ? Vous n'aurez plus un rond. Et ça, c'est très important, groupez-vous, formez une association de débiteurs, fondez un cartel des fauchés avec vos voisins de palier. Alors, un peu de courage, n'hésitez pas. Je vous garantis que ça marchera.

CLAUDE SARRAUTE.

A TF 1

Deux rédacteurs en chef, MM. Jean-Pierre Berthet et Christian Guy, démissionnent avant une nouvelle reorganisation

Deux démissions - celles de MM. Jean-Pierre Berthet et Christian Guy de leurs fonctions de rédacteurs en chef des journaux quotidiens - ont été reçues, lundi 4 juin, la tension au sein de la rédaction de TF 1, particulièrement éprouvée par la succession de quatre PDG en trois ans. Ces démissions interviennent à la veille de l'annonce d'un plan de restructuration auquel M. Alain Denvers, nommé directeur adjoint de la rédaction en mars dernier (le Monde daté 18-19 mars), met en œuvre la dernière main.

Christian Guy explique son geste par « les risques de dérapage et d'échec » dus à la situation de la rédaction ; Jean-Pierre Berthet évoque « les méthodes employées pour préparer la restructuration, sans consultation des intéressés ».

La restructuration envisagée par Alain Denvers serait d'augmenter et viendrait à « casser les blocs » autonomes qui se sont constitués comme

autant de « chapelles » indépendantes dans la rédaction : « ceux des 13 h », « ceux des 20 h » et « ceux des magazines ».

Une équipe de rédacteurs en chef serait mise en place pour piloter l'ensemble des journalistes, répartis en cinq grands secteurs : France (qui verrait la fusion des services économiques, social et politique), Monde, Sports, Culture-Société, Reportages. Ce dernier secteur pourrait être confié précédemment à Christian Guy, tandis que M. Berthet prendrait la responsabilité de l'émission sept sur sept, dont les animateurs actuels partent pour Canal Plus (le Monde du 30 mai).

La restructuration de la rédaction de TF 1 pourrait en outre s'accompagner de quelques « rares » embauches, comme celle d'Arlette Chabot, de France-Inter, au service politique. Des fonctions plus importantes pourraient être confiées à Michel Cardozo. E.R.

UN VRAI LIT

SEUL CAPÉLOU vous présente un choix impressionnant de campements et tentes (tous les modèles) des meilleurs matériaux : DUCAL, SWANN, STEINER, D.S., SUEREN.

CAPÉLOU (DISTRIB. TEUF)

37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 357.64.35 +
Métro : PARENTIER

LIQUIDATION STOCK
en pleine saison d'été
avant travaux

waldorf

50, rue François 1^{er} - 75008 Paris

costume	-40%	-30%
pantalon	-50%	
veste		-20%
accessoire		

السلامة والبيئة